





## Cambodge

## Les dirigeants khmers rouges appellent l'Occident à l'aide

Les pays occidentaux, et notamment les États-Unis, doivent apporter leur soutien au Cambodge dans sa lutte contre l'envahisseur vietnamien, ont déclaré le premier ministre, M. Kien Samphan, et le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement du Kampuchéa démocratique, M. Ieng Sary. Parlant à des journalistes américains, européens et japonais, quelques jours après le début du Cambodge, les deux dirigeants khmers rouges ont déclaré : « Notre principal devoir n'est pas de faire la révolution socialiste ou de bâtir le socialisme, mais de pousser hors du Cambodge les forces vietnamiennes, de défendre notre nation, notre peuple, notre race », rapporte le *New York Times*, cité par l'*International Herald Tribune* du 1<sup>er</sup> et 2 mars. Ils ont souligné d'autre part la nécessité d'arrêter tous les Cambodgiens dans un grand front

d'union nationale patriotique et démocratique. « Si l'Occident veut nous remplacer par de nouveaux leaders, nous n'avons pas d'objection », a déclaré M. Ieng Sary, à condition, a-t-il précisé, que ceux-ci soient capables d'empêcher le Vietnam d'envahir le Cambodge. Nous sommes prêts à nous écarter de l'intérêt de la survie du Cambodge. » Aucun groupe de résistants cambodgiens ne peut se permettre de repousser les Vietnamiens, a-t-il dit encore en substance. « Nous avons besoin, a-t-il déclaré, d'un soutien international. Pas nécessairement sous la forme de forces armées, mais économique, politique et diplomatique. » Le vice-premier ministre a remercié les États-Unis pour avoir soutenu le droit du gouvernement du Kampuchéa démocratique à détenir le siège du Cambodge à l'ONU. « Leurs intérêts et les nôtres coïncident », a-t-il ajouté.

## Le charme discret de la diplomatie du Kampuchéa démocratique

Il n'y a plus de « mystère » à Thlong Mumm (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier). Cet intellectuel cambodgien, qui avait disparu, en décembre dernier, d'un camp de réfugiés en Thaïlande à la veille de sa nomination, avec rang de ministre, dans le cabinet ramené à M. Pol Pot, vient de refaire surface très officiellement à Manille. Après avoir dirigé au début du mois de février la délégation du Kampuchéa démocratique à la conférence des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est, qui s'est tenue dans la capitale des Philippines, M. Mumm s'est rendu en Australie et en Nouvelle-Zélande. Il est attendu, au début du mois de mars, à Paris, où il doit participer à une conférence de l'UNESCO. Cet ancien polytechnicien, rencontré, en novembre dernier, dans le camp de réfugiés de Kheo-Dong, s'était alors présenté comme un transfuge du régime khmer rouge, dont il estimait, avec agacement, certains « excès » d'ailleurs imputés pour l'essentiel aux éléments provietsnamiens du parti. La demande d'accueil présentée par M. Mumm à l'ambassade de France à Bangkok, au titre de la réunion des familles, avait rapidement obtenu un avis favorable du Quai d'Orsay, ce qui est loin d'être le cas pour nombre de réfugiés. A Paris, M. Mumm retrouvera Mme Ieng Thirith, épouse de M. Ieng Sary, ministre des affaires étrangères et numéro deux du régime, qui se trouve déjà dans la capitale française. Ils devraient y poursuivre, selon l'expression d'un diplomate, leur « entreprise d'éducation de l'Occident », quatre années après l'abdication impitoyable des influences occidentales, et plus particulièrement de celle de la France, dans leur pays.

R.-P. PARINGAUX.

## 20 ANS D'ENQUÊTE SUR MAHLER

Mahler au jour le jour, vu par ses proches, sa discographie passée à la loupe : un très grand dossier. Également dans ce numéro un entretien exclusif et explosif avec Solomon VOLKOV, l'élève à qui Chostakovitch dicta en secret ses mémoires. Et aussi Charlie Parker, le Ska, Cherubini, le guide Hi-Fi, Jean Wiener... Les actualités, les disques et tous les concerts.

Le Monde de la  
**MUSIQUE**  
CHAQUE MOIS  
TOUTES LES MUSIQUES.  
DE TOUS LES PAYS.  
DE TOUS LES TEMPS.

## LA CRISE AFGHANE

## Des risques de répercussions sur la situation en Indochine

Déjà en proie à de grandes difficultés économiques et politiques, le Vietnam risque d'être frappé par les retombées de la crise afghane. L'invasion du Cambodge avait mis à mal le capital de sympathie dont bénéficiait Hanoi en Occident et dans les pays du tiers-monde ; l'aide occidentale et internationale a été considérablement réduite. L'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan — que Hanoi met sur le même plan en déclarant que l'« histoire s'écrit en répétition » (déclaration de l'Agence vietnamienne d'information du 31 janvier) — a renforcé l'isolement du Vietnam et accru le mécontentement des autres pays de la région à son égard. En même temps, forcée de donner la priorité à son nouveau champ de bataille pour le fourniture d'armes, de munitions, de matériel et de denrées alimentaires, et commençant à sentir les effets du boycott américain, l'Union soviétique a, selon des sources en provenance de Viennet, et citées par la *Far Eastern Economic Review* de Hongkong, écarté Hanoi qu'il ne fallait plus compter sur une aide en céréales pour 1980. En 1979, le Vietnam a reçu 1,5 million de tonnes de blé soviétique alors que son déficit en riz était d'environ 3 millions de tonnes. Qui plus est, l'exploration et l'exploitation des ressources pétrolières vietnamiennes, qui devaient être entreprises d'ici à 1985 par le Comecon, pourraient, elles aussi, souffrir de l'embargo décrété par le président Carter. Cette situation est d'autant plus dramatique que le pays connaît la sécheresse la plus grave depuis trente ans. Selon les informations fournies le 14 janvier par M. Phan My, ministre délégué auprès du premier ministre, lors d'une conférence consacrée à la sécheresse, « dans nombre de régions, la pluviosité est de 60 % à 85 % inférieure à la normale ». La production d'énergie hydroélectrique en est tellement affectée que le premier ministre a décidé de supprimer la fourniture d'électricité à tous les foyers ruraux et de la réduire dans les villes. L'énergie est réservée, en priorité, aux pompes hydrauliques, car « il n'y a pas de pluie, plus urgente que d'acquiescer la production de céréales » (Nhan Dan du 6 février). Il fut en même temps évité que le riz ne parte vers le marché parallèle : « Beaucoup de provinces n'ont pas collecté et échoué de manière satisfaisante les céréales et n'ont pas réussi à s'en assurer le contrôle, et à l'empêcher d'être échangé par le marché libre (Radio-Hanoi du 8 février). Si la superficie cultivée s'est accrue de plus de 1 million d'hectares en cinq ans, la productivité reste trop faible, les objectifs du plan pour l'élevage n'ont pas été atteints. Dans le domaine industriel, la production de biens de consommation demeure insuffisante, tant en qualité qu'en quantité, et « nous n'avons aucun signe d'amélioration », selon un récent rapport de M. Nguyen Lam, qui vient d'être nommé responsable de l'économie. En même temps, les coûts augmentent. « Au Nord, un grand nombre d'usines ne sont pas productives, leur matériel est vieux et la plupart du temps hors d'usage, et il y a pénurie de pièces détachées. Au Sud, elles dépendent de l'étranger pour les matières premières et l'équipement. Or il n'y a guère de politique de fourniture de matières premières locales et les exportations, insuffisantes », ne permettent pas de couvrir les frais d'importation de matières premières et d'équipement indispensables. Enfin, les mines de charbon de Hongai, principale source de devises du Vietnam, n'ont pas atteint le niveau fixé (Radio-Hanoi du 8 février).

## Une « seconde révolution »

Ces difficultés, et le peu de soutien extérieur obtenu pour les surmonter, ne vont pas sans créer des problèmes politiques au régime qui doit, en plus, porter à bout de bras sa conquête cambodgienne et soutenir son allié laotien. Pénin profite de cette situation pour tenter d'affaiblir encore plus son voisin et adversaire. Dans le domaine de la propagande, la Chine s'est fait une joie de citer le récent message du Nouvel An du secrétaire général du P.C.V., M. Le Duen, appelant ses compatriotes à se serrer la ceinture encore un peu plus, et de le comparer à celui de 1978 dans lequel il leur promettait une grande amélioration des conditions de vie dans les cinq à dix années à venir. Le 15 février, Radio-Pékin, dans ses émissions en vietnamien, a diffusé une pièce sur les maux des habitants des nouvelles zones économiques. Le 1<sup>er</sup> février, M. Hunning Ven Hoen, ancien membre du polit-

buro du P.C.V., a lancé un appel à ses compatriotes à faire une « seconde révolution » contre le « cliques Le Duen ». M. Hoen s'est réfugié à Pékin l'été dernier. C'est cependant essentiellement dans le domaine militaire que la pression chinoise est lourde. En soutenant la résistance au Cambodge et au Laos, et en maintenant des troupes le long de la frontière sino-vietnamienne, Pékin immobilise des centaines de milliers de soldats vietnamiens improductifs. Selon un rapport de Hanoi en date du 20 février, « quatre cents groupes d'espions et de commandos ont été envoyés clandestinement au Vietnam par les réactionnaires chinois ; en novembre, quinze groupes se sont infiltrés dans les districts de Mong-Lai et de Binh-Lieu, province de Quang-Ninh ». Les Chinois ont créé des « équipes de travail des minorités ethniques » et « envoyé secrètement des Chinois d'origine vietnamienne pour ramasser des informations, saboter la production, concevoir une guerre psychologique, susciter le banditisme, subvertir les révolutions et créer des dissensions parmi les minorités ethniques dans le dessein de préparer des émeutes ». Dès l'été dernier, pour les soustraire à une trop efficace propagande chinoise, les Vietnamiens auraient commencé à regrouper dans les basses terres les habitants des villages de montagne trop proches de la frontière chinoise.

## La « guerre psychologique » chinoise

Les montagnards s'agitent aussi sur les Hauts Plateaux du Sud. Des informations concordantes font état de l'insécurité qui règne dans ce secteur où l'on ne se déplace qu'en convois protégés militairement. Les Khmers rouges et Pékin ont récemment paré d'activités de résistance du FURLQ (Front uni pour le libération de la région laotienne) et l'armée du Kampuchéa démocratique a diffusé le 23 janvier un message du « premier ministre » de cette organisation, M. Anuk N'gram, qui dénonce les « massacres » et les brutalités, et parle des succès de ses guerilleros. Bien que peu nombreuses, les minorités ethniques ont joué un rôle important dans les deux guerres d'Indochine et occupent une position stratégique. Certains de leurs dirigeants, vietnamiens du P.C.V., ont été limogés ces dernières années. Pékin tenta de profiter de ce malin labeur du système, d'autant que plusieurs minorités vivent à cheval sur les frontières de la Chine, du Vietnam et du Laos.

PATRICIE DE BEER.

## LA TENSION EST-OUEST

## Les suggestions de Moscou aux Européens

(Suite de la première page.)

L'idée d'une communauté d'intérêts entre l'Europe de l'Ouest et l'U.R.S.S. avait déjà été lancée il y a quelques semaines par le même commentateur (le Monde du 12 février). C'est aussi M. Portugalov qui, au cours du débat sur le « modernisme » des forces nucléaires de théâtre, avait dit que tous les pays européens de l'Ouest, comme de l'Est, étaient également intéressés à faire échouer les projets américains. L'objectif reste toujours le même : « sauver l'Europe occidentale qu'elle ferait mieux de négocier directement avec Moscou plutôt que de s'en remettre aux États-Unis pour sa sécurité militaire et pour son approvisionnement en énergie. »

Le commentateur de Tass relève un passage du discours « électoral » de M. Brejnev, qui a été beaucoup moins remarqué que la petite phrase : « sur l'Afghanistan et les « garanties » de non-ingérence que ces voisins et les États-Unis pourraient donner pour permettre un retrait des troupes soviétiques. M. Brejnev avait déclaré : « A Washington, on aime à parler de la nécessité d'assurer la sécurité du transport du pétrole vers les États-Unis. On peut le comprendre mais peut-on le faire en transformant la région des communications en une poudrière ? Il est clair que le résultat sera inversé » (le Monde du 29 février). Le point de vue soviétique sur une question essentielle a été donné avec une « concision impressionnante », écrit l'agence Tass. « Il pourrait être le point de départ d'initiatives européennes de portée globale qui conduiraient à une solution de réchange, bédécise, à la journée d'urgence donnée par Washington aux événements dans la région (du Golfe). »

Le raisonnement soviétique est le suivant : les voies de transport du pétrole ont une importance vitale non

seulement pour les États-Unis mais pour les autres pays consommateurs du pétrole arabe, sans compter les pays producteurs et exportateurs. En transformant unilatéralement la région du Golfe Persique en « zone d'instabilité », les États-Unis veulent garantir à leurs monopoles un droit d'accès prioritaire, sinon exclusif, au pétrole d'exportation. La situation est si instable que le moindre étincelle risque de faire exploser la poudrière, compromettant ainsi l'approvisionnement en énergie de l'Occident.

Come une telle situation, quelle devrait être, selon Moscou, l'attitude des Européens ? Au lieu d'exprimer leur solidarité avec les États-Unis, de soutenir des « affirmations calomnieuses » sur le désir de l'U.R.S.S. de parer vers les mers chaudes, de se soumettre aux volontés des monopoles pétroliers, qui « détestent la politique globale » de Washington, et d'accepter les crises pétrolières artificielles provoquées par les « sept sœurs », il serait temps que l'Europe donne l'exemple.

La solution n'est pas difficile à trouver. « Non seulement l'U.R.S.S. ne cherche pas à se brayer par la force un chemin vers les mers chaudes, mais elle a intérêt elle-même à sauvegarder la sécurité des voies de communications pétrolières dans la région », estime M. Portugalov, qui fait référence à une déclaration du chancelier Schmidt, selon laquelle, « en tant qu'acheteur éventuel de pétrole proche-oriental, l'U.R.S.S. a le droit légitime d'avoir accès à ces sources ».

C'est ainsi qu'on commence à discuter dans cette question des intérêts parallèles de tous les pays d'Europe », ajoute Tass. Moscou propose donc que la conférence péninsulaire sur l'énergie (une des trois réunions de l'environnement et les transports qui, pour les dirigeants soviétiques, doivent suivre la conférence de Helsinki)

## NOUVEAU PONT AÉRIEN SOVIÉTIQUE VERS KABOUL

L'U.R.S.S. a organisé depuis le 27 février un nouveau pont aérien vers Kaboul, acheminant d'importants renforts en troupes, des mille hommes, selon les services de renseignement américains — et en matériel. Des voyageurs arrivés à New-Delhi ont cependant précisé que ces mouvements étaient moins importants que ceux qui avaient précédé le coup d'État du 27 décembre. Ces voyageurs occidentaux, jugés par l'A.R.F., ont recueilli que les policiers afghans procédaient à des perquisitions systématiques dans la capitale depuis les émeutes du 27 février, afin de trouver des caches d'armes. Mais les informations sont mises en doute dans certains milieux afghans, selon Reuters.

La tension reste vive dans la capitale, précise l'agence britannique, l'agence Tass a, pour sa part, démenti que des exécutions aient eu lieu récemment à Kaboul, et les criminels arrêtés, responsables d'activités contre-révolutionnaires, comparaitraient devant un tribunal conformément aux lois en vigueur et seraient jugés selon leurs fautes. Aucun mal ne sera fait à qui que ce soit sans la sentence du tribunal révolutionnaire. Celle-ci indique d'autre part que les autorités de Kaboul ont présenté aux journalistes des centaines de fusils et de pistolets mitrailleurs introduits illégalement en Afghanistan par des agents de l'impérialisme. Le ministre afghan de l'information et de la culture a déclaré que les « contre-révolutionnaires » avaient pillé et tué récemment le taise et une maison médiévale, près de Jalalabad.

A Peshawar, au Pakistan, un porte-parole du mouvement de Jama'at Islami a déclaré, le 29 février, que l'alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan, devant regrouper six organisations de résistance, était sur le point de se constituer de façon formelle. Les négociations à ce sujet ont beaucoup progressé. Il ne reste plus que des questions de détail à régler, a-t-il précisé. La constitution de cette alliance avait été annoncée il y a six mois, à l'occasion de la Conférence des pays musulmans réunie à Islamabad.

de l'absence de la question « de la sécurité des communications pétrolières et d'un accès commercial égal pour tous aux sources pétrolières de la région du Golfe ».

Les trente-cinq pays signataires de l'Acte final d'Helsinki pourraient ensuite soumettre en commun à l'ONU un projet de garantie. Avec le consentement des pays d'Orient producteurs de pétrole, les Nations unies pourraient alors étendre ces garanties à la souveraineté territoriale et à l'indépendance de ces pays. Cette proposition a un aspect tactique certain : empêcher la création d'un front commun États-Unis-Europe occidentale.

Au même moment, les Izvestia consacraient en effet un long commentaire à « L'Europe et la stratégie de l'antidétente ». Le journal affirme : « Les peuples européens souhaitent que leur continent demeure une zone de stabilité et ils ne lâcheront pas qu'un vent froid souffle depuis les bords du Potomac. » D'autre part, un autre commentaire de l'agence Tass critique sévèrement le gouvernement ouest-allemand, qui « cède de plus en plus à la pression des États-Unis et glisse vers le soutien de la politique dangereuse de Carter ».

Au-delà de cette composante conjoncturelle, l'idée lancée par M. Portugalov révèle deux préoccupations plus profondes : d'une part, l'U.R.S.S. voudrait se voir reconnaître, par des moyens si possible pacifiques, un droit de regard sur l'approvisionnement énergétique de l'Europe de l'Ouest. Mais il n'est pas exclu, d'autre part, que, inquiète de l'épuisement de ses propres ressources ou des difficultés de leur exploitation, elle cherche à obtenir une part du pétrole proche-oriental par un accord global qui limiterait les risques de confrontation dans la région avec les États-Unis.

DANIEL VERNET.

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ



Chine

# Les décisions du comité central du P.C. renforcent encore la position de M. Deng Xiaoping

De notre correspondant

Pékin. — Les questions de personnes ont dominé la cinquième session plénière du comité central du P.C. chinois, qui s'est terminée vendredi 29 février, après six jours de travaux (nos dernières éditions datées du 1<sup>er</sup> mars). Les principales décisions dans ce domaine renforcent encore la position de M. Deng Xiaoping au sein de la direction du parti. Elles sont de trois ordres.

1<sup>er</sup> Primo, quatre membres du bureau politique perdent leurs sièges. Ce sont MM. Wang Dongxing (ancien chef de la sécurité de Mao Tse-tung et vice-président du comité central), Wu De (ancien maire de la capitale), Chen Xilian (ancien commandant de la région militaire de Pékin) et Ji Dengkui (ancien premier commissaire politique de la même région militaire). Tous les quatre avaient depuis plus ou moins longtemps perdu les fonctions qu'ils exerçaient dans le parti, l'armée ou l'administration civile et avaient été critiqués pour leurs comportements avant la mort de Mao et la chute de la « Bande des quatre ». Considérés comme les chefs de file des « conformistes », leur éviction était considérée comme inévitable, au moins à terme. Elle marque cependant une rupture avec une période de plus de trois ans pendant laquelle les vastes remaniements intervenus dans l'appareil du parti avaient épargné les membres du bureau politique. Les effectifs de cet organisme étaient augmentés plusieurs fois de nouveaux membres, mais personne n'avait été écarté de l'exception de Mme Wu Xueqian, membre suppléant, disparue dès la fin de 1976.

La décision de procéder aujourd'hui à ces éliminations prête à de nombreuses interprétations qui peuvent être complémentaires et non contradictoires. D'une part, la tendance majoritaire dominée par M. Deng Xiaoping a jugé qu'elle pouvait désormais se débarrasser sans inconvénients de survivants d'une autre époque. Elle a estimé, d'autre part, qu'elle ne s'estimait plus longtemps à justifier une telle mesure sous peine d'encourager un courant d'opposition dangereuse. Divers commentaires de presse récents incitent à penser que ce dernier argument a joué un rôle déterminant, les tenants d'une ligne qualifiée de « gauchiste » ayant été présentés comme existant en danger par leur activité « factionnaliste » la stabilité et l'unité du régime.

## Les nouveaux promus

Secondo, les promotions à la direction du parti. Les principaux bénéficiaires en sont MM. Hu Yaobang et Zhao Ziyang, qui deviennent membres du bureau politique permanent du bureau politique, instance suprême où ils se retrouvent dans la seule compagnie du président Hu Guofeng et des quatre vice-présidents du comité central. On s'attendait à une promotion pour M. Zhao Ziyang, qui, en qualité de premier secrétaire du parti pour la province du Sichuan, s'est fait la réputation d'un dirigeant particulièrement dynamique, probablement destiné à de hautes responsabilités gouvernementales. M. Hu Yaobang, pour sa part, accroit encore son emprise sur l'appareil du parti proprement dit en prenant la tête du secrétariat du comité central. Il y a, à vrai dire, un petit mystère dans cette nomination. Immédiatement après le troisième plénum, soit il y a un peu plus d'un an, M. Hu Yaobang avait déjà été cité comme « secrétaire général » du comité central (le Monde du 6 janvier 1979). Ce titre n'est donc pas nouveau, mais il faut sans doute comprendre que l'organe du secrétariat lui-même va seulement commencer aujourd'hui à prendre vie.

Les dix autres personnages qui y sont nommés ont pour la plupart la double caractéristique d'être un peu plus jeunes que la majorité des hauts dirigeants du régime (bien que leur propre moyenne d'âge approche de soixante-dix ans) et de disposer d'une solide expérience technique, personnelle, économique ou administrative. A des degrés divers, tous les nouveaux secrétaires peuvent, d'autre part, être considérés comme proches de M. Deng Xiaoping, qui assure ainsi, à terme, sa succession. On notera toutefois que le général Yang Deshi, qui a récemment remplacé M. Deng Xiaoping comme chef d'état-major général de l'armée, ne peut être considéré comme un « client » du vice-premier ministre et paraît surtout devoir exercer le rôle de représentant des militaires dans la haute hiérarchie du régime. Le secrétariat du comité central est rétabli plutôt que créé puisqu'il existait avant la révolution culturelle, sous la direction d'ail-

leurs de M. Deng Xiaoping. Il faut y voir une sorte d'instrument exécutif de la direction du parti permettant des interventions directes dans l'appareil économique et administratif, parallèlement aux voies gouvernementales normales. Tertio, la réhabilitation de Liu Shaoqi. Celle-ci n'est nullement une surprise, puisque les publications du parti avaient déjà défendu ces derniers mois le nom et les idées de l'ancien président de la République. Il est donc naturel que le comité central repudie les étiquettes de « renégat, traître et canaille » dont il fut affublé en 1968. Restait à déterminer jusqu'à quel point Liu Shaoqi serait réhabilité et sous quelle forme. Aucune réserve n'est faite aujourd'hui sur le personnage (à qui l'on reprochait pour- tant des erreurs de gauche comme de droite, notamment dans la répression anti-droitière à la fin des années 50), qualifié de « grand marxiste » et de victime de « grand coup pmoné dans l'histoire du parti ». Une cérémonie solennelle à sa mémoire sera donc organisée.

Le communiqué du comité central révèle que cette décision a

## LIU SHAOQI, LA VICTIME D'UN « COUP MONTÉ »

L'ancien président Liu Shaoqi qui vient d'être présenté comme la victime innocente du « plus grand coup monté » de l'histoire du P.C. chinois avait été la principale cible de Mao Tse-tung. Né en 1898, il fut une très jeune et d'avant rapidement l'un des vice-présidents de la Fédération pan-chinoise du travail pendant la période d'alliance entre le P.C. et le Kuomintang. Après la Longue Marche, il se présenta au parti pour la Chine du Nord. Il est choisi pour devenir président de la République en 1959 quand le Grand Timonier décide de se rallier « en deuxième ligne ». Il est l'un des premiers à critiquer la politique du Grand Bond en avant, qu'il avait pourtant contribué à lancer.

Pris pour cible par les activistes de la révolution culturelle, présenté comme la « Khrouchtchev chinois », il est destitué en 1968. La presse de Pékin dit de lui qu'il est un « mort politique », mais l'incertitude demeure sur son sort effectif pendant plusieurs années. Il apparaît maintenant qu'il est mort en 1969. La querelle entre Mao et Liu Shaoqi fut aggravée par les rivalités entre leurs épouses. Le mépris proclamé de celui du Grand Timonier, Mme Jiang Qing, pour la coquette et « bourgeoise » de celle de Liu Shaoqi, Mme Wang Guogeng, inspira les attaques hystériques de certains gardes rouges.

fait l'objet d'enquêtes et de discussions approfondies au cours desquelles des points de vue divers se sont certainement exprimés. La réhabilitation de Liu Shaoqi, dans le contexte actuel, a, en effet, surtout valeur de symbole. Si l'on évite d'évoquer le rôle de Mao dans la condamnation de l'homme qui fut désigné comme le « Khrouchtchev chinois », c'est bien cependant toute la lutte contre le révisionnisme à l'intérieur du parti entreprise par Mao lui-même qui est aujourd'hui dénoncée comme une « erreur et sans fondement ». En revanche, l'absence totale de réserves sur l'ancien chef de l'Etat constitue un aveu des politiques de discipline sinon d'autoritarisme dont il fut en son temps l'efface artisan.

Outre ces questions de personnes, le comité central a d'ailleurs mis l'accent sur la nécessité d'une plus stricte discipline à l'intérieur comme à l'extérieur du parti. C'est dans ce sens que vont, d'une part, les documents qu'il a adoptés ou dont il propose l'adoption pour réglementer la vie des communistes chinois (le programme interne du parti) et, d'autre part, le projet de réforme de la Constitution visant à supprimer diverses libertés inscrites à son article 45, en particulier celles relatives à la liberté de mouvement. Ces restrictions avaient déjà été annoncées par M. Deng Xiaoping dans son rapport du 16 janvier (le Monde du 29 janvier), et le comité central ne fait ici que consacrer les principes d'une reprise en main en cours depuis la suppression du « mur de la démocratie » à Pékin.

Le comité central, enfin, annonce la convocation anticipée du douzième congrès du parti, qui suivra les statuts, ne devant pas se réunir avant 1982. Il indique que le congrès aura à se saisir de problèmes exigeant « des solutions rapides », en particulier dans le domaine économique. Le comité central lui-même s'abstient de traiter ce sujet, arguant d'un rapport présenté le 19 février à ce propos par le vice-premier ministre, M. Li Xiangnan, d'une conférence nationale réunie aux mois de novembre et de décembre 1979 et qui, paraît-il, arrêtait les objectifs du plan pour 1980.

ALAIN JACOB.

## AMÉRIQUES

### Colombie

## Le gouvernement accepte de négocier avec les gérilleros qui occupent l'ambassade dominicaine

Le gouvernement colombien a accepté, à la demande du comité de négociation formé par les diplomates retenus en otages, d'entamer des conversations avec les gérilleros occupant l'ambassade dominicaine, a-t-on annoncé officiellement, le vendredi 29 février dans la soirée, à Bogotá. Les extrémistes de gauche, qui reçoivent une quarantaine d'otages, avaient fait part, auparavant, de leur détermination d'exécuter, dans la soirée de vendredi, deux diplomates qui se trouvaient entre leurs mains, et les négociations ne s'étaient pas poursuivies. Quatre-vingt-dix minutes avant l'expiration de cet ultimatum, les services du président Julio César Turbay Ayala faisaient diffuser, sur les antennes de la radio colombienne, un message urgent offrant d'ouvrir immédiatement des négociations avec les extrémistes. Les négociations pour- raient avoir lieu dans une canon- nette qui serait stationnée devant les locaux de l'ambassade, d'où elle pourrait être surveillée par les gérilleros.

Dans la journée, les gérilleros avaient libéré les quatre femmes qui se trouvaient parmi les otages. Un nombre des personnes ainsi relâchées figuraient l'ambassadeur de Costa-Rica, Mme Maria Zetina Chacón. En outre, trois blessés, parmi lesquels le chargé d'affaires du Paraguay et un adolescent de seize ans, ont pu quitter l'ambassade.

En l'absence d'éléments nouveaux, on estime que les gérilleros du M-19 retiennent à présent quatre diplomates de haut rang : le nonce apostolique, les ambassadeurs des États-Unis, du Mexique, du Venezuela (ces quatre personnalités composent le « comité de négociation » créé par les révolutionnaires), du Brésil, de la Suisse, de l'Autriche, d'Israël, de l'Uruguay, de l'Égypte, du Guatemala, d'Italie, de la République Dominicaine, et le chargé d'affaires de Bolivie.

Le département d'État américain a indiqué, vendredi, que les ambassadeurs d'Union soviétique, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Hongrie se trouvaient à l'ambassade le 29 février, et ont quitté les lieux peu après l'annonce lancée par le commando du M-19 pour assister à une réception à l'ambassade de la République démocratique allemande.

Les quatre ambassadeurs de la

### Surinam

## L'ANCIEN PREMIER MINISTRE S'EST LIVRÉ AU CONSEIL MILITAIRE

L'ancien premier ministre du Surinam, M. Henck Arron, s'est livré le 28 février au Conseil militaire national, mis en place par les insurgés qui ont pris le pouvoir le 25 dans l'ex-Guyane hollandaise. Citant un communiqué du Conseil, l'Agence de presse du Surinam (GNA) annonce que quatre ministres se sont également livrés. Tout comme M. Arron, ils étaient entrés dans la clandestinité depuis le putsch. Il s'agit de MM. Michael Cambridge (développement), Leslie Goede (finances), L. Zuiverloon (économie) et P. Parmesser (travail). Les ministres de l'Intérieur et de la Justice, MM. Anton Van Gelderen et S. Badri Singh, s'étaient antérieurement mis à la disposition du Conseil militaire. Seul l'ancien ministre de l'Armée, M. Ronald Willemzorg, et le secrétaire d'État à l'Agriculture, M. Kansantoreno, n'ont pas été retrouvés.

Le correspondant à Paramaribo de l'agence néerlandaise A.N.P. rapporte d'autre part, que le lieutenant Michel Van Rey, le plus haut gradé du Conseil, a déclaré que les élections anticipées pour le 27 mars n'auront pas lieu. Le lieutenant a pourtant souligné que les putschistes, formés aux Pays-Bas, étaient respectueux de la démocratie. Il a également déclaré que les détenus politiques seront libérés.

## LES «DISPARITIONS» EN ARGENTINE

## La commission des droits de l'homme de l'ONU va former rapidement un groupe de travail

De notre correspondante

Genève. — Le projet de résolution présenté par le professeur Jean-Claude Seyer (France) sous la rubrique « Questions des personnes manquantes ou disparues » (le Monde du 29 février) a été adopté vendredi 29 février par consensus, mais dans une version amendée, par la commission des droits de l'homme de l'ONU. L'adoption de ce texte, modifié à l'initiative des représentants de Chypre, de l'Irak, de l'Iran, du Sénégal et de la Yougoslavie, a été considérée comme une victoire par tous ceux qui se sont élevés contre les violations des droits de l'homme en Argentine. Ce développement marque la fin du blocage exercé par les représentants de ce pays soutenus par les Soviétiques. Un groupe de travail chargé d'examiner la question des disparitions involontaires ou forcées de personnes va pouvoir fonctionner dans les plus brefs délais. L'unanimité n'a pu être réalisée grâce aux modifications qui ont été introduites. Le texte initial, proposé par la France, était ainsi que l'on n'y envisage plus « une action systématique » visant à l'élimination des disparitions, mais simplement « une action appropriée ». Il n'y est plus question de prendre contact avec les « familles » des disparus ni avec les

« organisations non gouvernementales », ces dernières étant remplacées par des « organisations humanitaires ». Il n'est plus question dans le texte adopté ni de l'« arrestation des personnes » ni d'« entreprises sans retard des recherches impartiales quant à la localisation ou sort de la personne disparue » et à l'identification de ses restes. Le groupe de travail est en revanche invité à « exécuter sa tâche avec discrétion ». Enfin, il n'est plus demandé aux gouvernements d'« informer sans délai les experts de ces cas et de leur signaler l'incapacité de localiser immédiatement ou après une brève enquête... une personne dont on leur signale l'enlèvement ou l'arrestation ». Le groupe de travail sera créé « pour une durée d'un an » alors que le projet français ne prévoyait aucune limitation de durée. C'est le président de la commission, M. Waleed Sadi (Jordanie) et non le secrétaire général des Nations unies qui en nommera les membres, lesquels ne seront pas comme le prévoyait le texte initial, « trois experts de compétence internationale », mais cinq membres de la commission elle-même.

ISABELLE VICHNIAC.

## Washington fait état de nouvelles activités militaires soviétiques à Cuba

De notre correspondant

Washington. — La tension soviéto-américaine provoquée par la crise algérienne n'a pas fait oublier les vieux problèmes — certains diront les fausses querelles — opposant les deux pays. Vendredi 29 février, la département d'État a fait savoir que la fausse brigade soviétique de Cuba, qui avait défrayé la chronique l'été dernier, est toujours active pour la première fois depuis août 1979, cette unité — toujours estimée entre deux mille six cents et trois mille hommes — vient d'effectuer dans l'île des exercices militaires qui n'ont apparemment rien à voir avec l'entraînement des forces cubaines. Il s'agit donc bien toujours d'une « brigade de combat ».

Certes, son effectif n'a pas été augmenté et ses capacités n'ont pas été renforcées, conformément à la promesse que les Soviétiques avaient faite à l'automne. Mais l'optimisme manifesté il y a quelques mois par M. Vance, selon lequel des changements « non désagréables » avaient été constatés dans le statut de cette brigade, n'a pas été confirmé. Le gouvernement américain n'a pas pour autant l'intention de dramatiser l'affaire. Aucune protestation n'a été adressée à Moscou et l'on n'envisage apparemment pas de demander des explications. C'est aussi pour éviter toute fuite intempestive que le département d'État a décidé d'annoncer lui-même ces nouvelles manœuvres de leur détachement. L'en- dernier, l'annonce prématurée de la présence de la brigade par des sénateurs avait déclenché un flot de réactions électoralement émollientes. Le gouvernement s'était trouvé entamé dans des positions « dures ». M. Carter allant jusqu'à déclarer « inacceptable » une situation dont il lui avait bien fallu s'accommoder par le passé et jusqu'à aujourd'hui. L'affaire avait été finalement augmentée après les mesures de précaution annoncées par le président le 1<sup>er</sup> octobre (organisation d'exercices militaires à la base de Guantanamo, à Cuba, et mise sur pied d'un commandement pour les Caraïbes, notamment), mais la principale victime, avait été la traité SALT 2, dont le débat de ratification avait été ajourné pendant deux bons mois. Or cette période était la seule pendant laquelle le traité avait quelque chance de passer, avant que l'invasion de l'Afghanistan par l'U.R.S.S. lui porte le coup fatal. Aujourd'hui, les sanctions prises contre cette action émolliente devraient protéger M. Carter des accusations de mollesse, si répandues cet été. Mais les premières réactions recueillies, notamment celle du sénateur démocrate Frank Church, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, qualifiant les manœuvres de la brigade de Cuba de « sérieuse provocation envers les États-Unis », donnent à penser que le sujet reste aussi « éensible » qu'il par le passé.

MICHEL TATU.

## EUROPE

### Pologne

## Tous les citoyens devraient avoir le droit d'agir dans leurs propres organisations

déclare l'épiscopat

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Deux semaines après le huitième congrès du parti, l'Eglise catholique polonaise vient de rappeler aux autorités de Varsovie que rien ne pouvait se faire

dans le pays contre elle ni sans elle. « La rénovation morale et sociale ne peut être l'œuvre d'un seul groupe », ont déclaré, vendredi 29 février, les évêques à l'issue de la conférence plénière de l'épiscopat. C'est là l'affaire de tous les Polonais, qui devraient avoir le droit et la possibilité d'agir dans leurs propres organisations. Cette critique directe du rôle dirigeant que s'attribue le parti répond clairement aux appels à la discipline et à la mobilisation de tous lancés de la tribune du congrès par les dirigeants. En émettant, comme l'avaient d'ailleurs fait de nombreux délégués, les difficultés économiques, sociales et politiques de la Pologne, le communiqué de l'épiscopat insiste sur le fait que « la liberté et la vérité » sont indispensables à la solution des problèmes auxquels doit faire face le pays.

En décembre, lors de leur précédente conférence plénière, les évêques avaient déjà réclamé que soit reconnue à l'Eglise « une place convenable dans l'étape actuelle de l'histoire de la nation », afin qu'elle puisse rendre l'homme « plus dévoué à ses engagements (...) et plus courageux et conscient de ses droits ». La reconnaissance de la liberté d'association est, d'autre part, un thème traditionnel de revendication de la hiérarchie catholique.

L'avis est net : si rien n'est fait en ce sens il est illusoire pour le pouvoir d'espérer obtenir « un soutien et un consensus social » dont il ne pourrait être question sans un « véritable dialogue entre la société et les autorités ».

Les évêques apportent enfin dans leur communiqué de vendredi un soutien aux militants de l'opposition lorsqu'ils émettent que personne ne devrait avoir à vivre dans la crainte parce que ses opinions ou ses activités divergent des positions officielles.

BERNARD GUETTA.

# CE MOIS-CI ACTUEL A PRIS LE MAQUIS EN AFGHANISTAN

## ACTUEL

le magazine des années 80.

MARS 1980 EN VENTE PARTOUT 10 F.

N°5



## AFRIQUE

### Rhodésie

**Les dirigeants nationalistes critiquent les conditions dans lesquelles s'est déroulé le scrutin**

En l'absence de listes nominatives, on estime à Salisbury que plus de 90 % des électeurs ont participé au scrutin qui s'est déroulé du mercredi 27 au vendredi 29 février. Le directeur de la campagne électorale de l'événement Muzorwa a parlé de « vaste participation » et de « porte-parole » de M. Nkomo de « parole de démocratie », tandis que la ZANU-PF, la parti de M. Mugabe, employait le terme de « farce ». Sir John Boynton, commissaire électoral britannique, ne s'est pas moins déclaré satisfait du déroulement des opérations.

Les résultats doivent être publiés mardi 4 mars, date à laquelle les membres de la force de surveillance du Commonwealth auront commencé à quitter le pays. Tout en attendant certaines réserves, les dix observateurs, membres de la Chambre des communes, ont jugé que « les résultats reflétaient correctement la volonté générale de l'électorat ». Quant à lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, il a qualifié le scrutin de « libre et équitable » et manifesté son intérêt pour un gouvernement de coalition, dans une interview diffusée vendredi soir par la B.B.C.

### La sérénité des guérilleros-électeurs

De notre envoyé spécial

Point de rassemblement Delta (frontière du Mozambique). — « Left, right, left, right... » En colonnes par trois, les cinquante de guérilleros de M. Mugabe — hommes et femmes — défilent au pas de course la petite colline du camp Delta. Ils s'arrêtent sur la rive de l'Orange, près d'une grande tente américaine abritant le bureau de vote mobile installé à leur intention. Leur chef, le commandant Edwin, explique, une dernière fois, les modalités du scrutin, casquette et uniforme bleus, le *body* de faction devant la tente. Un brigadier du pays de Galles, précède-t-il avec fierté — leur fait signe d'avancer. Par groupes de quinze, les combattants pénètrent dans le bureau de vote avant d'accomplir leur devoir électoral.

À intervalles réguliers, la même scène se reproduit sans relâche depuis 7 heures du matin. Plus de deux mille sept cents partisans de M. Mugabe vivent au camp Delta, aménagé par la force de surveillance du Commonwealth dans une ancienne mission méthodiste, émise en 1976. On compte, parmi eux, environ six cents jeunes femmes, situées à 7 kilomètres de la frontière mozambicaine. Delta est un centre d'une région granitique contrôlée de longue date par la ZANU-PF. Trente-quatre Australiens et onze Britanniques sont en charge du camp. La majorité d'entre eux quitteront Delta lundi, à la veille de la publication des résultats du scrutin, laissant derrière eux six officiers de liaison.

« Nos relations avec les guérilleros ont été excellentes, note le capitaine australien Greg Pike, bien que le récent départ de forces de sécurité, à 5 kilomètres d'ici, les ait un peu inquiétés. » À Takewira, vingt-quatre ans, officier de liaison de la ZANU, confirme ce climat de bonne compréhension. « Pourtant, ajoute-t-il en souriant, je ne peux regretter le départ des Australiens et Britanniques dans leur pays. Moi, je reste. Dans le jour, j'ai rejoint la guérilla il y a près de dix ans quand j'étais écolier. Nous sommes des soldats politiques. Pour nous, la campagne électorale a débuté en 1972. »

Les agents électoraux responsables de la régularité du scrutin

### République Sud-Africaine

**UN RAPPORT OFFICIEL SUR LES ÉMEUTES DE SOWETO PRÉLUDE À UN DÉBAT AU PARLEMENT**

Le Cap (A.F.P.). — L'impressionnante des autorités sud-africaines et l'agitation des populations noires par des « organisations subversives » sont la cause principale de l'ampleur et de la gravité des émeutes qui ont fait 575 morts et 3 907 blessés entre juin 1976 et février 1977 dans les cités africaines de la République, notamment à Soweto, conclut le volumineux rapport de la commission d'enquête du juge P.M. Cillie soumis vendredi 29 février au Parlement.

La publication de ce rapport, rédigé par le juge lui-même, après une série d'interrogatoires durant trois ans pour des suppléments d'enquête sur la plus sérieuse vague de troubles raciaux et politiques jamais connue par l'Afrique du Sud, ouvrira un débat prolongé devant l'Assemblée nationale, où l'on prévoit d'écarter les polémiques entre l'opposition et l'exécutif et le gouvernement.

Sur les 575 morts dénombrés pour l'ensemble du territoire sud-africain entre juin 1976 et février 1977, 494 étaient africains, 75 métis, 5 de race blanche et 1 indien. 431 de ces victimes étaient âgées de plus de dix-huit ans et 134 de moins de dix-huit ans. Le juge Cillie affirme que 451 victimes ont été la suite d'interventions policières et 124 pour d'autres causes.

Le plus grand nombre de morts (253) avait été enregistré en 1976 à Soweto — ville satellite de plus d'un million d'Africains au sud-ouest de Johannesburg, où, selon le rapport, 300 Noirs étaient tombés sous les balles de la police.

### Spécialiste du droit africain

**M. MARTIN KIRSCH SUCCEDE A RENÉ JOURNIAK comme « conseiller technique » à l'Elysée**

M. Martin Kirsch, conseiller à la Cour de cassation, a été nommé conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République en remplacement de M. René Journiak, décédé le 6 février dernier dans un accident d'aviation à Ngazun, dans le nord du Cameroun (le Monde du 3 février).

Né en mai 1926, à Strasbourg, M. Martin Kirsch est titulaire de l'École nationale de la France d'outre-mer. Licencié en droit, licencié de lettres, D'abord substitut au P.O.P. (1948), juge à Dakar (1953), il est attaché au ministère de la France d'outre-mer (1956), puis secrétaire général de la Cour administrative de la Communauté (1959). Premier substitut du tribunal de grande instance de Paris (1964), il est chef de mission au secrétariat général de la présidence pour les affaires africaines et malgaches, et est un des collaborateurs de M. J. Foccart, directeur de cabinet de M. Joseph Comill, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux sports, ministre chargé des relations avec le Parlement, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer (juillet 1968-mai 1974). Il est avocat général auprès de la Cour d'appel de Paris (1975), puis conseiller à la Cour de cassation depuis septembre 1975. Secrétaire général de deux revues juridiques, le *Revue Française de Droit* et le *Revue d'Outre-Mer*, il est l'auteur de plusieurs traités de droit africain et de droit des territoires d'outre-mer (L.H.E.S.M.).

Membre de l'Académie des sciences d'outre-mer, il collabore au *Recherches Juridiques* et *Recherches Africaines* de la Documentation Française.

## PROCHE-ORIENT

### Les déclarations de Cheikh Khalifa

(Suite de la première page.)

— Établissez-vous un lien direct entre la sécurité dans le Golfe et le problème israélo-arabe ?

— Tant que le conflit subsiste, il est évident que la sécurité et la stabilité du Golfe seront menacées par la détermination d'Israël à exercer une politique agressive et expansionniste, encouragée par l'absence d'action de la communauté internationale qui, pourtant, désavoue énergiquement une attitude qui va à l'encontre de la volonté des Nations unies, dont l'Arabie hébreue viole la Charte et les résolutions. Par sa politique, Israël défie les lois internationales et les valeurs morales et religieuses.

— Faut-il souligner aussi que la sécurité arabe est une et indivisible et donc que la sécurité et la stabilité du Golfe sont menacées tant que l'agression israélienne n'aura pris fin. Il sera impossible d'établir une paix juste et durable, la sécurité et la stabilité au Proche-Orient, si Israël n'évacue pas les territoires occupés en 1967 et ne restitue pas ses droits légitimes au peuple palestinien.

— Comment envisagez-vous la sécurité du Golfe ?

— Les dangers qui menacent notre région viennent de l'extérieur et résultent de l'avidité des grandes puissances et de leurs tentatives de nous mêler à leurs

conflits alors que la meilleure garantie pour nous est de rester à l'écart de tous ces conflits. Tous les pays de la région en sont persuadés, de même qu'ils sont convaincus de la nécessité de respecter le non-alignement et de refuser toutes formes ou bases militaires étrangères sur leur territoire, même s'il ne s'agit que de simples facilités.

— La meilleure garantie de sécurité et de stabilité réside dans les grands efforts que nous devons déployer en vue de satisfaire les aspirations de nos peuples au progrès et à la prospérité. Notre objectif doit être la coordination de nos efforts communs en vue de créer notre propre force autonome et solidaire, seule capable de les réaliser.

— Quelle conception avez-vous du développement ?

— Nous croyons qu'il convient de tenir largement compte des impératifs de la modernisation pour aller de pair avec les exigences de notre époque, mais nous avons également foi dans la nécessité de demeurer fidèles aux valeurs de notre héritage islamique et à nos grands idéaux arabes traditionnels, afin de préserver notre personnalité nationale.

— Préparer l'ère post-pétrolière ?

— L'État de Qatar a réalisé un plan de développement important durant les cinq dernières années, notamment dans

server notre personnalité nationale.

— Estimez-vous que la révolution iranienne constitue une menace pour les pays riverains ?

— La fraternité islamique qui nous lie à la République islamique d'Iran et qui a incité cette dernière à prendre énergiquement part pour la cause arabe ne saurait que renforcer nos relations historiques, nos liens de voisinage et notre coopération. La menace dont vous parlez n'existe pas.

— Comment jugez-vous l'intervention soviétique en Afghanistan ?

— Dès le début, nous avons condamné cette intervention militaire dans les affaires d'un pays musulman. Nous avons confirmé notre position en nous ralliant aux autres pays islamiques lors de la conférence des ministres des affaires étrangères à Islamabad, le 26 janvier. Toute intervention de ce genre viole les principes des Nations unies, va à l'encontre du droit international et, par conséquent, menace la sécurité internationale et la stabilité de notre région.

— Quoique nous soyons convaincus des résultats positifs de nos efforts, nous estimons n'être encore qu'au début du chemin et qu'il nous faut encore beaucoup de temps pour réaliser l'ensemble de nos aspirations, notamment pour élever le niveau de vie des citoyens et leur assurer des connaissances culturelles et techniques qui amélioreront leur sort et celui de leurs enfants. L'industrialisation a pour objectif de créer, en aval de la production pétrolière, des industries de transformation lourdes et légères. Cette stratégie globale et la préparation de l'ère post-pétrolière ont suscité des efforts considérables pour diversifier le revenu national en augmentant le potentiel industriel. Il convient de noter que le revenu national issu de source non pétrolière est passé de 3,7 % en 1974 à 8 % en 1978, c'est-à-dire de 25 millions de rials à 725 millions.

— Nous nous sommes efforcés de créer des industries de base et des industries complémentaires, qui constituent l'infrastructure à partir de laquelle nous réaliserons des développements futurs. À partir de cette année, nous envisageons de grands projets, notamment la création d'une raffinerie de pétrole, une raffinerie et des industries légères de transformation.

Propos recueillis par PAUL SALTA.

### AJOUTANT UNE ÉTAPE SAOUDIENNE A SON VOYAGE

## M. Giscard d'Estaing s'entretiendra le 10 mars à Ryad avec le roi Khaled et le prince Fahd

Le président de la République prolongera son voyage dans les Emirate du Golfe et en Jordanie par une visite d'une journée, le 10 mars, en Arabie Saoudite.

M. Giscard d'Estaing aura des entretiens avec le roi Khaled et le prince Fahd d'Arabie Saoudite. Une visite officielle du premier ministre.

Le président de la République prolongera son voyage dans les Emirate du Golfe et en Jordanie par une visite d'une journée, le 10 mars, en Arabie Saoudite.

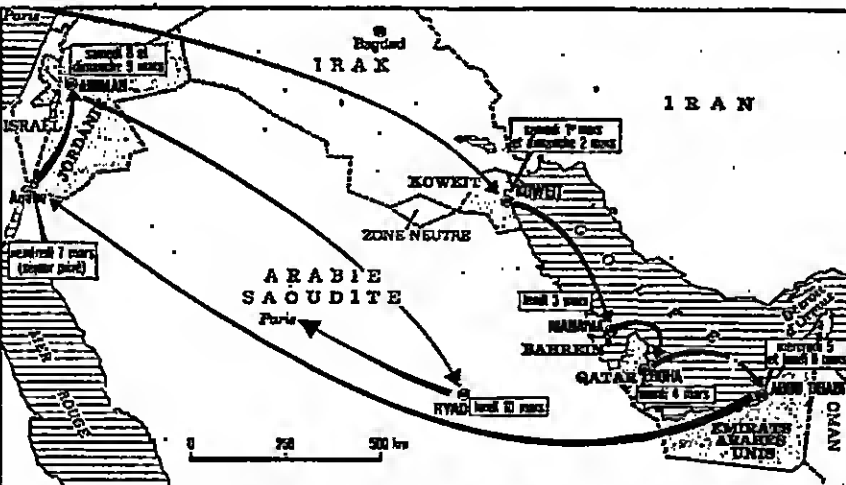
Rendre possible par une amélioration de celui-ci l'escalade saoudienne du président de la République, annoncée vendredi, à la veille de son départ, complète le plus long voyage officiel entrepris à l'étranger par le chef de l'État, depuis son accession à la présidence.

Les inquiétudes saoudiennes sur une possible « déstabilisation » de la région, après les événements

d'Iran et d'Afghanistan, les solutions esquissées en Occident pour un règlement de l'affaire algérienne, l'avenir de la sécurité dans la région du golfe et dans le monde arabe, devraient figurer en tête des préoccupations des deux chefs d'État.

On peut y ajouter, comme cela était prévu à la veille du voyage, un tour d'horizon sur les perspec-

tives du conflit israélo-arabe et du problème palestinien, sur les problèmes énergétiques, les relations monétaires internationales et le dialogue Nord-Sud. Il est possible que les responsables saoudiens s'informent auprès de la délégation française des économies d'énergie réalisées en France et réclamées à tous les pays industrialisés par les dirigeants saoudiens. L'Arabie



La « zone neutre » portée sur cette carte entre l'Irak et l'Arabie saoudite est un territoire administré conjointement par les deux pays.

### Liban

Refusant de les voir remplacées par l'armée libanaise

### Damas hésite toujours à retirer ses troupes de Beyrouth

Beyrouth. — Le mois de février s'est écoulé sans que les troupes syriennes de la force arabe de dissuasion (FAD) ne soient retirées de Beyrouth. Leur repli était annoncé pour cette date. Plus exactement, d'ajournement en ajournement, les autorités de Damas avaient promis de retirer les troupes qu'elles ne retireraient pas leurs troupes de la capitale libanaise avant la fin de février, sans pour autant s'engager à le faire, à cette échéance. Au demeurant, la Syrie n'a jamais annoncé, officiellement, ce repli pour ne pas avoir à en fixer, de façon précise, les modalités.

Confronté à ce problème, le gouvernement de Beyrouth, à la surprise et à la colère de celui de Damas, a décidé de remplacer les groupes syriennes, à on elles se retireraient, par l'armée libanaise, s'appuyant sur ce fait sur un courant populaire largement favorable à cette attitude, y compris dans le secteur ouest (d'inspiration palestinienne) de la ville. Mais des visites à Damas des chefs du Mouvement national et de certains leaders musulmans, ont atténué les effets de cette quasi-unanimité et les troupes syriennes ne s'étant pas retirées, n'ont pas eu à être remplacées. De plus, une situation très tendue a fait connaître, à toutes les parties, à quel

De notre correspondant

point le Liban demeure une pou- drée.

En effet, si février s'est écoulé sans repli syrien et sans bataille rangée, il n'en a pas moins été marqué par de graves événements qui ont dû faire au total presque cent morts et dont les plus marquants, politiquement, ont été : les affrontements durant une semaine, au nord, entre les Syriens, leurs alliés agoriotiques et les milices chrétiennes, l'attaque d'une caserne de l'armée à Beyrouth-Ouest par des Palestiniens appartenant à une fraction pro-syrienne du Fatah.

Après donc, sans l'avoir voulu, pris le gouvernement syrien en piège en décidant d'avoir recours à l'armée nationale, le gouvernement libanais se trouve obligé, vu le rapport des forces et les moyens dont dispose Damas au Liban, de trouver lui-même une solution à l'impasse dans laquelle s'est fourvoyé son partenaire. C'est la raison pour laquelle le président de la République, M. Sarkis, a dû entamer, visiblement sans succès, des négociations sur l'entente nationale.

On ne voit pas, toutefois, ce que les autorités libanaises vont pouvoir proposer à la Syrie, d'autant que celle-ci, à ce jour, n'a pas formulé d'exigences précises. Une offre d'accord bilatéral sur le stationnement de ses troupes au Liban dispensant Damas de rechercher la couverture de la Ligue arabe, faite il y a plusieurs mois, avait été repoussée à l'époque. Il est vrai qu'elle accordait des droits, mais imposait aussi des obligations.

Un élément très positif est cependant apparu au cours de la période critique que vit actuellement le Liban : dans son ensemble, la population a montré qu'elle ne veut ni se battre ni être l'otage d'une nouvelle guerre. Ce dont les chefs des différents partis, même les plus directement aux ordres de l'étranger, ont été contraints de tenir compte.

LUCIEN GEORGE.

Quatre hélicoptères anti-chars, de conception française, ont été livrés jeudi 28 février à Beyrouth à l'armée libanaise. Il s'agit de quatre hélicoptères légers Gazelle, armés de missiles anti-chars SS-11 et SS-12 et d'une mitrailleuse de 30 millimètres. (A.F.P.)

### M. Khalil à Paris

De son côté, le premier ministre égyptien, M. Moustapha Khalil, arrivé vendredi matin à Paris, pour une visite privée, a été reçu le soir même par le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet.

Avant de quitter Paris lundi matin pour Le Caire, M. Khalil s'entretiendra également avec M. Raymond Barre. M. Khalil vient de La Haye où il a participé aux négociations sur l'autonomie palestinienne.

### A travers le monde

#### Cameroun

● L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE camerounaise se déroulera le 5 avril prochain. Le président Amido, élu pour la première fois le 20 octobre 1960, sera le seul candidat. (Reuter.)

#### Corée du Sud

● SIX CENT SOIXANTE-DIX-SEPT OPPOSANTS au régime du général Park Chung-hee ont été réintégrés dans leurs droits civiques par le président Choi Kyu-hak, le vendredi 29 février. Parmi ces personnes figurent notamment M. Kim Dae-jung, qui avait été kidnappé au Japon par la C.I.A. sud-coréenne, l'évêque Chi Hak-soon, ainsi que l'ancien président de la République, M. Yun Po-sun. (A.F.P.)

السلامة العامة





# QATAR

## LE PLUS INDUSTRIALISÉ DES ÉTATS DU GOLFE

### La mise en valeur de « la terre oubliée de Dieu »

par PAUL BALTA

« **N**ous sommes le doigt de l'Arabie dans le Golfe », aime à dire les Qataris, faisant allusion à la forme de la péninsule arabe qui se détache de la péninsule arabique pour se dresser, tel un index pointé, face à l'Iran. Etat musulman non arabe, dans une des zones les plus sensibles du monde, à l'extrême nord du pays, à Al-Rouaïls d'où part le ferry-boat quotidien pour Bahrein, on aperçoit par beau temps l'archipel tout proche, à l'ouest, et l'on devine, à l'est, la côte iranienne distante d'une centaine de kilomètres. A proximité, se dresse le fort d'Al-Zoubarah, un des hauts lieux de l'histoire du pays, puisque c'est là que la dynastie régnante des Al Thani, fondée par cheikh Mohamed et consolidée par son fils Jassem, l'a définitivement emportée au dix-neuvième siècle sur celle des

Al Khalifa qui présidaient aux destinées de Bahrein. L'allusion des Qataris ne se limite pas, évidemment, au seul aspect géographique. Bien qu'ils ne soient que cinquante mille sur une population totale de deux cent mille âmes, les Qataris — sunnites pratiquant le rite rigoureux des wahabites, en honneur en Arabie Saoudite — estiment appartenir au plus arabe des Emirats parce qu'il a su le mieux conserver et préserver ses traditions tout en s'ouvrant progressivement à la modernité, à l'instar du Japon dont l'exemple fascine le chef de l'Etat, cheikh Khalifa Ben Hamad Al Thani. Mais ils déplorent également d'être, en France, le plus méconnu des Etats de la région, alors qu'ils sont les plus francophiles.

la misère, qui était le lot de la majorité. « Je veux que mon peuple mange à sa faim », répète l'émir, qui gère son petit pays comme un père veillant sur sa famille. D'une superficie de 11 000 kilomètres carrés, selon les chiffres officiels, — et non de 23 000 comme cela a été souvent indiqué, — la péninsule était si aride et si

inhospitalière que les Arabes l'avaient surnommée « la terre oubliée de Dieu ». Jusqu'à la découverte du pétrole en 1940 et sa mise en exploitation neuf ans plus tard, les ressources se limitaient à peu de chose : la pêche, pratiquée par quelques villages qui baignent une mer bleu turquoise, et la culture des dattes assurée dans de maigres oasis dont le vert soutenu tranchait sur le sable d'or ou blanc du désert.

#### Un superbe musée

Evoquant en 1974 le programme industriel et agricole qu'il voulait lancer, l'émir disait volontiers à ses visiteurs : « Si vous revenez dans cinq ans vous verrez la différence. » Aujourd'hui, il les fait partager avec curiosité : « Notre pays correspond-il à l'image que vous vous en faisiez ? » Ce qui est certain, c'est que le contraste est frappant. Doha, la capitale, s'est considérablement étendue, mais elle l'a fait avec bon goût, conformément à des plans d'urbanisme et d'architecture qui ne manquent pas d'originalité. S'étalant en demi-cercle autour du port, elle s'est dotée de beaux immeubles modernes — en évitant toutefois les gratte-ciel — on de bâtiments qui mélangent harmonieusement le style traditionnel et les audaces

contemporaines, comme le superbe Musée national, devenu un des lieux de promenade les plus prisés de la population. D'excellentes autoroutes conduisent aussi bien aux plages entourant la presqu'île qu'aux zones industrielles surgies dans le Sud, là où, il y a un lustre, le sable s'étendait à perte de vue. Raffinerie, aciérie, unités de gaz naturel, usines de dessalement de l'eau de mer fonctionnent correctement et donnent apparemment satisfaction à leurs dirigeants qatari, palestiniens, égyptiens, français ou japonais. Le visiteur ne peut qu'enregistrer les chiffres qui lui sont fournis, mais une constatation s'impose à l'évidence : la propreté des lieux, le bon entretien du matériel et la discipline du personnel.

#### Des arbres achetés en France

Al-Khor et Al-Wakrah, anciens villages de pêcheurs, sont devenus de vraies villes et des ports où règne une intense activité. Un des spectacles les plus rafraîchissants dans cette région où l'hiver est tiède et l'été torride et humide est celui des fermes expérimentales du Nord, dont les champs ont une couleur d'un vert si lumineux qu'il paraît artificiel. A proximité des oasis ou au milieu du désert, des arbres, achetés en France et plantés il y a cinq ans, forment déjà de petits bois. Le long des autoroutes, des carrés d'essences diverses, plantés plus récemment et entourés de grillages pour les protéger contre les chèvres, luttent avec succès pour leur survie. L'objectif est de relier un jour tous ces carrés les uns aux autres pour en faire un début de forêt, dans l'espoir que toute cette végétation contribuera à modifier le climat.

Si le pari industriel de Qatar est le plus avancé de la région, le projet agricole apparaît comme un des plus audacieux. Malgré son prix de revient, l'émir tient beaucoup à ce dernier et c'est un de ses sujets de conversation favoris. S'il veut faire verdoyer la presqu'île, ce n'est pas seulement pour nourrir ses habitants — encore que les fermes fournissent 70 % des légumes et 40 % des fruits consommés, — mais « pour les rendre heureux » dans un environnement lumineux et hostile

#### La sagesse et le bon sens

Cette méconnaissance tient sans doute au fait que l'émir Khalifa, qui est monté sur le trône le 22 février 1972, moins d'un an après l'accession de Qatar à l'indépendance, s'est davantage préoccupé, pendant les premières années de son règne, d'améliorer le bien-être de la population, en assurant le déve-

loppement économique du pays, que de soigner l'image de marque de ce dernier à l'étranger. La démarche ne manquait ni de sagesse ni de bon sens. Des responsables de la génération de l'émir — il est né en 1930, — et même de plus jeunes, racontent volontiers comment, enfants, ils ont connu le dénuement, sinon

par BRUNO DETHOMAS

### Pétrole : 5 milliards de dollars pour 50 000 Qataris

Si les Qataris sont parmi les peuples du monde les plus riches en produits nationaux, brut par habitant, ils le doivent plus à leur faible nombre — 50 000 citoyens sur une population de 200 000 personnes — qu'à l'importance de leur richesse pétrolière. En 1979, la production moyenne a été de l'ordre de 500 000 barils par jour — soit 25 millions de tonnes par an, — ce qui fait de ce petit Etat qui a préféré l'indépendance à l'union avec les autres Emirats du Golfe, l'un des plus petits producteurs de l'OPEP. Depuis 1940, date de la découverte du gisement de Dounhan, à l'ouest de la péninsule, les réserves pétrolières de Qatar ne se sont guère accrues. La découverte « off shore » des champs d'Idi-El-Chargi en 1960, de Maydam-Mahzan en 1963 et de Boul-Hanin en 1965 a porté les réserves prouvées à environ 400 millions de tonnes en 1979, soit moins que la production annuelle de l'Arabie Saoudite voisine. Aussi les autorités ont-elles relancé l'exploration tant à terre qu'en mer. Deux contrats ont été signés dans ce but avec des sociétés étrangères (Wintershall et Holar). De plus, une étude sismique marine a été réalisée par la Shell à la fin de 1975, et un programme d'exploration s'a-

mique de 7 millions de dollars a été lancé par les responsables pétroliers du pays en 1977. Enfin, une étude des quatre champs actuellement en production est en train d'être réalisée par des entreprises américaines.

Le secrétariat de l'OPEP, dans son bulletin sur le petit Emirat, estime donc que le chiffre de 400 millions de tonnes est « largement sous-estimé » et qu'il devrait être prochainement réévalué.

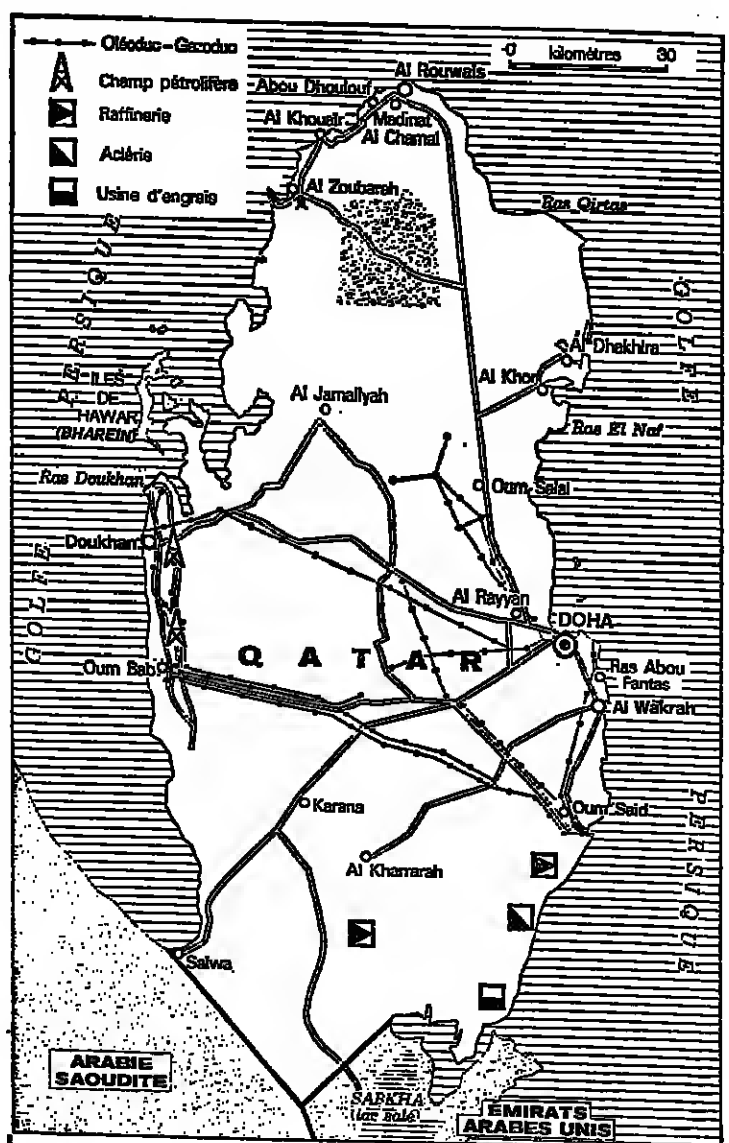
#### La nationalisation des compagnies étrangères

Il y a pourtant peu de chances que Qatar devienne un producteur majeur de brut, mais les autorités espèrent faire durer l'ère du pétrole, qui — en l'absence de nouvelles découvertes importantes — risque d'avoir une durée inférieure à trente ans. Or le champ de Dounhan, qui produit actuellement la moitié du brut de Qatar à partir de soixante-dix puits, a été mis en exploitation en 1949, il y a plus de trente ans.

Ces données de base ont déterminé la politique pétrolière de l'Emirat depuis plusieurs années : il s'agit, puisque l'or noir est la principale source de revenus du pays, de prendre le contrôle total de l'industrie pétrolière, de lui donner la plus grande priorité, d'allonger autant que faire se peut la durée de vie des gisements et de diversifier l'économie.

La nationalisation du pétrole a donc été l'un des objectifs prioritaires de Qatar dans les années 70. En 1972 a été créée la Qatar National Petroleum Company (Q.N.P.C.), qui a pris une participation de 25 % dans les intérêts des compagnies étrangères opérant dans le pays (dont Shell, la C.F.P., B.P. et Mobil). En février 1974, le gouvernement a accru cette participation à 60 %, avant de prendre l'entière maîtrise de ses richesses en décembre 1974 (alors, par exemple, que deux de ses voisins, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, sont encore en participation avec les sociétés étrangères). La Qatar General Petroleum Corporation (Q.G.P.C.), qui a succédé en 1974 à la Q.N.P.C., a donc désormais la haute main sur la politique pétrolière.

(Lire la suite page 12.)



L'ETAT du Qatar est situé sur une péninsule qui se découpe à peu près à mi-chemin de la côte occidentale du golfe Persique. Au sud : l'Arabie Saoudite ; au sud-est : les Emirats arabes unis ; à l'ouest : l'archipel de Bahrein. Plusieurs îles entourent la péninsule : les plus importantes sont Hawar (également revendiquée par Bahrein), Hatul, Jinan, Sharouh, Al-Ashab, Al-Sattiyah, Al-Alyah, Al-Bashiyah et Ras-Rakhen. La capitale, Doha, bâtie au nord de la mer, se trouve au milieu de la côte orientale. Centre administratif et financier de Qatar, c'est également un port de pêche actif.

plus importantes au monde. La production doit dépasser cette année. Par ailleurs, un accord a été conclu pour la construction d'une usine de gaz liquéfié ; coût prévu : 3 000 millions de dollars.

#### INDUSTRIE :

Qatar cherche à diversifier ses activités. Un complexe ter/acier (400 000 tonnes par an) a été inauguré à Cum-Said en 1978 ; c'est la troisième en importance du Proche-Orient. Un complexe pétrochimique (projet conjoint franco-qatari) comportant une usine en France (entrée en service en 1979) et une à Qatar (entrée en service en 1980). Production prévue à Qatar : 280 000 tonnes d'éthylène et 140 000 tonnes de polyéthylène. Ciment : une usine implantée à Cum-Bab en 1969 puis agrandie : 330 000 tonnes par an.

**SUPERFICIE :**  
11 347 kilomètres carrés, y compris les îles.

**CLIMAT :**  
Très humide toute l'année ; étés souvent torrides, hivers très doux. Précipitations annuelles : 50 à 70 millimètres.

**POPULATION :**  
200 000 habitants dont la quart de nationaux. La majorité vit à Doha. Iraniens, Pakistanais et Bangalais sont les plus nombreux : 100 000 personnes dont 40 000 iraniens. Viennent ensuite les Palestiniens (20 000) et presque autant d'Égyptiens, les Syriens et les Libanais. Les Français sont très peu nombreux : quelques centaines. L'arabe est évidemment la langue officielle. Les nationaux sont musulmans wahabites comme les Saoudiens.

#### MONNAIE :

Le riyal vaut 1,15 F.

#### EDUCATION :

Quarante mille écoliers (e) à l'ycéen(n)als, de l'école primaire à la fin du secondaire pour 1979. L'université, fondée en 1977, accueille actuellement mille deux cent dix étudiants. Un plan spécial pour la formation et l'alphabétisation des adultes a été lancé il y a quelques années.

#### SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX :

Les soins médicaux sont gratuits pour tous. Des nombreux dispensaires sont répartis à travers la péninsule. Doha compte cinq grands hôpitaux ; deux autres fonctionnent à Medinat-Al-Chamel et Al-Khor. Un centre pour les enfants handicapés physiques ou mentaux a été créé. Le gouvernement alloue des pensions mensuelles aux personnes âgées, aux veuves et aux orphelins. Des prêts sans intérêt sont consentis pour l'acquisition de la propriété : plus de cinq mille maisons ont été ainsi construites.

#### AGRICULTURE, PÊCHE :

Sur 28 000 hectares cultivables, 7 000 le sont effectivement. Le gouvernement a donc mis l'accent sur le développement de l'agriculture : un centre expérimental, des usines d'engrais et des fermes-pilotes ont vu le jour. Mille cinq cents puits artésiens ont été creusés. A Cum-Qem, trois cent cinquante têtes de bétail donnent plus de 1 000 tonnes de lait par an ; un million de poulets est produit et on y obtient dix millions d'œufs, soit la couverture de 80 % de la consommation locale. Ovine en progression. Impulsion nouvelle donnée à la pêche avec la société nationale. Dix tonnes de crevettes congelées par jour. La quasi-totalité de la production est consommée localement.

#### SOURCES D'ÉNERGIE :

1) Le pétrole, exploité depuis 1949. Vingt-cinq millions de tonnes produits en 1979. Une troisième raffinerie est en cours de construction : elle permettra de traiter 50 000 barils par jour pour couvrir les besoins locaux en constante augmentation.  
2) Le gaz naturel. Les réserves, estimées à 70 trillions de pieds cubes, sont parmi les dix

(Lire la suite page 10.)



# L'entente cordiale entre Paris et Doha

De tous les émirats du Golfe, Qatar est à la fois le plus francophile et celui avec lequel la coopération bilatérale est la plus active. Ce résultat est d'autant plus appréciable que la France était totalement inconnue dans cette chaine gardée britannique et qu'elle l'est demeurée jusqu'à ce que le général de Gaulle adopte, en 1967, sur le conflit israélo-arabe et les droits des Palestiniens, une position qui franchit sur celle des autres capitales occidentales, où elle fit scandale à l'époque.

La percée française n'a toutefois commencé qu'après l'accession de Qatar à l'indépendance et en grande partie à l'initiative de Cheik Khalifa Ben Hamad ses distances à l'égard de Londres et de diversifier les relations de son pays. Les relations diplomatiques entre Paris et Doha furent d'ailleurs nouées quelques jours seulement avant que l'émir, alors premier ministre et prince héritier, accède au pouvoir le 22 février 1972.

Plusieurs signes, qui ne trompent pas, illustrent le caractère solide et confiant de cette entente que l'on peut qualifier de cordiale. Depuis son voyage officiel à Paris, il y a cinq ans, l'émir prend tous les ans des vacances en France, et il a engagé un précepteur qui donne des cours de français aux membres de sa famille. Partisan, dès le début, du dialogue euro-arabe, il ne cache pas combien il apprécie les efforts déployés par Paris au sein de la Communauté européenne pour faire prévaloir ses thèses. Ce n'est pas non plus un hasard si le gouvernement qatari a demandé à la France de représenter ses intérêts au Caire à la suite de la rupture des relations diplomatiques décidée en raison de la signature des accords de Camp David par le président Sadate.

## Deuxième client et quatrième fournisseur

La percée économique est également bonne, encore qu'elle aurait été meilleure si les industriels et les hommes d'affaires français se faisaient représenter plus souvent par des hommes de qualité et avaient des agents sur place au lieu d'attendre que les services commerciaux de l'ambassade leur signalent les appels d'offres. A titre d'exemple, la R.F.A., qui est le deuxième fournisseur de Qatar, n'a pas de service commercial dans sa mission diplomatique, les industriels géant eux-mêmes leurs affaires et optant pour le contact direct, préférable en Orient aux intermédiaires. Cela étant, la France est le deuxième client de l'émirat avec 2,35 milliards de francs d'importations pétrolières, soit quatre millions de tonnes (18 % du marché qatari) et son quatrième fournisseur, derrière le Japon, la R.F.A. et la Grande-Bretagne, et avant les Etats-Unis, avec quelque 700 mil-

lions de francs contre 45 millions seulement en 1973. Cela représente environ 15 % du marché (en 1978, les exportations françaises ont progressé de 160 % par rapport à l'année précédente) alors que dans le reste de la région la France arrive loin derrière ses concurrents et ne couvre qu'environ 5 % du marché. Le déficit est, semble-t-il, compensé dans une proportion inconnue par les ventes d'armements (voir ci-contre l'article de Jacques Isnard).

Le Deuon de la coopération bilatérale concerne la pétrochimie et a donné lieu au premier investissement industriel croisé réalisé avec un pays arabe. En effet, le complexe pétrochimique de Dunkerque, Copenor (Compagnie pétrochimique du nord), doit être financé à 60 % par C.D.F.C. (Chimie, et à 40 % par la Q.G.P.C. (Qatar General Petroleum Corporation), tandis qu'à Qatar les deux firmes détiennent respectivement 16 et 84 % du capital destiné à l'édification du complexe Qapco.

## Deux secteurs plein d'avenir : le gaz et l'énergie solaire

Les principaux contrats enlevés par des sociétés françaises depuis 1975 concernent principalement les installations électriques (360 millions de francs), le dessalement de l'eau de mer (Sider, 250 millions), les installations portuaires (240 millions), les raffineries (Aramco, 170 millions) et le téléphone (CIT-Alcatel, 25 millions). Technip, qui est associé à Qapco, s'intéresse à la raffinerie prévue à Oum Said, d'une capacité de 50 000 barils-jour, qui lui permettrait, s'il obtenait le contrat, de faire la liaison avec un autre projet extrêmement ambitieux, mais plus lointain, une usine de liquéfaction de gaz, dont la mise en valeur exigerait des investissements de l'ordre de 3 à 4 milliards de dollars.

Pour ce qui concerne également l'avenir, les principaux projets immédiats portent sur l'industrie légère, qui est encore à l'état embryonnaire. A la suite d'une étude confiée à la Serete, les Qataris envisagent d'implanter progressivement dix unités industrielles de transformation dans les domaines de la peinture, des plastiques, des télécommunications, de l'agriculture, etc. Un des conseillers de l'émir, M. Kamal Saleh, doit effectuer cet été en France une visite d'étude et de prise de contacts en compagnie d'une dizaine d'entrepreneurs qatari.

La coopération bilatérale pourrait également se développer dans un secteur d'avenir, dans lequel la France est en pointe, celui de l'énergie solaire, qui pourrait donner lieu à la signature d'un protocole d'accord. Le domaine agricole, bien que réduit est prometteur, l'émirat souhaitant que le pays assure son autonomie alimentaire en 1982 ou, au plus tard, en 1985.

Un tel objectif suppose à la fois la mise au point de nouvelles techniques agricoles, l'accroissement de l'élevage bovin et ovien Qatari, dans le Nord, mais laisse de trois cents vaches pour les fermes du sud), l'extension et l'amélioration de l'élevage de poules, qui existe déjà à Oum-Jarn, dans le Nord, mais laisse à désirer, et la construction de deux usines de dessalement de l'eau de mer, en vue de faire remonter la nappe phréatique.

C'est dans le domaine culturel que la percée a été la plus lente, en raison de l'environnement et de la tradition, l'enseignement de l'anglais étant obligatoire. Les français pourraient être introduits à titre facultatif dans certaines options du secondaire, tandis qu'une section française serait créée à l'université où cinq à six professeurs donnent déjà des cours. En outre, plusieurs notables apprennent notre langue à l'Institut français et le plus jeune fils de l'émir fréquente l'Ecole française de Doha, qui accueille deux cent dix élèves (dont cent dix Français) de quatre nationalités différentes. Il est évident cependant que ce sont les échanges technologiques et l'accueil de techniciens stagiaires qui favoriseront la diffusion de notre langue. En sens inverse, une mission archéologique française dirigée par le professeur Jacques Trépo (voir son article page 7) contribue à mettre au jour le passé ancien et récent du jeune Etat.

## La sécurité dans le Golfe et le problème palestinien

Les relations économiques et culturelles seront naturellement ébranlées au cours de la visite de M. Giscard d'Estaing, mais ce sont les sujets politiques, concernant en particulier les grandes questions internationales, qui seront au centre des entretiens. Le thème que les Qataris aborderont en priorité est celui de la sécurité dans le Golfe lié à la solution du problème palestinien. Bien qu'ils évitent de le dire publiquement, ils n'ont pas compris pourquoi M. Yasser Arafat n'a pas été reçu à Paris, alors que cela paraissait pratiquement acquis.

Ils espèrent, apparemment, que le chef de l'Etat les éclairera sur ses intentions et qu'il les rassurera sur ses projets. En effet, expliquent les Qataris, la France, qui a ouvert la voie au dialogue arabo-européen en adoptant des positions jugées courageuses à l'époque, tant sur le conflit israélo-arabe que sur l'avenir des Palestiniens, ne peut logiquement demeurer aujourd'hui en retrait et se laisser distancer par d'autres capitales européennes.

« Les Arabes, nous a dit M. Issa-Al-Kawari, ministre de l'Information, ont consenti d'énormes concessions à Israël. Ils ont réduit leurs exigences au minimum. Les dirigeants ne peuvent descendre en dessous du seul accord sous peine d'être

déçus, voire renversés par leurs peuples. Les Arabes ont implicitement reconnu Israël, or le gouvernement israélien n'a même pas consenti les gestes nécessaires qui auraient permis à cette reconnaissance d'être formalisée. »

Extrêmement déçu par l'attitude des Etats-Unis, Qatar, tout comme les autres Etats du Golfe, a réagi très négativement aux dernières déclarations du président Carter, refusant la création d'un Etat palestinien et tout dialogue avec l'O.L.P. « Si les Etats-Unis sont embarrassés à l'égard du conflit israélo-arabe parce que, pour eux, c'est un problème de politique intérieure et en tout état de cause, contribuerait à résoudre un problème qui menace la stabilité dans la région et la paix du monde ? », se demandent les Qataris. C'est d'ailleurs une question qu'ils ne manqueraient pas de poser, sous une forme ou sous une autre, à leur hôte.

Les rapports entre pays industrialisés et en voie de développement ou, en d'autres termes, le dialogue Nord-Sud, dont on juge les résultats décevants et contestés, seront également soulevés par Doha, dans la mesure où les Qataris estiment que trop d'échecs successifs seront dangereux pour l'avenir même de l'humanité. L'idée d'un « trilogue » a été accueillie avec sympathie mais scepticisme, du moins dans la phase actuelle. Les Qataris craignent, comme beaucoup d'autres capitales arabes, qu'un tel projet, loin de permettre de surmonter les obstacles qui se dressent actuellement sur la voie des dialogues euro-arabe, arabo-africain et euro-africain, ne soit finalement qu'une fuite en avant. C'est dans la mesure où ces trois dialogues auront progressé chacun dans leur secteur que le « trilogue » pourra leur servir de couronnement et être fructueux, estimant-ils. — P. B.

## QAPCO

QATAR PETROCHEMICAL CO. LAD

PRODUCTEUR DE :  
ETHYLENE - POLYETHYLENE  
ET SOUFRE CRISTALLISÉ

Démarrage du complexe situé à UMM-SAID prévu pour la fin de 1980.

B.P. 754  
DOHA-QATAR  
GOLFE ARABIQUE  
TEL. : 32105  
TELEX N° 4361 QAPCO DH.

## Les grandes étapes de la coopération

1972  
15 JANVIER : établissement des relations diplomatiques.  
JUILLET : premier de tous les émirats, Qatar nomme un ambassadeur résident à Paris.  
1974  
10 FÉVRIER : le premier ambassadeur de France, M. Bernard Lopinot, présente ses lettres de créance.  
15 et 16 DÉCEMBRE : M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, en visite officielle, signe un accord de coopération économique et financier.  
1975  
27 et 28 OCTOBRE : l'émir, Cheik Khalifa Ben Hamad Al-Thani, est l'hôte de M. Giscard d'Estaing.  
1977  
22 OCTOBRE : M. Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, en visite officielle, signe un accord de

coopération culturelle, scientifique et technique.  
1978  
10 AVRIL : première réunion à Doha de la commission mixte culturelle franco-qatarie.  
14 ET 15 MAI : Cheik Abdel Aziz, ministre des finances et du pétrole, inaugure avec M. Giraud, ministre de l'Industrie, le complexe pétrochimique de Dunkerque (COPENOR), exemple unique d'investissement industriel croisé avec un pays arabe. Entretien avec les présidents de la C.F.P. et de Technip.  
6 OCTOBRE : réunion à Doha de la première commission mixte économique. La France est le deuxième client et le quatrième fournisseur de Qatar. Entre 1973 et 1978, ses exportations sont passées de 45 à 700 millions de francs.  
1980  
4 ET 5 MARS : visite de M. Giscard d'Estaing à Doha.

## Des marchés d'armements ravis par la France aux Britanniques

Après avoir acheté à la France, à la fin de l'année dernière, six avions biplaces Alpha-Jet pour l'entraînement supersonique de ses pilotes et pour des missions d'attaque au sol, Qatar est en négociations avancées pour l'acquisition éventuelle d'une trentaine d'intercepteurs de défense aérienne Mirage F-1 conçus par Dassault-Breguet et la SNECMA, en coopération avec des entreprises occidentales.

Si un tel contrat était conclu, ce serait la première fois que les forces de Qatar disposeraient d'un avion de combat aussi moderne. Encadrée par des conseillers britanniques, l'armée de l'air de Qatar met actuellement en œuvre moins d'une demi-douzaine d'appareils à réaction anciens, originaires du Royaume-Uni. Il s'agit d'avions de chasse Hunter.

Cet émirat du golfe Persique a déjà acquis en France des héli-

coptères légers Gazelle — pour sa police — et des tourelles de 90 millimètres ainsi que des équipements infrarouges, pour le tir de nuit, qui sont montés sur un char, le Cascavel, de conception brésilienne. Ce blindé est comparable à une automitrailleuse légère.

Qatar avait formé le projet, avec d'autres Etats du Proche-Orient, d'édifier une industrie militaire arabe (P.A.O.L. Arab Organization for Industrialization) qui devait produire sur place, avec l'aide de la France, des avions Alpha-Jet dans un premier temps et, ultérieurement, la dernière version du Mirage 2000. Financé partiellement par Qatar au bénéfice du Caire, ce projet a été abandonné depuis la normalisation des rapports entre l'Egypte et Israël.

Il semble, aujourd'hui, qu'un nouveau projet ait retenu l'attention des anciens bailleurs de fonds de l'Egypte, dont celle de Qatar précisément.

Plusieurs émirats du golfe Persique, et selon toute vraisemblance l'Irak, se proposent de réclamer à la France son assistance technique, industrielle et militaire pour la création d'un réseau commun de défense aérienne avec l'édification d'une industrie locale des armements capable de produire des avions de combat et des missiles sol-air Crotale.

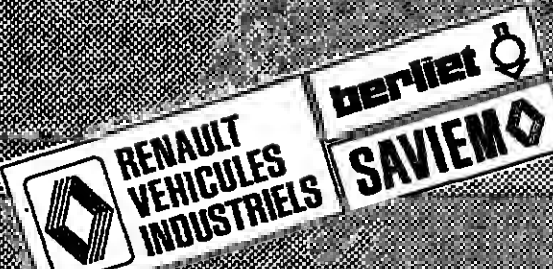
JACQUES ISNARD.

**LES PLUS GRANDES  
COMPAGNIES FRANÇAISES  
ONT RECOURS  
A NOS SERVICES**

AGENTS EXCLUSIFS  
DE NOMBREUSES SOCIÉTÉS

**AL ATTIA & TRADING CO.**

ص.ب. ٢٧٥٤ - الدوحة - قطر - تليفون : ٣٢١٠٥١ و ٣٢١٠٥٢ - فاكس : ٣٢١٠٥٣ - ب.م. ٣٢١٠٥٤  
P.O. Box 2754 • Doha - Qatar • Tél. 32.48.59-32.48.63 • Ad Télég. : Berliet • Télex 4365 GULCEN DH.



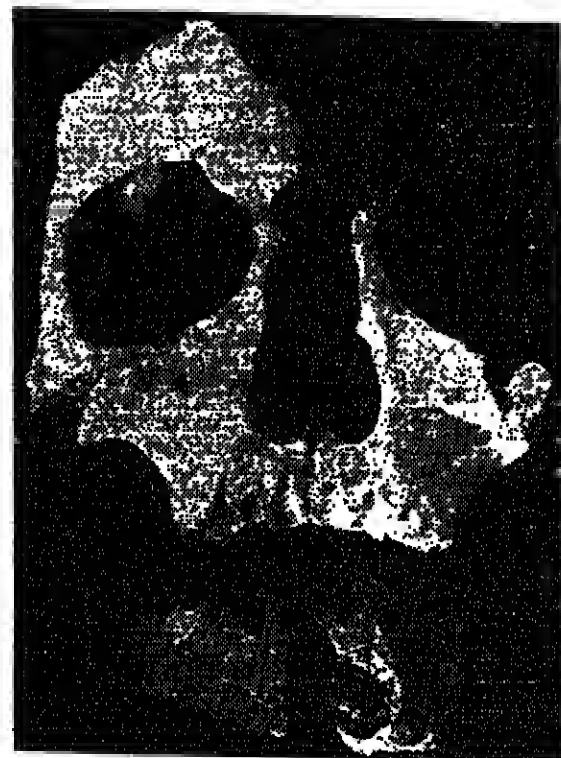
الدوحة من الامارات



## LA MISSION ARCHÉOLOGIQUE FRANÇAISE DÉCOUVRE LE PREMIER HOMME DE LA RÉGION

À la suite d'un accord entre le ministère de l'Information de Qatar et le C.N.R.S. en France, la première mission archéologique française dans ce pays fut mise sur pied en octobre 1978 par Jacques Tixier, maître de recherche au C.N.R.S. Depuis novembre 1978, quatre missions de trois mois chacune ont eu lieu sur le terrain. Elles sont financées conjointement par le ministère de l'Information — direction des antiquités et du tourisme — de Qatar, par le C.N.R.S. et le ministère des affaires étrangères en France. L'originalité de ces missions est marquée essentiellement par une pluridisciplinarité : l'étude des vestiges du passé tout entier d'un pays, aussi petit soit-il, nécessite, en effet, des archéologues spécialisés pour les périodes d'occupation humaine aussi variées que la préhistoire ou l'islam avec toutes les possibilités intermédiaires. Mais c'est, plus encore, la présence et la collaboration sur le terrain même de scientifiques (géologues, ichtyologues, malacolo-

gistes). La présence de cette poterie caractéristique à un millier de kilomètres de son centre d'expansion implique un commerce maritime déjà bien établi. La nourriture des occupants des sites fouillés à Khor (50 km au nord de Doha) provenait presque uniquement de la mer. La très grande richesse en restes de poissons laisse supposer, plus que la consommation de survie d'un groupe, l'exploitation d'un petit port de pêche, peut-être pour exporter vers les lointaines cités mésopotamiennes. L'utilisation systématique du diagnostic radiographique des pièces céramiques permet de présenter un bilan exhaustif des espèces pêchées par les anciens habitants. La multitude du calaire est une des particularités évidentes de ce pays, il est parfois groupées par dizaines ; or, les nombreuses fouilles antérieures n'ont livré que de très rares restes humains ne permettant pas de les dater. Deux d'entre eux ont été minutieusement fouillés la saison dernière. Dans l'une des fosses



Ce crâne, le plus ancien du Golfe (cinquième millénaire), découvert à Khor, est celui d'une jeune fille de vingt-cinq ans qui souffrait de malnutrition.

ques...), étudiant l'environnement actuel et ancien, qui ne sont pas seulement apportés des résultats précis, mais aussi ouvert des voies nouvelles d'interprétation des énigmes que posent toujours les vestiges archéologiques. Deux questions essentielles : pourquoi le choix d'investigation dans cette partie du monde et quels sont les résultats acquis à ce jour ?

Avant que le pétrole n'y jaillisse, seuls quelques aventuriers osaient se risquer sur les rives de ce golfe, attirés par les légendes pécheresses de perles. Le célèbre journaliste Albert Londres tenta, lui aussi, de voyager en 1930 ; mais les archéologues n'ont exploré ces régions qu'avec l'exploitation du pétrole, après 1947. Il faut donc rappeler la première mission archéologique danoise (1958-1964) de grande ampleur à travers l'Arabie et les rives du Golfe, qui rechercha surtout les vestiges des grandes cités disparues, négligeant souvent la préhistoire et décidant un peu hâtivement de la pauvreté du passé qatari.

Par contre, les prospections acharnées du Danois H. Kapel pendant plusieurs hivers ont fait paradoxalement du Qatar le pays le plus riche en sites préhistoriques, mais uniquement de surface, de tout l'est de la péninsule arabique, du Koweït à Abou-Dhabi.

Les résultats acquis en remontant le temps sont, pour la préhistoire, la découverte de sites enterrés, fait assez rare en région désertique, mais de toute première importance pour placer une occupation dans son cadre géologique et chronologique. Ces sites ont pu être datés par la méthode du radiocarbone à 6280, 6590, 6420 ans B.P. rejoignant considérablement une industrie jusque-là trouvée en surface (Moustérien à « bi-faces »). Ils ont livré, d'une part, la première sépulture préhistorique du Golfe, sépulture en fosse avec un sujet incinéré qui fut reconstitué à l'université de Paris-VI et, d'autre part, de la poterie appartenant à une grande civilisation occupant le sud de la Mésopotamie, la civilisation d'Obéid (cinquième mil-

lénnaire). La présence de cette poterie caractéristique à un millier de kilomètres de son centre d'expansion implique un commerce maritime déjà bien établi. La nourriture des occupants des sites fouillés à Khor (50 km au nord de Doha) provenait presque uniquement de la mer. La très grande richesse en restes de poissons laisse supposer, plus que la consommation de survie d'un groupe, l'exploitation d'un petit port de pêche, peut-être pour exporter vers les lointaines cités mésopotamiennes. L'utilisation systématique du diagnostic radiographique des pièces céramiques permet de présenter un bilan exhaustif des espèces pêchées par les anciens habitants. La multitude du calaire est une des particularités évidentes de ce pays, il est parfois groupées par dizaines ; or, les nombreuses fouilles antérieures n'ont livré que de très rares restes humains ne permettant pas de les dater. Deux d'entre eux ont été minutieusement fouillés la saison dernière. Dans l'une des fosses

creusées sous une simple superstructure de pierre, seul le « fantôme coloré » d'un corps replié a pu être photographié ; il était paré de coquillages, amorce d'oreille, coiffe... et portait une offrande près de la tête ; aucun os ne s'est conservé, et c'est un fil décapé qui a permis d'occéder au volume de cette étonnante empreinte humaine. Dans une petite tige, en face de Khor, il a été découvert la saison dernière plusieurs vastes ensembles archéologiques qui nécessitent plusieurs campagnes de fouilles. D'ores et déjà, la découverte de deux poteries dont le col et la panse sont intacts atteste la présence de la culture de Dilmoun (Barbar) à Qatar (2300-1800 ans av. J.-C. environ).

Les fouilles islamiques combinent les leçons des textes qui ne révèlent pas l'occupation de ces contrées aux tout premiers temps de l'islam : l'important site de Mouroub, non loin de la côte est, s'étend sur plus de 2 kilomètres. Il consiste en un ensemble architectural homogène : fort, village ou ville, cimetière... Si l'histoire de la construction des deux forteresses n'est pas encore éclaircie, leur plan est caractéristique du début de la période abbasside (vers 850). Mais, plus encore, les découvertes, ces dernières semaines, de tessons à gloçure bleu-gris à décor bleu de cobalt ou pourpre, de vases de stéatite, prédisent la précoïté de cet ensemble en la rapprochant des sites abbassides connus tels : Suse (Iran), Samarra (Iraq) et Raqqa (Syrie).

Devant le modernisme rapide et les nombreux aménagements du territoire qatari à l'aide d'engins lourds, un enregistrement des monuments islamiques — mosquées, tours à vent — est effectué chaque saison.

Et comme l'archéologie n'est jamais terminée, un volet ethnographique ayant trait aux structures d'habitats a permis le relevé de vestiges laissés au sol par les anciens Bédouins nomades, en voie de sédentarisation.

JACQUES TIXIER, maître de recherche au C.N.R.S.

## La lutte de la dynastie Al-Thani contre les convoitises extérieures

La nomenclature des dynasties des pays du Golfe constitue des fleuves aux méandres d'autant plus difficiles à suivre pour les Français que ces derniers sont peu familiers de noms jugés compliqués et de filiations qui le paraissent tout autant. Pas de rois « numérotés » à l'occidentale, d'une nomenclature relativement facile même si le nom quinquiesme du nom n'est pas nécessairement le fils du quatorzième, mais des émirats « ibn » ou « bin » (fils de) qui semblent rallonger leurs noms à plaisir. Pourtant plusieurs dynasties de vieille souche sont implantées dans le Golfe : les Al-Nahaya à Abou-Dhabi, les Al-Salah à Koweït, les Al-Khalifa à Bahrein, sont au pouvoir depuis plus de deux cents ans. Mais ces familles régnant sur des territoires d'accès difficile n'étaient connues que de spécialistes, de diplomates, de négociants ou d'explorateurs. Le développement des moyens de transport, la recherche puis la découverte et l'exploitation du pétrole et la mise en valeur de cette région ont certes entraîné un afflux d'étrangers, mais de peu de Français. Devenus indépendants, les Émirats du Golfe sont restés dans la mouvance des Britanniques, qui s'étaient employés — avec succès — dès le tout début du dix-neuvième siècle, à contrer le commerce français dans cette partie du monde.

Il fallait d'ailleurs attendre 1972 pour qu'un membre du gouvernement se rende en visite officielle dans les Émirats : en avril, M. de Liptowski séjourna successivement à Koweït, à Bahrein, à Qatar et à Abou-Dhabi. Les échanges progressent, les dirigeants de la région deviennent mieux connus de nos compatriotes. Et si la monarchie qui préside aux destinées du Qatar, la famille Al-Thani, semble un peu moins ancienne que ses voisines, parce qu'on connaît moins bien son arbre généalogique, elle n'en est pas moins installée dans la péninsule depuis plus d'un siècle.

Les Al-Thani, qui faisaient partie de la tribu des Beni Temim, quittèrent l'Arabie du Sud, en Arabie, pour se fixer à Doha, Al-Beldi, la Doha d'aujourd'hui, qui resta pendant des décennies un village de pêcheurs. La souveraineté des Al-Thani à ses débuts est mal connue : terre ingrate que les nomades eux-mêmes appréhendaient et où la population dispersée tirait l'essentiel de ses ressources de l'exploitation de la mer et de la pêche des Émirats périphériques (1). Qatar n'était pas de grandes possibilités à ses débuts. Il n'en était pas moins l'objet des convoitises régionales.

### Un Calvin musulman

Longtemps, les cheikhs de Bahrein furent les suzerains des Al-Thani. Celui qui est considéré comme le véritable fondateur de la dynastie — cheikh Mohamed Al-Thani — mittra avec son fils Jasssem des années à s'en affranchir. En 1851, rejetant l'autorité de l'émir bahreïn, Mohamed fait acte d'indépendance à celui d'Arabie. Raison religieuse à cette volonté de changement ? Peut-être. Contrairement aux Bahreïnites, les Qataris étaient d'obédience wahabite, comme les habitants d'Arabie, d'où ils étaient venus.

C'est le réformateur puritain, Mohamed Ibn Abdel Wahab, un Calvin musulman pourrait-on dire pour faire image, qui en appela, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, à un retour à une interprétation littérale du Coran ainsi qu'à la simplicité des débuts de l'islam et à des mœurs plus austères, sans pour autant rejeter le progrès matériel ou technique. Son influence est toujours vivace en Arabie Saoudite, qui se réclame de ses préceptes et de son enseignement.

Ce rapprochement avec l'émir d'Arabie ne mettait pas fin, pour autant, aux problèmes de Qatar avec ses voisins : les Al-Thani ne purent éviter, en 1867,

une violente attaque conjuguée des émirats de Bahrein et d'Abou-Dhabi, qui s'achèvera par la mise à sac de Doha. Un an plus tard, les Qataris prenaient leur revanche, mais ces rivalités locales emmêlées les Anglais, qui voulaient la paix sur « leur » route des Indes. Ils imposèrent aux Al-Thani des « accords » (1868-1869), qui les rendaient, en fait, arbitres du jeu. Arbitrage difficile au demeurant : au début des années 1870, c'est l'empire ottoman qui se réveille et qui voudrait voir Qatar entrer dans sa mouvance. Jasssem Al-Thani et son vieux père sont divisés sur la question : celui-ci reste sur ses positions tandis que celui-là accepte de hisser les couleurs ottomanes sur Doha. Manœuvre pour tenter de faire échec aux Anglais ? Le père mort, Jasssem s'occupe de consolider ses positions intérieures jusqu'à son décès, survenu en 1908. Après la première guerre mondiale, qui voit la défaite et le démantèlement de l'Empire ottoman, Londres et les autres puissances dans la région. La Grande-Bretagne signe donc avec son successeur, Abdallah, un nouvel accord de « consultation » qui remet en fait Qatar, comme les autres émirats de la région, « aux bons soins » de sa protection : le cheikh ne fera rien — à moins qu'il ne s'accorde des concessions de pêche ou autre. — sans l'accord de la Grande-Bretagne, qui se charge, en contrepartie, de toutes ses relations extérieures et de la défense de l'intégrité de son territoire.

### Une Constitution provisoire

Le règne d'Abdallah fut marqué par la signature d'un accord de concession avec l'Anglo-Persian Oil Company plus tard la Qatar Petroleum Co., en 1935. La mise au point de la loi de culture par les Japonais avait sérieusement ébranlé l'économie de la Côte des Perles, ruinant la pêche des perles. Cinq ans plus tard, du pétrole était découvert à Dounkhan, mais la seconde guerre mondiale en retardait l'exploitation, et ce n'est qu'en 1949 que le champ entra en production. Quand le cheikh Abdallah mourut en 1953, Doha comptait vingt mille habitants. L'émir avait abdiqué deux ans plus tôt et ouvert, ce faisant, une grave crise dynastique qui ne sera réellement résolue que près de vingt ans plus tard avec l'accession au pouvoir de l'émir actuel, cheikh Khalifa.

Pendant cet « interrègne » de deux décennies, les cheikhs Ali et Ahmad, oncle et cousin du cheikh Khalifa, avaient en quelque sorte usurpé le trône. Ajoutons que si les revenus pétroliers n'avaient pas atteint leur niveau actuel, les ressources dégagées auraient pourtant déjà dû assurer un sort enviable aux Qataris. Mais l'émir Ahmad s'occupait, semble-t-il, davantage de son sujet propre que de celui de ses sujets, qui le voyaient d'ailleurs de moins en moins, l'émir passant le plus clair de son temps à la chasse au faucon en dans ses propriétés situées à l'étranger.

### Un développement méthodique du pays

Profitant de ces absences, les cheikhs, leurs fils et leurs petits-fils vivaient allègrement sur les revenus de la famille et de l'Etat confondu. Cette façon de procéder n'était pas du goût de tous les membres de la famille princière : l'émir Ahmad lâcha du lest, promulgua une Constitution provisoire, confia une grande partie de ses prérogatives à son cousin, cheikh Khalifa, et repartit pour l'étranger. Il était d'ailleurs à Genève lorsqu'il proclama, en septembre 1971, l'indépendance de son pays.

Il ne fallut que quelques mois à cheikh Khalifa, fils d'Abdallah, pour récupérer son trône et prendre définitivement et réellement en mains le pouvoir, avec l'accord de la famille. Grand travailleur — contrairement à son cousin, l'émir passe, dit-on, dix heures quotidiennes à son bureau — cheikh Khalifa entreprit méthodiquement de développer Qatar. Une seule ombre dynastique subsiste en tableau : cheikh Soheim, un des frères de l'émir, ministre en titre sinon

en exercice des affaires étrangères, réclameait un poste de premier ministre qu'il n'a pas jusqu'ici obtenu. Mais, selon le principe du consensus qui gouverne les affaires qatari, ce conflit latent devrait trouver un règlement prochain. Enfin, cheikh Khalifa, qui est âgé aujourd'hui de cinquante ans, a pris soin de désigner, en 1977, son successeur. C'est un de ses fils, cheikh Ahmad ben Khalifa, également

ministre de la défense et commandant en chef des forces armées. Comme beaucoup de dirigeants arabes, cheikh Khalifa est très discret sur sa vie familiale et privée. On sait seulement que depuis sa visite officielle en France, en 1975, l'émir a pris goût à Paris et qu'il y séjourne régulièrement quelques semaines par an, en visite privée.

CLAUDINE RULLEAU.

## Arabité et histoire

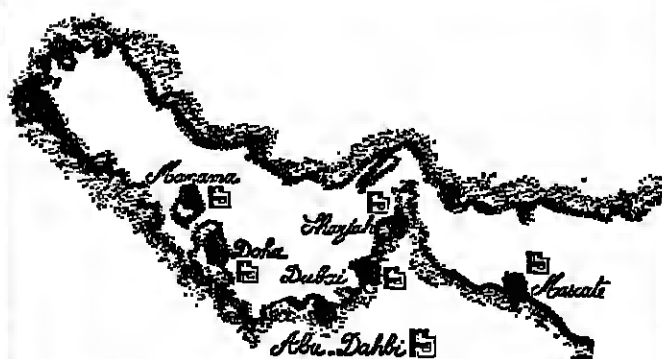
TRES attaché à son arabité, Qatar le manifeste de multiples façons. Certaines sont parfois inattendues, mais néanmoins instructives. Ainsi, le ministère de l'Information offre-t-il aux visiteurs étrangers un agenda en anglais qui a la particularité d'indiquer les grandes dates de l'histoire arabe et musulmane. On découvre donc, ou on redécouvre, que le 5 avril est commémorée la chute de Constantinople en 1453 et le 12 la reprise de Saint-Jean-d'Acre aux Croisés en 1291 ; le 10 juin vit entrer Saladin à Jérusalem en 1187, et le 29 on célèbre la fondation du Caire en 969 par Jawhar El Siquili ; le 27 juillet marque la conquête de l'Andalousie en 711, le 1<sup>er</sup> août celle de La Mecque par le prophète Mohamed en 622, et le 25 septembre celle de l'Inde en 1026 par Mahmoud El Gaznawi.

Qatar a accueilli à la mi-février les ministres de l'Information du Golfe pour discuter des meilleurs moyens de faire connaître les pays de la région et les problèmes concernant leur sécurité. Déjà, dans le passé, le gouvernement avait proposé à ses voisins de lancer des campagnes communes — et

Doha a réalisé un film qui montre ce que font les pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), notamment arabes, — et, de démontrer que contrairement à une image répandue en Occident, ils ne gaspillent pas leur argent, mais l'utilisent pour assurer un développement trop longtemps entravé par la pauvreté.

Les Qataris sont également prêts à financer des initiatives susceptibles de défendre certaines causes arabes et islamiques, notamment au niveau des médias, en Occident, « pour contrer l'image que la propagande israélienne a donnée des Arabes depuis des décennies ». De même, radios et télévisions ne cessent de mettre l'accent sur la hausse des prix des hydrocarbures. Qatar entend riposter de diverses manières pour montrer qu'il n'est pas un pays qui ne profite que de la pétrole et du gaz tout en étant longtemps sous-évalué et gaspillé par les consommateurs et que c'est grâce aux hausses décidées par les pays producteurs que les Occidentaux se sont mis enfin sérieusement à faire des recherches sur les nouvelles sources d'énergie et à songer à réaliser des économies. — C. R.

## BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS



seule banque française ayant une succursale à Doha



Banque de Paris et des Pays-Bas

3, rue d'Antin B.P. 141 75060 Paris cedex 02 - Tél. 260.35.00  
Télex 210 041

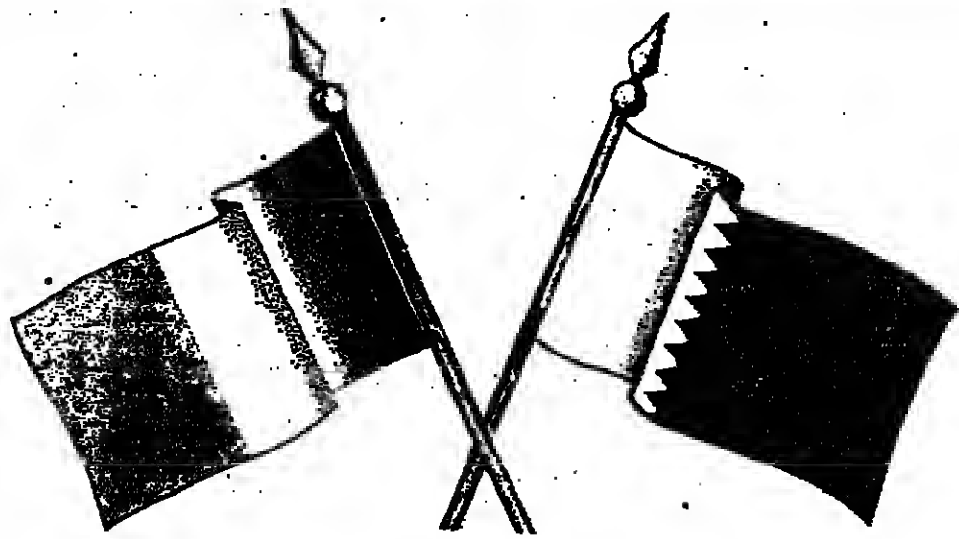
Écrit par le R.A.L.L. de Monte-Carlo.  
Général : Jacques Farrel, directeur de la publication, Jacques Saragat.

Imprimé au « Monde »  
5, rue de Valenciennes  
PARIS-IX<sup>e</sup>

Reproduction interdite de tous droits, sauf accord avec l'administration.

Composition pastiche n° 37427.





**L'Etat de Qatar présente à Son Excellence le Président de la République Française et à Madame Valéry Giscard d'Estaing ses vœux de bienvenue à l'occasion de leur visite à Doha les 4 et 5 mars 1980. Cet événement consacre les relations cordiales qui existent entre les deux pays et permettra de renforcer les liens de coopération actuels dans tous les domaines entre l'Etat de Qatar et la France**

**Le gouvernement et le peuple de Qatar souhaitent que la visite du Président de la République Française et de Madame Valéry Giscard d'Estaing marque une étape historique et heureuse dans leurs relations.**



Departement de Presse et Publications,  
Ministère de l'Information, Doha, Qatar



هكذا من الأصل

La visit  
consacre u  
unique em



# La visite du Président à Qatar consacre une période de coopération unique entre les deux pays

Ce 4 mars, le Président Valéry Giscard d'Estaing commence une visite de deux jours au Qatar, petit Etat producteur de pétrole situé sur une péninsule, au cœur même du Golfe Arabique.

La visite du Président français, un des premiers hommes politiques et dirigeants européens, est un grand honneur pour les Qataris et un succès personnel pour leur chef, Son Altesse l'Emir, Cheikh Khalifa bin Hamad al-Thani. Elle marque le sommet de plusieurs années d'étroite coopération entre les deux pays, dans de nombreux domaines.

Le Président Giscard d'Estaing rend à S.A. le Cheikh Khalifa bin Hamad al-Thani, Emir de l'Etat de Qatar, la visite qu'il a effectuée en France de 1975. A cette occasion, Son Altesse l'Emir avait déclaré : « Afin de renforcer la coopération internationale et de parvenir à notre auto-développement, deux facteurs essentiels de la paix, nous, à Qatar, avons tenu à apporter à notre pays le plus haut niveau de développement. Nous avons établi avec les pays industriels avancés, au premier rang desquels vient la France, des relations de coopération étroites ; grâce à elle, nous étendons à ces Etats les moyens de coopération que nous possédons et nous obtenons d'eux, en retour, les moyens de développement qui nous font défaut. En pratique, l'accord de coopération économique et financière conclu entre nos deux gouvernements, le 16 décembre 1974, constitue une étape positive importante pour assurer le bien public que nous recherchons tous deux. »

Cette coopération positive entre un pays en voie de développement et un pays développé a revêtu un caractère unique en son genre, dont le meilleur exemple est le projet pétrochimique conjoint qatari-français. Qatar, souhaitait faire le meilleur usage



S.A. le Cheikh Khalifa bin Hamad al-Thani, Prince héritier et ministre de la Défense.



S.A. le Cheikh Khalifa bin Hamad al-Thani, ministre des finances et du pétrole, en compagnie de M. André Giroud, ministre de l'Industrie, à l'inauguration du complexe pétrochimique COPENOR, à Dunkerque, en mai 1973.

possible de ses réserves considérables de gaz naturel et des produits dérivés, a décidé de se doter d'une industrie pétrochimique, la première de la sorte à être projetée dans le Golfe. Après la hausse étonnante du prix du brut survenue sur le marché en 1973, l'Etat de Qatar disposait des ressources financières nécessaires à un tel projet, mais il n'avait ni la technologie ni la main-d'œuvre qualifiée. Pour résoudre le problème, le Qatar a conclu un accord avec C.D.F.-Chimie.

Aux termes de cet accord deux usines pétrochimiques devaient être installées. La Qatar possède 40 % des actions de la première, située à Dunkerque, qui est entrée en production en mai 1979. La seconde, implantée dans la ville industrielle d'Oum Salid, est exploitée par la Qatar Petrochemical Company (QAPCO) ; en voie d'achèvement, elle commencera à fonctionner dans un proche avenir. L'usine de la QAPCO apportait pour 84 % à la Qatar General Petroleum Corporation et pour 16 % à C.D.F.-Chimie.

## Une coopération où chacun trouve son avantage

La France, qui est un des principaux acheteurs de pétrole qatari, a bénéficié par cet accord d'un important investissement de l'Etat de Qatar. De son côté, le Qatar s'est assuré de l'engagement à long terme de la société française qui apportera sa compé-

tence technologique et commerciale. Le personnel qatari reçoit une formation et acquiert de l'expérience à l'usine de Dunkerque pour préparer l'ouverture de l'usine d'Oum Salid ; il acquiert également des connaissances commerciales précieuses. En même temps, la participation de la France au programme de développement du Qatar lui garantit des relations soignées et une position de client privilégié sur un marché pétrolier de plus en plus tendu.

Les deux Etats ont ainsi réussi à montrer une voie dans laquelle pays avancés et pays en voie de développement peuvent travailler ensemble et pour leur mutuel avantage.

Si le projet pétrochimique incarne le symbole principal des relations qatari-françaises, il ne constitue en aucune manière l'unique domaine d'intérêt commun. La France a pris, ces dernières années, une part croissante du marché des biens de valeur importés à Qatar, des parfums aux denrées alimentaires en passant par les véhicules automobiles.

En outre, des sociétés françaises associées à des répondants qatari ont joué un rôle marquant dans les projets de développement de Qatar, en électrotechnique, en génie civil et dans de nombreux autres domaines.

La coopération économique et financière entre le Qatar et la France est également fondée sur la compréhension étroite qui s'est établie sur les plans politique, culturel et social. Lors de son séjour de 1975 on



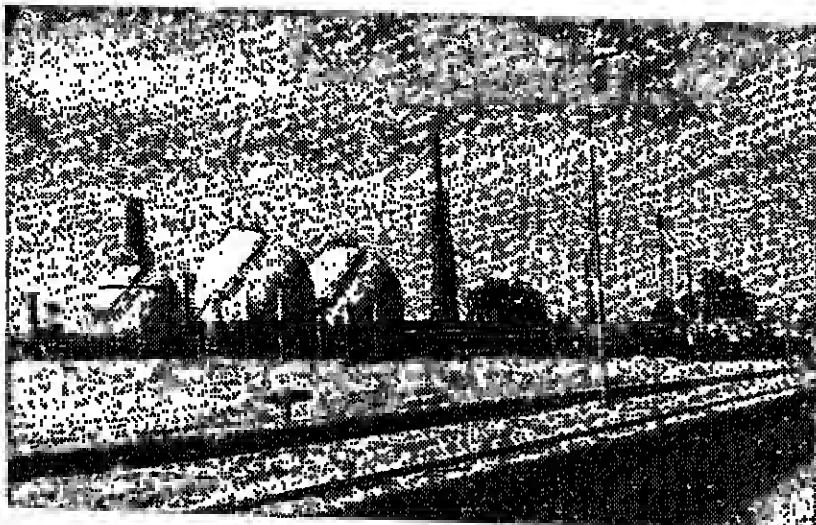
S.A. le Cheikh Khalifa bin Hamad al-Thani, Emir de l'Etat de Qatar, et le Président Valéry Giscard d'Estaing au cours de la visite de l'Emir en France en octobre 1975.

France, S.A. l'Emir a particulièrement souligné la position de Paris en faveur de la cause arabe pour l'établissement de la paix au Proche-Orient. Au cours de ces dernières années la France a joué un rôle croissant parmi les nations européennes pour tenter de trouver une solution équitable au problème palestinien, problème qui demeure au cœur de la crise proche-orientale. Et la Nation arabe, dont fait partie le Qatar, n'a pas tardé à reconnaître l'importance de la position française.

Le Qatar a chaleureusement accueilli, dans le contexte mondial, les initiatives du gouvernement français pour favoriser un

pays et le niveau de vie de ses habitants aussi longtemps que l'industrie des hydrocarbures est demeurée dans une large mesure contrôlée par les sociétés étrangères.

Mais grâce à un combat résolu, qui a débuté lorsque l'actuel Emir, Cheikh Khalifa bin Hamad al-Thani, devint ministre de l'Education — premier ministre à être créé en 1965 — la population retrouva courage et confiance et commença à prendre le contrôle de ses propres affaires. Le Qatar a été le premier Etat à renégocier les concessions accordées aux « majors ». Et lorsqu'il devint totalement indépendant de la Grande-Bretagne, le 22 septembre 1971,



Le complexe pétrochimique COPENOR, à Dunkerque, dans lequel le gouvernement de Qatar a une participation de 40 %.

dialogue positif entre les pays arabes producteurs de pétrole et les nations européennes. Persuadé que la discussion et la coopération sont les meilleures voies pour parvenir à un nouvel ordre économique international, le Qatar, ainsi que de nombreux pays en voie de développement, a été consterné par l'échec du prétendu dialogue Nord-Sud. La visite de Président Giscard d'Estaing à Qatar et aux Etats frères suscite donc à cet égard de grands espoirs.

Durant son séjour à Qatar — exemple même du pays producteur de pétrole en voie de développement — le Président français aura l'occasion de constater de visu la réalisation et les progrès qui s'y font jour. Parce qu'il produit des hydrocarbures et parce qu'il est un membre actif de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, le Qatar souffre, comme d'autres, des conceptions erronées de la presse occidentale.

## Le progrès social a suivi le développement économique

En termes simplistes le Qatar a un haut niveau de revenu par habitant. Mais l'évolution du pays, qui a vu au cours de ces vingt dernières années une communauté de marins et de pêcheurs de perles se transformer en un jeune ensemble industriel, a représenté une lutte ardue, même si elle est aujourd'hui récompensée.

Au début des années 50 le Qatar n'avait pas d'école. La récession mondiale et l'invasion japonaise de la perle de culture avaient entraîné, dans les années 30, un fléchissement dramatique de la pêche des perles, moyen d'existence traditionnel de la population. La découverte même de pétrole a peu fait pour améliorer la situation de

à plein les sources d'énergie facilement disponibles, à l'activité d'une ruche. Un système d'enseignement considérable, en progression rapide, compte cette année trente-huit mille écoliers et étudiants, du primaire à l'université ; il garantit la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, parallèlement à l'accroissement des installations industrielles.

La santé des habitants, dans ce désert jadis inhospitalier, constitue une des principales préoccupations du gouvernement. La médecine gratuite pour tous, citoyens autochtones et résidents étrangers, est depuis longtemps non pas un slogan, mais une réalité tangible. Et l'ouverture, dans un proche avenir, de l'hôpital ultra-moderne de Hamad, multipliera encore les facilités offertes. Faire fleurir le désert dans un environnement sain aride n'est pas non plus une tâche aisée, mais on y est cependant parvenu grâce à une utilisation judicieuse des ressources et à une coopération approfondie avec des experts étrangers.

## Les Qataris conservent leurs traditions et leur sérénité

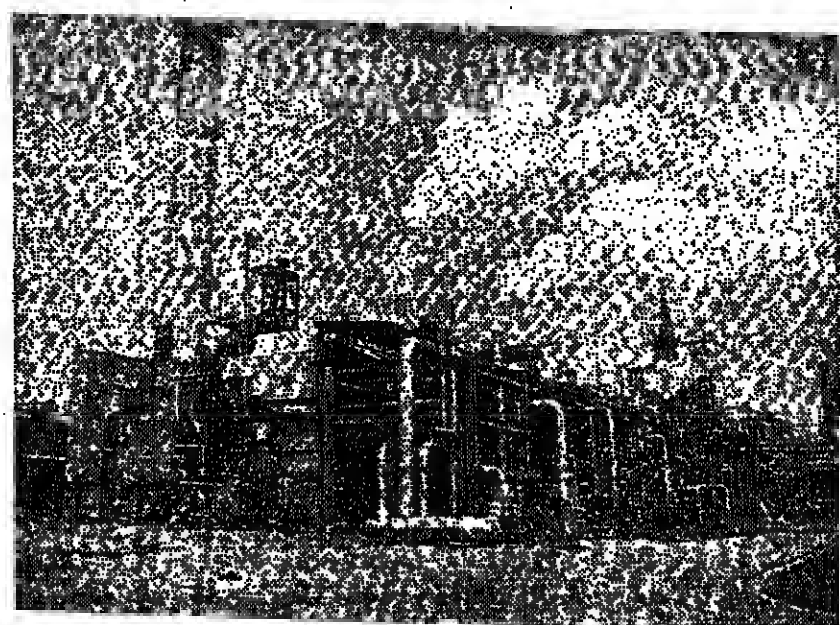
Les habitants de ce pays sont imprégnés des traditions arabes de désert et de la foi islamique. La stabilité de la société a incité la population à regarder vers l'extérieur avec confiance et à accepter le défi du vingtième siècle et du monde développé. Le peuple a apporté son soutien total à l'Emir de Qatar, S.A. le Cheikh Khalifa bin Hamad al-Thani, lorsqu'il a cherché à développer son pays avec l'aide de l'Occident, tout en maintenant les traditions qui forment le caractère national. Et cette fusion s'est opérée avec succès.

A Qatar des représentants de races différentes vivent et travaillent ensemble sur des projets qui déterminent l'avenir de cette nation fière. La petite communauté française s'accroît rapidement au rythme du renforcement de la contribution des sociétés françaises à la marche en avant de cet Etat du Golfe qui vit une transition historique et passionnante. Malgré la cadence effrénée du développement, les étrangers apprennent à goûter la sérénité intérieure de la vie dans cet Etat paisible, loin de l'affairement des cités occidentales rendues folles par la consommation.

Sous la direction de S.A. l'Emir, Cheikh Khalifa bin Hamad al-Thani, le peuple de Qatar a su apprendre de l'Occident, tout en maintenant très fermement le meilleur de ses traditions et de son héritage ; et contre la décadence occidentale, la religion islamique constitue une barrière de sécurité.

Membre actif de la communauté internationale au sein de l'OPEP, des Nations Unies et de la Ligue Arabe, le Qatar se rend parfaitement compte à quel point les pays développés et ceux en voie de développement se doivent de coopérer dans tous les domaines — et non pas seulement dans celui de l'économie — si on veut que soit renforcée la compréhension entre les nations, dans l'intérêt de la paix mondiale.

La visite de Président Giscard d'Estaing constitue une étape importante dans l'établissement de cette compréhension entre les producteurs de pétrole du Golfe et les consommateurs européens. Lorsque les dirigeants européens verront par eux-mêmes ce qui a été réalisé avec les revenus du pétrole pour donner à un peuple du monde l'espoir d'un avenir radieux, alors le dialogue entre le Golfe et l'Europe, le Nord et le Sud, les pays développés et ceux qui ne le sont pas encore, pourra véritablement commencer.



La Société Qatar Petrochemical Company QAPCO, qui sera inaugurée prochainement et dont C.D.F.-Chimie possède 16 % du capital.



## Une politique étrangère fondée sur l'échange et le dialogue

UN des premiers actes par lesquels Qatar a manifesté sa volonté d'indépendance a été de refuser d'être le huitième membre fédéré de l'Etat constitué des Emirats arabes unis. Depuis, le gouvernement d'Abou-Dhabi n'a pas nommé d'ambassadeur à Doha, pas plus qu'à Manama, pour signifier que Qatar et Bahreïn seront toujours les bienvenus dans la fédération, mais Cheikh Khalifa a tenu, pour sa part, à avoir une représentation diplomatique chez ses voisins pour ne pas leur laisser soupçonner de faibles espoirs; Cheikh Issa, de Bahreïn, en a fait autant.

De même, Qatar et Bahreïn n'ont pas échangé d'ambassadeurs — ce qui ne facilite pas les déplacements des étrangers, qui n'ont pas de visas entre ces différents Etats — en raison du litige qui les oppose au sujet des îles Hawar, que les deux revendiquent. Ces frictions — qui s'estompent de plus en plus — n'empêchent nullement, d'ailleurs, les dirigeants de ces pays de se rencontrer, de se concerter et de coopérer, « à la bédouine », sans éprouver la nécessité de signer des textes ou des pactes. Les messages qui passent sur le Golfe n'ont fait que fortifier leur solidarité, et leurs analyses sont fort proches sur tous les grands problèmes.

### Les répercussions de la révolution iranienne

Dans un premier temps, Qatar a pu craindre les répercussions de la révolution iranienne sur sa stabilité. Compte tenu de la politique sociale qu'ils pratiquent, ses dirigeants se sont ravisés; le risque de contagion menace plus les Etats où existent de fortes disparités sociales que le leur. C'est pourquoi, ils ont été particulièrement attentifs aux événements de La Mecque, qui leur ont paru très graves et, à certains égards, plus lourds de périls que ceux d'Iran. Ils se félicitent aujourd'hui que les dirigeants de Riyad aient retenu la leçon et pris des mesures, notamment pour pratiquer une meilleure politique de développement et réduire plus énergiquement le fossé entre pauvres et riches.

Certains se demandent toutefois s'il n'est pas trop tard. Les craintes éprouvées à ce sujet par les dirigeants des petits Etats de la région ont d'autant plus vives que l'Arabie Saoudite apparaît comme leur parapluie naturel et que sa déstabilisation

entraînerait presque automatiquement la leur.

Evitant soigneusement toute prise de position qui pourrait être considérée par Téhéran comme une provocation, Qatar se borne à exprimer le vœu que l'Iran retrouve l'ordre et la discipline. L'amélioration des rapports entre Riyad et Bagdad entraîne une évolution analogue entre Doha et le troisième « grand » de la région : l'atmosphère est meilleure, la coopération plus active mais les dirigeants qatariens continuent à se méfier, sans le dire ouvertement, de l'idéologie du Baas, jugée trop laïque et trop radicale.

Estiment inutilement dangereux d'irriter l'Iran, craignant secrètement l'islam, les Qataris repoussent toute idée de sécurité collective dans le Golfe (proposé naguère par le chah, le projet a été relancé par Oman), dans la mesure où ils redoutent, au surplus, que les Etats-Unis s'y insistent d'une façon ou d'une autre. C'est également pour toutes ces raisons qu'ils ont refusé d'accorder à Washington la moindre facilité navale dans la presqu'île.

Doha a repoussé toutes les avances de l'Amérique après l'intervention soviétique en Afghanistan, intervention qu'ils ont non seulement condamnée, mais qu'ils aident à combattre : une collecte publique organisée en faveur des rebelles afghans est coordonnée par un membre de la famille régnante. Dans le cadre de cette campagne, l'Etat a demandé à tous les fonctionnaires de verser au moins le quart d'un mois de salaire. « Mais être antisoviétique, n'implique pas que l'on soit automatiquement pro-américain », soulignent les Qataris.

### Solidarité avec le peuple palestinien

En fait, Qatar refuse que les Etats-Unis profitent de l'absence d'Israël pour revenir en force dans le Golfe tout en « escamotant » le problème palestinien. La philosophie libérale et pragmatique du régime, qui devrait l'inciter à rechercher l'alliance de Washington et à accepter un règlement de compromis en Proche-Orient, est contrebalancée par le sens de la solidarité arabe et le refus de voir sacrifier le peuple palestinien. On ne peut oublier que Qatar a été le premier Etat arabe à accorder l'hospitalité aux fedayin de l'O.I.P. dès 1964.

Comme les autres Etats du Golfe, Qatar ne reproche pas au président Sadat d'avoir opté

pour un règlement négocié; il regrette simplement qu'il ait signé avec Israël un document qui ne garantit ni l'évacuation des territoires occupés en 1967 ni celle de Jérusalem. Alors qu'ils auraient été prêts à applaudir le chef de l'Etat égyptien s'il avait récusé — et cela supposait que Jérusalem et Washington lui facilitent la tâche — il en vient aujourd'hui à espérer qu'il réintégrera « la famille arabe » dès qu'il aura récupéré le Sinaï.

En attendant, les Etats du Golfe espèrent que l'Europe et en particulier la France joueront un rôle actif pour contribuer à une solution du conflit israélo-arabe (cf. notre article sur les relations entre Paris et Doha) et des autres crises qui menacent le monde. M. Ali Al-Jalidh, qui a été secrétaire général de l'O.P.E.P. et qui est aujourd'hui responsable des hydrocarbures dans son pays, ne mâche pas ses mots : « Les Américains ne nous écoutent pas, et si ça continue nous devrons les ignorer. Le danger le plus grave n'est pas une guerre hypothétique entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., mais une guerre entre riches et pauvres. Les riches ont plus à perdre, car ils possèdent plus, mais ce sera terrible pour tout le monde. »

### Plaidoyer en faveur d'une vision nouvelle

Il note que tous les dialogues entrepris dans différentes instances ou à divers niveaux — dialogue Nord-Sud, dialogue euro-arabe, conférence de l'ONUDI, etc. — ont échoué, de sorte que « l'amerlinoïsme suscite le espoir et qu'elle est chaque fois un peu plus forte ». Il ajoute : « Si à brève échéance on n'a pas résolu le problème israélo-arabe, les problèmes du pétrole et de l'énergie, le problème des rapports entre pays industrialisés et pays en développement, nous risquons d'aller à la catastrophe. Nous devons tous être participants dans la coopération à l'échelle mondiale. »

Comme la plupart des petits pays, Qatar attache une grande importance aux organisations internationales et régionales, dans lesquelles il espère trouver un soutien et une garantie pour son indépendance, tout en leur apportant sa contribution avec ponctualité. Solidaire des pays du tiers-monde, il vote régulièrement à l'ONU les résolutions du groupe des « 77 » et fait traverser son aide au pays pauvres par les instances spécialisées, sans chercher à faire pression sur les bénéficiaires par des versements directs.

### « Nous sommes tolérants nous savons oublier »

Ainsi, avant que Le Caire signe les accords de Camp David, Doha versait 400 millions de dollars à l'Organisation du Golfe pour le développement de l'égypte; avant de signer les accords avec le président Sadat, l'émir aurait sans doute continué à lui venir en aide si les Arabes n'avaient collectivement décidé de rompre avec lui. Depuis, conformément aux décisions du sommet de Bagdad, Qatar apporte une contribution de 250 millions de dollars aux Palestiniens, à la Syrie et à la Jordanie. Parallèlement, le gouvernement participe à divers fonds de développement.

Les Qataris entendent cependant donner à leur action une signification politique et culturelle. « Nous ne voulons pas que l'on parle de nous uniquement en termes d'économie et de pétrodollars », nous disait M. Ali Al-Jalidh. Et d'ajouter ce plaidoyer en faveur d'une vision nouvelle : « Nous avons une culture, une civilisation; nous savons donner et recevoir. Les Arabes sont tolérants, ils savent oublier : la guerre d'Algérie et l'expédition de Suez ont été comme effacées depuis que la France a accepté de dialoguer avec nous. Elle a joué un rôle de pionnier dans plusieurs domaines, et nous espérons qu'elle continuera. Nous avons besoin, les uns et les autres, d'avoir une vision nouvelle de nos rapports, qui sont séculaires. C'est dans l'échange et le dialogue que nous la trouverons, du moins nous l'espérons. » — P.E.

## La mise en valeur de « la terre oubliée de Dieu »

(Suite de la page 5.)

En fait, si l'on laisse de côté la période 1949-1974, qui est celle du décollage, on s'aperçoit que Qatar est entré dans la troisième phase de son développement. En effet, la première, qui va de 1974 à 1977, est à la fois celle du « boom » pétrolier et de l'industrialisation intensive; la seconde, 1977-1979, est celle du « refroidissement » pendant laquelle le gouvernement a lutté d'une main de fer contre l'inflation pour la ramener de 30 % à 10 % environ.

### Trois milliards de dollars de revenus

La troisième phase, entamée cette année, s'étend sur la décennie et sera principalement consacrée à favoriser l'agriculture et l'élevage, à mettre en place des industries légères et, surtout, à améliorer le bien-être social. L'Etat prévoit notamment la création de jardins et de clubs sportifs pour alimenter les activités de loisirs qui restent, il faut bien l'admettre, limitées, même si la télévision comporte quatre chaînes, en comptant celles des trois pays voisins. Tous ces projets seront financés moins par le pétrole — la longévité des puits est estimée à trente ans — que par le gaz dont les fabuleuses réserves sont susceptibles d'assurer le deuxième souffle de l'émirat pendant au moins un siècle.

Juste à la chute du chah, le régime se sentait quelque peu honteux d'être conservateur, même s'il estimait être dans la bonne voie en pratiquant un conservatisme éclairé, fondé sur le principe selon lequel il ne faut ni trahir ni tenter de brûler les étapes, mais que l'on peut s'inspirer de l'Occident. La révolution iranienne qui a balayé le chah, partisan d'une modernisation forcée, a conforté les dirigeants qatariens dans leurs analyses. Ils estiment, d'ailleurs, que leur Etat est un des plus stables de la région, grâce au développement qui y a été réalisé et à la façon dont sont réparties les richesses.

En 1979, les revenus ont été estimés à 3 milliards de dollars, ce qui représente en moyenne 12 740 dollars par habitant. Une lecture attentive du budget permet de penser que la moitié du revenu est « budgétisée », moitié réellement dépensée pour 60 %, le reste étant investi.

Vingt-cinq pour cent du total reviendraient à l'émir et à sa

famille, le quart restant étant consacré aux dépenses militaires, à des placements divers et à une aide assez considérable, entre 5 % et 10 %, aux pays pauvres du tiers-monde.

Qatar utilise une abondante main-d'œuvre étrangère, composée principalement d'Iranien (ouvriers), de Palestiniens (conseillers et techniciens) et d'Égyptiens (fonctionnaires et enseignants). On estime qu'un travailleur immigré gagne au minimum l'équivalent de 3 000 F par mois; qu'un Qatarien vivant en province a, avec les avantages sociaux, un revenu de l'ordre de 6 000 F, alors que son compatriote de la capitale bénéficie, en gros, du double. Il s'agit bien sûr de moyennes, et il est évident que les bénéfices de certains Qataris peuvent être très importants, notamment avec le système du « sponsor ». Ce dernier se porte garant de l'étranger qui veut entrer dans le pays, et lui permet d'obtenir un visa; en contrepartie, il touche un pourcentage sur les affaires qu'il peut conclure. En revanche, dans le cas d'un enseignant français, par exemple, c'est l'ambassade ou le ministère de l'éducation qui servira de « sponsor ».

Pour le moment, les travailleurs étrangers ne représentent pas un danger : le plus souvent, ils retournent chez eux au bout d'une dizaine d'années, après avoir fait fortune ou économisé suffisamment d'argent pour construire une maison ou s'installer à leur compte. Ces travailleurs savent aussi que toute agitation, qu'elle soit d'ordre politique, religieux (les Iraniens sont chiites) ou même revendicatif, sera immédiatement sanctionnée par la suppression du visa de séjour. A long terme toutefois, Qatar risque de voir se constituer, comme à Bahreïn, une classe ouvrière plus revendicative, dans la mesure où les programmes d'industrialisation, et en particulier les projets d'industries légères, engendreront une main-d'œuvre relativement abondante.

### Plus d'étudiants que d'étudiants

Sur le plan politique, le système est fondé sur la choura (consultation) islamique. Le conseil des ministres, la plus haute instance exécutive de l'Etat, soumet les projets législatifs aux débats du conseil consultatif — sorte de conseil des sages de trente membres — avant leur promulgation par

le chef de l'Etat. Pieux, travailleur, énergique, fonctionnant selon le principe de la « monarchie héréditaire éclairée », l'émir estime que les institutions actuelles correspondent le mieux possible à l'état de développement du pays, et il ne semble pas devoir aller plus loin, du moins pour le moment, après l'échec des assemblées parlementaires à Koweït et à Bahreïn.

Dès son accession au pouvoir, Cheik Khalifa s'était entouré d'excellents conseillers, égyptiens, comme le docteur Hassan Kamel, diplomate de culture française, ou palestiniens, comme M. El-cham Kadoumi, formé aux Etats-Unis, et qui est le créateur de la Doha moderne. On peut citer aussi le Soudanais Tayeb Salih, auteur d'un célèbre roman, le Mitrater (1). Tous ces experts, choisis pour leur compétence, sont dotés de pouvoirs égaux, voire supérieurs, à ceux de certains ministres.

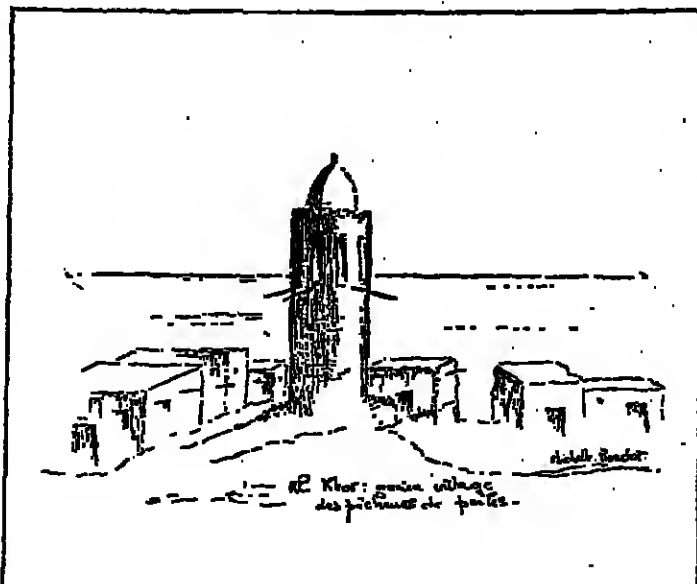
Cette situation est toutefois en train de changer, depuis que 1979 a été déclarée « année de la réforme administrative ». La plupart des conseillers de l'émir sont demeurés en place mais une double relève a été entamée au sein de l'administration et des ministères. Elle a permis d'acter avec élégance de vieux bédouins incultes, qui s'étaient vu confier des postes de responsabilité en raison de leur appartenance à la famille régnante, et a facilité le remplacement d'étrangers par de jeunes Qataris formés en Europe ou aux Etats-Unis, qu'il s'agisse de parents de l'émir ou de membres de grandes familles comme les Al Kawi dont fait partie le ministre de l'information, également directeur du palais et un des hommes de confiance du chef de l'Etat.

Une querelle dynastique a toutefois apporté une ombre à cette évolution sans à-coups. Cheikh Sobhan, frère cadet de l'émir, qui souhaitait devenir prince héritier, a éprouvé une vive déception de s'être vu préférer, en 1977, le fils du chef de l'Etat, Cheikh Hamad Ben Khalifa al-Thani, ministre de la défense. Depuis, bien que détenant le portefeuille des affaires étrangères, il vit hors du pays. L'incident serait cependant en voie de règlement par la création d'un poste de premier ministre à son intention.

Fidèle à l'esprit de réformes par étapes, qu'on réalise néanmoins avec sècle et détermination, l'émir a donné une forte impulsion à l'enseignement : quarante mille enfants fréquentent les écoles primaires et secondaires et l'Université compte mille deux cents étudiants. Mais à tous les niveaux, garçons et filles sont répartis dans des bâtiments séparés. Fait qui mérite d'être noté, les étudiantes sont plus nombreuses que les étudiants et elles obtiennent de meilleurs résultats. Pour le moment, toutefois, elles n'ont qu'un débouché : l'enseignement féminin. Si la femme qatari est loin d'avoir le statut beaucoup plus libéral de sa sœur de Bahreïn, elle connaît en revanche un sort plus enviable que celui de la femme saoudienne : contrairement à cette dernière, elle n'est pas entièrement voilée, peut conduire une voiture — et ne s'en prive pas — et va volontiers se promener en ville ou à la plage. Dans ce domaine aussi, le paysage a bien changé en moins d'un quart de siècle.

PAUL BALTA.

(1) Ed. Sindbad, Paris, 1972; réimpression au cours.



## Les banques ont quelques problèmes de liquidités

CONTRAIREMENT à certains de ses voisins, Qatar n'a jamais eu l'intention de devenir une grande place financière internationale. Petit producteur pétrolier à la faible population, l'émirat se contente d'un système bancaire modeste : trois banques sont représentées dans le pays — dont la Banque de Paris et des Pays-Bas — et elles disposent d'une vingtaine d'agences. La principale de ces banques — la Qatar National Bank, créée en 1964 et détenue à parts égales par le gouvernement et par des Qataris privés, dispose de près de 50 % des dépôts.

La communauté bancaire — pour faible qu'elle soit — ne s'en inquiète pas moins des difficultés possibles de liquidités qui pourraient résulter de la politique de taux d'intérêt menée par

la banque centrale, l'Agence monétaire du Qatar (Qatar Monetary Agency).

Alors que dans l'ensemble du monde industrialisé on assiste à une hausse généralisée des taux d'intérêt (le taux de l'eurodollar a plus que doublé en deux ans et celui du deutschemark a été multiplié par 2,5 en treize mois), les autorités monétaires de l'émirat restent d'une extrême prudence. Et, selon le *Financial Times*, la différence de taux entre Qatar et l'étranger va jusqu'à dépasser parfois 10 %.

Les dépôts n'ont donc guère augmenté, ces deux dernières années, dans les banques locales, les riches Qataris préférant placer leur argent à l'étranger.

L'ensemble des dépôts, qui étaient de 3,30 milliards de riyals qatari (QR) en décembre 1979,

n'atteignait que 3,39 milliards de QR un an plus tard. Dans le même temps, les prêts passaient de 2,8 à 3,27 milliards de QR, soit un coefficient d'engagement particulièrement élevé (96 %).

Les autorités monétaires ne semblent pourtant pas vouloir s'engager dans une course aux taux d'intérêt. Elles craignent que cela ne relance une inflation qui, avec moins de 10 % en 1979, est l'une des plus raisonnables du Golfe. Elles ont, en 1979, révalué à quatre reprises le ryal — par rapport au dollar — afin de rendre la devise locale plus attractive aux déposants. Il n'en reste pas moins que le ratio de liquidités est tendu et que l'Agence monétaire du Qatar devra sans doute intervenir pour éviter une crise identique à celle qu'a connue le Koweït l'an passé.

## الغرفة التجارية العربية الفرنسية Chambre de Commerce Franco-Arabe

Depuis sa création en décembre 1970, la Chambre de Commerce Franco-Arabe a pour vocation de favoriser et développer les relations commerciales, industrielles et financières entre la France et l'ensemble des Pays Arabes.

Le développement des échanges commerciaux, les accords passés dans les domaines industriel, minier, agricole et de la formation professionnelle, témoignent de cette volonté de coopération, fondée sur la réciprocité, la complémentarité, la confiance et l'intérêt mutuel.

Pour mieux répondre à cette évolution et aux besoins de ses adhérents arabes et français, la Chambre de Commerce Franco-Arabe s'est dotée, depuis quatre ans, de nouvelles structures : Sections Bilatérales, Comités Régionaux et Comités Techniques, qui organisent régulièrement des colloques sur des thèmes d'actualité ainsi que des journées d'études et des missions dans les Pays Arabes.

Elle a également édité un règlement de conciliation et d'arbitrage applicable aux litiges commerciaux internationaux dont l'une des parties est Arabe.

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

93, rue Lauriston, 75116 PARIS  
Téléphone : 553-20-12 — Téléc : 613 512 CCF

الغرفة التجارية العربية الفرنسية



## Faire fleurir le désert

LES recettes pétrolières permettent parfois de réaliser les rêves les plus fous comme, par exemple, de faire fleurir le désert, de voir mûrir les tomates. Les dirigeants du Qatar insistent, depuis plusieurs années, sur la nécessité de promouvoir l'agriculture. Non par esprit de revanche sur une nature hostile, mais afin de réduire le niveau des importations et de susciter une concurrence à ces produits importés, dont les prix sont souvent inflationnistes. Une manière aussi de préparer l'« après-pétrole ».

La salinité des sols et la forte chaleur ne sont pourtant guère propices au développement sur une large échelle des plantations. Aussi le gouvernement s'est-il efforcé de fournir gratuitement aux agriculteurs graines et plants de légumes et d'arbres fruitiers ainsi que des arbres destinés à couper le vent. Il a aussi offert le labourage des sols et la surveillance des récoltes.

Dès 1963, une ferme modèle fut installée à 80 kilomètres de Doha pour la fourniture des graines et permettre diverses expérimentations.

Cette politique a porté ses fruits puisque les terres cultivées ont augmenté de 1975 à 1977 de 34 % et que la production locale a été en 1977 de 24 300 tonnes de fruits et légumes (+ 30,8 % en deux ans), de 28 700 tonnes de fourrage (+ 3,8 %) et de 491 tonnes de céréales (+ 5,7 %). La culture de céréales est récente et comporte principalement du blé et de l'orge.

Le problème majeur dans une telle zone n'est bien sûr l'eau. Il n'y a pas la moindre rivière sur tout le territoire et les chutes de pluie sont généralement inférieures à 50 millimètres par an. Dans le sud l'eau des puits est souvent saumâtre et depuis que l'agriculture se développe la ponction dépasse le renouvellement des sources souterraines.

Même si de nombreux puits creusés dans le désert fournissent « miraculeusement » quelque 12 millions de litres d'eau par jour, cela est fort insuffisant dans un pays où l'eau n'est nullement comptée; on y consomme par personne trois fois

plus de précieux liquide qu'en Europe. Deux usines de dessalement de l'eau de mer — à Ras Aboufontas et Ras Abou Aboud — permettent donc à la population de satisfaire largement sa soif.

Le gouvernement envisageait donc — pour pallier le tassement relatif des sources — d'injecter de l'eau de mer distillée dans les nappes souterraines. Mais la P.A.O. l'en a dissuadé. Outre les incertitudes techniques que comportait un tel projet, l'organisation internationale dénonçait une subvention indirecte à l'agriculture — de l'ordre de 100 millions de riyals par an — qui conduirait à produire fruits et légumes à des prix cinq ou six fois supérieurs aux cours mondiaux. Le gouvernement prône donc désormais une amélioration des rendements à partir des techniques modernes qui économisent l'eau.

Complément indispensable à l'agriculture — car il fournit de la viande, du lait et des engrais naturels indispensables à l'enrichissement des sols — l'élevage est en pleine expansion. De 1975 à 1977, les troupeaux de vaches sont passés de 5 600 à 8 893 têtes, soit une progression de 78 %. Sans être aussi spectaculaire, la croissance des troupeaux de moutons, de chameaux et même de chevaux n'est pas négligeable. Seul le nombre de chèvres est en régression.

Le ministère de l'Industrie et de l'Agriculture a installé récemment une bergerie à la frontière saoudienne et une exploitation destinée à l'élevage de volailles a été dressée à Oum Qara, à 35 kilomètres de Doha. En 1977, celle-ci a produit 356 000 poulets et 5,3 millions d'œufs. A pleine capacité, elle devrait atteindre 10 millions d'œufs et couvrir pratiquement la demande locale.

Certes, Qatar continuera de s'approvisionner largement à l'étranger. Les achats de biens alimentaires sont d'ailleurs régulièrement l'un des principaux postes d'importation. Mais cette activité n'est pas un luxe. C'est bien la volonté délibérée des dirigeants de réduire — même faiblement — une dépendance qui, sans cela, serait totale.

B. D.

## Le gaz, garant de l'avenir

(G.P.L.) et de 300 000 tonnes d'essence naturelle. Le gaz sera exporté tandis que l'éthane sera destiné à la pétrochimie locale et le méthane à une centrale électrique et à la cimenterie de Oum-Bab.

### Aligner les prix sur l'or noir

Mais que faire du gisement géant ? Actuellement des études sont réalisées pour en déterminer la structure exacte. Ce n'est qu'ensuite qu'une décision sera prise. Un tel développement nécessitera, bien sûr, la mobilisation de moyens financiers considérables. Or le gaz était, jusqu'à présent, peu rémunérateur et les investissements de liquéfaction particulièrement élevés.

Mais la tendance est en train de changer. On a vu l'Algérie,

qui vend actuellement son gaz à des sociétés européennes (dont Gaz de France) à un prix proche de 2 dollars le million de B.T.U. (British Thermal Unit), demander à renégocier ses contrats pour en obtenir 6 ou 7 dollars. Et Abou-Dhabi a doublé, au début de 1980, ses prix de vente de gaz liquéfié au Japon en les alignant sur ceux de son meilleur pétrole, le Murban. Les pays de l'OPEP estiment, en effet, que les clauses d'indexation qui lient le gaz aux produits concurrents (fuel domestique et fuel lourd) ne sont plus suffisantes et qu'il faut désormais considérer le gaz naturel comme une source d'énergie alternative dont les prix doivent être proches de ceux de l'or noir.

Voilà qui va donc relancer le projet d'exploitation du gisement du dôme nord-ouest à Qatar. D'autant qu'il faut près de dix ans pour développer un tel

champ et construire les unités de liquéfaction nécessaires. Ce qui laisse penser que les vastes réserves de gaz ne seront guère commercialisées avant la fin de la décennie 80. Il semble ainsi assuré que le gaz pourra commencer à prendre la relève du pétrole dans les années 80. « Nous avons à résoudre un problème essentiel, affirmait récemment au *Financial Times*, M. Abdullah Sallat, directeur du département des affaires pétrolières. « Nous nous sommes traités simplement des réserves comme du gaz — les liquéfier — ou bien nous nous sommes traités comme de la liqueur — ou bien nous nous sommes traités comme de la liqueur ». On le voit, la religion des autorités quant au développement de ce gisement n'est pas faite et une décision pourrait n'intervenir que dans un an ou deux. — B. D.



**CdF Chimie**  
**QGPC**

Qatar General Petroleum Corporation

Une collaboration industrielle exemplaire  
France-Emirat du Qatar:  
le complexe pétrochimique d'Umm-Saïd

**qapco** (Qatar Petrochemical Company)  
le seul complexe mis en service en 1980  
dans le Golfe Arabe



Division Internationale  
Tour Aurora - Cedex 5 - 92080 Paris-Défense 2  
Tél. : 778-51-51 - Télex CdF ch 610826F



## شركة الجيدة للسيارات والتجارة

**JAIDAH MOTORS AND TRADING COMPANY**



La Jaidah Motors and Trading Company ne vend pas seulement des automobiles, des camions, des grues, des bulldozers, des générateurs, du ciment pour puits de pétrole, du petit outillage, des câbles en acier, de la boue pour forages, du lubrifiant pour valves, clapets et joints, du revêtement pour pipeline, des excavateurs, des engins de travaux publics, des compresseurs, des compacteurs,

des chariots élévateurs, des postes de soudure, des réfrigérateurs, des conditionneurs d'air, de la peinture, du matériel de projection de sable, des trépan pour puits de pétrole. Nos filiales construisent également des pipelines (Jaidah-Zakhem), des piscines (Jaidah-Anchor), ainsi que des systèmes commerciaux de transmissions (Jaidah Cable and Wireless).

P.O. Box 150 • Doha • Qatar • Arabian Gulf

Tél. : 26 181 (5 lignes), 26 186 (3 lignes)  
Adresse télégraphique : Aljaidah  
Télex : 4219 DH

شركة الجيدة للسيارات والتجارة  
ص.ب. ١٥٠ • الدوحة • قطر • الخليج العربي  
تيليفون (٥ خطوط) : ٢٦١٨٦ (٥ خطوط)  
برق الجيد - تلخ : ٤٢١٩ DH

## LE MONDE DE MANNAI



Complexe industriel de MANNAI

### VENTES ET PRESTATIONS

Le Groupe de Sociétés MANNAI, fondé il y a 30 ans, commercialise une vaste gamme de produits et de services au Qatar et dans le Golfe Arabe. Nous sommes fiers de notre collaboration fructueuse avec les principales sociétés françaises, dans des domaines aussi divers que :

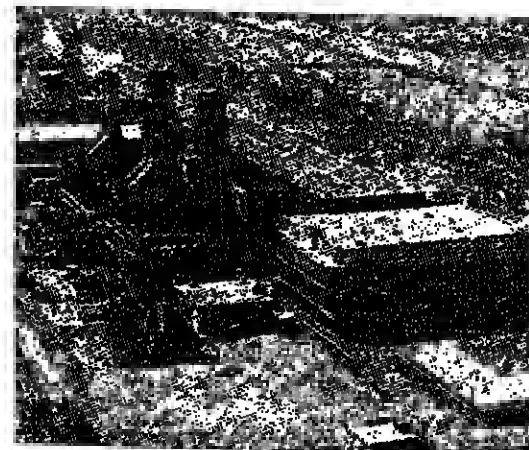
PRODUITS DE CONSOMMATION  
MATÉRIEL DE BUREAU  
MACHINES INDUSTRIELLES  
PRESTATIONS POUR L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE  
MATÉRIEL DE CONSTRUCTION

Le complexe industriel de MANNAI couvre 12 hectares et possède de vastes entrepôts, contrôlés par ordinateur, pour le stock et les pièces détachées, et les installations d'entretien les mieux équipées de la région pour les automobiles, les véhicules lourds, le matériel de construction, l'équipement industriel et les produits de consommation électrique et électronique.

### CONSTRUCTION

MECON, filiale de MANNAI, est une entreprise de construction électrique et mécanique bien équipée, possédant une main-d'œuvre stable et qualifiée. Elle a effectué des constructions et des installations d'équipements pour de nombreuses sociétés européennes, japonaises et américaines dont elle appréhende parfaitement les besoins.

MECON est porteur d'une conduite énergique des projets et consacre tous ses efforts à un haut niveau de qualité dans le respect des délais et dans les limites du budget.



Usine de désalinisation de Ras Abu Fontas

**MANNAI TRADING COMPANY**

B.P. 76, Doha, Qatar. Tél. 2621 - Télex : 4208 MANNAI DH  
Complexe industriel (Services techniques et dépôts centraux)  
Saiwa road - Tél. : 810111/810006 - Télex : 4765 MANNAI DH



# Pétrole: 5 milliards de dollars pour 50 000 Qataris

## Préparer le XXI<sup>e</sup> siècle avec modestie

(Suite de la page 5.)

Cela est sensible dans la politique de production. En 1973, celle-ci atteignait le record de 670 300 barils par jour en moyenne. En 1978, elle n'était que de 480 000 barils par jour. Cette réduction n'était nullement due à la régression des gisements mais bien à la volonté du gouvernement de conserver ces réserves et au fait que les recettes pétrolières étaient supérieures aux besoins de l'économie.

La situation a quelque peu changé en 1979, où les nécessités du marché international — du fait de la révolution iranienne — ont amené Qatar à accroître à nouveau sa production pour répondre à la demande mondiale. En moyenne, celle-ci a été de 506 226 barils par jour, soit une hausse de 4 % par rapport à l'année précédente. Et, devant l'intention affichée par plusieurs pays membres de l'OPEP de réduire leur production, le ministre du pétrole, Sheikh Abdul Aziz, a affirmé « n'avoir aucunement l'intention d'accroître ou de réduire la production présente ». L'exceptionnelle augmentation des prix de 1979 pourrait pourtant amener l'émirat à revoir cette politique.

### Le camp des « durs »

Le « dur » du gisement de Dukhan a vu ses prix passer de décembre 1978 à la fin de janvier 1980 de 13,19 à 29,43 dollars par baril, soit une hausse de

123 %. L'évolution de la politique des prix du Qatar — longtemps proche, en ce domaine, de l'Arabie Saoudite — s'était déjà manifestée lors de la division de l'OPEP à la conférence de Doha en décembre 1978. L'émirat avait alors rejoint le camp des « durs » de l'Organisation. Tout au long de l'année 1979, cette indépendance a été visible : dès février 1979, Qatar, en compagnie d'Abou-Dhabi, a été à la tête du mouvement de renchérissement des prix au-delà du prix officiel décidé par l'OPEP en décembre 1978.

On a vu ensuite en juillet d'abord, puis au cours du second trimestre, le petit Emirat vendre une partie non négligeable de sa production sur le marché libre à des prix hautement rémunérateurs. En 1980, Qatar devrait donc recevoir en contrepartie de son pétrole pour plus de 5 milliards de dollars, soit 100 000 dollars (400 000 francs) par tête si l'on s'en tient aux seuls citoyens : largement de quoi financer la politique de valorisation du brut (raffinage, pétrochimie), le développement du gaz et la diversification des activités économiques.

La première valorisation du pétrole consiste à le transformer en produits. En janvier 1979, la National Oil Distribution Company (N.O.D.C.), chargée de la distribution sur le territoire, avait passé commande à la société américaine Mac Dermot d'une raffinerie d'une capacité de neuf mille sept cents barils par jour. Celle-ci est entrée en exploitation à Oumm-Said en

mai 1979 pour la fourniture du marché local de carburants, de paraffine, de gazole, de fuel domestique, de fuel lourd et de kérosène.

### Diversifier l'économie

Mais avec le développement du parc automobile, de l'industrialisation et de la climatisation des bâtiments, cette unité ne suffit plus à la satisfaction de la consommation locale. Qatar importe désormais pour 100 millions de riyals (110 millions de francs) de produits pétroliers par an.

Aussi le gouvernement a-t-il décidé la construction d'une nouvelle raffinerie — adjacente à la première — d'une capacité de cinquante mille barils par jour et qui produirait carburants, gaz de pétrole liquéfié (G.P.L.) et kérosène. Cela répondra à la demande intérieure des dix prochaines années et, dans un premier temps au moins, permettra d'exporter des produits. Les travaux, d'un montant de 80 millions de dollars (325 millions de francs). Mais on voit que les exportations de produits ne dépasseront pas, dans les années 80, 3 % de la production pétrolière.

Sans doute parce que Qatar entend consacrer la majeure partie de ses recettes pétrolières à l'exploitation de son gaz — le grand espoir de l'émirat — et à la diversification de son économie.

BRUNO DETHOMAS.

DESIREUSES de préparer l'après-pétrole — une tâche qui pourrait bien commencer avec les premières années du vingt et unième siècle si aucune découverte nouvelle n'est faite — les autorités de Qatar ont fait preuve d'une grande modestie. Point ici de ces immenses zones industrielles aux projets gigantesques. L'air de Doha n'est guère pollué et si les yeux y piquent parfois, ce n'est pas le fait d'un « smog » californien, mais du sable que le vent du Golfe soulève comme à plaisir.

Les responsables du développement industriel n'avaient, il est vrai, pas le choix : un marché étroit, une main-d'œuvre qui doit déjà faire largement appel à l'étranger, des voisins pétroliers qui s'industrialisent à partir d'une même matière première et deviennent donc des concurrents, obligent le pays à promouvoir des industries capitalistiques et à fortement consommer d'énergie.

### Une industrie liée à l'énergie

Toutes les industries de base établies à Qatar sont donc liées directement à l'énergie. Ainsi la Qatar Fertilizer Company (Qatco). Installée en 1969, à Oumm-Said, la zone industrielle, à une demi-heure de Doha, la capitale, cette usine d'urée et d'ammoniac est détenue principalement par le gouvernement (70 %) avec la participation minoritaire de la société norvégienne Norsk Hydro. Utilisant le gaz comme matière première, cette entreprise a connu un certain nombre de difficultés qui l'ont empêchée de produire à pleine capacité les premières années. Mais la solution de ces problèmes et l'implantation de nouvelles unités — mises en service en juin 1979 — ont permis à Qatar de produire 371 000 tonnes d'ammoniac et 497 000 ton-

nes d'urée en 1979. L'émirat exporte donc des engrais vers l'Inde et l'Extrême-Orient.

La volonté de répondre à la demande locale avait aussi amené le gouvernement — en participation avec le secteur privé — à établir une cimenterie dès 1965. Une extension de cette usine en 1974 a permis d'en accroître la capacité, qui est désormais de 226 000 tonnes par an. Enfin, un nouveau fourneau, d'une capacité de 100 000 tonnes, a commencé à produire en 1977.

### L'aciérie, fleuron de l'industrie qatarie

Mais le fleuron de l'industrie qatarie est sans conteste son aciérie, « joint venture » du gouvernement (70 %) et de deux sociétés japonaises, Kobe Steel (20 %) et Tokyo Boshu (10 %), entrée en production en juillet 1978.

Dessinée et dirigée par les Japonais de Kobe, cette usine produit pour sa première année complète, en 1979, 370 000 tonnes de barres d'acier destinées à la construction, alors que sa capacité est de 400 000 tonnes. Et le directeur général, M. Osamu Miki, confiait récemment au *Financial Times* que « la qualité de ces barres d'acier est parmi la meilleure du monde ».

Protégé par des droits de douane d'un montant de 20 %, cette aciérie fournit l'essentiel du marché local et exporte une partie importante de sa production en Arabie Saoudite et au Koweït. Ce qui pose le problème de la concurrence future du puissant voisin saoudien, chez lequel une aciérie doit être achevée en 1983.

Il y a enfin la pétrochimie. La Qatar Petrochemicals Company, chargée de construire à Oumm-Said un important complexe

pétrochimique, a fait l'objet, en 1974, d'un accord entre le gouvernement et deux sociétés françaises (C.D.F. Chimie et Gazocéan) puis en 1977 d'une renégociation qui laisse 64 % du capital à l'émirat et 16 % à la filiale chimique des Charbonnages de France.

Elle devrait commencer en octobre 1980 à produire — à partir de l'éthane extrait du gaz — jusqu'à 300 000 tonnes par an d'éthylène et de polyéthylène qui seront commercialisés par C.D.F. Chimie.

La coopération entre Qatar et C.D.F. Chimie s'est d'ailleurs étendue à la France puisque, en 1978, Q.G.P.C. a pris une participation de 40 % dans la Compagnie pétrochimique du nord pour la construction, à Dunkerque, d'une unité de production d'éthylène, entrée en activité en 1979 et dans laquelle un certain nombre de Qataris finissent à la pétrochimie avant de retourner à Oumm-Said.

### Une prudence légitime

A côté de cette industrie lourde, le gouvernement envisage la création d'une quinzaine de petites et moyennes industries destinées à répondre à la demande locale, et qui vont de la biscuiterie à la fabrication de pneus, de piles ou de détergents. Certains de ces projets devraient même voir le jour rapidement. Mais les responsables du développement industriel n'ont pas l'intention d'aller au-delà et de multiplier les complexes industriels. Si extension il y a, ce sera à partir des unités existantes. Une prudence bien légitime dans ce petit pays qui a appris, de son grand voisin libanais d'outre-Golfe, qu'un développement accéléré, sur le modèle occidental, pourrait être la source de biens des difficultés pour un gouvernement. — B. D.

### L'ÉVOLUTION DES PRIX DU PÉTROLE EN 1979 (\*)

	Densité 15°/20°	Déc. 1978	1-1-1979	1-7-1979	1-12-1979	1-12-1979	1 <sup>er</sup> janvier 1980	Anciens	Nouveaux
Marine .....	26	13	12,77	21,23	27,23	27,23	27,23	28,23	29,23
Doukhan .....	40	13,19	14,03	21,42	27,42	27,42	27,42	28,42	29,42

(\*) En dollars par baril.

## TOUS CES PROJETS ONT PU ÊTRE MENÉS A BIEN DANS LES TEMPS IMPARTIS

# ALMANA

- 1) KOBE STEEL : Laminiers à Qatar.
- 2) MITSUBISHI CORPORATION : Centrale Hydro-électrique à Ras-Abu-Fontas.
- 3) MITSUBISHI-CHIYODA : Usine d'engrais à Qatar.
- 4) MITSUBISHI-CHIYODA : Q.G.P.C. et G.N.L.
- 5) MITSUBISHI HEAVY INDUSTRIES : Q.G.P.C. et G.N.L. off-shore et bien d'autres.

### MANCO

Notre filiale électricité, mécanique et génie civil emploie plus de 350 techniciens étrangers en mesure de mener à bien tout projet, seuls ou en équipe.

### TRANSPORT

Cette entreprise est dirigée par *Korean Express of Seoul*, avec plus de 50 experts étrangers dans toutes les branches du transport. Notre parc comprend plus de 50 remorques, certaines d'une capacité de 400 tonnes, qui peuvent transporter tout type de charge n'importe où au Moyen-Orient.

### ALMANA - BANKING AND FINANCE CO

Cette société s'occupe de toutes transactions financières.

### ALMANA - BOULTON AND PAUL

En association avec la société britannique Boulton and Paul Limited de Norwich, nous fabriquons des structures métalliques de tous types dans des ateliers les plus modernes de Qatar.

### SKYLINE TRAVEL

Notre personnel spécialisé répondra à tous vos besoins, qu'il s'agisse de voyages, de tourisme ou de fret aérien à destination de tous les points du globe depuis nos bureaux modernes en plein centre de Doha.

### IN. ENGINEERING CO. AG (INECO)

Spécialistes dans toutes les techniques d'isolation thermique, de protection anticorrosion, d'étanchéité et de protection contre l'incendie.

### ALMANA TRADING

Négociants, fournisseurs du Gouvernement et des compagnies pétrolières.

### ALMANA TRADING COMPANY

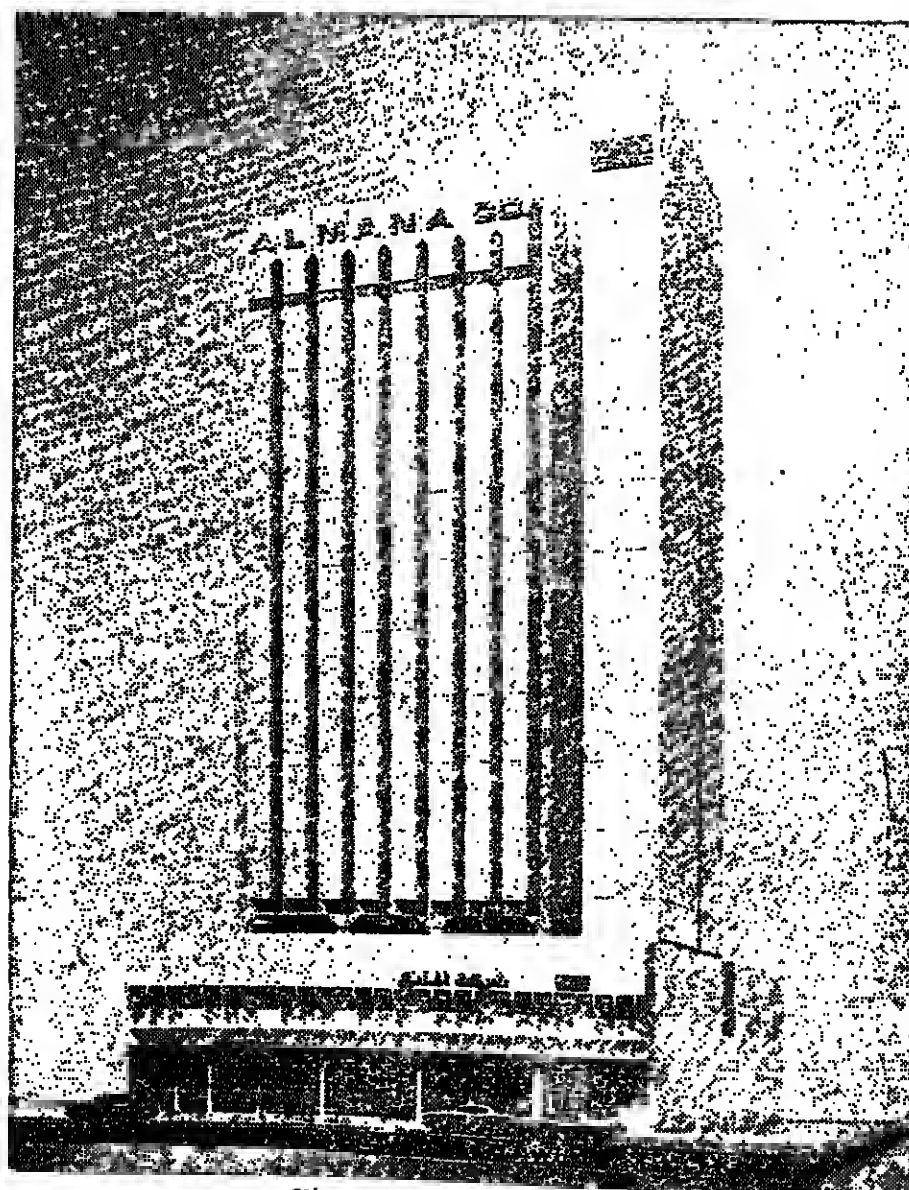
P.O. BOX 491, DOHA, QATAR, Tél. : 26296 (5 lignes), 27000 et 325177. Télex : DH 4221 MANCO, DH 4328 MANA. Ad. Télég. : ALMANCO. Branches à DUBAI, ABU DHABI et ARABIE SAOUDITE. 14 STANHOPE GATE, LONDON W1, Tel. : 01-499-4521. Télex : 299197-Bopaul

AGENTS FOR

CITROËN

AGENTS FOR

PEUGEOT



SIÈGE SOCIAL D'ALMANA A DOHA

مكتبة من الأصل



de voyages  
55 39 30







## Hitler n'était pas un imbécile...

Trois jeunes Américaines, dont les maris sont stériles, ont été inséminées par du sperme fourni par des lauréats de prix Nobel scientifique, indique le « Los Angeles Times ».

L'initiative de cette opération revient à M. Robert Graham, un homme d'affaires californien, qui a fondé une banque de sperme « originale », puisque seuls les titulaires d'un prix Nobel peuvent être donneurs. D'après M. Graham, une quinzaine de lauréats ont été contactés, et cinq ont accepté de donner leur sperme. Un seul s'est fait connaître, M. William Shockley, lauréat du prix Nobel de physique en 1956, prix qu'il partagea avec MM. Walter Brattain et John Bardeen pour l'invention du transistor. M. Shockley a été plusieurs fois signalé par des prises de position raciales, affirmant, entre autres, que les Noirs sont inférieurs aux Blancs sur le plan génétique.

L'initiative de M. Graham n'a pas fait l'unanimité parmi les lauréats qu'il a sollicités. M. Max Delbrück, un des fondateurs de la biologie moléculaire, prix Nobel de médecine en 1962, a qualifié cette idée de « complètement idiote ».

Faut-il parler d'escoquerie, au moins morale ? Il semble que M. Graham ne fasse payer à ses clients que quelques dollars représentant les frais d'expédition du sperme. Il n'existe aucune rétribution aux donateurs. Au plan économique, son initiative paraît inattaquable, et il faut même saluer la réussite d'une remarquable opération publicitaire.

Sur la fond, le jugement lapidaire du professeur Delbrück paraît le plus approprié. Le prix Nobel est un gage — parmi bien d'autres — de valeur scientifique. C'est probablement une présomption d'intelligence — et personne n'a jamais considéré que M. Shockley est un imbécile. Mais l'intelligence et le valeur humaine sont des notions distinctes.

M. Graham est un membre de la Mensa, association de gens « intelligents », ou du moins réputés tels par leurs résultats à des tests mesurant le quotient intellectuel. Cette association estime que l'intelligence est un capital à préserver et qui serait menacé dans la mesure où les classes sociales les moins cultivées — ce sont aussi les moins riches — ont, en moyenne, le plus d'enfants. La banque de sperme de M. Graham est une

tentative d'eugénisme qui rappelle un peu les proportions gardées, celles que firent les nazis pendant la seconde guerre mondiale pour préserver des échantillons de pure « race aryenne » à partir de quelques SS et de quelques jeunes femmes soigneusement sélectionnées. M. Graham demande d'ailleurs à ses clients d'éviter de bons résultats aux tests de quotient intellectuel.

La malheur est que, pas plus que les critères de « pure race aryenne », l'intelligence n'est génétiquement transmissible. L'intelligence d'un individu dépend d'une complexe interaction entre son patrimoine génétique et tous les événements qui ont influé sur son développement. L'immense majorité des hommes de science compétents estime qu'il est vain de vouloir séparer l'influence génétique et l'influence de l'environnement, et que si l'intelligence des parents a souvent une influence sur celle des enfants, cela tient beaucoup plus au rôle éducatif que peut jouer ces parents qu'à la transmission d'hypothétiques « bons » gènes. Et, encore une fois, l'intelligence n'est pas tout : personne n'a jamais considéré qu'Hitler était un imbécile.

MAURICE ARVONNY.

## POLICE

Militaires et policiers

## RECYCLAGE

A l'occasion d'un « stage d'observation », huit officiers et chefs de service de l'Etat ont été voir les conditions de travail dans un commissariat de police urbain, ont séjourné, du 25 au 28 février, dans les services de la circumscription de police de Tours, à la demande des autorités militaires, et ont remis, à la fin de leur stage, un rapport. Ce rapport, qui a été remis au ministre de l'Intérieur, est une synthèse de ce qu'ils ont vu et entendu. Il est très intéressant car il donne une vision globale de la police, de la ville, qui annonçait l'opération.

Ledit rapport, en date du 14 février, disait encore que « les intéressés ont été intégrés au sein des patrouilles des unités en tenue et à la B.S.N. (Brigade spéciale de nuit). Ils y ont figuré en qualité d'observateurs et ne devront en aucun cas participer activement à une intervention ».

Dans les milieux policiers, on se déclare surpris par ces « stages d'observation » dont on n'avait jamais eu connaissance jusqu'à présent. Alors que plusieurs organisations syndicales ont déjà dénoncé dans le passé ce qu'elles considéraient être des velléités de militarisation de la fonction policière, certains se demandent aujourd'hui si, entre autres opérations de promotion de militaires dans des rôles policiers, l'armée n'est pas en train d'apprendre à jouer un rôle qui pourrait devenir le sien en d'autres circonstances.

Au ministère de l'Intérieur, on se défend de toute arrière-pensée. « Il n'y a rien d'extraordinaire à ce que des stagiaires, explique-t-on, il s'agit de la police, de la ville, qui annonçait l'opération. Le directeur de l'École d'application du train a demandé au préfet de l'Indre-et-Loire de bien vouloir faire admettre momentanément, comme observateurs dans les services de police, huit de ses stagiaires chargés de rédiger un mémoire sur « la sécurité des Français ». Le préfet, puis le directeur départemental des polices urbaines ont donné leur accord à l'opération. » Décidément, dans une quasi-obscurité, l'opération n'en a pas moins semé le trouble dans les services... — J. Su.

● L'incarcération de M. Gérard Nicod. C'est mardi que M. Gérard Nicod, leader du C.D.U.N.A.T., doit être incarcéré à la maison d'arrêt Saint-Paul de Lyon, en vertu du jugement qui, le 15 janvier dernier, le condamne à deux mois de prison.

## POINT DE VUE

La théologie est une grande chose. Depuis deux mille ans, des chrétiens consacrent leur intelligence à leur vie à creuser une question et une réponse. La question, c'est celle du Christ : « Et vous, qui dites-vous que je suis ? » La réponse, c'est celle de Pierre, orchestrée par le credo de l'Eglise : « Tu es le Christ, le Fils du Dieu vivant ».

Répétition ? Non, approfondissement. Un peu comme des amoureux qui redisent leur « oui », toujours le même et toujours nouveau. Renouvellement aussi : chaque époque apporte ses questions nouvelles et ses nouvelles réponses. Et chaque fois des croyants, en prise sur la pensée de leur temps, et solidement enracinés dans la foi de l'Eglise, assurent la continuité nécessaire. Dans la foi de l'Eglise, car c'est elle qui circonscrit le champ des recherches possibles et des hypothèses recevables dans la communauté ecclésiale.

Cela ne va pas sans mal. Ni sans drames parfois. Quand la mémoire vivante de l'Eglise rencontre une pensée nouvelle, un choc souvent se produit. Mais, une fois dissipés les nuages de l'opposition, les nouvelles questions font apparaître de nouveaux aspects du mystère chrétien. C'est le service et l'honneur des théologiens de tirer ainsi du trésor commun « du neuf et de l'ancien ». Hier, à propos de Hegel, de Marx ou de Freud. Aujourd'hui, à propos de Hegel encore, de C. Lévi-Strauss, de J. Lacan ou de R. Girard. C'est toujours le même dynamisme : affrontement, confrontation, et finalement, critique féconde.

Pourtant, cette dynamique ne joue plus, paraît-il : « L'Eglise catholique stérilise la recherche et interdit de penser ». Que s'est-il passé ?

Quelques théologiens, explorateurs par mission, deviennent évangélistes par tempérament. Ils se mettent à leur compte. C'est leur droit le plus strict. Ils servent leur « ce que je

# Annecy et le jeu des rumeurs

## II. — Le tapis vert du bord du lac

De nos envoyés spéciaux

Parce que Joseph Fontanet avait rendez-vous, le lendemain de jour où il fut victime d'un attentat, avec la municipalité d'Annecy pour traiter l'affaire de la rénovation d'un palais de cette ville, les rumeurs vont bon train au bord du lac. Mais les enquêteurs restent sceptiques (« Le Monde » du 1<sup>er</sup> mars).

Annecy. — Des fraudes, dans un casino, il est toujours possible d'en découvrir. Il suffit de chercher. Bâtie grise du milieu du siècle qui obscurcit la vue sur le lac, le casino d'Annecy ne fait pas exception. « Il y a quelques années déjà, on avait eu certains soupçons, raconte un avocat de la ville. Une enquête avait été ordonnée, qui avait entraîné l'arrestation de deux croupiers et d'un joueur ».

Des broutilles, en somme, une combine médiocre pour fins de mois difficiles. Le bas de l'échelle de la technique du « baron » d'Annecy n'avait pas voulu troubler sa quiétude pour si peu. On avait continué à croire que ce casino-là était un établissement tranquille, plutôt modeste, avec son chiffre d'affaires annuel de 45 millions de francs et sa clientèle de Parisiens moyens. Situé au trente-septième rang des casinos français, il vivait, au bord du lac, loin derrière les établissements de Divonne, voire de Chamonix ou d'Alpe d'Huez.

C'est pourtant dans ce casino de second ordre que les policiers de la sous-direction des courses et des jeux viennent de réaliser le plus beau coup de filet de ces dernières années : la majorité des croupiers, la direction des jeux et le P.-D. G. de la Société fermière du casino semblent être associés dans une escroquerie généralisée.

## Recherche d'innocents

Selon M. Francis Ogé, le juge d'instruction chargé du dossier, le climat, autour du tapis vert, était « mûr » : dénonciations en tous genres, querelles, rivalités entre les « nobles » de la roulette et les « roturiers » de la boule. Dix-sept personnes ont été incriminées depuis le 22 février pour avoir trop longtemps mis en pratique le même exercice de fraude. Neuf sont écrouées, dont MM. Michel Joigne, P.-D. G. de la société, et son frère, Pierre, le directeur des jeux, un ancien fonctionnaire de l'inspection académique. Une belle prise, trop facile même : tous les enquêteurs se sont complétement dévoués les uns les autres. Chacun d'eux a aussi reconnu sa propre culpabilité.

D'autres arrestations vont intervenir : « Notre tâche consiste

à rechercher des innocents parmi les trente employés », explique le commissaire François Roussin. Il est probable, en effet, que tous les croupiers connaissent l'existence des fraudes et recourent au moins, leur « part du silence ».

L'escroquerie, dans un tel contexte, est d'une rare simplicité : à l'heure des comptes, quand le public, heureux ou malchanceux, s'est retiré, on créait certaines sommes d'argent avant que les gains ne soient portés sur la comptabilité de l'établissement. D'abord 9 000 F, destinés au P.-D. G. de la société fermière, puis 3 000 F que le personnel se répartissait. L'opération, dite de « prélevement », était ensuite répétée un autre jour : à la boule, la fraude portait sur une somme mensuelle de 45 000 F. A la roulette, le montant total de l'escroquerie depuis 1976 s'élevait à 3,5 millions de francs.

Car on trichait aussi à la roulette. De façon plus conventionnelle, il est vrai, en escamotant les plaques que les croupiers dissimulaient dans leurs chaussures ou leur col de chemise. Aux policiers, les incriminés ont expliqué que « ces pratiques duraient depuis dix ans ». « Nous sommes en droit de demander qu'il soit fait le comportement des précédents », note M. Roussin. Lorsqu'en 1975, l'édit Joigne a racheté la majorité des parts de la Société fermière de M. Amens, un hôtelier de Bollène (Vaucluse), les croupiers lui auraient fait une proposition ouverte de participation aux fraudes. Ce lui-ci aurait accepté l'offre, en raison des difficultés financières que la société connaissait déjà. M. Joigne assure cependant qu'il n'investissait « les sommes détournées dans le casino même et qu'aucun gain, ainsi acquis, n'a été porté sur ses comptes privés. « Il croyait ainsi compenser la perte de ses propres représentations par les taxes d'Etat sur les jeux », explique son avocat, M. Jean-Claude Fabian.

## Faits divers

L'hypothèse d'une dénonciation anonyme doit-elle être tout à fait écartée ? Peut-être pas. Deux faits divers sont venus récemment alourdir encore le climat qui entoure l'escroquerie du casino de Annecy. Un cambriolage est d'abord commis dans la nuit du 27 au 28 janvier, dans l'établissement : une somme de 300 000 F disparaît du coffre. Grâce à une empreinte de chaussures, des hommes sont rapidement interpellés par les

policiers : un joueur qui fréquente le casino et un « spécialiste » des coffres-forts, récidiviste, Jean Agostini. Le joueur a été mis hors de cause, mais Jean Agostini est sous les verrous. Tient-il le cambrioleur ? Les policiers, curieusement, se montrent sceptiques : « Certains éléments, note le commissaire Dupont, laisseraient croire qu'il s'agit d'un simulateur d'effraction ».

Mystérieux tout de même, ce cambriolage ! Sous l'ancienne direction de la société fermière du casino, le fonds de garantie, déposé en sorte dans la coffre, avait déjà disparu à deux reprises. Mystérieuse aussi l'agression dont a été victime, dans la nuit du 21 au 22 février, M. Lucien Garde, le gérant du Cynne, la boîte de nuit du casino. Frappé probablement par deux ou trois personnes — qui ne lui ont pas dérobé la recette de la soirée — M. Garde est tombé dans l'escalier de son immeuble. Grièvement blessé, il n'a pas encore repris connaissance.

Les policiers hésitent sur les intentions à donner à cette agression. Intimidation d'un témoin éventuel des fraudes ? Affaire de proxénétisme ? Racket ? A moins que ces deux faits divers n'aient été montés de toutes pièces pour entraîner une enquête de la police ou une fermeture de l'établissement. Ou encore les deux à la fois. Vous l'avez vu, tout ce qui se passe autour du tapis vert d'Annecy est très complexe. Les policiers découvrent les fraudes ? Stupéfaits, la ville d'Annecy croit déjà assister à l'un des épisodes de la fameuse « guerre des casinos ».

## De l'impératif au casino

Quel lien pourrait-on établir entre ce scandale, officiellement très circonscrit, du casino et le meurtre de Joseph Fontanet ? Il semble déjà peu sérieux d'avancer que l'ancien ministre ait pu détenir certains plans ou s'opposer à certains projets dans le premier volet de l'affaire d'Annecy, les tractations complexes à propos de la rénovation de l'Impérial Palace : la Soderec (Société d'études et de réalisations d'équipements collectifs), que dirigeait Joseph Fontanet, ne devait réaliser en effet qu'une étude technique pour le centre des congrès, que la municipalité souhaite créer à l'Impérial, avec le nouveau casino et un hôtel.

L'hypothèse d'un rapport entre l'ancien ministre et cette histoire sinistre d'escroquerie à

la législation sur les jeux est jugée « plus irréaliste » encore.

Croyez-nous, répètent les élus de la municipalité et les différentes équipes de policiers qu'on croise ces jours-ci sur les bords du lac. Joseph Fontanet n'est sans doute pour rien dans ce qui arrive à la cité alpine.

Mais que les deux affaires de l'Impérial et du casino soient liées, laisse entendre un conseiller municipal, ça...

C'est vrai, on ne peut trop s'avancer. Car le lien existe bien, en la personne de M. Michel Joigne, P.-D. G. de la Nouvelle Société fermière du casino d'Annecy, suspecté d'escroquerie et aujourd'hui incarcéré à la maison d'arrêt de Chambéry (Savoie).

Curieux homme, Michel Joigne. Partit de rien ou de presque rien, il est devenu en dix ans un personnage en vue du Tout-Annecy, président du comité des fêtes d'Annecy-le-Vieux et promoteur immobilier comble. Las de son métier de vicaire médical, il a d'abord l'idée de créer une petite société d'agencement de pharmacies. L'affaire se révèle rentable : il diversifie alors ses activités, lance la Socor (Société de coordination des travaux de bâtiment) et devient un spécialiste de la transformation d'hôtels délabrés en immeubles de rapport.

## Le mieux placé

« C'est lui qui, le premier, a eu l'idée de transformer le casino actuel », affirme l'avocat de M. Joigne. Il aurait même fait cette proposition au maire, M. André Pumez. Michel Joigne n'aurait, en fait, chuté pour la somme de 5,5 millions de francs — les parts majoritaires de la Société fermière, en 1976, qu'en sachant que, de toute façon, la municipalité, désireuse de transférer le casino à l'Impérial, l'accorderait plus le renouvellement du bail d'exploitation après 1981. Mais le rachat de la Société fermière devait lui permettre de figurer en bonne place parmi les investisseurs du futur projet et, en tout état de cause, d'être le mieux placé pour obtenir l'autorisation d'exploiter les jeux dans le complexe du palais du bord du lac. « C'est cette quasi-certitude qui a incité mon client », note M. Fabian, à régler les dettes de l'ancienne direction. L'Impérial devait être son bûcher de maréchal.

Il semble que M. Michel Joigne ait entretenu, un temps, d'excellents rapports avec la municipalité et qu'il ait même été, selon certains, en relation d'affaires avec l'un ou l'autre des conseillers municipaux. A quelle date a-t-il cessé de croire à ses chances de jouer un rôle dans la rénovation de l'Impérial ? A-t-il compris que la municipalité ne lui abandonnerait jamais l'animation ou la gestion du projet ? Connaissant les graves difficultés financières de la Société fermière, connaissant même peut-être l'existence de fraude dans l'établissement, a-t-il cherché à lui faire lâcher prise ?

Ces derniers mois, la municipalité avait finalement choisi de conclure un accord avec le groupe Royal-Monceau, à capitaux italiens, qui devait obtenir l'exploitation des jeux du futur casino contre la promesse de financer la rénovation de l'Impérial.

## « Une indemnité de départ »

Embarrassé, la municipalité refuse d'admettre ses anciennes relations avec le P.-D. G. incriminé. « Nous avons été surpris, dit-on à la mairie, de voir Michel Joigne racheter les parts majoritaires de la Société fermière. Les deux parties ne sont, en effet, d'accord que sur un point : depuis plusieurs mois, Michel Joigne avait perdu ses illusions et n'aspirait plus qu'à obtenir le versement d'une « indemnité de départ » de l'actuel casino. Encore que, explique son avocat, le protocole d'accord que la société Royal-Monceau et Michel Joigne s'approprient à signer ne comprenait que l'engagement par le groupe financier de régler les dettes de la Société fermière. « Mon client n'aurait pas touché un sou », note M. Fabian.

Officiellement, les rumeurs d'Annecy auraient arrêté la machine bien huilée de l'opération de l'Impérial. La Soderec se demande si la municipalité d'Annecy maintiendra son contrat. On murmure que son groupe Royal-Monceau serait sur le point de se retirer. La mairie, de son côté, redoute de ne jamais posséder un centre de congrès. Toutefois, il est au moins un aspect positif dans cette affaire : il est désormais peu probable qu'une indemnité soit versée pour la cessation des activités de la Société fermière du casino. L'établissement est fermé. L'autorisation d'exploiter les jeux est provisoirement suspendue.

PHILIPPE BOGGIO et CLAUDE FRANCHILON.

FIN

## RELIGION

# Les mass media et Hans Küng

par JACQUES JULLIEN (\*)

Les théologiens, projetés, si l'on peut dire, sur les écrans de la télévision et à la une « des journaux », sont devenus des pasteurs. L'enseignement en prise directe des théologiens-pasteurs ne simplifie pas leur tâche : le hercule nécessaire au chercheur doit s'harmoniser avec le discernement du pasteur ;

2) Les évêques sont des pasteurs-théologiens. Gardiens du « dépôt de la foi » et promoteurs de l'intelligence de cette foi, ils doivent protéger la foi du peuple de Dieu, souvent mise à mal aujourd'hui. Sans pour autant gêner la recherche par des interventions intempestives. Ce peut être la quadrature du cercle si les théologiens ne sont pas eux-mêmes assez pasteurs ;

3) Les médias eux-mêmes ont à s'interroger sur leur déontologie. La foi du genre peut conduire à l'information à l'incantation. Ce qu'il faut pouvoir n'est pas encore sacré, son pouvoir compensateur. Dans un monde en proie au complexe de Babel, la fonction de communication est vitale. Et redoutable la responsabilité des médias ;

4) Dans l'Eglise, comme ailleurs, se posent des problèmes de communication. Naguère, des instances fonctionnelles qui assuraient la circulation des idées et les confrontations nécessaires au sein du peuple de Dieu, par exemple le C.C.I.F. (Centre catholique des intellectuels français) ou les Semaines sociales. Ne faudrait-il pas les réinventer ?

5) Notre civilisation de l'éphémère, comme dit A. Toffler, nous appelle à prendre du recul dans bien des domaines. Il serait temps, dans l'Eglise, de prendre du champ par rapport au langage pour se recentrer sur la Parole... Un petit dictionnaire me suggère dans une oreille la Parole de Jean : « Eux, ils sont du monde ; aussi parlent-ils le langage du monde, et le monde les écoute ». Et dans l'autre oreille il chuchote la Parole de Paul : « Elle passe la figure de ce monde-là ».

Et si ce n'était pas un démon ? Et si c'était un ange ?

\* Evêque de Beauvais.

crois ». C'est éminemment respectable. Mais il s'agit de théologiens investis par l'Eglise d'un ministère d'un service pour le peuple de Dieu. Si leur foi ainsi exprimée n'est pas la foi de l'Eglise, celle-ci n'est-elle pas le droit et même le devoir de le dire ?

Le mode d'intervention est important. Il ne doit pas faire oublier les « canaux » de l'intervention. Si un cancer est décelé, on peut diverger sur le traitement : radiothérapie, chimiothérapie ou chirurgie. L'opération décisée et réalisée, on peut reprocher au chirurgien d'être allé un peu fort. Mais e-t-on le droit de faire comme s'il n'y avait pas un cancer à traiter ? L'évangile préconise un traitement progressif : on doit reprendre un frère débauché, d'abord seul à seul, puis à plusieurs, avant d'enlever le communautaire. C'est pourquoi il revient aux théologiens d'abord d'assurer leur autorité, puis aux évêques d'intervenir, si le bien de la communauté doit en être la charge l'impose, puis au peuple. Mais toujours dans l'esprit.

Hans Küng, théologien de renom, parle des choses de Dieu dans le langage du monde de son temps. Et souvent avec bonheur. Mais il développe des positions difficilement compatibles avec la foi de l'Eglise, aux limites de l'herméneutique. D'autres théologiens le critiquent, en vain : les évêques allemands intervenant, directement, puis à l'envers, depuis douze ans ! Enfin, la Congrégation pour la doctrine de la foi. Trop vite ? Trop fort ? Les choses seraient en train de rester là. Mais H. Küng court le monde pour montrer qu'il est enchaîné ! Par la presse, le radio et la télévision, il crie à tous les échos, qu'on l'empêche de parler.

Il n'est pas seul. D'autres théologiens sont « inquiétés ». Dans une période de mutations culturelles comme la nôtre, il est inévitable que les confrontations donnent naissance à des formulations discutables, à des

hypothèses aventureuses et à des milieux point nécessaires, mais pas nécessairement inévitables. Un certain nombre de théologiens se coalisent avec leurs collègues pour des raisons de procédure. Et celle-ci, de fait, doit absolument être respectée. L'opinion publique s'émue. Et cela introduit un nouvel élément dans le débat.

Les mass media, en effet, transforment le dialogue théologien-pasteur en une table ronde, coram populo, avec de nouveaux protagonistes : les journalistes et le public. La recherche théologique s'opère désormais dans une maison de verre. Avantage : la Parole se répète jusqu'aux extrémités de la Terre. Inconvénient : les médias imposent leur règle du jeu en ce domaine, qui n'est pas directement le leur.

On connaît la loi du genre : qu'un chien morde un homme, ce n'est pas une nouveauté ; mais qu'une femme morde un chien, quel scoop ! De même, si mille théologiens font honnêtement leur difficile métier de recherche et d'enseignement, ce n'est pas spectaculaire ; mais si quelques chercheurs exécutent un numéro de haute voltige et un saut périlleux par-dessus tous les conciles œcuméniques, c'est un spectacle à ne pas rater. Et si, invités à la prudence, ils dressent des barricades en criant à la répression, quel spectacle à traverser celle seule prise de vue. Mais où est la vérité ?

Ennuyée la dynamique de la recherche ? Entendez la question ? Alors donc ! Sans question le François Varillon de la Souffrance de la foi ? Sans recherche Annie Jaubert dans les Fables dans l'Ecriture ? Enchaînés Maurice Clavel dans ce credo qu'il ne pouvait dire tout seul mais qu'il avait « en le prononçant avec d'autres hommes » ? Et qu'il les a « inquiétés » ?

De ces données, quelques conclusions se dégagent :



Peintre de la mer très connu, notamment pour les œuvres qu'il a réalisées en Antarktique, ayant eu l'occasion d'accompagner les expéditions françaises en terre Adélie, M. Luc Marie Bayle qui part en retraite le mois prochain, présente ainsi, en principe, la dernière exposition temporaire organisée place du Trocadère sous sa direction.



## théâtres

Confiances (381-67-85) : Kailoucha (sam. 21 h.),  
Chapelle Saint-Roch (296-46-35) :  
10 h.),  
Théâtre 73, Malakoff (655-43-45) :  
L'été des valeurs a paru (31 h.),  
17 h.),  
Plaine (942-32-25) : le Cavalier  
17 h.),  
La Commune, Aubervilliers (535-  
33-33) :  
(sam. 20 h. 30), Opère le  
Quartiers, Ivry (672-37-43) : le  
(sam. 20 h. 30),  
16 h.),  
Gérard Philippe, Saint-Denis  
(sam. 20 h. 30),  
cavalier (sam. 20 h. 30),  
17 h.),  
Maison de l'Allemagne  
(389-33-33) :  
20 h. 30),  
Télévision-Road (3211-02) :  
Sacré famille (sam. 20 h. 30),  
16 h. et 20 h. 30).

Opéra (272-77-50) : le Fantôme de l'Opéra (sæm. 13 h 30 ; dim. 18 h 30) ;  
Comédie Française (296-10-20) : Tartuffe (sæm. 20 h 30) ; Un client sérieux ; le Malade imaginaire (dim. 20 h 30) ;  
Chailhot (772-81-16) : Géméas : Un dessein d'Amor (sæm. 20 h 30, dernière) ;  
Océan (232-78-78) : Un balcon sur le Canal (sæm. 20 h 30 ; dim. 15 h, dernière) ;  
Théâtre de la Ville (207-10-20) : Le Drep d'Alp (sæm. 20 h 30 ; dim. 15 h) ;  
Théâtre M.P. : Dialogue d'une prostituée avec son client (sæm. 20 h 30 ; dim. 15 h) ;  
Femina (277-17-33) : Théâtre : Escorial (sæm. 20 h 30 ; dim. 10 h) ;  
Café-Musart (521-26-36) : Cinqs Orbes à l'ancienne (sæm. et dim. 14 et 16 h 30) ;  
Café de la Comédie (277-11-33) : Les Rhodés (sæm. 18 h 30) ; le Légataire universel (sæm. 20 h 30 ; dim. 14 h 30) ;  
Centre artistique du Marais (278-66-65) : les Totos-Loties

[illegible][illegible]

**Studio d'En-Pace (238-10-78) :**  
Légende de Mûla (sam. et d.  
30 h. 30).  
**Théâtre Oblique (335-02-94) :** Bal  
Kodja (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h. 30).

***Les comédies musicales***  
**Mogador (285-28-80) :** L'Auberge  
Cheval-Blanc (sam., 20 h. 30 ; d.  
15 h. 30).  
**Renaissance (208-18-50) :** Viva Me  
(sam., 20 h. 45 ; dim., 18 h. 30).

Lucernaire. Les Mages (Pro  
(samm. 19 h.); Trio Mozart (Pro  
Berthoven) (dim. 21 h.).  
Rausgata : Marioumettes de S  
samm. 21 h.).  
15 h. 30 et 21 h.).  
Maison de PUNSSON (H. Sz  
Commerger (samm. 15 h.).  
Eglise Saint-Louis :  
Y. Reparat (Bach. Hende  
samm. 21 h.).  
M. G. de la Haute-de-Belleve  
Orchestre P. et M. Curie (C  
21 h.).  
S. Gaston : Trio Bevet (Schu  
(samm. 15 h.). Orchestre Col  
dir. F. Derraux (Lalo, Tchaï  
(dim. 10 h. et 18 h.).  
S. de la Chapelle : Trio Lamou  
dir. E. Krivine (Berthoven)  
se dim. 17 h. 30).  
Notre-Dame : P.-M. Fincken  
15 h.).  
Théâtre d'Orsay : Nouveau  
Paquet, J.-C. Penfennet (C  
Berthoven) (dim. 10 h. 55).  
Concerts de  
M. Nordmann (sonates in  
du dix-huitième siècle)  
15 h.).  
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin  
N. Goranstein (Improvis  
samm. 15 h. 45).  
Salle Cortot : M. Varèse  
R. Phillips. (Mozart, B.  
Phillips, Mart) (dim. 17 h.).  
Théâtre de la Ville :  
Orchestre des Concerts Pha  
dir. G. Debre (Mozart, Sch  
Berthoven) (dim. 15 h.).  
Théâtre Olympe : Ensemble C  
cantate) (dim. 20 h.).  
Eglise des Fillettes : Trio Vill  
samm. 15 h.).  
Eglise Saint-Louis des Inva  
Chœur grégorien de Paris  
15 h.).  
Musée Carnavalet : Ensemble  
et instrumental G. Dufay  
samm. 15 h.).  
Le Souppé : P. Chéral, H.  
Duval (Bach. Viravidi...  
15 h.).  
Mairie du XIV<sup>e</sup> : Trio De  
(Lundowski) (dim. 17 h.).  
Eglise réformée d'Antony :  
samm. 15 h.).  
Eglise Notre-Dame des  
Manteaux : la Grande Euse  
Chœur (Bach) (dim. 17 h.).

**Samedi 1<sup>er</sup> - Dimanche 2 mars**

[illegible][illegible]

Antony, Théâtre Pirmin-Gémier (188-02-74) : Adama, danses d'istri- enne (s. 21 h.)	Villeloir, Théâtre F. Baignède, théâtre Vincennes, Théâtre crépusculaire (s. 21 h.)
Athé-Mons, Salle des lètes : West Jazz Quintet, Quartet M. Vander (s. 20 h.) Ray Bryant Trio (s. 21 h.)	Vitry, Théâtre J.-V. Itinéraire (s. 21 h.)
Berons, Théâtre P.-Eliard : Une femme effaçons, (s. 21 h.)	Verses, Gymnase de la ville (s. 21 h.)
Bobigny, M. C. : Ensemble instru- mental et choral, dir. J.-P. Lore	de Crocne : M. Schubert, Sch. 17 h.)

[illegible][illegible][illegible][illegible]

006 DIABRIZZ - 006 CAMES - 006 DAN  
 7 PARMASSIENS - 006 GORZING  
 14 JUILLET SAISONNIERE - 006 GARE

Fernand  
 int,  
 Fernand  
 pleure

Fernand

UN FILM  
 ECRIT ET REALISE PAR  
 RENE FERET

Distribut. aux cinemas du 12 ans

CYRANO VERRILLER  
 MAISON DE LA CULTURE BURTON

**ATTENTION AU TRAVAIL**  
par le Théâtre de la Salamandre  
Centre Dramatique National du Nord  
mise en scène Gildas Bourdet  
**Prix Syndicat de la Critique**  
pour le meilleur spectacle présenté en province

**THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DE**  
69 bd jules-guesde loc. 243 00.59 fnac agences copac



[illegible]



# CARNET

## Naissances

— M. Yves DELAFOND et Mme. née Margarethe Nielsen, ont la joie d'annoncer la naissance de Aurélie, le 23 février 1980, 90, rue d'Assas, 75006 Paris.

— FÉLIX JONCOUX est venu au monde le 24 février 1980. De la part de ses parents, G. Joncoux et A.-M. Fauché, 4, rue de Candolle, 75006 Paris.

## Décès

— M. Maurice Hendrik Bood, Christopher Anthony Bood, Jacqueline Singer, Nicole Singer, Maria Veyra, Hubert Patten, Jane Patten, ont la douleur de faire part du décès de

Mme MLE BOOD, née Micheline Singer, décédée le 27 février 1980, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse aura lieu le 4 mars, à 9 heures, à Saint-Jean-Baptiste de Noilly.

(Entrée avec les premiers soldats français à Berlin à l'issue de la seconde guerre mondiale, ayant exercé les fonctions de secrétaire privé auprès d'un ambassadeur américain, Micheline Singer a donné son sang à la France, à la fin de la guerre 1940-1945, un document vivra sur cette période. Elle écrit également des articles lucides sur l'Amérique.)

— Mme Albert Dayan, son épouse, José Dayan, sa fille, Mme le docteur Clement et M. Robert Clement, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 25 février 1980, de M. ALBERT DAYAN-DAGNANT.

— Mlle Fabre, née Glénat, et Jean Fabre, Isabel Tcherkine, Viorica Benoit, Félix Fabre, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Emile GLENAT, leur père, beau-père et grand-père, survenu à Nice-Cimiez le 19 février 1980.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Felsen et Edthal font part du décès de M. ROLF JOHANSSON, survenu le 12 février 1980, à Stockholm.

Aspergen 6 Bromma (Suède), 65, boulevard Perrière, 75017 Paris.

— La direction et le personnel de la Société Entrepren ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Gérard LEGRAND, ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures, directeur du département matériel, survenu le 23 février 1980.

Les obsèques ont eu lieu le 26 février 1980, à Paris, 75, rue de Valenciennes, 75017 Paris.

— Toulon, Mme André Rioult, M. André Rioult et ses fils, M. et Pierre (Wintebour, Suisse), M. et Mme Jean-Luc Rioult, Léon (Wintebour), M. et Mme R. et J. Sigenthaler, Rioult et leur fils Rolf-André (Zürich), M. et Mme André Garnier (Clermont), ont la douleur de faire part du décès de

vice-amiral cadre de réserve André Georges RILOUT, commandeur de la Légion d'honneur, survenu le 24 février 1980, dans sa quatre-vingt-quatrième année, les obsèques ont eu lieu, à Toulon, le 26 février 1980, à 10 heures.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Les obsèques, Boulevard Louis-Sorel, 85100 Toulon.

## Anniversaires

— Un souvenir est demandé pour les victimes de la catastrophe aérienne d'Ermenonville, qui eut lieu le 3 mars 1974.

— La famille de LÉONARD SAINVILLE, homme de lettres, décédé en 1977, demande à ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pour lui en son centenaire-dixième anniversaire.

## Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT — Université de Paris-I, mercredi 5 mars, à 14 h, 30, Centre Mabilier, M. Robert Specq : « La géographie de la France dans la littérature allemande de 1870 à 1930 ».

— Université de Paris-I, samedi 3 mars, à 14 heures, amphithéâtre Micheline, M. Philippe Loup : « Chapitres et chapitres de Guy de Maupassant : étude de la composition stylistique sous l'angle du régime ».

— Université de Paris-IV, lundi 10 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. André Babin : « La littérature régionale et le roman au nord de l'Iran ».

— Université de Paris-IV, samedi 15 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Michel Lemaire : « Recherches sur l'authenticité de la langue, l'authenticité et la phrase en espagnol actuel ».

— Université de Paris-II, jeudi 20 mars, à 10 heures, salle des Commissions, Mlle Madeleine Pelletier : « Les filiales ».

— Université de Paris-III, vendredi 21 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jacques Dugan : « La représentation de l'aristocratie dans les romans français et autrichiens (1914-1940) ».

Sur terre, sur mer ou dans les airs, Je bois SCHWEPES SCHWEPES « Indian Tonic » ou SCHWEPES Lemon.

## VIVRE A PARIS

### Les urgences du dimanche

#### SANTÉ

● UN SECOURS D'URGENCE. — Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 557-50-50; pour l'Essonne, au 088-83-33; pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11; pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50; pour la Val-de-Marne, au 207-51-41; pour le Val-d'Oise, au 484-82-53; pour les Yvelines, au 953-83-33; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 15 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● UN MEDECIN. — A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-89-11); ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-04-04) ou S.O.S.-Médecine (707-77-77).

● UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS : 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

#### TRANSPORTS

● AÉROPORTS. — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (587-12-34 ou 853-12-34); à Roissy-Charles-de-Gaulle (862-12-12 ou 862-22-50).

● COMPAGNIES AÉRIENNES. — Arrivées ou départs des avions : Air France (320-12-55 ou 320-13-55); U.T.A. (775-75-75); Air Inter (887-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61); U.T.A. (776-41-52); Air Inter (539-25-25).

#### S.N.C.F. — Renseignements

251-50-50.

#### ÉTAT DES ROUTES

● INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 858-33-33. Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux

centres régionaux d'information routière. Bordeaux (59) 86-33-33; Lille (20) 91-82-33; Lyon (78) 54-33-33; Marseille (91) 78-78-78; Metz (57) 52-11-22; Rennes (99) 50-79-55.

#### P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :

— Paris recette principale (52, rue du Louvre, 1<sup>er</sup>), ouvert 24 heures sur 24.

— Paris 08, annexe 1 (71, avenue des Champs-Élysées), ouvert de 10 heures à 11 heures et de 14 heures à 20 heures;

— Orly, aéroport Sud, annexe 1, ouvert en permanence;

— Orly, aéroport Ouest, annexe, ouvert de 6 heures à 23 heures;

— Roissy principal, annexes 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.

La recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

#### ANIMAUX

● UN VÉTÉRAIRE au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures).

#### LOISIRS

● L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-94; en anglais au 720-88-88.

#### S.O.S. AMITIÉ

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-51-51.

#### S.O.S. 3<sup>e</sup> AGE

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

## PARIS EN VISITE

### DIMANCHE 2 MARS

« La basilique de Saint-Denis », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Un Miroir inconnu », 15 h, place du Maréchal-Saint-Charles (Paris inconnu). « Le Sénat », 15 h, 20, rue de Tournon (Tourisme culturel). « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Le Théâtre national de Chaillot », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Les Fêtes de Paris », 15 h, 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris. « Exposition Monet », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris). « Les synagogues de la rue des Rosiers », 10 h, 3, rue Malher (Le Vieux Paris). « La basilique de Saint-Denis et le combat royal », 14 h, 45, rue de Valenciennes,



## AGRICULTURE

## LES DIRIGEANTS AGRICOLES ONT DÉFINI L'ÉLYSÉE

Les dirigeants des organisations agricoles officiellement reconnues, ont été reçus à déjeuner, vendredi 29 février, à l'Élysée, par M. Valéry Giscard d'Estaing, en présence de MM. Méhaignerie, Fouchier et Debatiste.

Le chef de l'État a déclaré à cette occasion que « le gouvernement français prévoie d'une particulière fermeté dans les négociations communautaires, en cours, notamment en ce qui concerne les prix de la prochaine campagne et la production bovine ».

M. Michel Pan, président du Centre national des jeunes agriculteurs, a indiqué que le président de la République lui avait annoncé le projet de gouvernement de prendre des mesures en faveur de l'installation des jeunes.

Leur centre d'insémination étant menacé de fermeture

DES ÉLEVÉURS ENFONCENT LES GRILLES DE LA PRÉFECTURE DE LONS-LE-SAUNIER

(De notre correspondant.)

Lons-le-Saunier. — Une centaine d'éleveurs de bovins, massés devant la préfecture de Jura, ont attaché la grille monumentale dominant accès au parc, le 27 février vers 18 heures. Débordant un service d'ordre, composé d'un commissaire et de six gardiens de la paix, sans que les manifestants, les manifestants ont enfoncé une seconde grille donnant accès au bureau du préfet. Un conseiller général P.S., M. Jean-Pierre Renoult, joint les manifestants entre le préfet, M. Petit-Uzac, et une délégation des manifestants. Ceux-ci se retirèrent sans autre incident après avoir obtenu un compromis.

Pourquoi cette manifestation ? Il y a quelques mois, un groupe, devenu minoritaire au sein de la Coopérative d'insémination artificielle de Jura-Départ, créait la Société Montbéliarde - Sélection, dont le P.D.-G. était M. Emile Richême, technicien agricole et ancien directeur technique de la coopérative. Mais le 30 février, le tribunal de grande instance de Lons-le-Saunier, condamnant le P.D.-G. à 5 000 francs d'amende pour exploitation sans autorisation d'un centre d'insémination et l'injonction de cesser son activité, les éleveurs passèrent outre ce qui conduisit le préfet à ordonner la saisie du matériel d'insémination. Une entente, entre le préfet et les amis de M. Richême, dans la journée de mercredi, donnait un résultat négatif, ce qui entraînait la réaction des éleveurs.

Par une curieuse ironie du sort, il se trouve que la disposition de la loi sur l'élevage, interdisant l'existence de deux centres d'insémination dans une même zone agricole, a été prise à l'initiative de M. Richême, qui était conseiller technique de M. Edgar Faure, alors ministre de l'Agriculture et élu du Jura.

## ÉNERGIE

## ELF-AQUITAINE A DÉCOUVERT DES TRACES DE PÉTROLE DANS LE SECTEUR NÉERLANDAIS DE LA MER DU NORD.

Les sociétés françaises Elf-Aquitaine et Total ont découvert des traces de pétrole dans le secteur néerlandais de la mer du Nord à l'occasion d'un forage effectué par le groupe Petroland, précise un communiqué publié le 29 février par Elf.

Un puits foré par 32 mètres de profondeur au nord-ouest de Den-Heider a mis en évidence la présence d'une huile d'une densité de 32 degrés API. Des tests de courte durée effectués sur différents niveaux ont décelé des rythmes de 250 à 2 650 barils par jour. Toutefois, des travaux complémentaires devront être poursuivis afin de déterminer l'importance de cette découverte.

Le groupe Elf-Aquitaine détient une participation de 60 % dans Petroland, celle de Total s'élevant à 30 %.

Les forages effectués par Petroland dans ce secteur de la mer du Nord se sont en association avec d'autres compagnies, et la part de Petroland s'élève à 12,5 %.

● Le secrétaire américain à l'énergie se rend en Arabie Saoudite. — Le secrétaire américain à l'énergie, M. Charles Duncan, a quitté Washington le 29 février pour une visite de quatre jours en Arabie Saoudite. Un département de l'énergie, on se borne à déclarer que M. Duncan discutera avec les autorités saoudiennes « des questions énergétiques d'intérêt commun » et qu'il évoquera l'intention du gouvernement américain de reprendre les achats de pétrole pour la réserve stratégique des États-Unis. — (A.F.P.)

## MARCHÉ COMMUN

## La fixation des prix agricoles européens

(Suite de la première page.)

En ce qui concerne les produits laitiers, les livraisons aux laïcs s'accroissent de plus de 2 % chaque année, alors que le beurre et la poudre de lait ne peuvent conquérir de débouchés supplémentaires à des coûts raisonnables. Les exportations de poudre de lait ont augmenté en 1979 de plus de 50 % en étant subventionnées à 80 % de la valeur du produit payé au fermier européen, et pourtant, si les stocks ont pu être réduits de 1 500 000 tonnes à moins de 200 000 tonnes, c'est surtout grâce à des mesures d'écoulement interne (incorporation aux aliments du bétail agricole et laitière) qui ont porté sur plus de 500 000 tonnes, mais à un prix exorbitant, dénoncé par ces mêmes dirigeants. Mais à quel sera-t-on en droit de s'attendre par la suite de ces mesures internes en doublant nos exportations ?

En ce qui concerne le beurre, le volume des exportations a aussi connu une extension remarquable, s'établissant en 1979 à plus de 420 000 tonnes pour l'ensemble de la Communauté, soit presque le doublement de nos ventes. Malgré cet effort, extraordinairement coûteux, de dégrèvement, nos stocks à la fin de l'année 1979 étaient presque au même niveau qu'à la fin de 1978. Chacun sait que le marché mondial du beurre est très étroit, les acheteurs venant au marché ou s'en retirant suivant le prix des matières grasses végétales, suivant la disponibilité en devises, selon des impératifs de politique interne. Il faut se rendre à l'évidence : tout nouvel accroissement de production de la part de nos producteurs en beurre et en poudre de lait est invendable et ce n'est à des prix de braderie.

## Une faute majeure

Pour les autres produits agricoles que l'ai cités, la situation est moins grave, car si l'on constate des accroissements de production sur longue période, il y a des alternances de bonnes et de mauvaises récoltes, ou des variations du marché mondial, qui rendent les déséquilibres de marché moins inévitables et moins persistants. C'est le cas du vin, par exemple, où la Communauté connaît cette année une récolte record, mais après deux années de faible vendange. En préparant l'avenir, comme nous l'avons fait en décembre 1979 en adoptant un ensemble de mesures structurelles, la situation peut encore être contrôlée et c'est pourquoi nous avons proposé une hausse de 3,5 % des prix.

Pour les céréales, les débouchés extérieurs existent, tant sous forme commerciale que sous forme de dons ; mais n'oublions pas que nous ne devons pas nous fier à ces débouchés, et surtout qu'il faut respecter à l'intérieur de la Communauté une certaine hiérarchie de prix entre produits végétaux et produits animaux. À quinze ans, la Communauté a fait une faute majeure en fixant à un niveau trop élevé le prix commun des céréales ; notre devoir est de ne pas aggraver les conséquences de ce péché originel. Si l'on prend en considération le coût de l'alimentation animale, et si l'on a la volonté de ne pas accabler l'élevage entre autres producteurs de céréales, en général mieux pourvus, et revenus des producteurs de denrées animales, il faut sur le prix du lait conduire à la sagesse sur le prix des céréales.

S'agissant du sucre, un brusque et récent revirement du marché

Quant à l'aide en produits laitiers, elle est limitée par des difficultés d'acheminement et par les habitudes alimentaires des pays en voie de développement qui ont à leur disposition des matières végétales. Sait-on que les autorités responsables pour les régions du Sud-Est asiatique le savent et signalent à la Commission que les produits laitiers, à la différence des céréales, n'étaient pas acceptés par les populations rurales et qu'ils arrêtaient la distribution de beurre ?

Par ailleurs, aucune personne avertie des problèmes laitiers ne croira que toutes ces quantités de lait, au lieu d'être transformées en beurre ou en poudre, pourraient servir à la fabrication de fromages sans en compromettre le marché de l'exportation de fromage de la Communauté s'accroît au rythme remarquable de 4 à 5 % par an alors que les exportations ont augmenté en 1979 d'environ 40 000 tonnes, soit de 30 %. Maintenir ces taux de progression dans les années à venir serait déjà une performance étonnante. Les livraisons aux laïcs et en transformant le lait exporté en fromage, relève de l'utopie.

Enfin, dire-t-on, il suffit d'arrêter les importations de beurre de Nouvelle-Zélande ? Indépendamment de toute considération politique, le seul résultat tangible d'une telle mesure serait d'augmenter l'oxygène pendant un an en ramenant les stocks publics et privés de 370 000 tonnes à 250 000 tonnes. Aux taux actuels de croissance des livraisons aux laïcs et de la production de beurre, l'ancien volume de stock serait de nouveau atteint au bout d'un an.

Enfin, pour la viande bovine, toute hausse imposée de ce type d'intervention aurait pour effet de décourager une consommation rendue très sensible par la concurrence des viandes de porc ou de volaille. En outre, dans notre Communauté, 70 % de la viande proviennent de l'élevage des vaches à vocation laitière ; toute hausse des prix de la viande bovine constituerait donc d'abord un surcoût de revenu pour le producteur laitier, l'encourageant ainsi à développer sa production de lait. C'est pourquoi, malgré les difficultés financières de la Commission à préférer encourager directement les troupeaux spécialisés de viande bovine par l'institution d'une aide directe qui coûtera à la Communauté 200 millions d'écus (soit 1 200 millions de F.F.).

Avant de quitter le domaine des marchés, je voudrais souligner que l'avenir de l'agriculture, qu'il s'agisse des fermiers eux-mêmes ou de la vocation productrice et exportatrice de la Communauté, n'est pas uniquement lié aux hausses des prix institutionnelles décidées par tel ou tel grand produit de base.

## Marquer des points

En effet, en dehors de ces produits dont les perspectives de développement sont très contrastées, il existe un domaine où la Communauté peut encore marquer des points : il s'agit des denrées alimentaires plus exotiques. En effet, nos États membres ont développé au cours des dernières années une industrie agro-alimentaire efficace, employant un travailleur sur dix dans la Communauté. L'industrie agro-alimentaire valorise mieux la production agricole, se prête mieux à l'innovation, à la recherche de nouveaux produits, donc à la découverte de nouveaux marchés.

Ainsi donc, l'état des marchés, la nécessité de maintenir certaines relations de prix entre produits, incitent à la conclusion qu'un gel des prix internationaux encore cette année pour les grandes productions européennes. La volonté de marquer une étape, même légère, sur la voie du désarmement des montants compensatoires des montants positifs, et surtout la prise en considération de l'évolution du revenu agricole ont détourné la Commission de ce chemin, et l'ont amené à proposer des hausses, certes limitées, mais des hausses sur tous les produits.

Le revenu agricole relève de nombreux facteurs qui ne dépendent pas tous de la politique agricole commune. L'évolution des coûts de production, la hausse du niveau général des prix, les variations monétaires sont autant

fluer sur les structures. J'ai personnellement attaché une importance extrême à l'adoption des mesures prises l'année dernière pour encourager l'agriculture méditerranéenne. J'ai donc maintenu la même importance à l'adoption par le conseil des ministres des propositions faites depuis un an par la Commission pour donner une nouvelle impulsion à cette politique structurelle. Qu'il s'agisse des mesures pour les jeunes agriculteurs, de l'accroissement des aides en régions de montagne, de la directive sur la modernisation des exploitations, l'orientation de la Commission est de canaliser les fonds publics communautaires, ou nationaux, vers les régions qui en ont le plus besoin, au profit des exploitants qui en ont le plus besoin.

## Concilier l'inconciliable

Notre dernière contrainte est d'ordre budgétaire. Actuellement, la Communauté consacre près de 70 % de ses recettes à la couverture des dépenses agricoles. Le secteur laitier, à lui seul, absorbe près de 30 % de l'ensemble du budget communautaire. Or, indépendamment de la volonté politique de garder une certaine maîtrise sur le développement d'autres politiques communes, rendues indispensables par la crise économique et le chômage, la Commission devra prendre en compte le fait que les ressources budgétaires de la Communauté sont plafonnées. Contrairement aux États membres, qui ont la possibilité de lever l'impôt, la Communauté vit pour sa part dans le cadre de ressources propres définies par le traité de 1970. L'insistance des États membres ne sont pas prêts à relever le plafond de ces ressources. C'est ce qu'ils ont réaffirmé à l'unanimité lors du conseil du 11 février dernier en présence d'une meilleure organisation de la politique agricole commune en vue d'une réduction sensible du taux d'augmentation des dépenses agricoles est absolument indispensable également pour éviter, compte tenu des ressources qu'il faudra affecter aux autres politiques, que la limite des 1 % du produit brut des ressources propres ne soit pas dépassée. Un élément nouveau a donc été introduit par rapport aux pratiques anciennes : les propositions de prix, les propositions d'aménagement des règlements, la gestion quotidienne des marchés, doivent se fonder sur une certaine limitation des moyens de financement.

Pour réconcilier ces contraintes inévitables, la Commission, comme toute institution politique, devait faire un choix. Ce choix a été, d'une part, d'affronter de face la « maladie » qui frappe la production agricole commune, à savoir les excédents laitiers, d'autre part, de proposer des hausses de prix très modérées. À long terme, le seul remède au problème laitier est une stabilisation de la produc-

tion. La super-taxe proposée par la Commission a un double but : dissuader les producteurs de continuer à accroître la production, fournir dans l'immédiat certains moyens financiers pour l'ajustement des excédents. Que l'opinion comprenne que l'approche de la Commission est celle d'une politique de stabilisation, alors que si l'on avait méconnu l'importance des problèmes sociaux dans ce secteur, la sagesse économique aurait conduit à imposer une baisse de production. Espérons en pourcentage, le taux de la super-taxe est égal à 84 % du prix indicatif du lait généralement payé aux producteurs laitiers.

Ce chiffre, qui a soulevé l'émotion, est effectivement une signification terrible. Il signifie que, après avoir admis comme une donnée l'actuel volume de production, après avoir accepté le niveau actuel des dépenses laitières, soit près de 4 000 millions d'écus (ou encore 27 milliards de francs français), l'écoulement de chaque litre produit en plus coûte encore à la collectivité européenne 84 % du prix payé au producteur.

Je suis de ceux qui pensent que la politique agricole commune recréant un acquis irremplaçable pour l'Europe, par la sécurité alimentaire qu'elle apporte à la Communauté, mais aussi à un monde menacé de famine par sa contribution à la balance commerciale de certains États membres, par l'équilibre politique, social et régional qu'elle représente pour le Vieux Continent. Parce que je crois à la nécessité vitale de cette politique, je crois qu'il faut la sauver et la guérir de sa seule « maladie » importante. Que le conseil des ministres accepte rapidement ce problème laitier pendant les semaines décisives du mois de mars, et les critiques contre la politique agricole commune, ou les justes émoi des éleveurs, seront relégués pour de longues années au rang des mauvais souvenirs.

FINN OLAV GUNDELACH.

## L'entrée du Portugal dans le Marché commun

## L'Angleterre réclame le maintien de clauses restrictives durant la période de transition

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Natali, le vice-président de la commission chargée de l'élaboration de la loi C.E.E., séjourne du 29 février au 3 mars au Portugal. La commission doit soumettre, avant le fin mars, un rapport sur les aides financières susceptibles d'être accordées au Portugal afin de renforcer son économie avant l'adhésion. M. Natali va s'efforcer d'identifier de manière aussi précise que possible les actions susceptibles de bénéficier du concours communautaire.

Les négociations d'adhésion C.E.E.-Portugal en cours depuis plus d'un an en raison de l'incertitude politique qui régnait à Lisbonne, ont repris au niveau ministériel le 5 février à Bruxelles. Le ministre des affaires étrangères portugais a indiqué alors que l'adhésion à la Communauté constituait pour son gouvernement la priorité des priorités. Les difficultés nées de la crise économique internationale vont rendre inévitablement les négociations plus ardues. On verra de ce rendre compte à propos du régime à appliquer aux importations de produits textiles portugais.

Parmi les pays exportateurs à « bas coût de revient », le Portugal est le deuxième fournisseur du Royaume-Uni. S'incorporant à la volonté de la Communauté de stabiliser ses importations de produits textiles, des accords ont été conclus, les années 1980 et 1981. L'accord fixe pour chacun des produits textiles des « plafonds » d'exportation. Que se passera-t-il après l'adhésion, lorsque le Portugal ne sera plus assailli de telles disciplines ?

Les Anglais, qui redoutent d'être submergés de vêtements et de linge de maison fabriqués au Portugal demandent aussi instances que des restrictions quantitatives soient maintenues durant la période de transition qui suivra l'adhésion. Ils attendent, en outre, que l'ouverture de leur

marché ne s'opère que progressivement. La Commission européenne refuse jusqu'à présent de faire des propositions dans ce sens. Elle fait valoir que le menace portugaise n'est pas aussi grave que les Anglais en ont fait l'idée ; ce n'est qu'en 1979 que leurs exportations de textile vers le Royaume-Uni ont retrouvé leur niveau de 1973. En outre, les producteurs portugais ont diversifié leurs débouchés (le rythme annuel de croissance de leurs ventes en France et en Allemagne est très élevé), ce qui atténue le risque de déferlement sur le Royaume-Uni.

Les Portugais, pour qui les textiles représentent un poste d'exportation essentiel, accueillent très mal, indique-t-on à Bruxelles, de se voir éliminer, après l'adhésion, l'accès aux marchés des autres États membres. Par ailleurs, souligne encore la Commission, une telle mesure, contraire à l'esprit du traité de Rome, constituerait un précédent dangereux qui risquerait d'être invoqué à tout propos dans les négociations d'élargissement. En raison de ce litige entre la Commission et le Royaume-Uni, l'offre de la C.E.E. concernant les modalités de l'intégration du Portugal à l'union douanière communautaire n'a pu être transmise à Lisbonne à la date prévue.

PHILIPPE LEMAITRE.

● « Aucun désaccord » n'existe sur le budget européen entre le chancelier Helmut Schmidt et Mme Margaret Thatcher, selon le porte-parole officiel du gouvernement de Bonn, M. Klaus Bölling. Celui-ci, répondant devant la presse, que « aujourd'hui comme hier, un obstacle relativement élevé doit être surmonté et l'on veut atteindre un compromis », ajoutant que du côté allemand « la bonne volonté persiste » pour « trouver une solution équitable qui réponde aux vœux britanniques » d'une réduction de la contribution au budget européen.

## ÉTRANGER

## LES BANQUES AMÉRICAINES PORTENT LEUR TAUX DE BASE À 16,75 %

Pour la troisième fois en moins de deux semaines, les banques américaines ont procédé à une augmentation de leur taux de base. À la veille du week-end, ce taux (prime rate), applicable aux meilleurs clients des établissements de crédit, était porté de 16,50 à 16,75 %, niveau sans précédent outre-Atlantique.

Cette mesure, prise pour lutter contre l'inflation, en limitant la demande d'emprunt, n'a pas manqué de se répercuter sur les marchés des changes, annulant les effets des mesures similaires prises récemment par l'Allemagne fédérale, le Japon, la Belgique et la Suisse (le Monde du 1<sup>er</sup> mars).

Comme le yen, le deutschemark et le franc suisse, le franc français a cédé du terrain le 29 février. L'indice du dollar (voir page 21). Tous les cambistes estiment qu'une nouvelle étape dans l'escalade internationale des taux d'intérêt est sur le point d'être franchie.

## LES IMPORTATIONS D'ACIER EN PROVENANCE DE LA C.E.E.

## M. Davignon met les États-Unis en garde contre toute nouvelle restriction

Le vice-commissaire européen chargé des questions industrielles, a adressé une sévère mise en garde aux États-Unis contre toute nouvelle restriction portant sur les importations d'acier en provenance du Marché commun. Au cours du symposium organisé par l'O.C.D.E. à Paris, et dont il présidait les séances de clôture, M. Davignon a déclaré :

« Avec toute la gratitude et l'autorité que je puisais employer, j'ai adressé aux Américains qui si une grande puissance commerciale comme les États-Unis cherchent à ouvrir sa « structure industrielle » aux dépens d'autres pays, nous allons vers une dure confrontation qui sera entravée dans un système de guerre commerciale, qui pourrait s'étendre à l'automobile, aux vêtements, aux produits agricoles et aux technologies de pointe. Ce serait très grave ».

Le gouvernement des États-Unis doit annoncer, la semaine prochaine, une augmentation du prix minimum de l'acier à l'exportation. M. Davignon a fait référence aux coûts de production japonais : c'est le système du « prix gâchette » (trigger price). L'an dernier, ce système a déjà entraîné une réduction sensible des exportations d'acier européennes vers les États-Unis (près de 2 millions de tonnes sur les 7,5 millions de tonnes exportées en 1979). Par ailleurs, les sidérurgistes américains ont réclamé une diminution de 40 % des importations d'acier aux États-Unis, s'appuyant à déposer une plainte en dumping contre les producteurs européens.

## En Autriche

## 7,9 SECONDES DE GRÈVE PAR SALARIÉ EN 1979

Vienne (A.F.P.). — L'Autriche a publiquement, en 1979, ses propres performances en matière de paix sociale : six mille cent onze heures de grève seulement ont été enregistrées, soit en moyenne, 7,9 secondes par salarié ou fonctionnaire.

En fait, ces mouvements sociaux, qui dans la majorité des cas, ont porté sur des revendications salariales, ont concerné sept cent quatre-vingt-sept salariés. L'arrêt de travail moyen a été pour chacun de sept heures quarante-six minutes.

En 1978, on avait enregistré quatre-vingt-un mille sept cent soixante-dix-huit heures de grève au cours de cinq conflits sociaux qui étaient impliqués six cent quatre-vingt-dix salariés.

● Le Parlement suédois a repoussé, le 29 février, à Stockholm, par deux voix de majorité, la proposition de retrait de la Banque internationale pour le développement (BID) déposée par l'opposition social-démocratique. Il a en revanche, donné son accord à une attribution de 11,4 millions de couronnes à cette Banque pour le prochain exercice budgétaire. Selon les sociaux-démocrates et les communistes, la BID favorise les pays les plus riches et ne peut être considérée comme un organe d'aide au développement du tiers-monde. La Suède a adhéré à la BID en 1977, après l'accession au pouvoir de la coalition tripartite « bourgeoise » des conservateurs, des centristes et des libéraux. — (A.F.P.)



## TÉLÉCOMMUNICATIONS

### A.T.T. et I.T.T. vont coopérer aux États-Unis

American Telephone and Telegraph (A.T.T.) et International Telephone and Telegraph Corporation (I.T.T.) viennent de conclure un important accord de coopération. Cet accord comporte plusieurs volets :

1) L'I.T.T. avait intenté en 1977 un procès anti-trust contre A.T.T., l'accusant de discrimination dans ses achats de matériels téléphoniques. Elle lui réclamait 125 millions de dollars de dommages-intérêts. Aux termes de l'accord, I.T.T. abandonne ses poursuites.

2) A.T.T. envisage d'acheter à I.T.T. pour 2 milliards de dollars de matériels et de services aux États-Unis. Les deux sociétés ont une avance sur commande de 100 millions de dollars versée le 1<sup>er</sup> avril 1980.

3) Les deux groupes vont coopérer pour adapter aux normes américaines le système de central téléphonique temporel mis au point par les chercheurs d'I.T.T.

un quasi-monopole pour les communications longue distance (inter-États). Le groupe est intégré verticalement, sa filiale Western Electric fabriquant les matériels mis au point par les célèbres Bell Laboratories.

En septembre 1975, I.T.T. et A.T.T. avaient signé un accord aux termes duquel A.T.T. cédait à I.T.T. toutes ses activités internationales. Pendant cinquante ans, les deux firmes ont respecté un gentlemen agreement. A.T.T. régnait sans partage sur le réseau américain, sans sortir des États-Unis. De son côté, I.T.T. n'exerçait ses activités que dans les pays latins, Europe notamment. Or, depuis 1976, soit cinquante ans après leur accord — simple coïncidence ? — I.T.T. tente un retour en force sur le marché américain. Une offensive d'autant plus agressive que ses positions dans ce nombreux pays se sont affaiblies au fil des ans. De son côté, A.T.T. et sa filiale industrielle Western Electric, cherchent à exporter.

Après trois ans d'escarmouches, il semble donc que les deux groupes soient parvenus à un nouveau accord. I.T.T. va revenir aux États-Unis, mais à travers A.T.T., qui conserve ainsi ses positions commerciales.

J.-M. Q.

### La C.G.T. réclame le retour aux élections

Dans une lettre adressée à M. Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, la C.G.T. demande une « réorganisation » de la représentation des syndicats dans les conseils d'administration des caisses de la Sécurité sociale. La C.G.T. réclame de nouveau le retour à l'élection des administrateurs — supprimés en 1967 — et elle estime que, sur la base des élections provinciales et de celles qui ont eu lieu, en 1982, dans les caisses d'assurance, une réforme est possible dès maintenant.

Le parti pris — c'est-à-dire la représentation à égalité des syndicats et du patronat dans les conseils d'administration — est un système au service du C.N.P.F., qui impose sa loi et règne en maître dans ces conseils. Ce système se traduit par le fait qu'une représentation de la C.G.T. est un ostracisme à l'égard de ses délégués. Dans les caisses primaires d'assurance-maladie, la C.G.T. n'a, avant 1967, représenté que dix-sept élus (33 % des administrateurs) ; elle n'en a plus que trois cent soixante-six (16 %). Et, à la Caisse nationale d'assurance-maladie, les cégétistes, déjà exclus des négociations en cours sur la nouvelle convention avec les médecins.

Au sujet des problèmes financiers de l'assurance-maladie, la C.G.T. dénonce les projets qui consistent à augmenter les dépenses de santé dans une enveloppe globale liée à la P.I.B. (pro-

### Grève à la Caisse d'épargne de Paris

Les deux tiers des agences sont affectées par le mouvement

La Caisse d'épargne de Paris (C.E.P.) est affectée, depuis le vendredi 29 février, par un conflit qui risque d'être, selon les syndicats, « le plus dur mouvement » enregistré depuis la grande grève de l'hiver 1976. Par 396 voix contre 60 et 19 abstentions, les agents réunis vendredi en assemblée générale ont, en effet, décidé une grève de vingt-quatre heures reconductible, avec l'occupation immédiate du siège social de la C.E.P., 19, rue du Louvre, à Paris-1<sup>er</sup>. Ils envisagent d'occuper également le centre informatique, situé à Bagnolet. Ce samedi 1<sup>er</sup> mars, un tiers seulement des 147 agences de la capitale et de l'Île-de-France ont été touchées par le mouvement. Les autres étaient occupées par les syndicats : état d'un millier de grévistes sur les quelque 1 700 salariés de la C.E.P. parisiens.

Du 5 octobre 1978 au 6 janvier 1979, les employés de la C.E.P. avaient cessé le travail pour exiger le paiement intégral de la prime de fin d'année. Ils avaient obtenu satisfaction après la fin du conflit et seulement parce que le non-paiement des jours de grève avait permis de libérer des crédits. Cette grève a laissé de profondes traces dans l'établissement, et depuis trois ans la C.E.P. a été touchée par des mouvements sporadiques de faible ampleur.

Aujourd'hui, il semble que l'affaire soit sérieuse. Les trois organisations syndicales (la C.G.T., la C.F.D.T. et le Syndicat unitaire) ont déclenché cette action pour protester contre le projet de la direc-

tion de prolonger d'une heure un quart, un jour par semaine, l'ouverture des bureaux de la C.E.P. Au total, les employés d'effectif ne passent pas plus de quarante heures par semaine, mais les syndicats estiment que cette mesure est incompatible avec le mouvement actuel en faveur de la réduction de la durée du travail. Ils ont également inclus dans leurs revendications le respect des droits syndicaux, l'augmentation des effectifs, la titularisation des auxiliaires et le maintien de l'avancement à l'ancienneté.

L'action entreprise par les agents de la C.E.P. intervient un mois après la constitution d'une section syndicale C.G.T. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février dernier, il n'existait en effet, dans l'établissement parisien, que la C.F.D.T. et le Syndicat unitaire des agents et cadres des caisses d'épargne (S.D.A.C.E.), qui était, il est vrai, proche de la C.G.T.

### L'ÉCONOMIE DE DUNKERQUE EST PERTURBÉE PAR DE MULTIPLES GRÈVES

(De notre correspondant.)

Dunkerque. — Une vague de grèves touche actuellement tous les secteurs économiques de Dunkerque. Le 28 février, le port avait été touché par la grève nationale des dockers. Vendredi 29 février, le personnel des chantiers navals France-Dunkerque a débrayé pour une demi-journée, à la suite de l'échec d'une première réunion paritaire sur les salaires.

Au nouvel ensemble pétrochimique Copencor, créé par C.I.F. Chimie et l'Émirat du Qatar, le personnel a cessé de travailler en installant des piquets de grève aux portes de l'usine. Tous les jours du rapatriement ont été arrêtés. Les grévistes estiment que le niveau des salaires est loin de répondre à celui qui était promis au démarrage de l'usine.

A Usinor-Mardrey (Usine transformant en acier fine et ferraille une partie des tôles moyennes de l'usine de Dunkerque), le personnel de transport, en grève illimitée, bloque toujours la desserte ferroviaire de l'usine, interdisant l'acheminement des produits vers le port, qui est distant de 4 kilomètres. La direction de l'usine s'efforce d'acheminer ces produits, pour l'exportation, par le port d'Anvers avec des péniches et des camions. Au port, enfin, c'est l'équipage pakistanaï d'un cargo grec qui est en grève depuis quatre jours. L'armateur hellénique est arrivé à Dunkerque dans l'intention de faire débarquer les grévistes et de les remplacer par d'autres marins. — M. B.

● Réparation navale : accord entre les syndicats et deux entreprises maritimes. La Compagnie marseillaise de réparation et la société Paoli indiquent qu'un accord a été conclu dans le secteur de la réparation navale à Marseille avec les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C. de ces entreprises. Cet accord met fin à un conflit larvé depuis le début de 1979.

### TRANSPORTS

#### NICE S'ESTIME CAPABLE DE RECEVOIR LES GRANDS CAR-FERRIES DES LIGNES DE CORSE

Le port de Nice est en passe d'être délaissé par le trafic de passagers et de fret vers la Corse, Marseille et Toulon, prêts à recevoir les grands cars-ferrys desservant l'île, représentant pour lui de sévères concurrents, surtout depuis l'effondrement, en octobre dernier, d'une partie de la digue en construction à l'embouchure du Var, derrière laquelle devait s'édifier le futur port. On ne connaît pas avant la fin de 1980 les résultats de l'enquête technique qui conditionne un éventuel feu vert pour reprendre les travaux, mais ceux-ci ne pourraient, en tout état de cause, s'achever avant 1984.

Les Nipols, toutefois, ne restent pas inactifs et la chambre de commerce vient d'adopter, à l'unanimité, l'avant-projet d'une opération destinée à permettre l'accueil dans le port actuel d'un très grand car-ferry de la Société nationale Corse Méditerranéenne (S.N.C.M.), l'Estel, long de 145 mètres.

Cet avant-projet consisterait en un remodelage du port (actuellement utilisé pour le commerce et la plaisance), dont les travaux ne demanderaient que six mois et entraîneraient selon le président de la chambre de commerce, une dépense « relativement faible ». Le coût de l'opération est évalué à 41 millions de francs.

## AFFAIRES

### CIT - Alcatel et Thomson - CSF rachètent Locatel

Locatel, cette société qui, avec 320 millions de francs de chiffre d'affaires et 180 000 clients, détient 85 % du marché français de la location de téléviseurs va rester française.

Le groupe britannique Thorn Electrical, a en effet, annoncé qu'il renoncera au rachat du capital de Locatel, l'autorisation nécessaire n'ayant toujours pas pu être obtenue des autorités françaises après une attente de huit mois. Le groupe Thorn, qui avait conclu en juin 1979 un accord avec les principaux actionnaires de Locatel pour racheter leur participation au cours de 450 francs (alors que le cours en Bourse n'était que de 266 francs), souligne dans un communiqué : « En dépit de nombreuses démarches, les autorités françaises ne semblent pas disposées à donner leur approbation. Toutes les parties ont par conséquent décidé de ne pas poursuivre la transaction ».

Le gouvernement français craignant en effet que Thorn ne trouve en Locatel un débouché pour vendre ses appareils de télévision en France.

Locatel va donc être racheté comme prévu le 23 février par la C.I.T. (Commissariat à l'Industrie et à l'Énergie) conjointement avec Alcatel (filiale de la C.G.E.) et Thomson-CSF, qui ont proposé de racheter le capital de Locatel au prix de 450 F l'action. Les deux sociétés françaises affirment vouloir « faire bénéficier Locatel d'activités nouvelles dans le développement est prévu dans le domaine des télécommunications et en particulier dans les applications au téléphone ».

Cette opération, indique, en outre, le communiqué commun CIT-Alcatel et Thomson-CSF, s'inscrit dans le cadre de la politique menée par la France sous l'impulsion de l'I.T.T. pour prendre une place de premier plan sur ce marché appelé à connaître une forte expansion au cours des prochaines années.

Buratrone, le principal actionnaire de Locatel, conservera cependant une participation dans le capital de la société.

### UN LÉGER MIEUX POUR LA SOCIÉTÉ BERNARD - MOTEURS

La société Bernard Moteurs, filiale de la régie Renault, se porte mieux. La firme qui exerce ses activités dans les moteurs de petite cylindrée (deux tiers environ de son chiffre d'affaires) et la motoculture de plaisance, a connu en 1977 et 1978 deux exercices déficitaires. Les comptes de l'exercice 1979 devraient être équilibrés, avec un chiffre d'affaires en progression de 11 % à 12 %, à 312 millions de francs.

En ce qui concerne l'activité « moteurs », l'année 1979 a été marquée par l'obtention d'un important contrat — trente mille groupes motopompes — avec l'Arabie Saoudite pour un montant de 32 millions de francs. La société entend poursuivre dans cette voie et se spécialiser dans les produits de haute gamme.

Si le marché de l'irrigation offre des perspectives internationales prometteuses, il n'en va pas de même de celui de la motoculture de plaisance, qui, lui, tend à stagner. Avec soixante mille tonneaux à gazon vendus en 1979, Bernard Moteurs figure parmi les deux premiers constructeurs français bien qu'il ne contrôle que 12 % d'un marché national couvert par des centaines de petits fabricants. « Nous sommes prêts à participer à toute discussion visant à restructurer ce secteur », a déclaré M. Robert Delannoy, son P.-D.G., au cours d'une réunion de presse. Dans l'immédiat, Bernard Moteurs entend renforcer et développer son réseau de distribution en multipliant les accords de coopération avec des concurrents qui pourraient devenir partenaires.

● Lery-Somer prend le contrôle des moteurs Patay. Le 29 février la prise d'une participation majoritaire dans la société des moteurs Patay, une firme de la région lyonnaise. La société Patay, qui emploie trois cent cinquante personnes, est l'un des premiers spécialistes français du moteur électrique sur mesure, notamment pour la maintenance. La complémentarité entre les deux sociétés, selon Lery-Somer, une des sociétés leaders pour le moteur électrique en France, doit permettre d'améliorer la compétitivité du groupe.

### LA QUINZAINE D'ACTION DE LA C.G.T. : « UNE MONTÉE DU CLIMAT REVENDICATIF »

Au terme de la « quinzaine d'action » menée par la seule C.G.T. la centrale de la rue Lafayette, se fondant sur les renseignements communiqués par ses unions départementales, estime que cette initiative s'est soldée, d'une manière caractéristique, par « une montée du climat revendicatif ».

Des actions ont été engagées dans vingt et un syndicats nationaux et fédérés, dont les départements divers, surtout dans les départements suivants : Aisne, Ardennes, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Loiret, Moselle, Nord, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Seine-Maritime et Val-de-Marne. Le point fort de cette quinzaine a été le 21 février, où des actions pour défendre les libertés syndicales ont été menées dans trente et un départements.

En janvier, la C.G.T. avait, par ailleurs, participé à 278 des 322 actions recensées dans les entreprises et impliquant près de 100 000 travailleurs pour la défense du pouvoir d'achat, de l'emploi, des conditions de travail et des libertés syndicales. L'importance des résultats, souligne la C.G.T., « témoigne de la profondeur du mécontentement et du niveau de combativité qui existent chez les travailleurs » et démontre que « rien n'est plus urgent que l'action ».

● Désespéré après trente mois de chômage, un ouvrier lorrain, M. Roger Bourdonnay, cinquante ans, licencié lors de la fermeture de l'usine de papier-carton de la Rochette-Cenpa à Laneuville-près-Nancy, s'est pendu jeudi soir 23 février à son domicile de Saint-Nicolas-de-Port (Meurthe-et-Moselle). La C.G.T., qui avait vainement proposé au ministre du travail un plan de relance pour les salariés de la politique de liquidation des entreprises, porte atteinte à l'intégrité physique et à la dignité humaine des travailleurs. Aucune solution n'est en vue pour la carapente, où M. Bourdonnay avait travaillé près de quarante ans. — (Corresp.)

### L'INDÉMNISATION DU CHOMAGE EST ÉTENDUE AUX DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Le Journal officiel a publié, le jeudi 28 février, le décret étendant aux départements d'outre-mer les dispositions de la loi du 16 janvier 1978 sur l'indemnisation du chômage. L'arrêté créant, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1980, une allocation spéciale provisoire en faveur des licenciés pour cause économique devrait paraître incessamment. Désormais, les allocations, dont bénéficient en métropole les travailleurs privés d'emploi, peuvent toutes s'appliquer dans les DOM et leur financement. Desormais, les conditions que dans l'Hexagone, indique le secrétariat d'État aux DOM-TOM. Un accord conclu au plan national fixera, dans un délai de six mois, les modalités de la mise en place du régime d'assurance-chômage, qui pourront varier d'un département à l'autre, en fonction des options prises par les partenaires sociaux.

Dans l'immédiat, pour permettre l'indemnisation des licenciés pour cause économique en attendant que soit fixé le régime définitif d'assurance, une allocation spéciale est instituée en faveur de ces travailleurs « selon des modalités dérivées de celles de la métropole ».

Même assez vague dans cette dernière formulation, une telle mesure ne peut qu'apparaître équitable, encore que le taux de l'indemnisation soit basé sur l'indice des salaires existant dans les entreprises de la DOM. Le France met ainsi fin, au moins dans les textes, à l'une des plus graves injustices héritées du système colonial.

### Faits et chiffres

● Ford a réalisé en 1979 un bénéfice de 1,17 milliard de dollars, en diminution de 26 % sur l'année record 1978, mais qui constitue cependant le troisième meilleur résultat financier de son histoire. Le deuxième constructeur américain d'automobiles n'a pu maintenir ces résultats que grâce aux bénéfices réalisés par les filiales du groupe à l'étranger. Ford ayant en effet perdu 198 millions de dollars aux États-Unis mêmes. Le groupe a réalisé dans le monde un chiffre d'affaires de 43,5 milliards de dollars, en progression de 2 % sur l'année précédente.

### Conjoncture

● Forte hausse en janvier des produits énergétiques pour l'industrie. — Les industriels français sont, eux aussi, frappés par la hausse des tarifs de l'énergie : au mois de janvier, l'indice des prix de gros des produits énergétiques à usage industriel a progressé de 8,8 %, contre 8,3 % pour l'ensemble des produits au détail. Dans cet indice de l'INSEE, c'est le gaz qui a le plus augmenté (+ 17 %), avant l'électricité (+ 13,3 %) et les produits pétroliers raffinés (+ 8,3 %). L'indice des produits énergétiques, parti de la base 100 en 1962, passe en

### PLUS DE DEUX MILLIONS DE CONTRATS DE TRAVAIL TEMPORAIRE ONT ÉTÉ CONCLUS EN 1978

L'activité des entreprises de travail temporaire (E.T.T.) a augmenté de quelque 35 % de 1975 à 1978. C'est ce qui ressort d'une note du ministère du travail de la participation à l'emploi, en effet d'indiquer : « En moyenne, on peut considérer que les intérimaires ont effectué en 1978 un travail équivalent à celui de 2 000 000 travailleurs permanents et, en 1977, de 1 500 000. L'estimation pour 1978 est proche de 1 900 000 ».

Le nombre de contrats conclus en 1978 (2 240 091) a pratiquement doublé depuis 1975, tandis que celui des E.T.T.'s, jamais été aussi grand : 1 509, au 31 décembre 1978, gérant 3 322 établissements. Au cours de l'année 1978, il y a eu 163 créations contre 461 disparitions.

Le texte du ministère souligne : « Le processus de développement du travail temporaire paraît ainsi se caractériser par l'accroissement du nombre des petites entreprises, souvent à courte d'existence relativement courte, gérant un ou deux établissements, [et] une concentration autour d'un nombre restreint de grosses entreprises possédant un rayonnement important ».

● Le licenciement d'un responsable C.G.T. de Renault a été refusé par l'inspection du travail, en direction de la Régie avait pris cette sanction contre M. Certano, secrétaire du syndicat cégétiste pour le collège ouvrier, et contre deux autres ouvriers qui avaient retenu plusieurs heures M. Bernard Vernier-Paillet, P.-D.G. de l'entreprise, dans le département 36, lors d'une grève, en novembre 1977.

● L'union départementale C.G.T. du Val-de-Marne a organisé, le jeudi 28 février, une journée d'action contre le chômage et pour les libertés dans les entreprises.

### Salaires

● Accord sur les salaires dans l'imprimerie de labeur. Un accord salarial pour 1980 a été signé dans l'imprimerie de labeur par les syndicats F.O., C.F.D.T. et C.F.T.C., annonce la Fédération française de l'imprimerie et des arts graphiques. La C.G.T. majoritaire dans ce secteur — a réservé sa réponse. L'accord prévoit une augmentation de 3 % au 1<sup>er</sup> mars 1980 et une augmentation automatique chaque fois que l'augmentation de l'indice INSEE dépassera 2,50 %. Chacun des trois piliers suivant l'augmentation du 1<sup>er</sup> mars 1980 donnera lieu à une revalorisation non indexée de 0,25 %, au moins égale à 100 F.

**VILLARS Suisse**

La station de prestige des Alpes vaudoises  
1300 m d'alt., à 20 min. de Montreux

**A VENDRE**

dans un grand parc arborisé privé, avec environnement protégé, quelques

**APPARTEMENTS**

**DANS CHALETS TYPIQUES**

**de 5 à 8 appartements seulement,**

**avec les prestations les plus raffinées.**

Vue panoramique inégalable sur la chaîne des Alpes.  
Crédit jusqu'à 75% sur 25 ans, intérêts 5%.

Directement du constructeur

**IMMOBILIÈRE DE VILLARS S.A.**

Case postale 62  
CH-1884 VILLARS-sur-OLLON  
Tél. (25) 35 31 41 et 35 22 08  
Télex 25 259



## CONSTRUCTION NAVALE

## La société Chargeurs Delmas-Vieljeux confirme la commande de quatre navires aux chantiers de Saint-Nazaire

La société Alsthom-Atlantique et la société navale Chargeurs Delmas-Vieljeux ont confirmé, le 29 février, la commande de quatre navires porte-conteneurs, pour les lignes d'Afrique occidentale, aux Chantiers de Saint-Nazaire (« Le Monde » du 26 février). Pendant plusieurs jours, des incertitudes avaient plané sur la confirmation de ce contrat, qui est d'une importance capitale pour les quelque cinq mille cinq cents salariés de l'entreprise de Saint-Nazaire, puisqu'elle représente trois millions d'heures de travail.

M. Tristan Vieljeux, P.-D.G. de la société de navigation, a obtenu une « légère amélioration du prix proposé par les Chantiers », mais, en revanche, s'est heurté auprès des pouvoirs

publics à une position très ferme, puisque les représentants du ministère des transports lui ont fait savoir que, s'il voulait obtenir une prime, il devrait augmenter le niveau des fonds propres de son entreprise.

De nombreuses questions ont été posées à cette occasion, notamment l'importance de l'aide de l'Etat, dans la participation des contribuables aux Chantiers (280 millions de francs).

Plusieurs lecteurs nous ont écrit à ce propos, les uns estimant justifié l'effort de la collectivité lorsque toute une région et toute une industrie sont menacées, les autres s'interrogeant — avec sévérité — sur l'efficacité économique des subventions publiques.

## Bataille de requins

Après l'article intitulé « Des bateaux hors de prix » (« Le Monde » du 26 février), M. René Magre, l'un des responsables du Syndicat C.G.T. des Chantiers de l'Atlantique, nous écrit :

Sur le fond, ce long article confirme, s'il en était encore besoin, que le problème de la navale n'est en somme que celui des forces qui s'affrontent pour deux politiques différentes :

1) Celles qui sont pour l'abaissement massif des capacités de production et des effectifs à travers toutes les propositions de reconversions ou diversifications. C'est ce que préconise dans le « plan Davignon » les multinationales qui contrôlent la Navale européenne et c'est ce que veut appliquer en France le pouvoir et le patronat ;

2) Celles qui, avec la C.G.T., luttent résolument contre cette politique, c'est-à-dire pour le maintien du potentiel industriel et humain de ce secteur économique vital pour l'indépendance nationale et l'emploi (...).

La C.G.T. se bat résolument

contre le chômage, et il est surprenant que l'auteur de l'article ne se demande pas combien coûte le chômage massif à la collectivité, sans compter le drame pour ceux qui le vivent (...).

Nous n'entrerons pas dans cette bataille de requins sur les prix et les aides. Les chiffres déjà publiés nous ont permis de constater que les Chantiers de l'Atlantique sont d'ailleurs complètement contradictoires. Là encore, tout est organisé pour accablér l'idée de la non-compétitivité des travailleurs français : salaires trop élevés, etc.

Comment expliquer alors l'ultra-compétitivité des Chantiers nazairiens, au point de réaliser d'énormes profits (multipliés par plus de 4 de 1970 à 1978). Nous affirmons que la Navale française est compétitive, et c'est son abandon et l'abandon du pavillon français qui coûte cher, très cher. Aujourd'hui, et encore plus demain, si nous laissons faire, les forces en présence, il s'agit d'un grand combat de classe. La C.G.T. le livrera avec toutes les forces dont elle dispose.

## De l'argent pour régresser

M. Jean-Pierre Tachet, de Nogent-sur-Vernon, se demande si « les aides de l'Etat parviennent à rendre compétitifs les chantiers français » et nous communique le tableau suivant qui indique la part prise par les pays constructeurs traditionnels dans la livraison mondiale de navires de commerce.

	1971	1972	1973
Japon	25,4	25,4	25,4
Grande-Bretagne	22,5	22,5	22,5
Grande-Bretagne	22,5	22,5	22,5
Grande-Bretagne	22,5	22,5	22,5
Grande-Bretagne	22,5	22,5	22,5
Grande-Bretagne	22,5	22,5	22,5
Grande-Bretagne	22,5	22,5	22,5
Grande-Bretagne	22,5	22,5	22,5
Grande-Bretagne	22,5	22,5	22,5
Grande-Bretagne	22,5	22,5	22,5

Si, à l'évidence, les pays qui ont une longue tradition dans la construction des navires, vont, à l'exception des Etats-Unis, leur part diminuer, notre pays, non seulement ne parvient pas à améliorer sa position, mais encore régresse à un point tel que son importance, en ce domaine, tend à devenir négligeable. Tant d'argent dépensé pour une si piètre performance !

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## Les « contrats de pays » permettent aux petites villes d'être solidaires avec les communes rurales voisines

Poitiers. — Sous le triple patronage de M.M. René Monory, ministre de l'économie, Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, et André Chadeau, député à l'Assemblée nationale, la première journée nationale des « contrats de pays » a réuni le 29 février à Poitiers, près de cinq cents participants. Le but de cette rencontre, à laquelle participent des élus politiques de toutes tendances et des fonctionnaires, était de faire le point sur la politique des « contrats de pays » (1), entamée il y a cinq ans à Louvain (Vienne) par M. Michel Poniatowski, alors ministre de l'intérieur. Depuis cette époque, deux cent quatre-vingt-dix contrats ont été signés qui intéressent sept mille cinq cents communes et cinq millions d'habitants. Les sommes engagées par l'Etat sont de l'ordre de 570 millions de francs et les crédits des régions et des départements de 490 millions.

## De notre correspondant

M. André Chadeau a noté que les « contrats de pays » avaient permis d'améliorer les équipements et les infrastructures, mais que les actions à caractère économique ne représentaient que 30 % de l'ensemble des crédits. « Ce bien que ce pourcentage ait triplé en trois ans, il reste insuffisant ». Pour le « patron » de la DATAR, les « contrats de pays » doivent être « exemplaires » de la politique générale d'aménagement du territoire. Il a déclaré : « Cet aménagement sera de moins en moins dans les campagnes une action d'équipement ou de décentralisation d'emplois industriels et de plus en plus une action de valorisation des capacités de production existantes (...).

M. René Monory, qui est président du conseil régional de la région de la Loire, a indiqué pour sa part : « Le

contrat signé il y a cinq ans dans notre « pays » permet de constater que cinquante-deux communes, à l'exception des communes de la région de la Loire, ont bénéficié d'un des types de contrats. Ce contrat a permis aux communes rurales de retrouver l'espoir. Il a permis aussi d'affirmer la solidarité entre les communes de la région (...).

Si la plupart des participants ont exprimé une certaine satisfaction à propos de la formule des contrats, certains, toutefois, ont regretté que cette politique ait eu de médiocres résultats quant à la création d'emplois : cinq mille seulement en cinq ans.

## BERNARD HILBERT.

(1) Il s'agit d'une « formule » de coopération communale, en vertu de laquelle les communes de la région de la Loire, ont bénéficié d'un des types de contrats. Ce contrat a permis aux communes rurales de retrouver l'espoir. Il a permis aussi d'affirmer la solidarité entre les communes de la région (...).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## FERODO

## LA SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE DU FERODO S'APPÊTE À CHANGER DE NOM

Étudié le 27 février 1980, le Conseil d'administration de la société anonyme française du Ferodo a décidé de soumettre à l'Assemblée générale des actionnaires du 28 mai prochain un projet d'adopter « Valeo » comme nouveau nom de la société.

Le conseil a estimé que cette mesure, dans le principe, avait été annoncée lors de la précédente assemblée générale ordinaire, ne pouvait plus être différée sans inconvénient.

C'est pour exploiter une licence de fabrication de garnitures de frein concédée par la société anglaise Ferodo Limited qui s'est constituée en 1923 la Société anonyme française du Ferodo. Le nom Ferodo est resté propriété anglaise et son usage comme marque limité au domaine des garnitures de frein. Depuis lors, la société anonyme française du Ferodo s'est développée et toute indépendance jusqu'à devenir l'un des premiers fabricants européens d'équipements pour l'automobile. Ferodo évoque surtout le freinage et ne vend pas tout de la grande diversité des productions actuelles. Ferodo, société française, voisine avec Valeo, société anglaise, sur des marchés de plus en plus nombreux.

« Valeo » ne présente pas ces inconvénients. Apparu pour la première fois en 1964, lorsque la société anonyme française du Ferodo a créé une filiale en Italie pour y fabriquer des équipements mécaniques, « Valeo » désigne aussi des établissements récemment installés en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Au cours de la même séance, le conseil a également arrêté les comptes de la société anonyme française du Ferodo pour l'exercice 1979.

Le chiffre d'affaires hors taxes est de 1 915 500 000 F, de 10 % supérieur à celui de 1978. Bien que, dans l'automobile, la production européenne

## UN « DISNEY WORLD » DANS LE VAUCLUSE ?

## (De notre correspondant.)

Avignon. — Devant le succès toujours grandissant du Disney World de Californie et surtout de celui de Floride, les responsables de la firme Walt Disney ont créé un ensemble de loisirs comparable au Japon. Ils envisagent d'en installer un en Europe.

Interrogé par la firme, l'ordonnateur a répondu que la France, et plus particulièrement le plateau de Boissy, près de Paris, pouvait accueillir ce projet. Les Américains, les Français ont, eux, donné la préférence à la région méridionale, estimant que la Provence-Côte d'Azur ou le Languedoc-Roussillon seraient préférables. On dit même que la région comprise entre le sud de la Drôme et Orange, dans le Vaucluse, est actuellement à l'étude pour l'installation d'un ensemble d'attractions et de reconstructions sur un terrain de 2 000 hectares de superficie.

Les investissements prévus sont considérables : 3 milliards de francs, et les retombées non négligeables puisque dix mille emplois environ seraient créés.

Une délégation du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs doit se rendre prochainement en Floride pour y présenter un dossier auquel la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) pourrait apporter quelque contribution acquiescente.

## JEAN LECLERC.

## LA SEMAINE FINANCIÈRE

## LE MARCHÉ DE L'ARGENT

## La course à la hausse des taux s'accélère

Une véritable course-poursuite à la hausse des taux d'intérêt s'est engagée sur les marchés financiers mondiaux, où, jour après jour, les autorités monétaires nationales annoncent de nouveaux relèvements, que ce soit pour combattre l'inflation, défendre leur monnaie, ou les deux en même temps. A la hausse du taux de base bancaire américain (prime rate), déclenchée par le relèvement à 12 % du taux d'escompte officiel et précédé d'une flambée à 16,50 %, a répondu jeudi 28 février un relèvement de 1 % du taux d'escompte ouest-allemand, porté de 5 % à 6 %, taux record, et du taux d'escompte suisse de 2 % à 3 %.

Entre-temps, la Belgique avait porté son taux d'escompte de 10,5 % à 12 %, et la Banque de France, négligeant un taux d'escompte qui ne sert pratiquement plus à rien, relevait à nouveau de 1 % son taux d'intervention sur bon du Trésor à un mois. Cette cascade de hausses est assortie de justifications multiples. Outre l'Atlantique, la F.B.D. s'efforce de freiner la course à l'inflation galopante avec la seule arme disponible, celle du taux : en fin de semaine la CitiBank a élevé son taux de base au niveau historique de 16,75 % et celui de 17 % devrait bientôt être atteint. En Allemagne fédérale, M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, a tenu à signaler que l'objectif de la banque n'est pas de défendre le deutschemark par l'inflation et par l'écart des taux avec l'étranger, qui entraîne des sorties de capitaux et oblige la Banque centrale à vendre des dollars.

Pour ces deux motifs, il convenait de réduire cet écart des taux avec l'étranger : outre l'escompte (+ 1 %) le taux des avances sur titres (Lombard) a été augmenté de 1/2 % à 8 1/2 %, même (+ 1 1/2 % à 8 1/2 %). Même la Banque suisse veut défendre le franc suisse, affligé de faiblesse persistante, ce qui risque d'accroître l'inflation (actuellement de 5 % l'an), en relâchant les importations. D'un relèvement du taux, jugé insuffisant par les milieux financiers internationaux : à 3 %, le taux officiel helvétique demeure le plus bas du monde.

En Belgique, il s'agit de freiner la sortie de capitaux et de défendre le franc belge. En France, même son de cloche : priorité à la défense du franc, ce qui permet aussi d'atténuer les effets de l'inflation.

Tous ces événements ont eu leurs répercussions sur la place de Paris, où les échéances du marché monétaire se sont encore tendues : 13 1/4 % à un mois, 13 7/8 % à six mois et presque 14 % à un an le jour même.

Quant au FRANC FRANÇAIS, il a subi un léger accès de faiblesse en cours de semaine au lendemain de l'annonce d'une hausse des prix de 1,9 % en janvier, mais s'est franchement repris en fin de semaine après le relèvement des taux à l'étranger. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.

C'est également le cas du DEUTSCHEMARK : la hausse des prix a été très forte en janvier en République fédérale d'Allemagne, et les taux sont logiquement très bas.

Quant aux Etats-Unis, du moins pour l'instant.

Ce n'est pas le cas, en revanche, pour la Grande-Bretagne, où des taux à 16 % et le pétrole de la mer du Nord font monter vigou-

reusement la livre en dépit d'une inflation à 20 %. Même raisonnablement pour l'Italie, où la livre est très forte avec des taux de 20 % (et un taux d'inflation de 23 % !).

Quant au FRANC FRANÇAIS, il a subi un léger accès de faiblesse en cours de semaine au lendemain de l'annonce d'une hausse des prix de 1,9 % en janvier, mais s'est franchement repris en fin de semaine après le relèvement des taux à l'étranger. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.

C'est également le cas du DEUTSCHEMARK : la hausse des prix a été très forte en janvier en République fédérale d'Allemagne, et les taux sont logiquement très bas.

Quant aux Etats-Unis, du moins pour l'instant.

Ce n'est pas le cas, en revanche, pour la Grande-Bretagne, où des taux à 16 % et le pétrole de la mer du Nord font monter vigou-

reusement la livre en dépit d'une inflation à 20 %. Même raisonnablement pour l'Italie, où la livre est très forte avec des taux de 20 % (et un taux d'inflation de 23 % !).

Quant au FRANC FRANÇAIS, il a subi un léger accès de faiblesse en cours de semaine au lendemain de l'annonce d'une hausse des prix de 1,9 % en janvier, mais s'est franchement repris en fin de semaine après le relèvement des taux à l'étranger. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.

C'est également le cas du DEUTSCHEMARK : la hausse des prix a été très forte en janvier en République fédérale d'Allemagne, et les taux sont logiquement très bas.

Quant aux Etats-Unis, du moins pour l'instant.

Ce n'est pas le cas, en revanche, pour la Grande-Bretagne, où des taux à 16 % et le pétrole de la mer du Nord font monter vigou-

reusement la livre en dépit d'une inflation à 20 %. Même raisonnablement pour l'Italie, où la livre est très forte avec des taux de 20 % (et un taux d'inflation de 23 % !).

Quant au FRANC FRANÇAIS, il a subi un léger accès de faiblesse en cours de semaine au lendemain de l'annonce d'une hausse des prix de 1,9 % en janvier, mais s'est franchement repris en fin de semaine après le relèvement des taux à l'étranger. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.

C'est également le cas du DEUTSCHEMARK : la hausse des prix a été très forte en janvier en République fédérale d'Allemagne, et les taux sont logiquement très bas.

Quant aux Etats-Unis, du moins pour l'instant.

Ce n'est pas le cas, en revanche, pour la Grande-Bretagne, où des taux à 16 % et le pétrole de la mer du Nord font monter vigou-

reusement la livre en dépit d'une inflation à 20 %. Même raisonnablement pour l'Italie, où la livre est très forte avec des taux de 20 % (et un taux d'inflation de 23 % !).

Quant au FRANC FRANÇAIS, il a subi un léger accès de faiblesse en cours de semaine au lendemain de l'annonce d'une hausse des prix de 1,9 % en janvier, mais s'est franchement repris en fin de semaine après le relèvement des taux à l'étranger. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.

C'est également le cas du DEUTSCHEMARK : la hausse des prix a été très forte en janvier en République fédérale d'Allemagne, et les taux sont logiquement très bas.

Quant aux Etats-Unis, du moins pour l'instant.

Ce n'est pas le cas, en revanche, pour la Grande-Bretagne, où des taux à 16 % et le pétrole de la mer du Nord font monter vigou-

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

## La hausse du dollar et de la livre s'accélère Bonne tenue du franc français et baisse du franc suisse

Sur des marchés des changes fonctionnant désormais au signe unique du taux d'intérêt, des mouvements de balance tout à fait significatifs ont été enregistrés au profit d'un DOLLAR et d'un LIVRE. En pleine ascension, tandis que le FRANC SUISSE fléchissait sensiblement et que le FRANC FRANÇAIS se redressait très vivement après une légère baisse de régime. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.

C'est également le cas du DEUTSCHEMARK : la hausse des prix a été très forte en janvier en République fédérale d'Allemagne, et les taux sont logiquement très bas.

Quant aux Etats-Unis, du moins pour l'instant.

Ce n'est pas le cas, en revanche, pour la Grande-Bretagne, où des taux à 16 % et le pétrole de la mer du Nord font monter vigou-

reusement la livre en dépit d'une inflation à 20 %. Même raisonnablement pour l'Italie, où la livre est très forte avec des taux de 20 % (et un taux d'inflation de 23 % !).

Quant au FRANC FRANÇAIS, il a subi un léger accès de faiblesse en cours de semaine au lendemain de l'annonce d'une hausse des prix de 1,9 % en janvier, mais s'est franchement repris en fin de semaine après le relèvement des taux à l'étranger. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.

C'est également le cas du DEUTSCHEMARK : la hausse des prix a été très forte en janvier en République fédérale d'Allemagne, et les taux sont logiquement très bas.

Quant aux Etats-Unis, du moins pour l'instant.

Ce n'est pas le cas, en revanche, pour la Grande-Bretagne, où des taux à 16 % et le pétrole de la mer du Nord font monter vigou-

reusement la livre en dépit d'une inflation à 20 %. Même raisonnablement pour l'Italie, où la livre est très forte avec des taux de 20 % (et un taux d'inflation de 23 % !).

Quant au FRANC FRANÇAIS, il a subi un léger accès de faiblesse en cours de semaine au lendemain de l'annonce d'une hausse des prix de 1,9 % en janvier, mais s'est franchement repris en fin de semaine après le relèvement des taux à l'étranger. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.

C'est également le cas du DEUTSCHEMARK : la hausse des prix a été très forte en janvier en République fédérale d'Allemagne, et les taux sont logiquement très bas.

Quant aux Etats-Unis, du moins pour l'instant.

Ce n'est pas le cas, en revanche, pour la Grande-Bretagne, où des taux à 16 % et le pétrole de la mer du Nord font monter vigou-

reusement la livre en dépit d'une inflation à 20 %. Même raisonnablement pour l'Italie, où la livre est très forte avec des taux de 20 % (et un taux d'inflation de 23 % !).

Quant au FRANC FRANÇAIS, il a subi un léger accès de faiblesse en cours de semaine au lendemain de l'annonce d'une hausse des prix de 1,9 % en janvier, mais s'est franchement repris en fin de semaine après le relèvement des taux à l'étranger. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.

C'est également le cas du DEUTSCHEMARK : la hausse des prix a été très forte en janvier en République fédérale d'Allemagne, et les taux sont logiquement très bas.

Quant aux Etats-Unis, du moins pour l'instant.

Ce n'est pas le cas, en revanche, pour la Grande-Bretagne, où des taux à 16 % et le pétrole de la mer du Nord font monter vigou-

reusement la livre en dépit d'une inflation à 20 %. Même raisonnablement pour l'Italie, où la livre est très forte avec des taux de 20 % (et un taux d'inflation de 23 % !).

Quant au FRANC FRANÇAIS, il a subi un léger accès de faiblesse en cours de semaine au lendemain de l'annonce d'une hausse des prix de 1,9 % en janvier, mais s'est franchement repris en fin de semaine après le relèvement des taux à l'étranger. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.

C'est également le cas du DEUTSCHEMARK : la hausse des prix a été très forte en janvier en République fédérale d'Allemagne, et les taux sont logiquement très bas.

Quant aux Etats-Unis, du moins pour l'instant.

Ce n'est pas le cas, en revanche, pour la Grande-Bretagne, où des taux à 16 % et le pétrole de la mer du Nord font monter vigou-

reusement la livre en dépit d'une inflation à 20 %. Même raisonnablement pour l'Italie, où la livre est très forte avec des taux de 20 % (et un taux d'inflation de 23 % !).

Quant au FRANC FRANÇAIS, il a subi un léger accès de faiblesse en cours de semaine au lendemain de l'annonce d'une hausse des prix de 1,9 % en janvier, mais s'est franchement repris en fin de semaine après le relèvement des taux à l'étranger. Quant à l'or, c'est actuellement la stabilité.

La hausse du dollar sensible tout au long de la semaine, s'est accélérée à la veille du week-end. Son cours, à Francfort, a débordé largement 1,70 DM, à Francfort, à franchir 1,70 DM pour la première fois depuis 1979, à Paris, a retrouvé ses niveaux de novembre 1978, à 4,18 F, tandis qu'il débordait 50 cents à Tokyo. Les autres monnaies ne présentent, pour l'instant, que peu d'attraits.

C'est le cas du FRANC SUISSE : l'inflation s'est aussi en Helvétie (3,5 %) et, surtout, les taux y restent très bas malgré le relèvement (voir ci-dessus). Donc, le FRANC SUISSE baisse partout, à Paris comme ailleurs, et il est probable qu'un nouveau relèvement des taux sera indispensable pour renverser la tendance.



# LA REVUE DES VALEURS

## BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 25 AU 29 FEVRIER

### REPLI DANS LA SÉRÉNITÉ

Le mouvement de baisse des actions françaises amorcé à la veille du week-end dernier s'est poursuivi et même accéléré cette semaine à la Bourse de Paris. Les différents indices mesurant l'évolution des cours ont en effet reculé de 2 % en moyenne.

La période sous revue s'annonçait pourtant assez bien puisqu'à la chute de plus de 1 % observée vendredi succédait lundi un repli limité à 0,50 % seulement. Mais le repli fut de courte durée. Mardi, à l'issue d'une séance un peu plus active que la précédente, l'indicateur instantané de la Chambre syndicale perdit 1,4 %, aucun compartiment ne parvenant à tirer son épingle du jeu. Il fallut attendre la séance suivante pour enregistrer un premier redressement, les secteurs du pétrole et de la distribution prenant la tête d'un mouvement qui laissa néanmoins dans l'ombre tout le compartiment des banques et établissements financiers. Les actions des sociétés de crédit furent les plus touchées par une série de ventes liées au dorcissement de l'encadrement annoncé la veille par les autorités françaises. Pour la première fois, l'escalade internationale des taux d'intérêt, et de l'inflation, eut ainsi une conséquence directe à la Bourse.

Jeudi, une fausse alerte à la bombe, provoquant l'évacuation temporaire du personnel boursier, écourtée la séance d'une demi-heure. Mais quatre-vingt-dix minutes suffirent aux commis d'agents de change pour exécuter des ordres dont le nombre s'avéra finalement assez modéré. Les cours reculèrent pourtant d'environ 0,7 %, mais l'origine de ce repli se trouvait beaucoup plus dans l'affaiblissement de la demande que dans une multiplication des ventes. De fait, à la veille de ce week-end, l'offre se réduisant encore un peu, l'indicateur termina la séance en progrès marginal.

Le bilan de la semaine est négatif. Depuis le début du nouveau mois boursier (le 22 février) les cours ont cédé 3,25 %. Certes, il reste près de trois semaines pour permettre un rétablissement avant la prochaine liquidation. Mais ceci n'explique pas l'incroyable sérénité qui règne autour de la corbeille. Les professionnels de la Bourse sont réputés gens de sang-froid. Il faut effectivement en posséder une importante dose pour ne pas s'affoler à l'annonce de nos prévisions publiées cette semaine par l'INSEE. Citons les trois principales : « Cent mille demandeurs d'emploi supplémentaires au cours du premier semestre, un déficit commercial de 15 milliards de francs fin juin, un rythme annuel de hausse des prix de 12 % ».

La publication de cette sombre perspective ayant été simultanée avec l'annonce d'une hausse des prix (sans précédent depuis vingt ans) de 1,9 % pour le seul mois de janvier, il est permis de s'interroger sur l'inébranlable optimisme de la corbeille. Poser la question à des professionnels attire invariablement la même réponse : « Tout ne va pas pour le mieux, c'est vrai. Mais les profits des entreprises ne sont pas touchés, les obligations s'écroulent et, surtout, il est clair que les autorités empêcheront toute chute importante des actions. » C'est ici précisément où le bât blesse. Cette idée étant largement répandue au palais Brongniart, il est probable qu'elle gagnera, si ce n'est déjà fait, d'autres couches d'épargnants. Le danger existe de voir des ménages apporter leurs économies à la Bourse, certains de les accroître, alors que rien, absolument rien, ne les garantit. Justifier le refus d'une indexation des taux de rémunération des « livrets d'épargne A » par un rappel de la priorité gouvernementale donnée à l'épargne longue peut être dangereux. Le premier ministre, qui l'a fait à l'Assemblée nationale jeudi dernier, s'est-il rendu compte qu'il orientait ainsi des personnes peu averties des arcanes boursiers, vers des placements qui ne sont pas toujours réservés aux « pères de famille » ? Dès le lendemain de son discours, des gérants de portefeuilles recevaient, en tout cas, la visite d'épargnants déçus.

Il est vrai, et les professionnels ont raison d'y insister, que depuis le vote de la fameuse loi Monory la Bourse monte, alors que les raisons de baisse ne manquent pas. Mais que se passera-t-il si, sur incitation de l'Etat, des épargnants novices se retrouvent un jour « piégés » dans une longue et profonde chute des cours et assistent à l'effondrement de leur patrimoine ? Trop de vendeurs de produits financiers ont déjà la fâcheuse tendance de présenter tel ministre comme un super-gestionnaire de portefeuilles boursiers. La Bourse, on ne le répètera jamais assez, c'est le risque.

PATRICE CLAUDE.

### Mines d'or, diamants

Les cmptes provisoires du groupe Union Corporation pour 1979 font ressortir un bénéfice

	29 fév.	Diff.
Anglo American	382	+ 12
De Beers	1.490	+ 15
Butte	1.490	+ 15
De Beers	1.490	+ 15
Pr. des diamants	27.20	+ 12,50
Pétroles B.P.	113	+ 3
Katanga	297	+ 12
Scorpa	198	+ 7
Union Corporation	271	+ 3
Petrofin	815	+ 9
Royal Dutch	355	inch.

consolidé de 136 cents sud-africains par action contre 102 cents. Le dividende intermédiaire est porté de 15 à 19 cents.

### Pétroles

Le groupe Elf-Aquitaine a revendu à une firme américaine sa raffinerie de Vern-sur-Seiche (Ille-et-Vilaine) d'une capacité de 1,2 million de tonnes devenue inadaptée. L'unité sera démontée et réinstallée aux Etats-Unis dans l'Alabama.

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	25 fév.	26 fév.	27 fév.	28 fév.	29 fév.
Termes	141 128 722	176 318 039	166 778 014	159 184 171	138 808 826
Compt.	240 778 881	178 640 027	134 829 534	167 095 344	265 985 653
R. et obl.	121 836 233	85 961 275	82 994 829	137 875 437	83 653 522
Total	503 743 840	442 919 341	384 602 377	454 154 592	508 447 801

### INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1979)

France	109,5	107,9	108,6	107,7	— (1)
Etrang.	109,9	109	109,7	109,1	—

### COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1979)

Tendance	107,5	106,0	106,4	105,6	105,6
----------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 100, 28 décembre 1961)

Ind. gén.	113,1	111,1	111,7	111	111,3
-----------	-------	-------	-------	-----	-------

(1) Indices non communiqués.

## Bourses étrangères

### NEW-YORK

Nouvelle baisse modérée

Troisième semaine consécutive de baisse à Wall Street : en cinq séances l'indice Dow Jones a cédé 5,83 points à 283,13. L'activité a été plus importante que la semaine précédente, 204,71 millions d'actions ayant changé de mains, contre 183,55 millions.

La hausse des taux d'intérêt (voir page précédente) est bien entendue restée la principale préoccupation autour du Big Board. Tout au long de la semaine, les investisseurs ont attendu l'annonce de nouvelles mesures pour combattre l'inflation. Les rumeurs les plus folles (gel des salaires et des prix, etc.) ont circulé, chaque fois démenties par la Maison Blanche.

Une série de statistiques économiques décevantes, portant sur le mois de janvier, ont venus conforter les pessimistes : baisse de 0,7 % de

la productivité, déficit commercial de 4,8 milliards de dollars (contre 4,1 milliards en décembre), recul de 0,7 % de l'indice des principaux indicateurs, ce qui laisse prévoir à nouveau un début de récession dans le pays.

### LONDRES

Bien orienté

Initialement hésitant en raison des incertitudes économiques et de la hausse des taux d'intérêt, le Stock Exchange s'est, par la suite, redressé. Les pétroles ont pris la tête du mouvement de hausse, bientôt suivis par la majorité des valeurs industrielles.

La publication de bons résultats financiers par le groupe I.C.I. a valu à l'action une hausse contenue. En revanche, les banques et les compagnies d'assurances ont été très irrégulières. En liaison avec les cours du métal, les mines d'or ont été à peine résistantes.

Indice « Financial Times » du 29 février : industrielles 467,1 contre 454,2 ; fonds d'Etat 646,9 contre 653,7 ; mines d'or 577,9 contre 584,4.

Cours 29 fév. 29 fév.

Bowater	175	182
Brit. Petroleum	392	390
Charter	173	178
Conoco	173	173
De Beers	117 1/2	117 1/2
Free State Geduld	61 1/2	61 1/2
Gr. Unif. Stores	388	388
Imp. Chemical	382	382
Shell	382	382
Victoria	176	176
War Loan	32 1/8	32 1/8
U.S. Steel	23 1/4	23 1/4
Westinghouse	23	23 1/4
Xerox Corp	62	62 7/8

(\*) En dollars.

### TOKYO

Intense activité

La tendance des cours est restée très irrégulière cette semaine au Kabuto-cho, mais une intense activité a régné. En cinq séances, 3 308 millions de titres ont en effet été échangés, contre 2 853 millions la semaine précédente.

Les taux d'intérêt et leur cours sont bien entendus à l'origine de l'irrésolution des opérateurs. Le marché est si nerveux qu'une rumeur annonçant un coup d'Etat en Arabie Saoudite a provoqué, jeudi, une forte baisse, avant qu'un démenti ne permette de corriger ces écarts.

Indice Nikkei Dow Jones du 29 février : 6 784,08 (contre 6 783,22). Indice général : 467,73 (contre 468,08).

Cours 29 fév. 29 fév.

A.G.S.	38	37,90
B.S.F.	157	157,20
Bayer	125,50	123,80
Commerzbank	186	178
Hoechst	125,50	128,60
Mannesmann	136,50	139
Siemens	271	279
Volkswagen	189,30	195

### Produits chimiques

Le groupe Imperial Chemical Industries (I.C.I.), première firme industrielle du Royaume-Uni, a réalisé en 1979 un bénéfice net attribuable de 456 millions de li-

res contre 321 millions en 1978 (174,7 pence par action contre 138,6 pence). Le dividende final ayant été fixé à 11 pence, les actionnaires auront reçu 28,26 pence pour l'exercice 1979, contre 27,56 pence pour 1978.

### Valeurs diverses

	29 fév.	Diff.
A.G.S.	393	- 7
L'Air Liquide	500	- 10
Arjomari	168,50	- 5,50
Bic	810	- 15
Cib. Méditerranée	340	- 11,50
Essilor	810	- 5
Europe 1	1 810	- 4
Gie Ind. Port.	155	- 5
Hachette	252,50	+ 3,50
J. Bord. Int.	124	- 4
L'Oréal	684	- 27
Navigation Mitr.	203	- 2
Nord Est	38,30	- 1,40
Presse de la Cité	283	- 12
P.U.R.	107	- 4,50
Sil-Globel P.-A.-M.	128,10	- 14,00
Skis Rosignol	550	- 50
U.T.A.	145,20	- 3,30

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours	Cours
	22 2	29 2

De fin (cité en francs, 149500 à 149500)

Pièce française (20 fr.) 39 1

Pièce française (10 fr.) 39 1

Pièce russe (20 fr.) 530 10

Pièce russe (10 fr.) 530 10

Pièce suisse (20 fr.) 495 50

Pièce suisse (10 fr.) 495 50

Pièce suisse (5 fr.) 495 50

Pièce suisse (2 fr.) 495 50

Pièce suisse (1 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,50 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,25 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,10 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,05 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,02 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,01 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,005 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,002 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,001 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,0005 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,0002 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,0001 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,00005 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,00002 fr.) 495 50

Pièce suisse (0,00001 fr.) 495 50







Espagne : machos pas morts ! PAGE VI

L'école de Francfort ou la philosophie de l'exil PAGE XVI

Émile Lesueur, quatre-vingt-seize ans, la joie par le rugby PAGE XVIII

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 10915 ; NE PEUT ÊTRE VENDU SEPARÉMENT

DIMANCHE 2 MARS 1980

# Le Monde

## DIMANCHE

### L'État-Giscard

Les hommes du président sont partout.  
Le libéralisme avancé devient le népotisme éclairé.

YVES AGNÈS

**M**ONSIEUR Lesau, quand on dit des choses de ce genre, on ne se contente pas de propos vagues, on doit dire des choses précises. J'ai suivi ce matin la délibération du conseil des ministres ; on a nommé un grand nombre de personnes civiles et militaires, préfets, membres du Conseil d'État, etc. Je n'ai aperçu aucune préoccupation partisane. Donc, si vous avez, vous, d'autres informations, je serais heureux que vous en fassiez état, et je vous répondrais volontiers. Ivan Lesau, journaliste d'Europe 1, reprend la parole et précise, prudent : « L'un de vos alliés (de la majorité), le plus important, a le sentiment qu'il y a effectivement des mutations dans l'administration qui correspondent peut-être au désir d'un « État U.D.F. ». M. Valéry Giscard d'Estaing devient éloquent : « Écoutez, il est intéressant que vous disiez des choses précises ! Dès lors que vous ne le faites pas, je ne peux pas le faire à votre place ! ».

Nous sommes le 14 juin 1978, au cours d'une conférence de presse du président de la République. M. Jacques Chirac a quitté l'hôtel Matignon depuis bientôt deux ans (août 1976) et les gaullistes commencent à ressentir durement les effets de la brouille. Les élections législatives ont renforcé les partis « giscardiens » qui composent l'Union pour la démocratie française (U.D.F.) et consacré la défaite de la gauche. Le président, à la coudée de plus en plus franches. Il peut poursuivre une opération commencée depuis quatre ans, dès son élection à la magistrature suprême : la maîtrise sur l'ensemble, non seulement de l'État, mais de la société.

Oh ! Tout n'est pas achevé en ce début d'année 1980, à un peu plus d'un an de l'élection présidentielle. Mais le bilan est déjà impressionnant. De la belle ouvrage. Faite en douceur, puis-que aussi bien M. Valéry Giscard d'Estaing peut, avec aplomb, affirmer devant la France entière qu'il n'y a aucune préoccupation partisane dans les nominations, sans être aussitôt contredit. Alors que dans les partis politiques, la haute administration, les salles de rédaction, beaucoup savent qu'il en va tout autrement.

#### Confusion

Certes, le phénomène d'appropriation des principaux rouages de fonctionnement d'une société n'est ni propre à la France ni nouveau. La troisième République a eu ses préfets radicaux et la quatrième ses hauts fonctionnaires socialistes. En le cadre légal de cette entreprise existe depuis plus de vingt ans. Un décret du général de Gaulle du 21 mars 1959 précisait en effet la liste des « emplois » supérieurs laissés à la décision du gouvernement en ce qui concerne tant

la nomination que la cessation de fonctions : commissaires généraux, directeurs d'administration centrale, chefs titulaires de missions diplomatiques, préfets et recteurs notamment. La confusion entre service de l'État et service du pouvoir en place ne date pas d'hier et les gaullistes en ont usé et abusé, pour ne pas remonter aux « distributions » du temps de la S.F.I.O. et du M.R.P. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, en septembre 1972, dénonçait « le scandale permanent de l'État-U.D.F. » et M. Michel Poniatowski, en mai de la même année, conseillait après quelques scandales de « purger certaines allées politiques des copains et des coquins ».

Les formules étaient belles. On pouvait espérer en 1974, après les multiples déclarations d'ouverture et les appels à la décentralisation du président, qu'on ne retomberait pas dans les mêmes errements. Mais n'est-ce pas pire ? Pire parce que désormais, dans ce quadrillage, aucun secteur n'échappe à la vigilance de M. Valéry Giscard d'Estaing lui-même, alors que sous de Gaulle, seules les grandes affaires « remontaient » jusqu'au président. M. Giscard d'Estaing s'occupe de tout, intervient personnellement dans les nominations, place ses amis et ses fidèles un peu partout.

#### Systematique

Le président demandait des précisions ? Nous en apportons aujourd'hui. Une liste qui est loin d'être exhaustive, mais qui montre que la toile d'araignée giscardienne dépasse et de très loin les quelques postes-clés de l'État. La nomination de giscardiens est une entreprise systématique. Elle ne concerne pas seulement les ministères les plus « politiques » (affaires étrangères, défense, intérieur), mais l'ensemble de l'admini-

stration centrale (directeurs, sous-directeurs...), les préfets et les recteurs d'académie ; les organismes publics et para-publics

### dialectiques

REVUE TRIMESTRIELLE

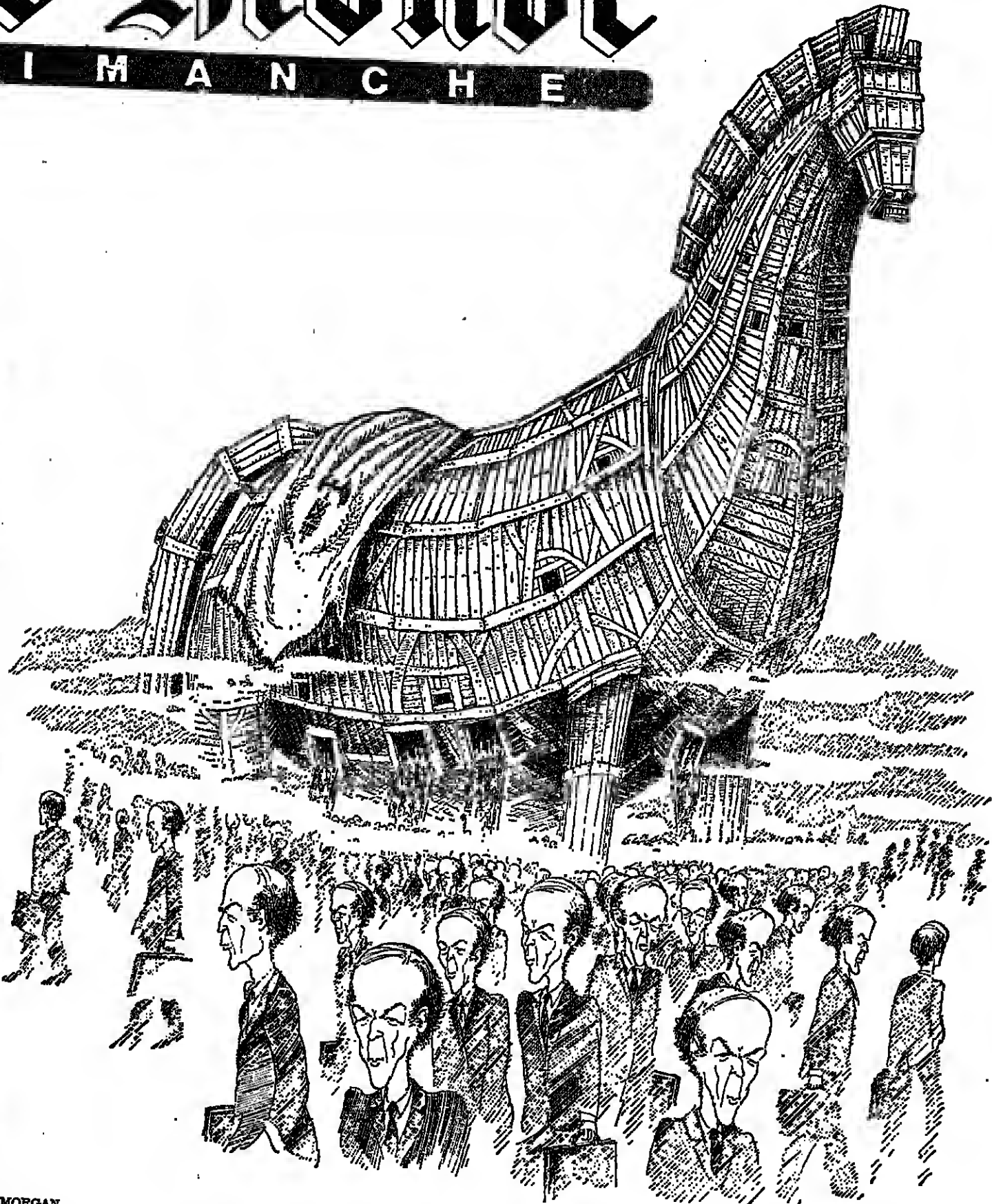
informatique  
nou

télématique,  
guerre des communications,  
ordinateurs à musique,  
restructuration  
électronique...

scénarios pour  
aujourd'hui,  
à lire pour bien commencer  
les années 80



N° 29 : 30 F 77 bis rue Legendre, 75017 Paris. Tél. : 229-41-22.



MORGAN.

comme la DATAR, la Caisse des dépôts et consignations, les délégations... le secteur bancaire, les assurances et certaines grandes sociétés : le secteur de l'information, en particulier les chaînes de télévision et les stations de radio, publiques et « privées ».

Les critères retenus sont suffisamment stricts pour qu'apparaissent avec évidence les liens ou la filiation. Ce sont l'activité politique elle-même, l'appartenance à un cabinet typiquement « giscardien », ou les liens personnels ou de travail avec le président ou un de ses proches. C'est dire que ces dizaines de noms ne représentent que la pointe d'un iceberg profondément immergé. Les opportunistes, les « caméléons », les « ralliés » sont légion. Leur nombre ne peut qu'augmenter avec un régime de plus en plus présidentiel, voire monarchique, qui impose le « fait du prince » jusque dans les rouages inférieurs de la machine administrative. Comme, en outre, M. Giscard d'Estaing pardonne difficilement un manquement à son égard, il se crée dans la fonction publique une atmosphère de crainte dont la contrepartie est le conformisme grandissant des fonctionnaires.

C'est pire aussi, parce que, d'une manière désormais systématique, on nomme aux postes

de responsabilité administrative ou dans le secteur para-public des hommes directement issus des cabinets ministériels. Il y a un incessant va-et-vient entre les cabinets et l'appareil d'État. Personne ne s'en formalise, hormis les hauts fonctionnaires évincés qui grincent des dents en regagnant qu'il le Conseil d'État, qui la Cour des comptes, ou sont affectés, quand ils le sont, dans des postes de moindre importance. Mais la généralisation de cette pratique conduit inévitablement à une politisation accrue. Même si l'on peut admettre qu'un gouvernement préfère travailler avec les hauts fonctionnaires qui lui sont proches plutôt qu'avec des opposants... On comprend aussi que le président et le gouvernement veillent à s'entourer d'hommes de qualité et qu'ils n'aient évidemment aucune raison de gêner par la suite leur carrière, mais de là à trop la favoriser ! C'est une question d'ampleur et de mesure dont la limite est à coup sûr dépassée.

#### Les recteurs

C'est pire enfin, parce que l'on a assisté à une politisation tout à fait contraire à la pratique antérieure dans certaines admi-

nistrations. L'exemple de l'éducation est le plus frappant. Les recteurs d'académie, sous la IV<sup>e</sup> République et même sous de Gaulle, n'étaient pas des « politiques ». Sous la présidence de Georges Pompidou, un gaulliste, M. Raymond Prieur (aujourd'hui encore membre du comité central du R.P.R.), avait été nommé recteur d'Amiens après avoir été directeur des enseignements élémentaires et secondaires de Paris.

Depuis l'accession de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence, une dizaine de recteurs engagés de son côté ont été nommés. Parmi eux, des candidats à des élections comme MM. Jean-Pierre Chaudet (Antilles-Guyane), Loïc Sparfel (Amiens), Jean-Claude Dischamps (Clermont - Ferrand), Pierre Magnin (Strasbourg), Daniel Laurent (Paris, secrétaire général de l'Institut de prospective politique créé par M. Pompidou), Claude Roche (Rouen)... Mais on retrouve aussi dans les « promus » des signataires de l'appel du Comité universitaire de soutien à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing : MM. Yves Durand (Aix-Marseille), Henri Le Gohéril (Besançon).

(Lire la suite page IV.)



مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ





CARLOS SALDI

VIES

## Un lycéen comme les autres

Alain est entré au lycée en seconde. Il y suit les cours, fait du sport et apprend les langues. Mais on lui refuse l'entrée du grand bain à la piscine. Il est aveugle de naissance.

PIERRE CHERRUAU

**S**AINTE-AUBIN-DU-MEDOC. Ici se termine la grande banlieue de Bordeaux, commence la forêt landaise. Les maisons d'un petit lotissement s'alignent une à une sous les arbres couverts de givre. Une mince silhouette se découpe dans l'embrasure d'une porte. Un peu raide, un peu gauche, comme si elle hésitait à s'enfoncer dans le froid très vif de ce matin-là. Il y a seize ans qu'Alain Valmalette tatonne ainsi — aveugle de naissance.

« On ne s'imaginerait pas qu'il y a des enfants aveugles, dit sa mère. On ne pense qu'au petit vieux ou au semi-clocharde qui joue de la musique au coin de la rue. »

Alain a fréquenté la maternelle ici ou là quand on voulait bien le prendre. Puis il a commencé ses études secondaires en milieu spécialisé. « Ce n'est pas possible de rester là-dedans quinze ou seize ans, dit-il, de ne vivre qu'avec des aveugles. On finit par y perdre le goût de vivre. » Et, comme seul l'Institut des jeunes aveugles de Paris va jusqu'au baccalauréat, il a décidé de s'inscrire au lycée de tout le monde.

Ce ne fut pas si simple. Si légalement rien ne s'opposait à son inscription, on semblait multiplier les obstacles. Le lycée le plus proche, Camille-Jullian à Bordeaux, avait pourtant été le premier en France à accueillir des handicapés, de jeunes sourdes. L'expérience avait été jugée bonne mais l'administration, déjà échaudée, craignait une surcharge de travail pour les enseignants.

Alain est finalement rentré en septembre dernier. Réservé au début, le proviseur, M. Guy Delaire, est aujourd'hui convaincu : « Personnellement, j'ai toujours été pour ce genre d'expérience. Les professeurs étaient tous volontaires. Maintenant ils sont heureusement surpris par la qualité de la réussite. La présence des handicapés est parfaitement acceptée par les élèves. Mieux encore, ils la souhaitent maintenant, comme s'ils prenaient conscience de la valeur d'une différence. Surtout, alors que les jeunes handicapés auditi-

étaient un peu accrochées à leur entourage, Alain veut être fermement indépendant ; à peine s'il consent à se faire aider par les copains. »

C'est qu'il a sa recette. D'abord, l'arrivée en seconde a été pour lui ce qu'il appelle l'« ouverture ». Il a vraiment découvert l'indépendance qu'il avait toujours souhaitée. « Avoir des amis, c'est essentiel, mais cela suppose quelques règles. Surtout ne pas les astreindre trop. Ne jamais les obliger à vous aider. »

« Ici, dit M. Delaire, Alain est un lycéen parmi deux mille cent trente-huit. Il n'a aucune influence et ne veut surtout pas en avoir. Mais dans sa classe son engagement est total. Il a été accepté tout de suite, a même été élu délégué. »

« Au départ, je ne voulais pas, explique Alain, mais j'avais la « super-cote ». J'ai été élu facilement : je m'occupe des tâches administratives, des petits problèmes. »

Ce matin-là, dans la voiture, Alain a peur d'arriver en retard. C'est qu'il met cinq bonnes minutes pour traverser le lycée et rejoindre sa classe. Non qu'il craigne une sanction :

« J'ai peut-être un statut différent mais je fais en sorte que ce soit en fait le même que pour les autres. »

Pendant la classe de géographie, il est assis au premier rang. Léger crépitements du poinçon sur la tablette. Alain note tout en braille : « J'aurais pu prendre une machine à transcrire. Mes copains m'ont dit que ça ne les dérangerait pas. Moi je suis certain que cela ferait trop de bruit. »

### Par défi

Il n'est pas le dernier à répondre aux questions ni à bavarder ni à s'amuser. Quand sonne la fin du cours il sort en tenant son voisin par le bras. On ne sait lequel guide l'autre. Alain refuse de porter des lunettes noires, elles le gênent, il « perçoit » moins bien. Un seul regret pour ce jour-là : le second cours est réservé à l'allemand. « Dommage que la « prof de gym » ne vienne pas le mercredi. Elle est extra celle-là. Elle comprend tout. » Il a même réussi à courir avec elle. Il a fait un des meilleurs temps de sa

classe aux soixante mètres. Pour qu'il ne soit pas désemparé — en plein air, il a moins d'aisance que dans une salle où il « sent » les murs, — elle court à ses côtés.

Quand nous sortons du lycée, Alain dépile sa canne télescopique. Il ne peut éviter un feu tricolore. Le choc est violent. Il refuse qu'on s'apitoie sur son sort. « Eh bien quoi, je me suis pris un feu et puis c'est tout. Je n'avais qu'à me servir correctement de ma canne. »

Il veut profiter de son mercredi pour aller faire des courses en ville dans un quartier qu'il connaît. Puis seul, comme par défi, Alain remonte la rue Sainte-Catherine, une rue piétonne, la plus passante de Bordeaux. La foule s'ouvre devant son lent tâtonnement.

Il manque de s'engager en plein sur le carrefour, devant le grand théâtre, où passent des milliers de voitures. Une jeune fille l'attrape par le bras puis l'emène à l'écart. Une dame âgée prend le relais. La voilà qui commence à lui raconter sa vie, à parler de ses rhumatismes, à lui demander ce qu'il pense des bordures de trottoir. « Qu'ils me racontent leur vie, passe encore, mais qu'ils me

fassent raconter la mienne, ça ne va plus du tout. Et les gens n'en reviennent pas quand ils constatent que je suis exactement où je suis. » En fait, Alain a « appris » plusieurs itinéraires, de chez lui au bus, du bus au lycée, et deux quartiers du centre-ville. Tout seul, il rejoint l'arrêt de bus. Sa bête noire, c'est le chauffeur : « C'est gênant d'être obligé de faire confiance à quelqu'un tout en sachant qu'on ne peut pas le faire totalement. Il arrive que le chauffeur m'oublie, ne me signale pas l'arrêt demandé. Alors je me dis que c'est un bon exercice de se trouver largué n'importe où dans Bordeaux. La seule chose : il ne faut jamais hésiter, dans ce cas-là, à demander aux gens, on peut aussi téléphoner d'un magasin. Les gens ont toujours la possibilité de refuser. En fait, ils ne l'ont jamais fait pour moi. »

Autre sujet d'indignation : les piscines de Bordeaux sont fermées aux aveugles, « ou alors on m'autorise à entrer mais à condition que je reste dans le petit bain. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse là-dedans ? »

Alain passe au consulat des Etats-Unis pour prendre de la documentation. Il se fera lire les prospectus : « C'est un peu

ma façon de voyager. J'ai toujours rêvé d'aller là-bas, surtout depuis qu'un de mes amis y a passé un an pour y apprendre à vivre seul. »

Ce qu'il aime par-dessus tout, ce sont les langues : l'anglais, l'allemand, le russe. Il a aussi choisi le portugais en option facultative. « Je voudrais faire de la traduction simultanée. Mais je ne sais pas s'ils voudront de moi, il paraît que c'est un milieu très fermé. » Une chose est certaine : jamais il ne sera standardiste ou musicien. Sa colère est presque palpable, quand il évoque ces métiers qui, à ses yeux, sentent le ghetto.

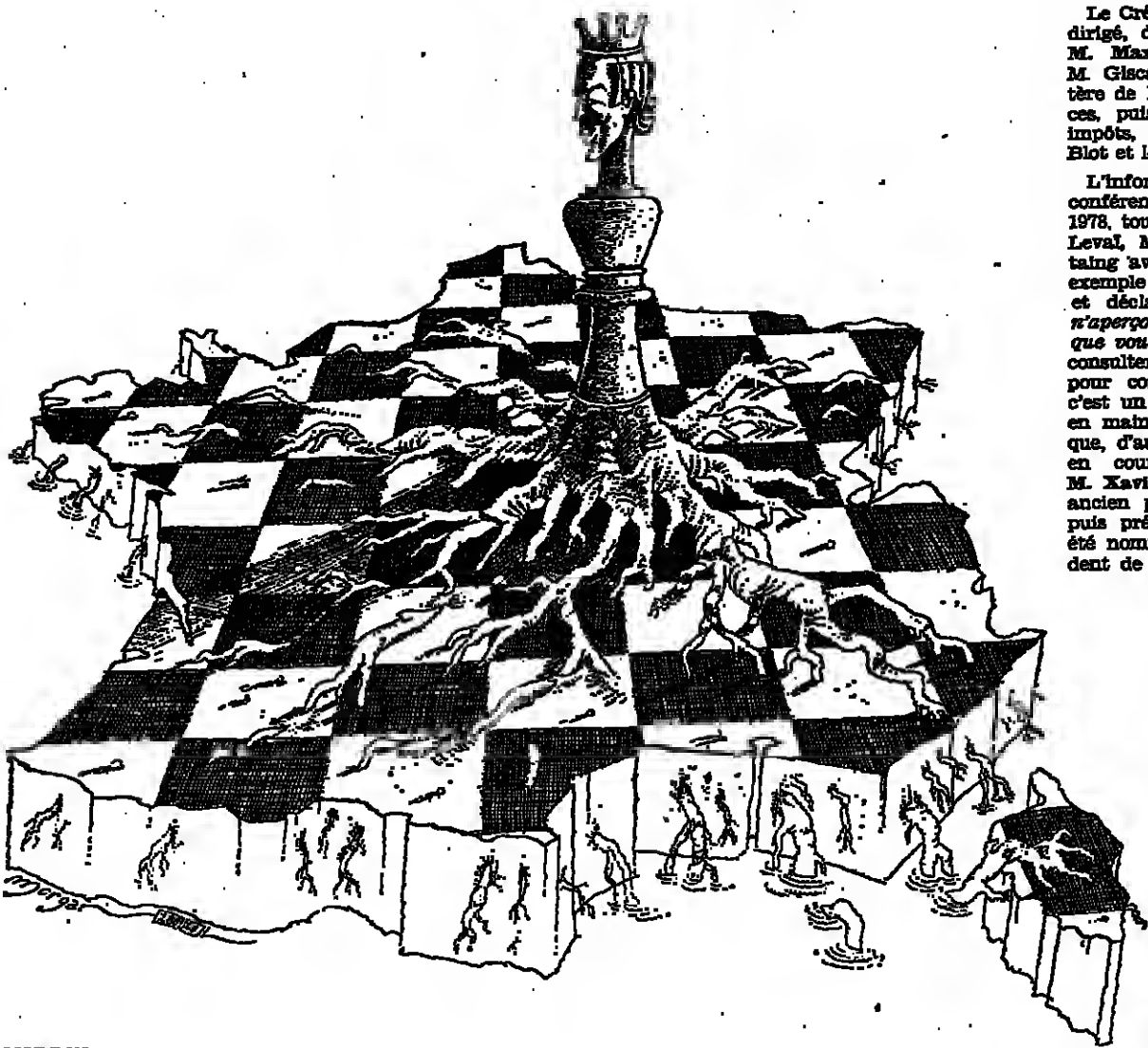
Son après-midi est studieux. Un petit bureau, avec quatre étagères à portée de la main. Des classeurs, des cahiers à spirales recouverts de l'alimentation impeccable de l'alphabet Braille. Du coin sombre où Alain travaille, l'obscurité gagne peu à peu toute la pièce au fur et à mesure que le temps passe. Et la machine à transcrire crépite toujours.

« C'est plus fort que moi, je n'arrive pas à le laisser tout seul dans le noir », dit sa mère, qui allume en passant. Tout l'après-midi, elle a transcrit les notes de son fils. Tous les jours, elle travaille ainsi pour lui. « Je n'hésite pas à me coucher à 2 heures du matin. Moi, je peux le faire. C'est l'avantage du système familial. Dans aucun établissement spécialisé il n'y a la structure qui permette cela. »



**Gauguin ne serait pas parti pour Tahiti s'il avait lu PILOTE chaque mois**  
**PILOTE le magazine de l'entracte 100 pages 10 F.**





MORGAN

## L'État-Giscard

YVES AGNÈS

(Suite de la page 1.)

Cette vague giscardienne est partie à l'assaut d'une forteresse administrative où le pouvoir avait été, jusqu'à présent, mené en jeu serré avec les syndicats et compter avec la contestation des jeunes. Malheur à ceux qui sont jugés trop proches de la gauche : M. Jean Doyon, directeur des écoles au ministère de l'Éducation, a été remplacé en novembre 1978 par un membre du cabinet du ministre. M. Claude Durand-Frémont, recteur de Nantes, considéré comme un « libéral de gauche », a été remercié en décembre 1978.

### Limogeage des gaullistes

Même pilonnage du côté des préfets. Entre l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence et janvier 1980, il y a eu cent soixante-quatre changements d'affectation dans le corps préfectoral : vingt-quatre pour la seule année 1978, preuve que le processus est continu et ne s'est pas limité à une « purge » en 1974, ou en 1978 après la rupture avec M. Jacques Chirac. Tous les préfets de région ont été changés depuis avril 1977, sauf celui d'Alsace. Ces mutations « politiques » ont été soulignées dans les colonnes du « Monde » dès le mois de juin 1974 (le Monde du 14 juin 1974) et à plusieurs reprises depuis.

Les « limogeages » d'anciens gaullistes — il n'y aurait plus que onze préfets proches du R.P.R. — se sont accompagnés d'une promotion des proches du président et de ses ministres. Témoignons MM. Philippe Samay, préfet de la Sarthe, ancien chef de cabinet à l'Élysée, Charles-Noël Hardy, préfet du Lot-et-Garonne (ex-secrétaire général des clubs Perspectives et Réalités), Raymond-François Le Bris, préfet de l'Ain (ex-directeur du cabinet de M. Jean-Pierre Solson, aux Universités), Gérard Félion, préfet des Vosges (ancien député U.N.R.), puis directeur du cabinet de M. René Haby), Louis de Fautigny-Luchaire, préfet de l'Orne (cousin de Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing). En juin 1978, M. Lucien Lander, préfet du Pas-de-Calais mais responsable financier de la campagne de Valéry Giscard d'Estaing, était promu préfet de la région parisienne, poste confirmé en 1977 lors de la réorganisation de la région.

Dans l'administration centrale, comme dans la préfectorale, l'opération a été déclenchée au lendemain de l'élection présiden-

tielle de 1974 et a été poursuivie depuis sans relâche. Les exemples abondent et l'on trouve plusieurs dizaines de noms — pour les seuls directeurs généraux ou directeurs — en appliquant les stricts critères définis plus haut.

En avril 1978, par exemple, M. Pierre Richard, conseiller technique à l'Élysée remplaçant à la direction générale des collectivités locales, du ministère de l'Intérieur, M. Marcel Blanc (considéré comme gaulliste), tandis que M. Robert Faudrand, ex-directeur adjoint du cabinet de M. Poniatsowski, accédait aux fonctions de directeur général de l'administration. Deux postes-clés, à trois ans de l'élection présidentielle. Le directeur des affaires politiques du ministère des affaires étrangères est, depuis août 1973, M. Gabriel Robin, ex-conseiller à l'Élysée, et le directeur des affaires économiques et financières, M. Jean-Claude Faye, venait du cabinet de M. Raymond Barre (mai 1979).

Le ministère de la défense bénéficie traditionnellement d'un droit régulier du président de la République sur les nominations. Le général Guy Méry, chef d'état-major des armées, est un ami personnel du président dont il a été le chef d'état-major particulier. Le général Roger Rhenner, secrétaire général de la défense nationale, considéré comme giscardien, a succédé à un gaulliste, le général Jean Simon, grand chancelier de l'Ordre de la Libération.

### Quadrillage

À l'éducation, le nouveau directeur des écoles est M. René Conanas (novembre 1978), ancien membre de cabinet de M. Christian Beullac, le directeur des personnels enseignants des lycées était jusqu'au 20 février M. Pierre Vandewoerde (juillet 1978), venu des cabinets de Joseph Fontanet et de M. René Haby ; il vient d'être nommé directeur du livre. À l'industrie, encore des hommes des cabinets — MM. François de Wincocq, directeur général de l'énergie et des matières premières, Jean-Pierre Capron, directeur des carburants — ainsi que M. Jean-Pierre Serviere, directeur général de l'industrie, obéissant par M. Valéry Giscard d'Estaing.

L'agriculture ne fait pas exception à la règle, avec en particulier MM. Bernard Aubergier, directeur de la production et des échanges, Claude Kornblum, directeur des industries agricoles et alimentaires. À la culture, M. Jacques Charpentier, nouveau

directeur de la musique (janvier 1979), a remplacé M. Jean Mahu, ancien collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée, sur intervention de Mme Isabelle de Lasteyrie du Saillant, sœur du président et « officieuse » au cabinet du ministre. M. Jean-Philippe Leat, M. Jean-Louis Langlais, directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, vient du cabinet de M. Barre. M. Alain Seretey, directeur du tourisme, est un ancien gaulliste « rallié », devenu en juillet 1976 secrétaire national des républicains indépendants.

Au ministère des universités, M. Jacques Béguin, directeur des enseignements supérieurs (janvier 1979), a été signataire de l'appel universitaire pour soutenir la candidature de M. Giscard d'Estaing, en 1974, et est alors entré au cabinet de M. Solson. Aux transports, M. Jean Costet, directeur général des transports intérieurs, vient du cabinet de M. Jean-Pierre Fourcade et M. Philippe Brungart, directeur de la flotte de commerce, vient de Matignon. Aux postes et télécommunications, M. Gérard Théry, directeur général des télécommunications, a été désigné par le président, dont il est proche.

Le « quadrillage » concerne d'autre part les nombreux organismes qui dépendent de l'État, dans les secteurs les plus variés. Nous n'en citerons que quelques-uns, mais la liste est longue. Au Centre français du commerce extérieur, M. Guy Caron de la Carrière était conseiller de M. Giscard d'Estaing au ministère de l'économie et des finances. L'Institut national de la consommation a à sa tête M. Pierre Fauchon, ancien secrétaire général du Centre démocratique et conseiller général du Lot-et-Garonne. Le délégué à la qualité de la vie est M. Jean-Claude Collin, ancien vice-président du parti radical et président du Carrefour social-démocrate (il a remplacé M. Jean-François Saglio, qui était au cabinet de Georges Pompidou à l'Élysée). Le musée du dix-neuvième siècle a été confié à M. Jean-Philippe Lachenaud, maire de Fontenay, délégué de l'U.D.F. dans le Val-d'Oise. Et l'Office franco-québécois pour la jeunesse à M. Dominique Bassereau, ancien secrétaire général du mouvement des Jeunes giscardiens, à l'époque « Génération sociale et libérale ».

Deux secteurs para-publics, dont l'importance saute aux yeux, ont été l'objet d'une attention toute particulière : les banques et l'information. Deux grandes banques nationales sont aujourd'hui dirigées par d'anciens collaborateurs directs de Valéry Giscard d'Estaing : MM. Claude Pierre-Brossollette au Crédit lyonnais, Jacques Calvet à la B.N.P. On suivra avec attention la succession de M. Maurice Léautaud à la tête de la Société générale depuis 1973. Le directeur général de la Banque française du commerce extérieur est M. François Giscard d'Estaing, cousin germain du président.

Le Crédit foncier de France est dirigé, depuis octobre 1978, par M. Max Laran, conseiller de M. Giscard d'Estaing au ministère de l'économie et des finances, puis directeur général des impôts, après le faillite Roger Blot et le gaulliste Roger Goetze.

L'information. Lors de la conférence de presse du 14 juin 1978, toujours en réponse à Ivan Leval, M. Valéry Giscard d'Estaing avait pris précisément cet exemple pour dissiper les doutes et déclarer sans ironie : « Je n'aperçois pas les changements que vous indiquez ». Il suffit de consulter la liste des dirigeants pour constater qu'au contraire c'est un secteur où la « reprise en main » a été quasi totale et que, d'autre part, elle était déjà en cours avant 1978. Ainsi, M. Xavier Gonyou-Beauchamps, ancien porte-parole de l'Élysée, puis préfet de l'Ardèche, a-t-il été nommé, en juin 1978, président de la Société française de radiodiffusion, en remplacement du chiraquien Denis Baudouin ; par l'intermédiaire de la SOFIRAD, l'État contrôle en tout ou partie Europe 1 (35 %), Radio-Montecarlo (83 %) et Sud-Radio (49 %). Ainsi en a-t-il été aussi du directeur de R.M.C., M. Michel Bassi, ancien collaborateur de M. Giscard d'Estaing, animateur de l'Association pour la démocratie créée pour les élections de 1974, de l'administrateur délégué de R.T.I., M. Jacques Rigand, ancien collaborateur de M. François Poncet, ainsi que de la plupart des patrons des stations de radio, des présidents des trois chaînes de télévision, de la S.F.P. de la Régie française de publicité. Le secrétaire général du Haut-Conseil de l'audiovisuel est M. Gérard Montassier, propre gendre du président et délégué départemental de l'U.D.F. en Charente.

### Anti-R.P.R.

Mais, les changements récents de l'Agence France-Presse sont aussi exemplaires que les nominations dans l'audiovisuel. Le nouveau président-directeur général, M. Henri Pigeat, vient directement du Service d'information et de diffusion, organisme rattaché au premier ministre. Cet ancien élève de l'ENA a été désigné avec l'aval de l'Élysée et la complicité d'une partie des représentants de la presse au conseil d'administration de l'agence. Or l'A.F.P., qui a un statut autonome, est le principal « pourvoyeur » de nouvelles des organes de presse français, sans compter les nombreux clients étrangers. Le risque est grand — et des bavures » se sont déjà produites — d'une intervention politique sur le noyau central du système d'information.

La « giscardisation » de l'appareil d'État a été menée — compte tenu des rapports difficiles avec les gaullistes au sein de la majorité — avec subtilité, en s'appuyant sur l'entourage des ministres R.P.R. proches du président — en particulier MM. Alain Peyrefitte (Justice) et Yves Bourges (défense) — et grâce au « ralliement » de M. Jacques Chaban-Delmas, lors de son élection à la présidence de l'Assemblée nationale (3 avril 1978). M. Yves Canas a pu être alors le pont entre les « chabanistes » et les purs giscardiens. Le cas de M. Canas est lui-même exemplaire. Ancien membre du cabinet de M. Chaban-Delmas à Matignon, puis secrétaire général adjoint de l'Élysée, il a été désigné, en mai 1978, comme P.-D. G. de l'Agence Havas par le conseil d'administration de celle-ci, qui venait de « débarquer », sur pression de l'Élysée, M. Jean Méo, ancien collaborateur du général de Gaulle.

La « chasse aux sorcières » gaullistes s'est atténuée à cette époque, mais l'opération a été menée, dès lors, au détriment de la fraction dure du R.P.R. qui a continué de soutenir M. Jacques Chirac après son départ de l'hôtel Matignon et son fameux « appel de Cochin ». Significative encore est la nomination, en avril 1978, à la DATAR (Développement et l'aménagement du ter-

ritoire et à l'action régionale) de M. André Chadeau, organisateur de la campagne présidentielle de M. Chaban-Delmas, poste occupé auparavant par M. Jérôme Monod, gaulliste, puis son adjoint M. François Essig.

### Allégeance

On peut, dès lors, classer les phalanges du régime en six groupes :

● Les giscardiens de la première heure. Ce sont les anciens fidèles du président, de son parti (les républicains indépendants) et devenus le parti républicain et de ses lieutenants : MM. Michel Poniatsowski, Jean-Pierre Solson, Michel d'Ornano.

● Les centristes et radicaux. Après la victoire à l'élection présidentielle, la constitution et le développement de l'U.D.F., les centristes de M. Lecanuet et les radicaux valois n'ont cessé de donner des preuves de fidélité et de faire la vie dure au R.P.R. Ils en sont récompensés.

● Les « ralliés ». Dans les allées du pouvoir, les places sont chères. L'amitié politique, à gauche comme à droite, fait souvent peu de cas de la fidélité. Bien des hauts fonctionnaires ou conseillers ont su au bon moment « virer leur cuti ». Des occasions leur ont été fournies : en 1974, d'abord, lorsque M. Jacques Chirac s'est allié au candidat Giscard d'Estaing ; en 1978 ensuite, quand la situation s'est inversée en faveur de M. Jacques Chaban-Delmas. Les giscard-R.P.R., proches des ministres gaullistes encore au gouvernement, ou certains socialistes de cœur attirés par la société libérale font ainsi allégeance.

● Les technocrates « distingués ». L'actuel président a su faire émerger, dans le vivier des technocrates non marqués politiquement, un certain nombre de personnalités. Ce furent les « ministres-techniciens », parmi lesquels MM. Simone Veil et Alain Samier-Seltz, MM. René Haby, Jean-Pierre Fourcade, André Girard, etc. Techniciens, les ministres ne le restent pas longtemps. De la même manière, M. Valéry Giscard d'Estaing a puisé dans le vivier des hauts fonctionnaires, les « distingués » par une nomination et s'en faisant souvent des vasesaux. Ces néo-giscardiens, le moment venu, seront candidats à une élection municipale, cantonale ou législative.

● Les anciens des finances. On ne reste pas quinze ans à la tête d'un ministère sans laisser de profondes traces et s'attacher de multiples façons, le moment venu, seront candidats à une élection municipale, cantonale ou législative.

● La famille et les amis. Les membres de la famille Giscard d'Estaing ont vu leurs positions de renforcement. Mais l'organisation administrative des États-Unis avec leurs cinquante États — n'est pas comparable à la centralisation à la française, où une telle conception est bien plus redoutable. Il ne faut aucun doute que tel est pourtant bien l'objectif du président. Même si, comme à l'accoutumée, il se force de jeter de la poudre aux yeux. Dans sa réplique à Ivan Leval à la conférence de presse, du 14 juin 1978, il affirmait : « Je cherche pour chaque fonction, les meilleurs, et vous n'avez qu'à voir que, dans toutes les nominations qui ont eu lieu, au cours des dernières années, mon idée est que, partout, nous nommons les meilleurs. Je ne suis pas et les meilleurs ont en commun une préférence politique... ».

### Décalage

Tout cela est-il choquant ? La classe politique, en tout cas, n'a que très peu réagi à la mise en place méthodique de cet État-U.D.F. La gauche, et particulièrement le parti communiste — récemment encore dans les colonnes de l'Humanité-Dimanche — a critiqué la domestication des grands moyens d'information. Pour le reste, on fait comme d'habitude, on se contente de se taire, de peur sans doute qu'on ne leur rappelle leurs propres excès. Les socialistes, qui depuis belle lurette ont été écartés des fonctions de haute responsabilité, ont, en temps de digérer leur élection. On admet au P.S. que la nomination des plus hauts responsables soit à la discrétion du gouvernement. Tout au plus regrette-t-on le sectarisme dans l'application des textes et surtout : l'hypocrisie « giscardienne » : les mesures se font sans bruit, en contradiction avec le discours officiel.

Mais l'on craint surtout la nouvelle étape de la prise en main : celle des échelons inférieurs de l'administration, et en particulier des services extérieurs (directions régionales et départementales) et des différentes administrations. Ce qu'on appelle aujourd'hui la « fonctionnalisation des emplois ». Un rapport confidentiel déposé en avril 1977, élaboré par un groupe de travail réuni autour de M. Henry Krieg (inspecteur général de l'admini-

nistration) a préparé la voie aux mesures en cours. Ce rapport analysait les causes de la sclérose administrative. « Des facteurs d'ordre statutaire constituent encore des obstacles ou des freins aux mutations déjà observées, écrit-il le rapporteur, notions de corps et de carrière, propriété du grade, confusion entre le grade et la fonction, mobilité géographique et sectorielle insuffisantes, difficultés des interpenétrations entre les corps issus des administrations centrales et des services extérieurs, les corps à vocation administrative et technique. » Et de proposer notamment, pour rajuster et dynamiser les cadres administratifs et donner plus de souplesse au système, une « fonctionnalisation de l'emploi ». Dans ce système on n'est plus nommé, par exemple, directeur départemental de l'agriculture parce qu'on est parvenu au « grade » nécessaire, mais « à titre précaire » en puisant dans un vivier de fonctionnaires beaucoup plus large.

### Spoil system

Comment ne pas approuver l'intention de lutter contre la sclérose administrative après tout ce qui a été dit et écrit sur l'une des tares de notre système ? Mais comment ne pas reconnaître dans le même temps que la nomination par le pouvoir de cet ensemble de fonctionnaires pent aboutir en quelques années à un véritable quadrillage politique de la France ? Et c'est bien là le paradoxe permanent du giscardisme : le décalage entre le discours libéral et la pratique autoritaire.

L'affaire est déjà engagée, par exemple aux postes et télécommunications et dans l'éducation nationale pour les inspecteurs d'académie — devenus directeurs de services départementaux de l'éducation — et à l'étude, dans plusieurs ministères. Elle remonte en cause la conception, jusqu'ici dominante, de la fonction publique, et la notion même du service de l'État, qui ne devrait pas être confondue avec l'allégeance à un parti. Les syndicats ne s'y sont pas trompés qui ont accueilli avec inquiétude le rapport de M. Gérard Longuet, député U.D.F. de la Moselle, lors de la discussion, à l'Assemblée nationale, du budget de la fonction publique pour 1980. M. Longuet reprenait la philosophie du rapport Krieg et écrivait notamment : « L'administration est à la disposition de la collectivité pour mettre en œuvre et appliquer une politique définie par l'exécutif dans le cadre des lois de la République. Le chef de l'administration doit pouvoir appeler à un poste de responsabilité le fonctionnaire dont la compétence et l'expérience lui paraissent convenir ».

Ainsi est-on déjà entré dans un système analogue au « spoil system » (système des dépouilles) américain, selon lequel l'administration fédérale est renouvelée à chaque changement de président. Mais l'organisation administrative des États-Unis avec leurs cinquante États — n'est pas comparable à la centralisation à la française, où une telle conception est bien plus redoutable. Il ne faut aucun doute que tel est pourtant bien l'objectif du président. Même si, comme à l'accoutumée, il se force de jeter de la poudre aux yeux. Dans sa réplique à Ivan Leval à la conférence de presse, du 14 juin 1978, il affirmait : « Je cherche pour chaque fonction, les meilleurs, et vous n'avez qu'à voir que, dans toutes les nominations qui ont eu lieu, au cours des dernières années, mon idée est que, partout, nous nommons les meilleurs. Je ne suis pas et les meilleurs ont en commun une préférence politique... ».

Les faits sont là. Les « meilleurs » sont giscardiens ! En privé, le président ne s'en est pas caché. A François Bloch-Lainé, il déclarait un jour à ce propos : « Nous allons forcément vers un présidentialisme accru, et il faut en tirer les conséquences. Les équipes dirigeantes sont appelées à changer avec l'état du peuple au pouvoir électif. » (Profession : fonctionnaire, par François Bloch-Lainé, Edit. du Seuil, 1976, p. 231.)

Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimerie : S. r. l. de l'Industrie Paris-JK  
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire n° 97 057.

## Ces messieurs au Salon

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

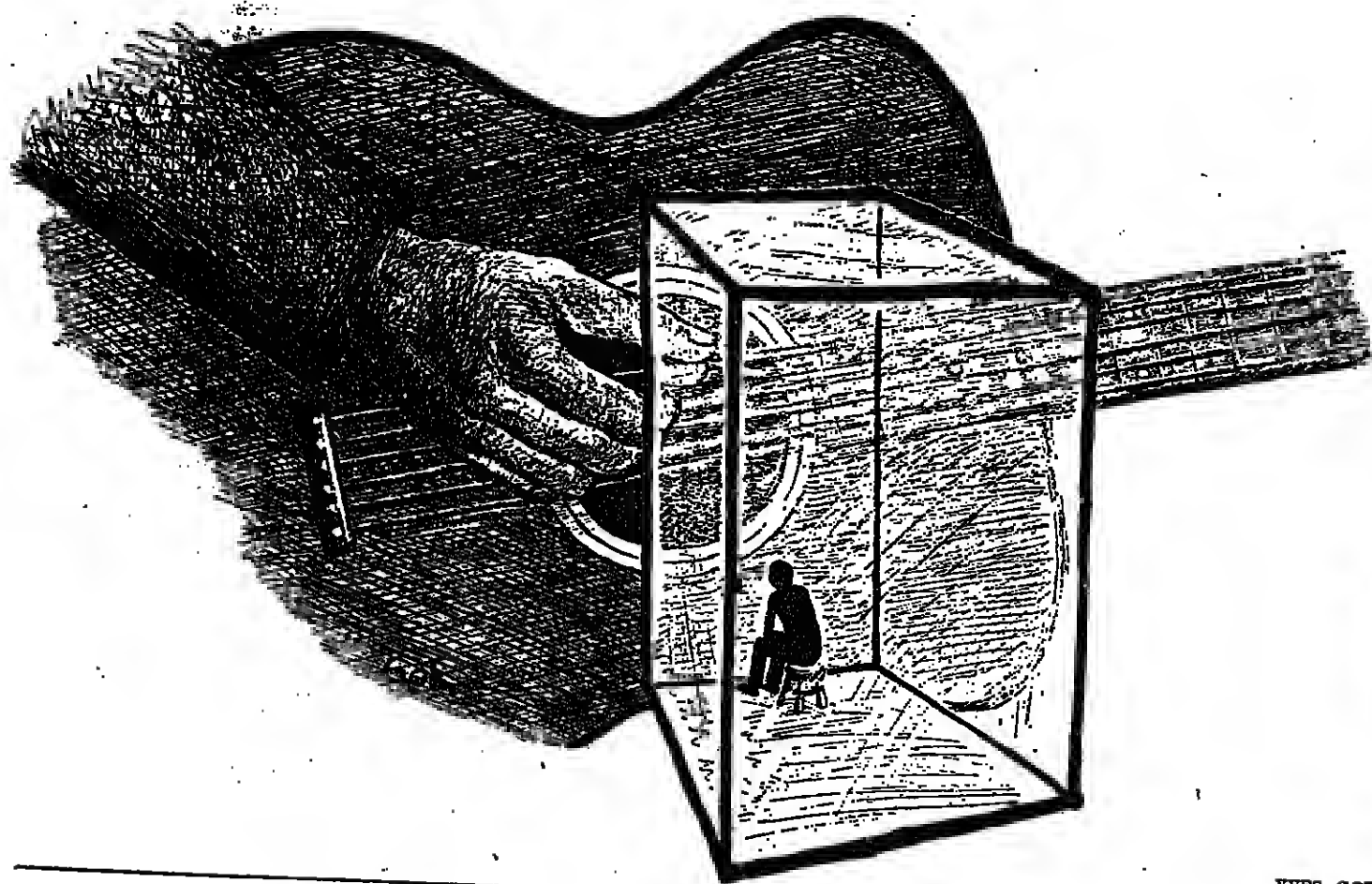
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...

Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...  
Les messieurs au Salon... Pour les...





AGRICULTURE

## Ces messieurs au Salon

Il n'y a pas que des Parisiens au Salon de la machine agricole. Pour les visiteurs « sérieux », le choix est difficile : faut-il automatiser à outrance ?

JACQUES GRALL

Il n'y a pas que des chercheurs, des ingénieurs ou des chouchous à la campagne, mais aussi des monstres d'acier. François les connaît bien. Au dernier Salon de la machine agricole, pour le groupe d'études dont il fait partie, il s'est intéressé au matériel de récolte des pommes de terre. Pour son exploitation, il cherchait un pulvérisateur. Le premier détecteur avait des bateurs en caoutchouc et des bords en bois, ce qui est bien : on évite ainsi de blesser les pommes de terre. Un regain de faveur pour la qualité, qu'on avait un peu oubliée. Mais les bateurs en caoutchouc, s'il y a des pierres... Une très sérieuse attention. Elle a sélectivement trois grilles superposées qui battent verticalement. La machine est deux fois plus courte que la sienne. Actuellement pour les petits bâtiments. Du matériel hollandais, évidemment... Une pesseuse-ensacheuse ? François est tenté mais doute de produire assez de patates pour s'offrir cet outil. Combien ? Six cents pesées à l'heure. 24 000 francs. Modèle standard. Il repart assauter d'autres monstres et pense à part lui : « Bon, c'est pas donné. C'est pas le vendeur idéal non plus... » Ravi, il découvre une herse à pommes de terre. Pourquoi ravi ? Parce que cet appareil n'est plus de mode. Aujourd'hui, on nettoie au chimique. Il est content de le voir au Salon, car lui s'en sert encore. La machine automatisée enfin : c'est beau bien ! Mais pour des patates à 30 centimes.

Au passage, on s'arrête devant une folienne. Une technique qui se développe, commente François. On voit aussi des salles de traite, belles comme des salles d'opération, avec des tubes en inox, des bœufs de verre, des indicateurs de fin de traite, des aiguilles de cœd, des boutons de cela. « Il y en a eu moins pour 40 millions. Le gars qui vient là et qui trait encore à la main, il est désespéré. »

Après s'être penché sur une machine de 13 498 francs hors taxes, qui ramasse 2 tonnes de pommes à l'heure, car la consommation de cidre redémarre et François songe à planter, on en trouve une autre : 4 tonnes en cinq minutes. On ne devrait pas appeler cela Salon de l'agriculture, mais Salon des entrepreneurs de travaux agricoles. Chacun expose ce qu'il a de plus gros. C'est un artifice, une image fautive pour l'extragros. Un épandeur à fumier de 10 tonnes comme celui-là, il y en a un par canton, et encore... Et les bennes, c'est la même

chose, elles sont de plus en plus grosses. Mais, reconnaît-il, elles marquent de moins en moins la terre, grâce au double pont qui donne un meilleur équilibre. « Je me demande si j'ai bien fait d'acheter ça, il y a deux ans. Je ne l'amortis pas. » « Ça », c'est une tarière pour planter des arbres. François examine longuement le modèle exposé : non, il n'y a pas eu de perfectionnements techniques. Poussons plus loin.

Un casse-tête, ce problème d'engrais. La distribution par sacs est malcommode, pénible et coûteuse. L'engrais-vrac, comme disent les gens du métier, voilà la solution. Ou encore le demi-vrac : c'est-à-dire des sacs de 500 kilos. Dans tous les cas, il faut acheter des machines : un petit autochargeur pour les gros sacs, un silo pour le vrac livré par la coopérative, ou une benne pour l'aller chercher, et

puis une vis de reprise pour monter l'engrais du silo dans le pulvérisateur. François compare, disant : 8 900 francs, l'appareil à vis. Il regarde si la tendance est à l'automatique de plus en plus automatique, donc de plus en plus cher, ou s'il n'y aurait pas, par hasard, des machines plus simples. Celles-ci ont d'agréables couleurs bleues et jaunes, qui sentent l'idylle, mais un tableau sévère, qui conjugue la vitesse du tracteur avec la densité du produit, vient rappeler à temps le sérieux de la démarche. Les rampes sont de plus en plus longues, 12 mètres, je ne puis les ramper, je ne puis les passer. Certes. Si le terrain est plat. Avec ce modèle simple, 1 200 litres, il me faut une vis pour reprendre, songe François. Avec les 3 500 et 5 000 litres, je peux retourner au dépôt de la coopérative qui est tout proche.

### La petite herse

Celui-ci est tout hydraulique, même pour enlever la bêche, un petit luxe bien cher. Celui-là dispose d'une largeur de travail réglable. Curieuses ses petites roues larges, quand tous les autres sont montés comme des échassiers.

Son siège n'est pas fait encore que nous sommes devant le matériel à travailler la terre : les spiro-machins, les roto-trucs et les vibro-choses abondent, ainsi que les combi en tout genre. Cela donne une « nouvelle » machine primée, pour la reprise d'un labour direct, agglomérant des éléments qui existaient déjà : une spirale qui casse les mottes et nivelle le terrain, une herse danoise et une roto-herse. Un regard pour la houe rotative jumelée au semoir — encore un combi-quelque-chose, — puis un

arrêt-critique devant les herse : une herse toute bête dont les extrémités se rabattent avec des vérins : petite nouveauté séduisante et plus chère, commente François, qui apprécie la suppression du rabattage manuel, difficile et parfois dangereux. Un arrêt-questions devant celle dont la première rangée de dents est recourbée dans le sens inverse des autres. Un œil admiratif pour celle qui présente une enfilure de métal au point d'usure, quand la dent est en contact avec le sol, et un autre méprisant pour la planteuse-bineuse, qu'il juge trop polyvalente pour être honnête.

Et les déchaumeuses ? A dis-que ou à dents la déchaumeuse ? A cette question, grave, sans doute, puisqu'elle retient l'attention de nombreux experts, François répond : après dix ans de dents, dix ans de disque, maintenant qu'ils ont vendu leurs dents. Une herse à nouveau pour faire bonne mesure, mais déboussée cette fois. A quoi sert-elle ? A étaler dans les herbages les bouses de vache qui, sans cet arrosement, provoqueraient un apport d'engrais trop concentré et favoriseraient la pousse de touffes épaisses trop riches, entraînant chez les animaux un péremptoire refus de brouter.

Au sortir de cette bien courte promenade, dans le champ de la porte de Versailles, François est tout chose. Il calcule. Il calcule que le prix de la main-d'œuvre a augmenté moins vite ces dernières années que celui du matériel. Il achètera peut-être un épandeur, mais rien de plus. Les hommes qui travaillent avec lui, songe-t-il encore, sont plus souples, plus adaptables que les machines. Un détail : François exploite 170 hectares sur un plateau fertile. Si l'on veut bien, c'est un « gros ».

YVES GOT

TÉMOIGNAGE

## Chansons derrière les murs

A l'issue du récital d'un chanteur à la centrale de Melun, les prisonniers ont demandé à l'animateur bénévole de dire « ce qu'il avait vu ».

LOUIS-JEAN CALVET

A la pointe de l'île qui, entre deux bras de la Seine, constitue le cœur de la ville de grands murs au bord de l'eau : le centre de détention de Melun. Hors les murs, c'est un dimanche comme les autres : sortie de la messe et pâtisserie. Intra muros, on attend ce jour-là quelque chose d'un peu particulier : un récital du chanteur Leny Escudero suivi d'un débat. Georges Moustaki est le dernier chanteur à être entré dans cette prison. C'était il y a six ans.

« Si tu veux vraiment savoir comment on vit, faut venir dans nos cellules, pas ici. — Mais tu vois bien qu'il s'en fout, de nos cellules : il vient nous voir comme on va au zoo ! » Dans le genre première prise de contact, on peut imaginer mieux. Une, deux, trois, quatre, les portes et les grilles se sont refermées, les uns après les autres, derrière la voiture comme les sas d'une écluse : on n'ouvre la suivante que lorsque la précédente est soigneusement bouclée. Serrures, verrous, clefs, papier d'identité, visite du coffre de la voiture, pour parvenir devant cette salle de spectacle dans laquelle, d'ici deux heures, Escudero doit chanter et moi animer un débat. Et les deux prisonniers qui aident à l'installation de la sono, peut-être aussi gênés que moi, ne machent pas leurs mots. Mais les choses changent vite. « T'es le guitariste ? »

« Non, pourquoi ? » Il joue de la guitare et voudrait discuter, en confères, avec le musicien qui n'est pas encore là. Il me parle du petit groupe qu'ils ont formé dans la prison, puis du chômage. « Ici, on est dehors, on est assis : pas de problèmes de SMIC, de chômage... » Entre quelques phrases sur le blues, j'apprends incidemment que le guitariste de la centrale de Melun a encore vingt ans à tirer.

J'ai curieusement l'impression, pendant que chante Leny Escudero, d'assister à un gala de gauchisme. Genre C.G.T. ou Ligue des droits de l'homme. Les chansons sont, bien sûr, applaudies chaleureusement, mais, surtout, on applaudit à tout rompre des passages sur Prague, la liberté, la

torture, le Chili. Et cette impression se confirme au cours de la discussion. Les questions pleuvent, sur la chanson, la politique, le cinéma (deux permissionnaires ont vu la *Femme flic*, film de Bolleet dans lequel joue Escudero), sur les raisons aussi de notre présence ici. Plus tard, de façon informelle, les échanges s'approfondissent. A Escudero : « Quand tu as construit une école au Dahomey, tu ne t'es pas occupé de savoir si on allait leur apprendre le français ou leur langue ? » A moi : « Dis à Guy Bedos qu'on est beaucoup à avoir lu son livre *Je craque*... »

Et on me parle de Mesrine. « Les conats qui l'ont buté rigolaient sur son cadavre, à la tête, ils n'ont pas le respect des morts... Moi aussi, j'ai tué, mais j'ai jamais craché sur un cadavre. » Un autre : « J'ai écrit des poèmes, tu veux les lire ? » Bien sûr que je veux les lire. « Non, je peux pas te les donner comme ça, en loucadé (en douce), il faut que je demande la permission pour la prochaine fois. »

Pendant ce temps, Escudero signe des autographes, sur des photos de famille, communion solennelle, mariage ou portrait en couleur, le seul papier dont ils disposent. « Ils » : tout est là. Tout à l'heure, nous allons sortir, l'antenne du Sud, Paris. « Ils » : le savent et nous le savons, mais cette différence radicale ne pèse que peu. « D'ailleurs, tu vas revenir avec Bedos. » Quatre heures avant, je me sentais un peu voyeur, un peu malin, essayant de deviner derrière ces hommes endimanchés qui étaient le voleur, qui le violant, qui l'assassin... Maintenant, je parle avec un public, plus au courant des choses de ce monde que mes étudiants de la Sorbonne, plus avide surtout de contacts. Et puis l'on parle des femmes, le problème, des gonzesses, des nanas, bref, nous parlons de la tendresse...

« Il paraît que t'es journaliste ? » J'explique que je suis surtout professeur, mais que j'écris aussi des articles, sur la chanson. « Faut raconter ce que t'as vu. » Je n'ai pas vu grand-chose, je le leur dis, et puis Melun est une prison plutôt « libérale », pas de Q.H.S. « Ça fait rien, raconte juste le spectacle, ce que t'as vu. » On me fait promettre, je promets. Voilà qui est fait.

66 JE SUIS UNE COMMUNISTE QUI CROIT EN DIEU, LA NOUVELLE JEANNE D'ARC... ET C'EST MOI QUE J'AIME LE PLUS 99

NINA HAGEN

CBS

UNBEHAGEN. SUR DISQUE ET CASSETTE CBS 84159

(EXTRAIT INTERVIEW NINA HAGEN - ACTUEL N° 2)







INDE

# Bombay, l'arche de Ganesh

Une immense salle de transit populaire où l'on n'en finit pas d'attendre, une ville où la misère noire côtoie le luxe des « hommes en blanc », mais aussi une arche de communautés ferventes.

MARTIAL MONTFORT

LES mégapoles récentes ont toutes en commun cette fièvre du désordre produite par les odeurs, les cris, les brûlures de l'acouchement des masses du tiers-monde à la lumière du néon. Mais Bombay ne ressemble pas encore à ces vaisseaux de fortune emportés vers les mirages du monde moderne. C'est une masse. Elle attire sur une presqu'île de marais baignée par une mer sale des émigrés de toutes les parties de l'Inde qui cherchent d'autres racines sur cette arche de tôle et de ciment craqué, échouée dans une civilisation hors du temps.

On y trouve tous ceux pour qui Bombay n'est qu'une halte vers les chantiers du Golfe. Ils proviennent de ce désert aride, intarissable des campagnes trop peuplées. Ces arrivants par centaines chaque jour ne repartiront jamais. La ville, c'est la rue, au milieu des parents entassés. Désespérés ou affairistes, parasites sociaux ou bourgeois appauvris, femmes essouffées ou paysans sans terre, ils quittent leur univers communautaire et rejoignent comme ils peuvent les cohortes au travail. Ils deviennent porteurs de gamelle, vendeurs d'eau ou liftiers. Ce sont les soutiers de cette immense embarcadere de l'Inde.

La motte de Bombay provient de cette transpiration humaine, de ce halètement communautaire de sept à huit millions d'hommes, de femmes et d'enfants, dont 3 % seulement vivent dans plus de trois pièces « en dur ». Ils campent au bord d'une vitrine, reculent leur village dans le caniveau. Ils aiment le manège permanent de tous les propriétaires du port, des flatteurs ou des chandiers. Ils se vendent, s'exploitent et espèrent. Quand ils s'arrêtent, c'est pour observer le spectacle des minorités prospères qui entretiennent le Bombay mythique.

## La ruche

Les Portugais n'avaient rien fait de cette jettée naturelle sur la mer d'Oman. Les Anglais l'assujétirent tout simplement à leur commerce. Quelques rares communautés y ont laissé une empreinte, au premier rang desquelles la minorité parsi, industrieuse mais déclinante. Ses morts sont offerts aux vautours dans une enclosure interdite que signale une végétation sauvage au pied d'une colline résidentielle de Malabar Hill. Seuls monuments, dont le mauvais état sied bien au caractère grotesque et déshéant : les bâtisses néogothiques des gares et de l'université. Le reste tient plutôt d'un urbanisme de terrains vagues. La colonisation n'était pas séparable de l'amour du cricket. Nariman Point, le Fort, ces points extrêmes de la cité étreignent des débris de la civilisation européenne, de la dégradation se lit au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre vers les banlieues sans fin.

Us cohabitent pour quelque temps avec les villages de pêcheurs, répérables à l'odeur, de belles villas centenaires, les chantiers qui pullulent et, partout, ces recoins minuscules où la vie d'un Indien s'organise. La vie quotidienne s'épanouit à tout moment, dans l'exubérance des marchés aux légumes, dans la ferveur des rituels qui entourent les temples et les mosquées, dans les files de cinéma qui offrent à bon marché des implorations multicolores de violence et de frustration. La circulation se fait surtout dans des tranchées béantes entre les habitats empilés, dont la dégradation se lit au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre vers les banlieues sans fin.

Mais c'est par le labyrinthe des ruelles qu'on atteint Bombay, la ruche partagée entre les corporations laborieuses qui amassent fiévreusement au point de pouvoir édifier, comme en plein Choc Bazar, un mausolée de

marbre. On y accède par la rue des fleuristes, des tailleurs, des joailliers, des revendeurs. Cette concentration de castes diverses : Ismaéliens, Gujaratis, entrent l'éclat étincelant de la mosaïque orientale traditionnelle. On peut jurer que ces arrière-boutiques n'ont cessé de prospérer depuis le temps où Kessel célébrait les marchés fascinants des gemmes et des perles à Bombay.

## La débrouille

C'est le choc de Bénarès et de Piccadilly. Résultat, une réaction en chaîne des siècles, des époques, des contrastes, des contradictions, qui communique la fièvre, l'insécurité et que personne ne peut plus arrêter. Les fameux taxis jaunes et noirs brassent la crasse de la cité et sont les seuls repérables dans ce ballet frénétique et bruyant. Transformée en bouillotte sous l'effet de la mousson, Bombay n'est pas compréhensible pour le touriste issu d'une planète où les lendemains sont assurés.

Il assiste sans comprendre aux disputes des crieurs de chaussures qui cherchent un client sous les arcades de l'hôtel Taj Mahal. Il fixe sur la pellicule le torse dégingolant du portefaix chétif, rémuniéré à l'épuisement. Il cède facilement aux gestes théâtraux des mendicants postés à leurs carrefours. Pauvre riche qui croit que Bombay n'est qu'une plainte alors que Bombay est une immense débrouille où règnent l'arrogance, l'indifférence, l'impudeur. C'est une immense salle de transit populaire où l'on n'en finit jamais d'attendre.

Que pense l'impossible Dieu Cliva, contemplant ce décor

d'incendie de la petite île voisine d'Elephanta depuis douze siècles ? La majesté de ce colosse de pierre excite le rêve, elle inspire le dédain du continent, tandis que son regard défie l'horizon, barré du nord au sud par les lignes de la centrale nucléaire de Trombay, les flammes des raffineries de Panvel, les volutes des usines de Chembour, les canonnières et les grues du port interminable. C'est vers l'ouest que l'horizon s'épanouit. La baie offre son plus beau profil le long de Marines Lines, parfois grandiose au couchant. C'est le côté dévoué à Ganesh, le dieu rieur, chanceux, adulé à cause de son ironie salutaire, qui porte une tête de petit éléphant.

Un peuple actif, très différent de celui des cols blancs, organisé de ce côté son cadre d'existence : ce sont les pêcheurs misérables qui résistent à l'enlèvement du béton, les forçats de la blanchisserie qui recouvrent de linge les rochers, et puis les jongleurs, les charmeurs, les batteurs du dimanche, les vendeurs de sucreries écumantes qu'on retrouve tous les soirs sur la plage de Chowpaty. Atmosphère de fête, qui ne trahit pas avec les allées et venues sur l'eau des pèlerins qui se rendent à la prière, ou des sans-abris qui remontent vers les plages de Juhu, après la jolie pointe préservée de Bandra.

## Clubs et temples

Cette vie populaire, écorchée mais digne, celle de l'Inde profonde, possédée des sanctuaires dans la ville, comme Eubaneswar, temple grandiose où la richesse afflue avec les dons, et Baganga, où se fige doucement l'eau du bassin sacré sous les

fenêtres des résidences les plus convoitées de Bombay.

Le poison dans la ville, c'est l'ostentation hideuse des étrangers, les défilés chamarrés et prétentieux sous les porches des palaces, ghettos fabuleux où s'offre l'Inde du toc et de l'esbroufe. Ces excoissances de l'Arabie et de l'Occident ont suscité leurs zones de trafics et de vénalité. Des émiras, des hippiques, des intermédiaires, laissent l'argent répandre son odeur infecte, comme à Colaba devenu le symbole de complexités extérieures à l'Inde.

Les riches parisi, les financiers passés à l'école de l'Amérique, les vedettes exhibitionnistes, les oligarques et les inévitables officiels se sont organisés une vie à l'anglaise dans le Bombay des clubs et des lieux réservés, où une élite s'ennuie, se surveille, dispense une culture importée et attend rien que de succéder à elle-même. Peu d'effervescence politique, peu de confrontations, des journalistes devenus des échos : cité unique en Inde sans traditions ni vie intellectuelle, dont la fonction est d'expulser les tabous sociaux, qui offre au moins l'anonymat, le remède des castes et le vent des passions en toute impunité.

Cette complaisance attire peut-être ce défilé nouveau des hommes en blanc : venus de l'autre côté de leur mer, ils savent la liberté de l'argent, l'arrière-goût de l'affairisme, suivis de leurs ombres féminines, qui s'approprient Bombay. C'est Ganesh qu'on veut remplacer par le veau d'or.

Un dimanche soir comme les autres, le long de la porte de l'Inde, l'air y est brûlant, la lune, avec un peu de chance, éclaire les dernières embrassures de retour d'Elephanta. Une atmosphère heureuse, à cause des rires sans gêne des femmes, de ces braseros voltigeant des vendeurs de cacahouètes, de cette grâce dans les jeux qui n'en finissent pas. Et partout il y a les grands yeux noirs des petits Indiens qui vous cernent. On réalise que Bombay est par-dessus tout une arche organisée autour de communautés ferventes. Leurs rites, leurs traditions, leurs frustrations, supplient toutes les exilés quotidiennes de la cité. Bombay exulte le jour de la fête de Ganesh lorsque toutes les communautés se succèdent dans la liesse pour porter un petit dieu éléphant dans la mer. Jamais, autant que ce jour-là, la ville n'est aussi sûre de son avenir.

## REFLETS DU MONDE

### Frankfurter Allgemeine

#### L'industrie du manège

Mais où sont les fêtes foraines d'antan ? D'après le quotidien de Francfort ALLGEMEINE ZEITUNG elles ont bien changé, du moins en Allemagne fédérale. La F.A.Z. écrit : « Au cours du siècle qui s'est écoulé depuis la fondation des premières usines fabriquant des manèges en Allemagne, les fêtes foraines, organisées entre la mer du Nord et les Alpes sont devenues des festivals de la technique. Les mangeurs de feu et les femmes-troncs ont fait place à des manèges de plus en plus rapides et de plus en plus coûteux. Les investissements des forains ont grandi en conséquence. (...) Ces investissements occasionnent des difficultés croissantes aux quelques cinq mille petites familles de forains établies dans la République fédérale d'Allemagne. Lors du trente et unième congrès des forains allemands à Karlsruhe, les forains ont exprimé leur inquiétude devant l'intervention croissante d'in-

vestisseurs étrangers à la branche. Ils ont affirmé que ces gens achetaient toutes les séries des usines d'importance moyenne, et donnaient les manèges en location-vente, à leurs propres conditions, à des hommes de paille. « Les familles de forains se voyaient obligées d'acheter également de nouveaux manèges pour rester compétitives et pour conserver leurs places attirées sur les places abritées des fêtes populaires. Les forains expriment leur scepticisme quant au « manège des investissements » mis en branle de cette manière. Il s'agit aussi bien de l'évolution technique (« tout est de plus en plus rapide et de plus en plus cinglé ») que de l'influence sur des prix (qui doivent rester stables en 1980). On craint de voir ainsi disparaître le petit forain, qui dans l'intérêt d'une diversité aussi grande que possible, est tout aussi indispensable aux fêtes populaires que le propriétaire d'une installation gigantesque. »

## DAILY EXPRESS

#### Le « bon » numéro

Il n'y a pas qu'en France que sévit le snobisme qui consiste à avoir pour sa voiture un « bon » numéro d'immatriculation, c'est-à-dire un chiffre le plus bas (ou à défaut le plus rond) possible. La Grande-Bretagne, à en croire le quotidien DAILY EXPRESS, est également touchée. Le journal populaire de Londres raconte : « Si vous voyez le numéro « STI » sur une grosse Mercedes (il y a toutes chances qu'il s'agisse de celle de Mme Siegrid Tossuill, qui exerce la profession d'avoué. Car elle a déboursé 15 000 livres pour devenir propriétaire de la plaque d'immatriculation la plus chère de Grande-Bretagne. » Le système britannique prévoit en effet qu'un numéro d'immatriculation est conser-

vé par son titulaire quand celui-ci change de voiture. On ajoute le DAILY EXPRESS, « ce numéro est bien connu de millions de téléspectateurs car il figure sur la Jaguar utilisée pour tourner un feuilleton télévisé consacré aux aventures du Saint », le héros des romans policiers du même nom. « En réalité, la plaque appartenait à un taxi Austin hors d'usage, dont la propriétaire l'avait prêtée à la chaîne I.T.V. pour réaliser la série (...). Mme Tossuill a accepté de payer 15 000 livres pour l'avoir. » Selon l'Annuaire Guinness des records, ajoute le DAILY EXPRESS, un acheteur inconnu avait déjà accepté de payer 14 000 livres pour un numéro qu'il chérissait particulièrement.

## THE GUARDIAN

#### Le pain et le vin

« Les paroissiens du village de Hatfield, près de Doncaster, dans le sud du Yorkshire, ont été invités à produire leur propre vin pour la sainte communion, écrit le chroniqueur religieux du quotidien britannique THE GUARDIAN. Le révérend John Sued, vicaire de la paroisse Saint-Laurence, en a lancé l'idée dans la revue paroissiale, après avoir découvert que son bedeau payait une livre et demie pour une bouteille de vin quelconque destinée à la communion. » « M. Sued estime que le fait de faire soi-même son vin présenterait un avantage financier non négligeable. » « Cela nous économiserait certainement de l'argent », a-t-il dit. Mais cela donnera aussi un peu plus de réalité à l'office. Les saintes espèces fournies par les fidèles pour les fidèles. La paroisse utilise déjà, pour la communion, du pain fait à la maison. » THE GUARDIAN ajoute qu'un porte-parole de l'Eglise d'Angleterre s'est félicité de l'extension de cette pratique, mais rappelle que le vin utilisé par le pasteur doit répondre à des critères de fabrication précis : il doit s'agir de pur « jus fermenté du raisin », et le vin doit être « bon et sain ».

## LE SOIR

#### L'argent a parfois une (forte) odeur

L'employé d'une société britannique de recouvrement de créances avait trouvé une méthode astucieuse pour accroître sensiblement le rendement de ses démarches, si l'on en croit LE SOIR de Bruxelles, qui raconte : « Un magistrat londonien a estimé que les méthodes d'un recouvrement de dettes, M. Andrew Smullian étaient nauséabondes et inadmissibles. M. Smullian travaillait pour une société de contentieux. » Pour amener les sociétés débitrices de ses clients à

s'acquitter, il arrivait dans les bureaux vêtus en clochard. Il avait son, au préalable, de frapper le tissu de son manteau en haillons, attaché à l'aide d'une ficelle, avec de vieux fromages fâits, des œufs pourris et du poisson... très avancé. Le recouvrement de dettes refusait alors de quitter les lieux tant que le débiteur n'avait pas payé. » Le juge l'a condamné à une amende, estimant la méthode de l'homme, qui avait été arrêté, comme insultante pour ses victimes... »

## 20 ANS D'ENQUETE SUR MAHLER

Mahler au jour le jour, vu par ses proches, sa discographie passée à la loupe : un très grand dossier. Egalement dans ce numéro un entretien exclusif et explosif avec Solomon VOLKOV, l'élève à qui Chostakovitch dicta en secret ses mémoires. Et aussi Charlie Parker, le Ska, Cherubini, le guide Hi-Fi, Jean Wiener... Les actualités, les disques et tous les concerts.





# La station orbitale soviétique Saliout-6

Saliout-6 tourne autour de la Terre depuis le 29 septembre 1977. Trois équipages soviétiques y ont séjourné, accueillant parfois pour quelques jours d'autres cosmonautes. Laboratoire à multiples usages, la station orbitale a subi plusieurs perfectionnements. C'est aussi un observatoire incomparable de ce qui se passe... sur Terre.

MAURICE ARVONNY

## L'espace, lieu de travail

DEPUIS le 19 août dernier, la station orbitale Saliout-6 n'est plus occupée. Vladimir Liakhov et Valéri Rioumine, qui y avaient séjourné presque six mois, sont revenus sur Terre et aucun équipage ne les a encore remplacés. Les interruptions de quelques mois ne sont pas rares, mais elles sont en général plus brèves. Trois mois ont séparé la première mission dans Saliout-4, celle de Youri Romanenko et Gueorgui Gretchko, de la suivante, assurée par Vladimir Kovalenok et Alexandre Ivantchenkov. Quand ces derniers revinrent au sol, le 2 novembre 1978, il fallut moins de quatre mois pour que Liakhov et Rioumine les remplacent. Les Soviétiques ont plusieurs fois affirmé que ces interruptions correspondent à la maintenance des équipements au

maintenue et de réparation, comme le remplacement d'un tableau de bord, qui préparait clairement l'envoi d'un nouvel équipage. Or celui-ci se fait toujours attendre.

Est-ce l'indication de difficultés mal résolues ? Y a-t-il un rapport avec l'échec du vol d'avril dernier, quand le Soyouz-33 qu'occupaient le Soviétique Nikolai Roukavichnikov et le Bulgare Gueorgui Ivanov ne put rejoindre Saliout-6, à la suite d'une panne du moteur principal, et dut revenir sur Terre dans des conditions acrobatiques ?

Il est certain que cet accident, qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques, a été pris très au sérieux par les responsables du programme spatial. Ils ont rapidement envoyé vers Saliout un Soyouz 12 habité, équipé de « moteurs améliorés » ; ils ont annulé une autre mission internationale, à laquelle devait

participer un cosmonaute hongrois — sans qu'on sache si ce changement de programme est lié à l'échec de la mission soviéto-bulgare.

Il y a peut-être une autre raison à cette longue interruption : le 16 décembre 1978, les Soviétiques ont lancé vers Saliout un nouveau modèle de Soyouz : le Soyouz-T. Celui-ci diffère des Soyouz classiques par plusieurs améliorations, en particulier un calculateur de bord qui facilite la délicate opération d'approche et d'amarrage sur Saliout, opération qui a été réalisée le 19 décembre. Annaparavant, les informations sur la position et la vitesse relative de Soyouz et de Saliout étaient transmises au sol, traitées par ordinateur et transmises en ordres retransmis vers Soyouz. La présence d'un ordinateur à bord de Soyouz-T traduit les progrès soviétiques, leurs mais certains, dans le domaine de la microélectronique.

Soyouz-T est aussi équipé de panneaux solaires permettant de recharger ses batteries. Les systèmes de traitement de l'air et de régulation de température ont été modernisés ; enfin, les divers moteurs sont alimentés à partir des mêmes réservoirs, ce qui permet une meilleure utilisation des propulseurs et raccourcit les possibilités de manœuvre. Enfin, l'aménagement intérieur de Soyouz-T lui permettrait de transporter trois cosmonautes au lieu de deux.

De même qu'ils ont construit un nouveau Soyouz, les Soviétiques ont en chantier un futur Saliout qui pourrait être encore plus proche de la station orbitale permanente vers laquelle s'oriente le programme soviétique. On sait que le cosmonaute français qui devrait être mis en orbite en 1983 travaillera dans

une station différente de Saliout-6. Mais la nature de l'activité qu'il mènera en orbite ne sera pas tellement distincte de celle qu'ont menée jusqu'à présent les autres cosmonautes. Si, à l'ère de Khrouchchev, on allait dans l'espace pour affirmer une supériorité sur les Américains, ce n'est plus le cas depuis la conquête de la Lune. Les Soviétiques vont dans l'espace pour travailler, c'est-à-dire pour expérimenter. Ils expérimentent sur eux-mêmes, pour étudier l'adaptation de l'homme à de longs séjours en orbite ; ils expérimentent sur des plantes et des micro-organismes, pour compléter leurs expériences de biologie humaine, mais aussi parce que cette biologie spatiale pourrait avoir des conséquences rentables, comme la biosynthèse de médicaments ou l'amélioration de semences végétales. C'est aussi en raison des applications possibles qu'ils étu-

## Un laboratoire à usages multiples

Saliout-6 est formée de trois cylindres mis bout à bout, dont le diamètre croît de l'avant vers l'arrière. Aux deux extrémités, il y a des parties coniques sur lesquelles viennent s'emboîter les colliers d'amarrage des vaisseaux Soyouz et Progress. L'ensemble a une longueur de 21 mètres. Le cylindre avant, d'un diamètre de 1,9 mètre, est essentiellement un sas de passage vers le collier d'amarrage avant, où sont rangés divers équipements, en particulier ceux qui permettent aux cosmonautes de sortir et de travailler dans le vide. Pour le cas où une telle sortie serait nécessaire, une porte étanche le sépare du reste de la station. On y trouve aussi deux postes de travail ; l'un commande les appareils de prise de vues pour l'observation de la Terre et l'astronomie. L'autre permet le contrôle d'attitude de la station — contrôle qui doit être très précisément réalisé pour les séances d'observation.

Une des premières tâches des cosmonautes Gretchko et Romanenko, quand ils s'installèrent à bord de Saliout-6, en décembre 1977, avait été de tester un système d'orientation automatique, Cascade, qui n'existait pas sur les stations précédentes, et qui décharge en partie les cosmonautes d'une tâche astreignante et minutieuse.

Les deux autres cylindres, de diamètre de 2,9 mètres et de 4,15 mètres, constituent le module habitable. Enfin, la partie arrière du gros cylindre contient les moteurs et les réservoirs de propulseurs, ainsi qu'un sas de passage vers le collier arrière.

La partie où vivent les cosmonautes a ainsi un volume d'environ 80 mètres cubes, soit celui d'un studio de taille moyenne. C'est peu pour vivre six mois, d'autant que ce volume est fortement encombré d'appareils divers. On y trouve d'abord le « mobilier » des cosmonautes : des couchettes rabattables sur lesquelles les cosmonautes s'installent pour dormir sans que l'assise ne se fasse quitter subitement leur lit ; un coin repas avec réfrigérateur, table pliante et chauffe-plats ; une cabine de douche équipée de diverses pompes pour recycler

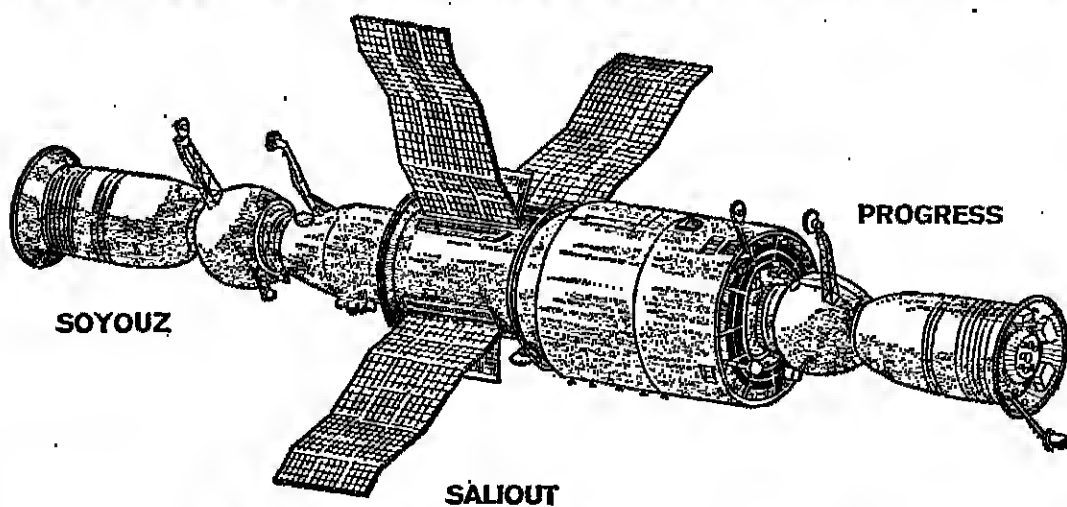
l'eau ; enfin, les appareils de gymnastique : un tapis roulant pour courir, un vélocomètre que l'on peut faire tourner avec les pieds ou les bras, le costume « Tchiblis », qui maintient la partie inférieure du corps en dépression — ce qui attire le sang — et que les cosmonautes portent pendant de courtes périodes pendant les deux ou trois semaines qui précèdent leur retour sur Terre. Il y a aussi tout un équipement médical comportant divers appareils pour étudier la réponse musculaire ou le comportement du système cardio-vasculaire, et une « balance » qui, faute de pesantier, n'a rien à voir avec ce que nous nommons ainsi, mais permet aux cosmonautes de surveiller leur régime ; l'armoire à pharmacie contient un jeu de médicaments, qui ont tous été essayés sur les cosmonautes avant leur départ, de manière à détecter des incompatibilités ou des phénomènes allergiques.

Mais la station est plus un laboratoire qu'un appartement, et les appareils scientifiques prennent une grande place. Les principaux sont la grande caméra MKF-6 pour l'observation de la Terre, qui donne six images simultanément dans différentes bandes du spectre lumineux, et les deux « foras » Spilav et Kristall. Spilav est un four à gradient thermique, qui peut chauffer des échantillons à des températures allant de 600 à 1000 degrés. Il est installé à l'arrière de la station, et les échantillons sont dans le vide pendant leur traitement. Le four Kristall est au contraire dans la partie pressurisée de Saliout-6 et peut atteindre une température de 1100 degrés. Ce four a d'ailleurs été changé, au cours d'une des missions, un nouvel appareil ayant été amené par l'un des cargos Progress, qui ont permis aux cosmonautes de remplacer divers appareils usagés.

Ces fours ont été utilisés pour faire de nombreuses expériences de physique des matériaux : les cosmonautes ont fondu du verre, fait croître des cristaux, réalisé divers alliages. L'une de ces expériences, ELMA, traitait des échantillons préparés dans des laboratoires français (le Monde du 28 mars 1979). Il s'agissait d'échantillons de semi-conducteurs (germanium, arsénure de gallium...) et de divers alliages (aluminium-étain, néodyme-cobalt, cérium-manganèse) dont les chercheurs désiraient étudier la solidification en apesanteur. Ces échantillons ont été embarqués en mars dernier dans le cargo

## Les rêves

La station Saliout-6 se présente ainsi comme un laboratoire à multiples usages où des hommes peuvent vivre plusieurs mois dans des conditions de confort relatif. Les Soviétiques estiment que la durée des vols spatiaux peut être allongée jusqu'à un an sans problème, et leur objectif est d'atteindre progressivement cette durée. Les études physiologiques montrent que l'homme peut s'habituer à rester plus longtemps dans l'espace et retrouver rapidement une activité normale après son retour sur Terre ; les modifications de composition sanguine ou la décalcification des os ne sont rien d'irréversible. Il est plus difficile de résoudre les problèmes psychologiques qui naissent de ce long confinement. L'équipage Liakhov-Rioumine est resté pendant six mois physiquement isolé du reste de l'humanité poétique, contrairement à ses prédécesseurs, il n'a reçu aucune visite. Il disposait cependant d'un écran de télévision, et lorsqu'un cosmonaute avait le mal du pays, on lui organisait une émission spéciale, un entretien avec ses proches. Piotr Klimouk, qui est responsable avec Vitali Sevastianov de la préparation biologique et physiologique des cosmonautes affectés aux missions de longue durée, explique qu'un s'appuie beaucoup sur les rêves des cosmonautes ; on leur fait rencontrer, par l'intermédiaire de la télévision, les amis et proches qu'ils ont vus en rêve. Et on attache un soin tout particulier à la complémentarité des équipages, en tâchant de « marier » des hommes de tempérament opposés : un humoriste et un flegmatique, un plus calme et un plus nerveux. Il semble qu'actuellement la principale difficulté des vols de longue durée soit de faire cohabiter en bonne intelligence les deux membres de l'équipage. Des panneaux mobiles ont été installés dans Saliout-6 pour leur permettre de s'isoler parfois l'un de l'autre et leur éviter ainsi la sensation désagréable d'être constamment sous le regard de leur collègue.



sol et aux vacances des techniciens qui préparent la mission et contrôlent son déroulement.

Il y a eu des arrêts plus longs : la dernière mission à bord de la précédente station, Saliout-5, menée par l'équipage Victor Gorbatko et Youri Glazkov, s'était achevée le 25 février 1977 : il avait fallu alors attendre le 9 octobre suivant pour qu'un autre équipage, composé de Kovalenok et de Rioumine, reparte dans le cosmos pour une mission qui fut finalement un échec, leur Soyouz-25 ayant manqué sa manœuvre d'amarrage sur Saliout-6. Mais, dans l'intervalle, il y avait eu un changement de station orbitale. De plus, la mission de Gorbatko et Glazkov, mission courte (trois semaines), orientée vers l'observation de la Terre, à des fins probablement plus militaires que civiles, relevait d'un programme différent de celui qui fut suivi avec Saliout-6 : les trois missions dans cette station ont été des vols de longue durée, ayant pour but majeur d'étudier le comportement de l'homme dans l'espace et de préparer une future utilisation industrielle des conditions spatiales.

## Réparations

Or il ne semble pas que la longue interruption actuelle ait grand-chose à voir avec celle de 1977. A plusieurs reprises, les Soviétiques ont fait savoir que Saliout-6, qui tourne autour de la Terre depuis le 29 septembre 1977, pouvait encore rester plusieurs années en orbite et que d'autres missions utiliseraient cette station. Dans les dernières semaines de leur long vol, les cosmonautes Liakhov et Rioumine se sont livrés, sur la station Saliout-6, à divers travaux de

participer un cosmonaute hongrois — sans qu'on sache si ce changement de programme est lié à l'échec de la mission soviéto-bulgare.

Il y a peut-être une autre raison à cette longue interruption : le 16 décembre 1978, les Soviétiques ont lancé vers Saliout un nouveau modèle de Soyouz : le Soyouz-T. Celui-ci diffère des Soyouz classiques par plusieurs améliorations, en particulier un calculateur de bord qui facilite la délicate opération d'approche et d'amarrage sur Saliout, opération qui a été réalisée le 19 décembre. Annaparavant, les informations sur la position et la vitesse relative de Soyouz et de Saliout étaient transmises au sol, traitées par ordinateur et transmises en ordres retransmis vers Soyouz. La présence d'un ordinateur à bord de Soyouz-T traduit les progrès soviétiques, leurs mais certains, dans le domaine de la microélectronique.

Soyouz-T est aussi équipé de panneaux solaires permettant de recharger ses batteries. Les systèmes de traitement de l'air et de régulation de température ont été modernisés ; enfin, les divers moteurs sont alimentés à partir des mêmes réservoirs, ce qui permet une meilleure utilisation des propulseurs et raccourcit les possibilités de manœuvre. Enfin, l'aménagement intérieur de Soyouz-T lui permettrait de transporter trois cosmonautes au lieu de deux.

De même qu'ils ont construit un nouveau Soyouz, les Soviétiques ont en chantier un futur Saliout qui pourrait être encore plus proche de la station orbitale permanente vers laquelle s'oriente le programme soviétique. On sait que le cosmonaute français qui devrait être mis en orbite en 1983 travaillera dans

dient la fabrication d'alliages ou la croissance de cristaux. Et, bien entendu, ils profitent de l'incomparable observatoire qu'est le satellite pour étudier les ressources civiles ou militaires de notre planète.

La station Saliout-6 est bien adaptée à ces multiples tâches. On peut l'améliorer, mais on ne voit guère l'intérêt qu'auraient les Soviétiques à remettre entièrement en cause sa conception et à partir dans une direction nouvelle. Tant que le matériel actuellement en orbite leur semble assez sûr pour qu'ils lui confient des vies humaines, ils continueront à utiliser ce laboratoire de l'espace qui leur a déjà bien servi.

## Les vols soviétiques de longue durée

ORDRE de départ	VAISSEAU utilisé	EQUIPAGE	DURÉE
1 <sup>er</sup> juin 1970	SOYOUZ-3	ANDRIAN NIKOLAÏEV VITALI SEVASTIANOV	17 j. 16 h. 59
6 août 1971	SOYOUZ-11 SALIOUT-1	GUEOR. DOBROVOLSKI VICTOR PATSAÏEV VLADISLAV VOLKOV	23 j. 18 h. 22
10 janv. 1975	SOYOUZ-17 SALIOUT-4	ALEXI GOUBARIEV GUEORGUI GRETCHKO	29 j. 13 h. 28
24 mai 1975	SOYOUZ-18 SALIOUT-4	PIOTR KLIMOUK VITALI SEVASTIANOV	62 j. 23 h. 28
19 déc. 1977	SOYOUZ-26 SALIOUT-6	YOURI ROMANENKO GUEORGUI GRETCHKO	96 j. 18 h.
15 juin 1978	SOYOUZ-29 SALIOUT-6	VLADIMIR KOVALENOK ALEX. IVANTCHENKOV	129 j. 14 h. 45
25 fév. 1979	SOYOUZ-32 SALIOUT-6	VLADIMIR LIAKHOV VALERI RIOUMINE	178 j. 9 h. 36

(1) Les trois cosmonautes sont morts un peu avant l'atterrissage, victimes d'une dépressurisation accidentelle de Soyouz-11.

## LENTILLES DE CONTACT

Simple • Ultra-minces  
BAUSCH & LOMB  
Premier fabricant américain  
Détourne exceptionnel  
Tous utiles pour le cas  
Adaptation par spécialistes  
PRIX SPECIAL 796 F  
Laboratoires OPTIS, 21, av. de  
Friedland (8<sup>e</sup>) - Tél. : 563-53-98

هكذا من الأصل











## Jeudi 6 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

- 12 h 15 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 30 Émissions régionales.  
13 h 50 Objectif santé.  
14 h Les vingt-quatre jours.  
Émission du Centre national de documentation pédagogique.  
14 h 30 Objets insolites; 14 h 35 En vacances; 14 h 40 Les mœurs du monde de demain; 14 h 45 Les métiers paroxysmiques; 15 h 1. Les mélanges des sons; 15 h 50. Le spectacle des variétés; 16 h. L'actualité; 17 h. La lecture fonctionnelle; 17 h 30. L'histoire d'un lycéen: il y a deux ans, la troisième.  
18 h TF 4.  
18 h 35 Un, rue Sézanne.  
19 h 55 C'est arrivé un jour.  
Crimes parfaits.  
19 h 10 Une minute pour les femmes.  
La formation continue.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.  
20 h 30 Série: « La Fortune des Rouges » (n° 2). Réal. J.-A. Hubert, avec C. Barbes, F. Barbes, C. Charras, C. Deschamps.  
19 h 20 Émissions régionales.  
21 h 30 L'événement.  
Émission d'Henri Marquet et Julien Besançon.  
22 h 30 Journal.

## 22 h 40 Cinéma: « Le Solitaire ».

Film français de A. Brunet (1972), avec R. Kruger, R. Pellegrin, G. Géraud, P. Bianchi, J. Lefebvre, N. Notté.  
En prison, où il purge une longue peine, un cambrioleur solitaire et repenti sur lui-même, rêve de retrouver sa petite fille. Un gardien-chef lui propose la liberté en échange d'un coup d'essai pour lui.

## DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série: « Aimé de son concierge ».  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui, madame.  
La double.  
15 h Série: « Mission impossible ».  
Le daimon.  
19 h L'Invité du jeudi.  
Le biologiste Henri Laborit.  
17 h 20 Sports: cyclisme.  
Paris-Nice.  
17 h 50 Récré A 2.  
Boule et Bill; Mes mains ont la parole; Mlle Rose et Chantalagane; Je veux être... acrobate.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Émission réservée aux formations politiques.  
Le R.P.R.  
20 h Journal.

- 20 h 35 Cinéma: « Le Jardinier d'Argenteuil ».  
Film français de J.-P. Le Châtelier (1968), avec J. Gabin, L. Pujat, P. Vernet, C. Jarry (Rediffusion).  
Un retraité, qui cultive des fleurs à Argenteuil, fabrique aussi de faux billets de 10 francs pour ses petits besoins. Son mensonge se révèle à son fils, qui est plus important et lui fait connaître « la grande vie » sur la Côte d'Azur.  
22 h 10 Courte échelle pour grand écran.  
Émission de Lionel Chouchan.  
22 h 50 Journal.  
JEUDI 9

## TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.  
Les enfants d'allieurs: la Tunisie; Les aventures de Peter et Peter et le camping.  
18 h 55 Tribune libre.  
Biologie et océanologie, avec M. Fontaine, président de l'Académie des sciences.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
Bucky et Pepto: nos petits gars.  
20 h Les jeux.  
20 h 35 Cinéma (cycle Alain Delon): « Le Samourai ».  
Film français de J.-P. Melville (1967), avec A. Delon, N. Delon, C. Rivet, F. Perier, J. Leroy, C. Jourdain (Rediffusion).  
Un tueur à gages, passé pour le maître d'un pavillon de bois de nuit, est soupçonné et employeur, qu'il ne connaît pas, cherche à le faire abattre.  
22 h 10 Journal.

## Vendredi 7 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

- 12 h 15 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 30 Émissions régionales.  
14 h 5 Images de la vie rurale hier et aujourd'hui.  
Émission du C.N.D.P.  
15 h Tennis: Coupe Davis.  
France-Finlande à Toulouse.  
17 h 30 Découverte du passé au C.E. 1 (1<sup>re</sup> partie).  
Émission du C.N.D.P.  
18 h TF 4.  
19 h 30 Un, rue Sézanne.  
18 h 55 C'est arrivé un jour.  
Vieilles demoiselles présentent bien.  
19 h 10 Une minute pour les femmes.  
Le retour en force des fibres alimentaires.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.  
20 h 30 Au théâtre ce soir: « Miss Mabel ». De R.-C. Sheriff, avec J. P. Delage, A. Allard, J.-P. Delage.  
Miss Mabel et ses deux sœurs jumelles et pris sa place!  
22 h 30 Plein feu.  
Magazine culturel de J. Artur.  
23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.

## DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série: « Aimé de son concierge ».  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui, madame.  
Les premières chances.  
15 h Série: « Mission impossible ».  
Le boucher des Balkans.  
19 h Quatre saisons.  
17 h 20 Sports: cyclisme.  
Paris-Nice.  
17 h 50 Récré A 2.  
Boule et Bill; Sophie la sorcière; Candy.  
18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top-club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Feuilleton: « Petit Déjeuner compris ». De D. Thompson; Réal. M. Berny; avec P. Mony et M.-C. Barault.  
21 h 35 Apostrophes.  
Histoire, amour et magie des objets et des vêtements. Avec M. J. Frel (Témoins de la vie paysanne: la Lorraine); J. Laurent (Le Nœud et le dénoué); M. Roussin (Vieilles des objets); J.-M. Varenne (la Magie des objets); F. Gernie (Depuis quand); et Mme Y. Verdier (Façon de dire, façon de faire).  
22 h 50 Journal.

- 22 h 55 Cinéma-club (cycle Rahm): « Le Roi ».  
Film français de P. Colombier (1938), avec A. Lefaur, G. Morlay, E. Popesco, Rahm, A. Lefaur, E. Duvalles, H. Robert, P. Herment (N. Rediffusion).  
Le roi de Sardaigne, venu en visite officielle en Italie pour la discussion d'un traité de commerce, note des relations fort intimes avec la maîtresse, puis la femme, d'un député démocrate.

## TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.  
Les contes du folklore japonais: la perle mystérieuse; Des livres pour nous.  
19 h 55 Tribune libre.  
Biologie et écologie, avec F. Poumenga, directeur du Muséum.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
Bucky et Pepto: Simbad Junior.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 V.S. - Le nouveau vendredi: La mort d'un chimiste.  
Reportage de P. Pasnot et G. Follin.  
L'ère notre entretien page 1.  
21 h 30 Dramatique: « Les Mentures ». M. Delbecq; avec: S. Valère et J.-M. Thibault.  
La solitude, un jour d'été déserté, dans une ville, rapproche Jeanne et Paul, qui ne sont plus tout jeunes, et vont se raconter des histoires.  
22 h 25 Journal.  
22 h 45 Magazine: Thaïssa.

## Samedi 8 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

- 12 h 10 Émissions régionales.  
12 h 30 Cuisine légère.  
La blanquette de veau à la crème d'herbes fines.  
12 h 45 La vie commence demain.  
Avenir (n° 4).  
13 h Journal.  
13 h 30 La mode de l'accordéon.  
13 h 50 Au plaisir du samedi.  
14 h 35. La croisière d'amour (n° 10); 14 h 40. Un nom en or; 14 h 45. Plume d'Elan; 14 h 50. Découverte TF 1: M. de Rosal; 15 h. 9. Maya l'abeille; 15 h 30. Quantin Durand (n° 6); 16 h. 45. Le magazine de l'aventure; 17 h. 27. Spiderman; 17 h 45. Avec des idées que savez-vous faire?  
19 h 10 Trente millions d'amis.  
Les chiens d'avant-garde.  
19 h 40 Magazine auto-moto.  
19 h 50 Six minutes pour vous défendre.  
19 h 20 Émissions régionales.

## 19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.

- 20 h Journal.  
20 h 30 Numéro un.  
21 h 30 Série: « Anne Karenine » (n° 5).  
22 h 30 Télé-lool 1.  
23 h 30 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

- 11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.  
12 h La vérité est au fond de la mamite.  
12 h 30 Samedi et demi.  
13 h 35 Monsieur Cinéma.  
14 h 20 Les jeux du stade.  
17 h 10 Les moins d'argent et les autres.  
17 h 55 Course autour du monde (finale).  
18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top-club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Feuilleton: « Petit Déjeuner compris ». De D. Thompson; Réal. M. Berny (dernier épisode).

- 21 h 35 Jeu: Intermèdes.  
Finale, à Genève.  
22 h 35 Penêtre sur...  
23 h 10 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

- 12 h 30 Les pieds sur terre: la Brucellose.  
Magazine sécurité de la Mutualité sociale.  
19 h 30 Pour les jeunes.  
Il était une fois l'homme: Le printemps des peuples; Les Africains: La traite des esclaves.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Histoires étranges: « Le Mort amoureux ».  
D'après T. Gautier; adapt.: C. Bény et P. Badi; réal.: P. Kassovitz; avec: F. Martorel, J. Martin, L. Condaminas, G. Desantes, J. Clère, etc.  
22 h Journal.  
22 h 20 Cinéma-club.

## Dimanche 9 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte.  
8 h 30 La source de vie.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe célébrée en l'église paroissiale de Ploufret (Morbihan).  
Prédicateur: Père Jean de la Croix.  
12 h TF 1-TF 1.  
12 h 25 25<sup>e</sup> concours Eurovision de la chanson française.  
13 h Journal.  
13 h 20 C'est pas sérieux.  
14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.  
De Michel Drucker.  
15 h 20 Tiroir.  
15 h 40 Série: « Le Signe de justice » (n° 3).  
19 h 20 Sports première.  
Championnat du monde de cross-country à Longchamp, Cyclisme: Paris-Nice.  
19 h 25 Série: « Commissaire Moulin ».  
19 h 25 Les animaux du monde.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma: « La Folie des grandeurs ».  
Film français de G. Oury (1971), avec L. de Funès, Y. Montand, A. de Mendonça, K. Schubert, G. Tinti, A. Sepitch, P. Prébois (Rediffusion).  
Un diocésain sévère, en Espagne, pour se venger de la reine qui lui a fait retirer son poste de ministre, l'intriguant Don Saluste veut la faire séduire par son valet (amoureux d'elle), et qu'il a présenté à la cour comme son noble cousin.  
22 h 15 Ballet de Joseph Rusellio.  
« Phantasmes de Pierrot ».  
23 h Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

- 10 h Émissions pédagogiques.  
11 h Oo we go.  
11 h 15 Chorus.  
12 h Concert (en liaison avec France-Musique).  
Concerto pour violon et cordes en la mineur, de Bach; Concerto pour clavier et cinq instruments, de M. de Falla, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France.  
12 h 45 Journal.  
13 h 20 Série: « Colorado ».  
14 h 35 Jeu: Des chiffres et des lettres pour les jeunes.  
15 h 25 Des animaux et des hommes.  
16 h 15 Mélax: pose-passe.  
16 h 45 Série: « un Juge, un fil... » (Lire notre sélection).  
17 h 45 Les Muppets.  
18 h 10 Dessin-moi un mouton.  
18 h 30 Dessin animé.  
18 h 50 Stade 2.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série: « Pearl Harbor ».  
Réalisation H. Averback et A. Singer.  
Trois copies de Pearl Harbor.  
22 h 5 Document: Par elles-mêmes.  
Danièle Utimo-Brun, psychanalyste.  
22 h 35 La grande parade du jazz.  
De J.-C. Avery.  
(Lire notre sélection).  
23 h 5 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

- 10 h Émissions de l'ICI destinées aux travailleurs immigrés.  
Images du Portugal.

- 10 h 30 Musique.  
Émission préparée par T. Fares et J.-L. Orabona. Reportage: « Diagnostic », la vie d'un chirurgien camerounais exerçant en France; Variétés: M. de Lourdes (Portugal); R. Journo (Togo); L. Lalla (Togo); Groupe Foliane (Togo); Lalla (Togo); Cahors, cité lyre.  
17 h Préface à l'après-midi.  
« Mélodies », d'Hugo Wolf, par C. Ludwig et H. Rey; au piano: G. Parsons.  
17 h 35 Théâtre de toujours: « Les Trois sœurs ».  
d'A. Tchekhov; réal.: J. Prat; avec: L. Amont, D. Girard, A. Delaune, etc. (Rediffusion).  
18 h 45 Spécial DOM-TOM.  
20 h Rire et sourires au Comic Palace.  
Réal. B. Miller.  
Cortina. Nodar devient photographe, expérimente les premiers essais en lumière artificielle, réalise les premières photos aériennes.  
21 h 25 Journal.  
21 h 40 L'Invité de FR 3: Venise.  
Émission de J.-J. Royer. Réal. M. Frydland. Sur les traces de Paul Morand.  
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle I. Thalberg): « Le Cameraman ».  
Film américain d'Ed. Sedgwick (1928), avec R. Keaton, M. Day, H. Goodwin, S. Bracy, E. Crillon (Muet, N. Rediffusion).  
Pour se rapprocher d'une jeune fille qu'il aime, un photographe de l'usée cherche à entrer comme opérateur au service des actualités de la M.C.M. à New-York. Ses essais pour prouver son talent se révèlent, d'abord, instructifs.

## A VOIR

## En direct de Strasbourg

DOSSIERS DE L'ECRAN:  
L'EUROPE DU XX<sup>e</sup> SIECLE  
Mardi 4 mars  
A 2, 20 h. 40

Il aura fallu attendre longtemps, très longtemps, pour que les élections au suffrage universel d'une Assemblée européenne aient enfin lieu et que l'idée d'une Europe politique ne paraisse plus relever de l'utopie. Mais qu'est, en 1980, la réalité européenne? Les représentants des divers pays décidés à s'unir doivent parfois s'interroger sur l'étendue de ce qui reste à accomplir pour que, face aux grandes puissances comme à l'égard des immenses zones en voie de développement, le Vieux Monde retrouve une dimension. Les Etats unis d'Europe ne sont pas pour demain, loin s'en faut. Et le « communisme » dont rêvaient Jean Monnet ou Henri Spaak ne suscite pas l'enthousiasme de tous les « nationaux » engagés dans l'aventure.

Des représentants de sept pays différents, de sept tendances politiques également différentes, participeront, en direct de Strasbourg, au débat qui prolongera le film présenté aux « Dossiers de l'écran ». Pierre Niviolet a réalisé à cette occasion un montage de documents d'actualité qui retracent l'évolution politique, économique et sociale d'un continent qui, après avoir, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, affirmé son hégémonie, a été secoué par deux guerres, divisé en deux blocs idéologiques opposés, puis secouru par les péripéties de la décolonisation et qui, maintenant, doit affronter les difficultés d'un temps d'inflation monétaire et de déséquilibre international.

Il est évident que cette rétrospective de quatre-vingt années d'une histoire complexe et acablée ne peut être exhaustive: elle constitue un rappel des grands événements et donne une vision de leur encheînement selon de leur logique.

## Un feuilleton policier

SERIE:  
UN JUGE, UN FLIC  
Dimanche 9 mars  
A 2, 18 h. 45

Michel Duchesnoy s'est fait l'interprète du Juge Walder de Neuville, qui saura découvrir, avec le commissaire Villequier (joué par Pierre Santini), l'origine d'une escroquerie d'envergure commise cinq ans plus tôt grâce aux papiers d'un marchand de fourrures et d'une femme d'affaires suspecte (ici Nadine Alari). Il s'agit de retrouver un tueur et,

comme dans toute histoire policière bien ficelée, les ébluis succès des coupables fournissent autant de rebondissement au scénario (signé par Henri Viard). Le réalisateur Denys de La Patellière a fait appel à une brochette impressionnante de comédiens (ils sont une trentaine et plus) et, dans une atmosphère d'images soignées, la série est d'appellation française contrôlée, et probablement de qualité supérieure à l'ordinaire.



## Le jazz de Zoot Sims

LA GRANDE PARADE DU JAZZ  
Dimanche 9 mars  
A 2, 22 h. 35

Si vous aimez danser chez Pontreil, un jour ou l'autre, en 1947, vous pouvez entendre la coulouche de Los Angeles: l'orchestre de mambo de Tony de Carlo. Au premier rang, là, quatre saxophonistes ténors, celui du même rêve brumeux. En pleine révolution bop, il sont tous quatre hébétés de la fluidité de Lester Young. On les appelle les Irres (« The Brothers »). Ils ont vingt ans ou peu s'en faut. Ils jouent comme passent les nuages par vent du sud. Leur doigté est celui de la paresse et leur phrasé inimitable. De gauche à droite, Stan Getz, Herbie Steward, Jimmy Giuffrè et Zoot Sims.

de douceur de vivre, d'automobiles interminables et de plaines mœuses en forme de cœur. Et puis, à chaque enroulement sa revanche, on finit par les détecter.

Eh bien, ce n'est pas ça qui empêche Zoot Sims, ni les autres, de jouer. Depuis cette année 40, Zoot Sims occupe cette scène du jazz où la mélodie, le phrasé, l'inventivité harmonique et la perfection professionnelle priment tout. Après une relative éclipse, Zoot Sims est revenu. Là, avec le sonorisé chaleureux et brillant, et surtout avec cette petite idée du jazz, modeste, inaltérable et persistante. Aussi l'esthétique que l'est. Au début des années 70, le public tout lou, tout free, de Châteaufort lui fait fête. Et c'est le fin de la même décennie, ou bout de quelques quarante années, il est un pilier des fêtes de famille rue Nive ongonise. Ainsi va la vie. On a voulu cataloguer son style: peine perdue; il est juste un musicien de jazz.

F. M.

## JOSEPH GIBERT

- 25% DE REMISE sur les prix marqués (livres neufs) Du 2-12-79 au 23-2-80
- LA PLÉIADE (Tous les)
  - DICTIONNAIRES LAROUSSE
  - BANDES DESSINÉES
  - ASSIMIL (Livres-échantillons)
  - ATLAS (Historique, Géographique)
  - MUSICASSETTES

26, BOULEVARD ST-MICHEL (6<sup>e</sup>)  
MÉTRO: ODEON - R.E.R. LUXEMBOURG  
AUTOBUS: 21-27-38-58-63 - 81-82-84-85-86-87-89  
Arrêts: Cluny, Ecoles, Luxembourg  
Titres disponibles chez les éditeurs



## A L'ECOUTER

## Schumann et le poème de Goethe

CONCERT :  
« SCENES DE FAUST »  
Mercredi 5 mars  
France-Culture, 20 heures

Lorsqu'il écrit son *Faust*, Goethe ne faisait que reprendre, pour l'enrichir, un thème populaire que d'autres avaient déjà traité, mais c'est paradoxalement de la traduction faite par Gérard de Nerval de la première partie qu'il a tiré la matière de son opéra. Les deux transpositions musicales les plus fameuses. On a presque complètement oublié aujourd'hui le *Faust* (1816) de Spohr, et l'on dit, sans en avoir beaucoup plus, que Beethoven était attiré par le même sujet à la fin de sa vie. Inspiré peut-être par le modèle de la *Symphonie fantastique*, Liszt a écrit une *Faust symphonie*, tandis que Wagner n'a laissé qu'une ouverture pour *Faust*; quant à Schumann, qui a travaillé à plusieurs reprises sur le texte même de Goethe, sans avoir jamais pu passer de son œuvre à l'opéra, il a écrit une *Symphonie fantastique*, dans son esprit, à former un tout, mais qu'il est pourtant devenu possible, avec le recul du temps, de considérer comme tel.

C'est qu'il y a, dans cette façon non discursive de traiter le déroulement du drame, quelque chose qui nous satisfait mieux peut-être que la volonté

de le réduire à une simple histoire d'amour malheureux, doublée d'un pacte avec le diable. Ainsi, Schumann, au lieu de se préoccuper d'être accessible au public, se préoccupe d'être ignoré par le public, et c'est là, dans la volonté de l'ignorer, que réside le poème de Goethe pour rétablir la transition et saisir les ellipses.

Si les scènes de *Faust* sont donc plus encore que la *Damnation de Faust*, le contraire d'un opéra, elles ne sont guère plus un drame de concert; c'est une œuvre qui fait appel à l'imagination de l'auditeur et l'on peut dire — une fois n'est pas coutume — qu'elle n'est pas faite pour être entendue par le disque ou la radio.

Après une ouverture développée et pleine de contrastes, à l'image de ce qui va suivre, la première partie comporte trois tableaux : un d'un *Faust* et *Marguerite* dans le jardin, le second de *Marguerite* à la messe et la scène de l'église. La deuxième partie nous présente successivement le manologue de *Faust* au lever du soleil, la persécution du *Souci* et la mort de *Faust*. La dernière partie est une esquisse de *Faust* au milieu des personnages célestes. *Marguerite* interrompt pour lui un chœur mystique, et l'ouvrage dans une atmosphère de recueillement et de méditation.

G. C.

## ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

LE WEEK-END

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) : 5 h. 30, Bon pied, bon œil; 8 h. 30, P. Douglas; 7 h. 25, Écoutez les nouvelles de J. Barthelemy; 7 h. 40, L'heure du jour, de P. Fèvre d'Arvor; 7 h. 50, Parcours éclair, de J. Paley; 8 h. 20, La chronique de J. Barthelemy; 8 h. 45, R. Bouquier et G. Grand; 10 h. 5, Informations des économistes, de J. Barthelemy; 10 h. 25, Les heures de J. Barthelemy; 12 h. 15, L'heure midi; 12 h. 45, Le jeu des 1000 F.

● 30 h. 5, Feed back, de R. Lenoir; 20 h. 30, Y'a de la chanson dans l'air, de J. Barthelemy; 20 h. 45, C. Fittler; 23 h. 5, José Artur et Muriel Hoes; 1 h. 15, A. M. Macha; 3 h. 15, An cœur de la nuit.

● EUROPE 1 (informations toutes les heures) : 5 h. 30, C. Barthelemy; 8 h. 30, P. Douglas; 7 h. 25, Écoutez les nouvelles de J. Barthelemy; 7 h. 40, L'heure du jour, de P. Fèvre d'Arvor; 7 h. 50, Parcours éclair, de J. Paley; 8 h. 20, La chronique de J. Barthelemy; 8 h. 45, R. Bouquier et G. Grand; 10 h. 5, Informations des économistes, de J. Barthelemy; 10 h. 25, Les heures de J. Barthelemy; 12 h. 15, L'heure midi; 12 h. 45, Le jeu des 1000 F.

● R.T.L. (informations toutes les heures) : 5 h. 30, C. Barthelemy; 8 h. 30, P. Douglas; 7 h. 25, Écoutez les nouvelles de J. Barthelemy; 7 h. 40, L'heure du jour, de P. Fèvre d'Arvor; 7 h. 50, Parcours éclair, de J. Paley; 8 h. 20, La chronique de J. Barthelemy; 8 h. 45, R. Bouquier et G. Grand; 10 h. 5, Informations des économistes, de J. Barthelemy; 10 h. 25, Les heures de J. Barthelemy; 12 h. 15, L'heure midi; 12 h. 45, Le jeu des 1000 F.

● R.T.L. (informations toutes les heures) : 5 h. 30, C. Barthelemy; 8 h. 30, P. Douglas; 7 h. 25, Écoutez les nouvelles de J. Barthelemy; 7 h. 40, L'heure du jour, de P. Fèvre d'Arvor; 7 h. 50, Parcours éclair, de J. Paley; 8 h. 20, La chronique de J. Barthelemy; 8 h. 45, R. Bouquier et G. Grand; 10 h. 5, Informations des économistes, de J. Barthelemy; 10 h. 25, Les heures de J. Barthelemy; 12 h. 15, L'heure midi; 12 h. 45, Le jeu des 1000 F.

● R.T.L. (informations toutes les heures) : 5 h. 30, C. Barthelemy; 8 h. 30, P. Douglas; 7 h. 25, Écoutez les nouvelles de J. Barthelemy; 7 h. 40, L'heure du jour, de P. Fèvre d'Arvor; 7 h. 50, Parcours éclair, de J. Paley; 8 h. 20, La chronique de J. Barthelemy; 8 h. 45, R. Bouquier et G. Grand; 10 h. 5, Informations des économistes, de J. Barthelemy; 10 h. 25, Les heures de J. Barthelemy; 12 h. 15, L'heure midi; 12 h. 45, Le jeu des 1000 F.

● R.T.L. (informations toutes les heures) : 5 h. 30, C. Barthelemy; 8 h. 30, P. Douglas; 7 h. 25, Écoutez les nouvelles de J. Barthelemy; 7 h. 40, L'heure du jour, de P. Fèvre d'Arvor; 7 h. 50, Parcours éclair, de J. Paley; 8 h. 20, La chronique de J. Barthelemy; 8 h. 45, R. Bouquier et G. Grand; 10 h. 5, Informations des économistes, de J. Barthelemy; 10 h. 25, Les heures de J. Barthelemy; 12 h. 15, L'heure midi; 12 h. 45, Le jeu des 1000 F.

● R.T.L. (informations toutes les heures) : 5 h. 30, C. Barthelemy; 8 h. 30, P. Douglas; 7 h. 25, Écoutez les nouvelles de J. Barthelemy; 7 h. 40, L'heure du jour, de P. Fèvre d'Arvor; 7 h. 50, Parcours éclair, de J. Paley; 8 h. 20, La chronique de J. Barthelemy; 8 h. 45, R. Bouquier et G. Grand; 10 h. 5, Informations des économistes, de J. Barthelemy; 10 h. 25, Les heures de J. Barthelemy; 12 h. 15, L'heure midi; 12 h. 45, Le jeu des 1000 F.

● R.T.L. (informations toutes les heures) : 5 h. 30, C. Barthelemy; 8 h. 30, P. Douglas; 7 h. 25, Écoutez les nouvelles de J. Barthelemy; 7 h. 40, L'heure du jour, de P. Fèvre d'Arvor; 7 h. 50, Parcours éclair, de J. Paley; 8 h. 20, La chronique de J. Barthelemy; 8 h. 45, R. Bouquier et G. Grand; 10 h. 5, Informations des économistes, de J. Barthelemy; 10 h. 25, Les heures de J. Barthelemy; 12 h. 15, L'heure midi; 12 h. 45, Le jeu des 1000 F.

● R.T.L. (informations toutes les heures) : 5 h. 30, C. Barthelemy; 8 h. 30, P. Douglas; 7 h. 25, Écoutez les nouvelles de J. Barthelemy; 7 h. 40, L'heure du jour, de P. Fèvre d'Arvor; 7 h. 50, Parcours éclair, de J. Paley; 8 h. 20, La chronique de J. Barthelemy; 8 h. 45, R. Bouquier et G. Grand; 10 h. 5, Informations des économistes, de J. Barthelemy; 10 h. 25, Les heures de J. Barthelemy; 12 h. 15, L'heure midi; 12 h. 45, Le jeu des 1000 F.

● R.T.L. (informations toutes les heures) : 5 h. 30, C. Barthelemy; 8 h. 30, P. Douglas; 7 h. 25, Écoutez les nouvelles de J. Barthelemy; 7 h. 40, L'heure du jour, de P. Fèvre d'Arvor; 7 h. 50, Parcours éclair, de J. Paley; 8 h. 20, La chronique de J. Barthelemy; 8 h. 45, R. Bouquier et G. Grand; 10 h. 5, Informations des économistes, de J. Barthelemy; 10 h. 25, Les heures de J. Barthelemy; 12 h. 15, L'heure midi; 12 h. 45, Le jeu des 1000 F.

## Lundi 3 mars

## FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Images d'astrophysique; à 8 h. 32, La forêt de l'oubli.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 2. Les Indes de l'histoire : « Les institutions de la France sous la monarchie absolue », avec R. L. Dumas; « Les Indes de l'histoire », avec R. L. Dumas; « Les Indes de l'histoire », avec R. L. Dumas.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 15. Les Indes de l'histoire : « Les institutions de la France sous la monarchie absolue », avec R. L. Dumas; « Les Indes de l'histoire », avec R. L. Dumas; « Les Indes de l'histoire », avec R. L. Dumas.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## Mardi 4 mars

## FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## Mercredi 5 mars

## FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

18 h. 30. Feuilleton : « Jours de famine et de deuil », d'après Neil Doi.  
19 h. 30. La science en marche : Promenade au jardin des sciences.  
20 h. 30. Les Indes de l'histoire : « Les institutions de la France sous la monarchie absolue », avec R. L. Dumas; « Les Indes de l'histoire », avec R. L. Dumas; « Les Indes de l'histoire », avec R. L. Dumas.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## Jeudi 6 mars

## FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## Vendredi 7 mars

## FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

15 h. Festival du son (Allemagne, Suède, Autriche) : « Le Cyprien des deux », final de la 1ère édition du Festival de la Musique; à 15 h. 30, Musiques symphoniques; à 16 h. 30, Musiques symphoniques; à 17 h. 30, Musiques symphoniques; à 18 h. 30, Musiques symphoniques; à 19 h. 30, Musiques symphoniques; à 20 h. 30, Musiques symphoniques; à 21 h. 30, Musiques symphoniques; à 22 h. 30, Musiques symphoniques.

## Samedi 8 mars

## FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## Dimanche 9 mars

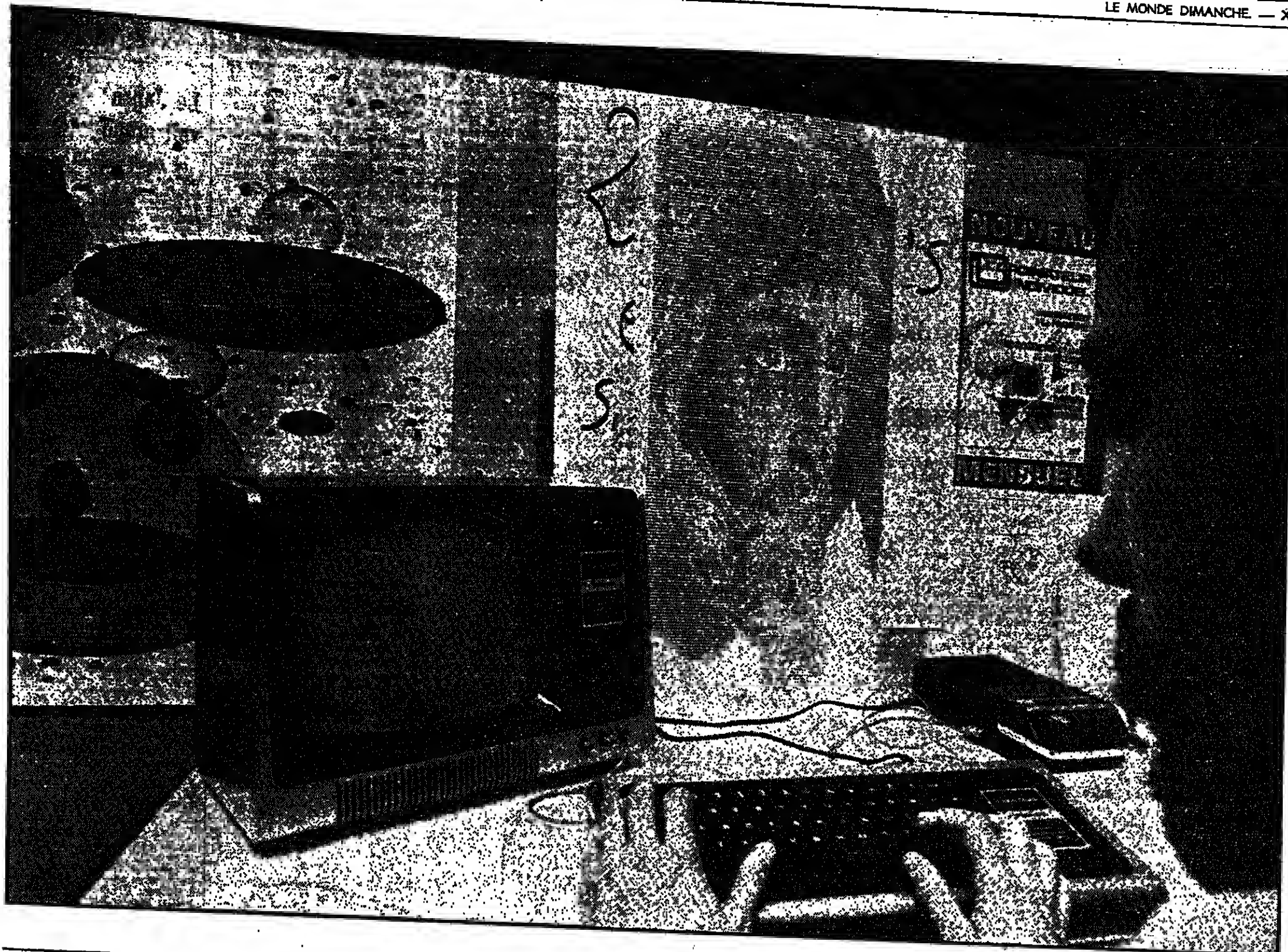
## FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Matinales.  
8 h. 30. Échec au hasard.  
9 h. 30. Échec au hasard.  
10 h. 30. Échec au hasard.  
11 h. 30. Échec au hasard.  
12 h. 30. Échec au hasard.  
13 h. 30. Échec au hasard.  
14 h. 30. Échec au hasard.  
15 h. 30. Échec au hasard.  
16 h. 30. Échec au hasard.  
17 h. 30. Échec au hasard.  
18 h. 30. Échec au hasard.  
19 h. 30. Échec au hasard.  
20 h. 30. Échec au hasard.  
21 h. 30. Échec au hasard.  
22 h. 30. Échec au hasard.





JEAN-PIERRE PAVREAU/FOTOGRAF

JOURNALISME

# Le nouvel espace de l'information

Le développement des nouveaux moyens d'information va provoquer une spécialisation accrue et réduire paradoxalement l'accès aux nouvelles. Il faut renforcer le rôle des journalistes.

DOMINIQUE WOLTON (\*)

L'INFORMATION va-t-elle doucement se fondre dans la technologie ? On peut le craindre quand on voit l'importance des débats qui entourent l'information de la presse, l'arrivée des vidéotextes, des satellites, du câble bidirectionnel et des vidéodisques. Quant au contenu, il y est rarement fait référence, comme s'il allait de soi que ces nouveaux outils n'auraient pas d'impact sur le traitement et la conception de l'information.

Pourtant, s'il est un domaine où depuis toujours les systèmes de valeurs, les options politiques, ont eu un rôle au moins aussi important que la technique, c'est bien celui de l'information. L'élargissement du champ de l'information auquel nous assistons ne trouve pas seulement son origine dans les changements techniques, mais également dans les transformations socioculturelles, l'élévation du niveau de vie et des connaissances qui, en leurs marches, ont ouvert de nouveaux marchés. C'est parce que la demande d'information et de culture ne cesse de se développer et de se diversifier que certains de ces nouveaux services ont vu le jour. Et non pour des raisons de performances techniques et de coûts.

On peut essayer de classer en cinq catégories le très grand nombre de services d'informations auxquels nous pourrions accéder chez nous, à condition, bien sûr, d'en avoir le temps et les moyens, par le truchement du papier ou de l'écran (télévision ou terminal).

● *L'information service* (petites annonces, renseignements, réservations...), domaine d'élégance des systèmes type télétype et Anisolep.

● *L'information « nouvelle »*, qui sera plus importante en quantité et diversifiée, avec, notamment, des services possibles d'agences de presse à domicile.

● *L'information spécialisée et professionnelle* (droit, économie, médecine, sport, etc.), dont le marché en pleine expansion traduit la diversification des goûts et des besoins.

● *L'information éditoriale*, de type commentaire, faite par des spécialistes, et dont le rôle grandira, au moment où l'augmentation du nombre des informations développera le besoin de les hiérarchiser.

● *L'information connaissance* liée au développement des banques de données, et qui est une information plus construite, mélangeant la nouvelle, les données et les connaissances.

Ces différentes catégories ont toujours existé, mais on peut s'attendre à une distinction plus nette entre elles, et surtout une correspondance plus étroite entre type d'information et support technologique. La présence de tous les genres d'information sur le « journal-papier », par exemple, va tendre à disparaître, au profit d'une cohabitation hiérarchisée de ces différents types d'informations sur des supports spécifiques.

Quelles sont les conséquences de cet élargissement du champ de l'information ?

D'abord une concurrence accrue entre les quatre fournisseurs traditionnels d'informations (agences, journaux, radios, télévisions) pour la conquête des marchés du vidéotexte, des banques de données et des vidéodisques.

## Une industrie

En outre, le coût des investissements dans le domaine de l'information, qu'elle soit quotidienne, périodique, spécialisée, ou de type « nouveaux médias », renforcera probablement le caractère industriel de ce secteur. La « logique financière » (dépendance de fonctionnement, intérêts en jeu), pèsera de plus en plus lourd sur la « logique rédactionnelle ».

A ces données nouvelles

s'ajoute le phénomène de l'internationalisation de l'information, avec l'interconnexion des banques de données, la transmission des journaux et de la télévision par les satellites. Les vitesses et les capacités de communication par l'électronique et les satellites brisent les frontières nationales. On parle d'un nouvel ordre international de l'information (commission McBride à l'UNESCO), et, au niveau national, de la redéfinition des prérogatives publiques et privées. Les exemples du monopole de diffusion battus en brèche par les satellites, de la responsabilité des professionnels de l'information, du copyright et des flux transfrontières de données sont parmi les plus connus. La coexistence de différents types et supports d'information oblige à une refonte du cadre institutionnel et administratif.

Autre changement, celui du statut de l'information, c'est-à-dire le passage d'une conception de l'information globale, universelle, offerte à tous, à une conception plus différenciée, spécialisée, selon les « besoins » des différents milieux socio-culturels. Ce glissement est indéniable, mais lourd de conséquences.

Aujourd'hui la conception de l'information qui prévaut est liée au modèle politique de la démocratie, et à la place centrale dévolue à l'individu. D'où le lien évident depuis deux siècles entre la bataille pour une presse libre, pluraliste, et le combat pour la démocratie. Mais cette conception — indépendamment du fait qu'elle n'a pas beaucoup tenu compte des inégalités socio-culturelles — est de plus en plus difficile à maintenir. Il y a deux raisons à cela. D'abord parce que la réalité devenant de plus en plus complexe oblige chacun à se spécialiser. L'information devient moins une valeur qu'un instrument. Ensuite, parce que l'éla-

vation du niveau de vie et des connaissances favorise l'expression des différences, tant dans les goûts que les comportements culturels.

Cette double transformation élargit la modification du statut de l'information et le succès probable des formules du type « information à la carte ». Mais à partir de quand la spécialisation de l'information en fonction des différents publics remettra-t-elle en cause une certaine conception de l'information universelle ? Si dans les deux cas on parle de l'« information au service de l'individu », cela ne signifie pas la même chose. Dans un cas, c'est par rapport à un système de valeurs et à un idéal ; dans l'autre, c'est par rapport à la « réalité des choses ».

## Les différences

La spécialisation accrue pose la question du mode d'accès à l'information. Il faudra apprendre à trouver ce que l'on cherche au travers de la manipulation de différents médias, ce qui suppose une certaine maîtrise intellectuelle liée à un niveau socio-culturel. Du même coup, le risque est grand de réduire la part de la « lecture de hasard », qui est pourtant un des accès les plus importants à l'information. Que l'on songe à cette expérience quotidienne du nombre d'informations auxquelles nous accédons inopinément quand on feuillette un journal. La quantité et la diversité des informations contenues dans un journal-papier sont sans commune mesure avec ce que permettent des médias spécialisés.

(\*) Sociologue, coauteur de *l'information demain*, la Documentation française, 1978.

On risque alors, sous couvert de respecter les différences, d'arriver à ce que chacun ait ce qu'il réclame, et seulement ce qu'il réclame, avec une information qui reproduira le « mille-feuille » des inégalités sociales.

Le troisième changement concerne la fonction du journaliste dans ce nouvel espace de l'information. Le risque que le plus sérieux n'est pas celui de la suppression de postes (contrairement aux travailleurs du Livre, par exemple, dont le nombre a décliné avec l'industrialisation des journaux, mettant ainsi presque fin à un des plus beaux métiers de la tradition ouvrière) mais la remise en cause de leur place dans la société. A l'affaiblissement du rôle des ouvriers va correspondre le rôle grandissant des organisateurs informatiques dont la rationalité technico-financière est bien différente de celle des journalistes. Il y a plus. Si l'ouverture de nouveaux services d'information entraîne de nouveaux emplois, rien ne dit qu'il s'agira d'emplois de journalistes. Jusqu'ici, ceux-ci ont eu le monopole du travail sur l'information, mais demain, on grand nombre de personnes vont en fabriquer et en vendre. D'où l'obligation de préciser le statut des journalistes, notamment par rapport aux documentalistes et aux différents professionnels de l'information commerciale et spécialisée qui travailleront sur les vidéotextes et les banques de données. Quelle sera la spécificité du journaliste par rapport à de nombreuses activités maniant de l'information ?

Simultanément son rapport avec l'usager va changer. En ayant accès à plus d'informations et en apprenant à la chercher lui-même par le maniement des différents médias, ce dernier aura une attitude plus active qui le rendra nécessaire-

ment plus exigeant à l'égard du journaliste. En outre la multiplication du nombre des analystes, spécialistes, visant à « donner le sens » des événements réduira également la place des journalistes. Enfin les progrès dans les capacités de transmission des dépêches des photos, des images, conduiront peut-être à réduire le nombre des journalistes couvrant les événements internationaux.

Il est donc essentiel de renforcer la fonction traditionnelle et la légitimité du journaliste qui est de décrire les faits et d'analyser la réalité. Le journaliste est un observateur de l'incohérence du monde. Il n'est pas le seul, mais sa vulnérabilité vient de ce que son travail est quotidien. D'où la nécessité, parallèlement à l'élargissement du champ de l'information, d'augmenter le nombre de « journalistes universels » comme garantie d'une presse pluraliste et contradictoire, et de leur assurer une protection juridique.

La presse ne doit pas être réduite au rôle de fournisseur du « SMIO de l'information ». Ce serait totalement contradictoire avec sa tradition et préjudiciable à chacun d'entre nous. D'autant plus que la qualité et la diversité des hommes de presse sont, en dépit des intérêts nécessairement contradictoires des uns et des autres, un des atouts essentiels de celle-ci, face à l'arrivée des nouveaux concurrents.

L'élargissement du champ de l'information, et son changement de statut, qui représentent les véritables enjeux de l'information de cet univers ancien, secret et attachant, figurent probablement parmi les transformations les plus importantes des vingt prochaines années. Il n'y a pas lieu d'être inquiet à condition que les différents intéressés se mobilisent dès maintenant pour réfléchir aux solutions à apporter à cette grande mutation. Au travers l'information c'est finalement une certaine représentation de la société qui est en cause, et l'acquis fragile de deux siècles de bataille pour la démocratie.



## BIOMASSE

## Le retour des gazogènes

Avec la pénurie de pétrole, on reparle du gazogène, utilisé pendant la dernière guerre.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

APPRECIÉS pendant la guerre du fait de la rareté des produits pétroliers, délaissés ensuite en raison de leur abondance, les gazogènes sont sur le point de connaître une nouvelle gloire avec la crise de l'énergie. A la base de ce renouveau potentiel, une vieille recette : celle qui consiste à remplacer les combustibles traditionnels par des déchets végétaux en vertu du fait que, si l'on en croit les tenants de l'exploitation de la biomasse, cinq kilogrammes de matières végétales représentent l'équivalent d'un kilogramme de fuel.

Fort de ce principe, on peut jouer avec les chiffres pour le plus grand plaisir des statisticiens en pensant par exemple aux cultures de blé dont la paille

contient une quantité non négligeable d'équivalent pétrole (une tonne à l'hectare). Pour récupérer ce pétrole, il suffit de chauffer. La gaséification complète des matières sèches que l'on a récoltées permet en effet de produire un gaz pauvre — dégageant huit fois moins de calories que le méthane, composant essentiel du gaz naturel — qui brûlé dans une chaudière donne de la chaleur, injecté dans un moteur fournit du travail ou de l'électricité, et utilisé à des fins chimiques conduit à la synthèse du méthanol ou de l'ammoniac (1).

De là à songer à la mise en exploitation de cultures à des fins énergétiques, il n'y a qu'un pas que beaucoup oseraient franchir, car les possibilités ne manquent pas, en France par exemple, avec la canne de Pro-

vence susceptible de fournir 8 tonnes de pétrole par an et par hectare, ou en Afrique où la « Pennistern purpureum » laisse espérer un rendement double.

Tout est donc bon pour le gazogène moderne qui n'a rien à envier à son capricieux ancêtre de l'entre-deux-guerres. La technique s'est considérablement améliorée, et, si certains types de gazogènes, ceux à charbon de bois, marquent le pas faute de matière première disponible, certains en revanche se développent (gazogènes à « lits fixes »), tandis que d'autres, en cours de mise au point (gazogènes à suspension), s'apprêtent à faire leur entrée sur le marché. C'est ainsi que les industriels français connaissent une certaine réussite dans la vente des appareils à lits fixes particulièrement adaptés à la combustion des produits lourds à granulométrie élevée : bois, coques de coco, rafles de maïs, etc. En dépit de ces possibilités, tout un ensemble de matières végétales, pourtant fort répandues et que l'on devrait par conséquent pouvoir valoriser, ne leur conviennent pas : paille, seigle, baies de riz, coques d'arachide ou de café.

Cet obstacle a amené le Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole (C.N.E.M.A.) à lancer en colla-

boration avec un industriel français le développement d'un nouveau matériel capable d'utiliser ces produits à la fois fins et légers. Les recherches ont abouti à la construction dans la région de Marseille d'une unité prototype, et les résultats obtenus ont été suffisamment encourageants pour que l'on envisage la réalisation dans l'Oise d'un ensemble plus important d'une puissance de 500 kilowatts. Coût de l'opération : 2,3 millions de francs.

### Rentabilité

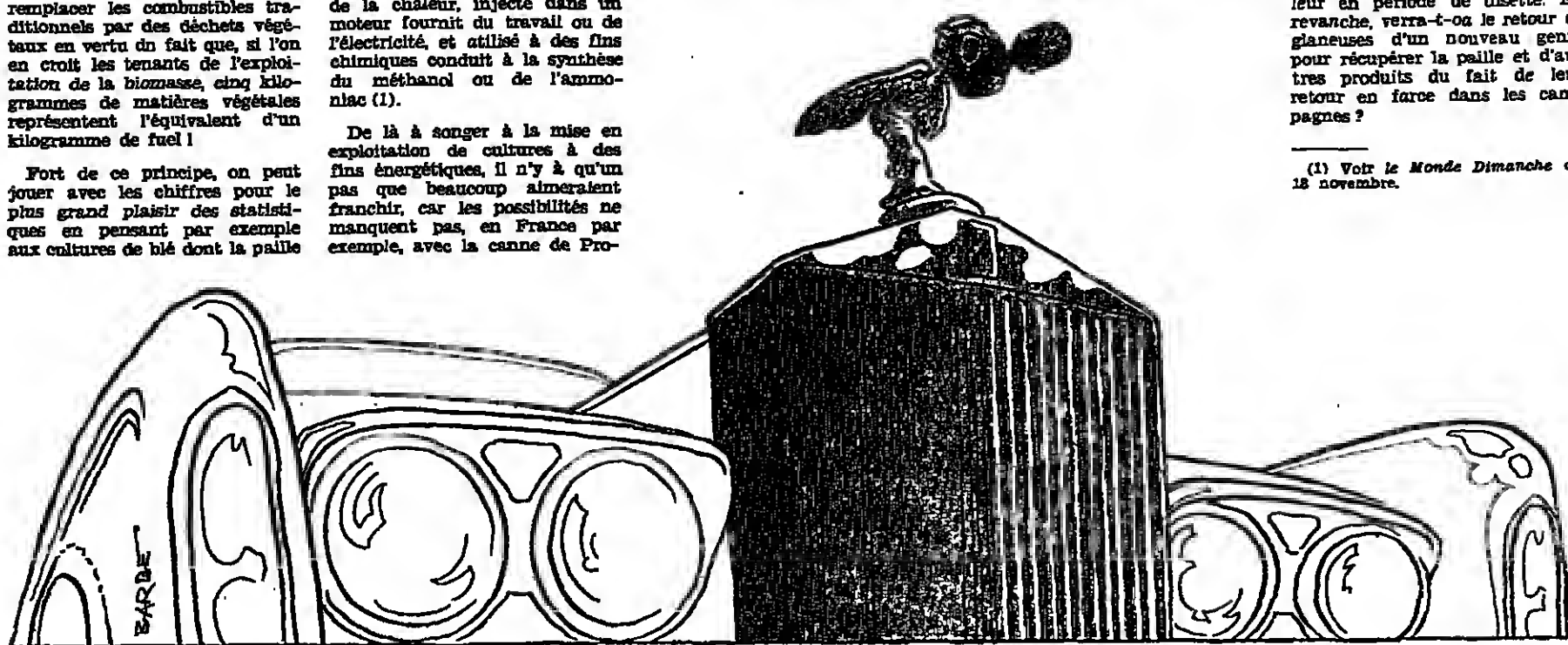
Si techniquement les gazogènes ont fait de réels progrès, qui rendent leur utilisation quotidienne aisée, il leur reste cependant à faire la preuve de leur rentabilité économique. Aujourd'hui, les spécialistes s'accordent à penser qu'en France l'installation de tels ensembles pour la production d'électricité ne se justifie pas, mais qu'elle présente quelque intérêt pour le chauffage domestique ou la déshydratation du foin. Le marché national est donc limité — en raison des prix de revient des matières végétales récupérées — pour les gazogènes, promis, depuis l'été, à un avenir meilleur dans les pays du tiers-monde. Dans ces régions, l'abon-

dance de certaines matières premières, le coût des produits pétroliers et l'éloignement des réseaux de distribution sont en leur faveur. Aussi songe-t-on, en raison du fort ensoleillement de certaines de ces régions, à valoriser des terres actuellement incultes pour y planter des cultures à vocation énergétique, forêts d'eucalyptus par exemple, dont les sous-produits fourniraient de l'énergie électrique.

Outre le développement de telles unités dans des gammes allant de 0,5 à 2 mégawatts, on envisage également le développement d'appareils plus petits à partir des gazogènes à charbon de bois. Le C.N.E.M.A. dispose d'un tel matériel qu'il a adapté à un tracteur d'un vingtaines de chevaux équipé d'un simple moteur de 15 CV. Il ne s'agit cependant que d'un exercice de style, car cette réalisation paraît plutôt vouée à la construction de petites unités de pompage de l'eau bon marché pour les pays sahéliens qu'à la construction de matériel agricole. Le Commissariat à l'énergie solaire (Comes) s'apprête d'ailleurs, pour essais, à en acheter une dizaine, dont le coût tournerait autour de 20 000 francs pièce.

Dans ces conditions, ce n'est pas encore demain que les gazogènes supplémenteront l'essence sur les véhicules automobiles et retrouveront la place qui était la leur en période de disette. En revanche, verra-t-on le retour de gaséificateurs d'un nouveau genre pour récupérer la paille et d'autres produits du fait de leur retour en force dans les campagnes ?

(1) Voir le Monde Dimanche du 15 novembre.



ANDRÉ BARBE

## PARAPSYCHOLOGIE

## Les sorciers en blouse blanche

Université, mathématiques, parapsychologie. A première vue, le rapport n'est pas évident. Un très sérieux laboratoire toulousain s'intéresse à la voyance.

RICHARD CLAVAUD

La parapsychologie fait recette. Journaux, radio et télévision nous offrent des dossiers où la recherche du sensationnel l'emporte souvent sur le souci de l'information. On s'étonnerait en Afrique « par sorciers » interposés, la Chine formerait des « spécialistes psi ». Quant à l'Union soviétique et aux Etats-Unis, ils étudieraient la possibilité pour un médium de détecter un missile de son hut. Le monde serait rempli de laboratoires intra-secrets préparant la guerre parapsychologique.

La France n'en reste pas non plus aux seules prédictions de Mme Soleil. Les scientifiques s'en mêlent. Ainsi, à l'université de Toulouse-le-Mirail, le Groupe d'études expérimentales des phénomènes dits paranormaux (G.E.P.P.), sous la direction d'Yves Lignon, maître-assistant de mathématiques, Université, mathématiques, parapsychologie ? A première vue le rapport n'est pas évident. Pourtant, les mathématiques — et en particulier les statistiques — sont un outil privilégié pour l'étude de ces phénomènes quand il s'agit de distinguer ce qui est le fait du hasard de ce qui ne l'est pas. Le « labo » du Mirail étudie deux aspects du problème : l'extra-sensorialité, définie comme « la possibilité pour l'être vivant d'acquiescer des informations sans le

secours des sens actuellement connus », et la psychokinèse qui est celle de « dériver un système mécanique sans le secours d'une médiation instrumentale ».

### Garanties

La parapsychologie est entrée à l'université en s'entourant de toutes les garanties scientifiques possibles. Le G.E.P.P. a pris le problème à son point de départ, celui des données. Premier souci, utiliser des outils simples permettant de faire des expériences renouvelables et facilement contrôlables. Pour l'étude expérimentale de la perception extra-sensorielle, les statisticiens du Mirail utilisent un jeu de cartes dit « des couleurs de l'arc-en-ciel » qui comprend quarante-deux cartes dont l'une des faces est peinte d'une des sept couleurs de l'arc-en-ciel. Le sujet et l'expérimentateur s'assoient à la même table, face à face. Au milieu, le jeu de cartes soigneusement enveloppé. L'expérience commence : « Je vous demande de m'indiquer le nom de la couleur qui vous paraît être sur la première carte, de même pour la seconde et ainsi de suite jusqu'à la quarante-deuxième ».

L'expérimentateur note alors les réponses. Une autre technique utilisée est celle des « dominos

toulousains », aménagement des dominos de R. Warcollier, l'ancien président de l'Institut métapsychique international. Le jeu est constitué de trente cartes de couleur bleue, verte, jaune, rouge ou noire et portant des points de dominos allant de un à six. Le sujet a ici deux réponses à fournir, le nombre de points et la couleur de la carte. L'analyse statistique des résultats consiste à éprouver l'hypothèse selon laquelle le sujet a répondu au hasard ou bien celle où il y a eu perception extra-sensorielle.

Les expériences de psychokinèse font appel à un appareil de la taille d'une grosse boîte d'allumettes, le « dé électronique », conçu sur le principe du générateur aléatoire. En appuyant sur un bouton, on fait apparaître sur un voyant un numéro allant de zéro à neuf. L'expérience consiste à demander au sujet de faire apparaître le plus souvent possible un numéro, c'est-à-dire de provoquer par simple désir un dérèglement de l'appareil. On cherche ensuite à savoir par la méthode statistique si les résultats observés s'écartent significativement du hasard ou non.

Actuellement, les quatre rapports d'activité publiés par le G.E.P.P. entre 1978 et 1979 font apparaître des résultats positifs. Yves Lignon estime être sur la bonne voie : « Dans un grand nombre de cas, il a plus

de gagnants que de billets gagnants perdus, c'est-à-dire que nos résultats ne sont pas explicables par le seul fait du hasard ».

Grâce à ces recherches, le G.E.P.P. jouit d'une réputation de sérieux et se voit parfois obligé de faire « œuvre de salubrité publique », face à certaines affaires qui défraient la chronique. En janvier 1977, par exemple, une nouvelle forme de « chirurgie » faisait son apparition : la « chirurgie à mains nues ». Devant les caméras de FR 3 Toulouse, un « professeur » en blouse blanche parvenait à extraire de son patient, sans incision, un appendice douloureux. Le scène, émouvante et colorée, sans le doute dans les esprits, jusqu'à ce que quarante-huit heures plus tard l'équipe du G.E.P.P. fasse réaliser la même opération... par des illusionnistes professionnels. En 1979, on fit de nouveau appel aux chercheurs du Mirail pour l'affaire de Séron, dans les Hautes-Pyrénées. Des feux « instantanés » s'élevaient dans une ferme, sans que ni les gardiens ni la science puissent en expliquer l'origine. Les membres du G.E.P.P. conclurent rapidement que l'affaire « était d'avantage du ressort de la justice que de celui de la parapsychologie », malgré l'opposition bien compréhensible de certains, qui leur déclaraient : « On attend des parapsychologues américains, vous aurez l'air d'imbéciles ! ».

### Charlatans

La découverte d'une sombre histoire d'héritage et l'éloignement de certains membres de la famille mirent fin à l'affaire. Pour Yves Lignon, le développement de ce genre de faits divers donne au public une image entièrement fautive de la parapsychologie : « Nous devons supporter le perçage des croyances et des charlatans contre lesquels les possibilités d'action restent dérisoires. » L'existence d'un laboratoire expérimental attire ces charlatans. Tel un « professeur »

de parapsychologie apprend à aliguler des lames de rasoir grâce aux vertus de la grande pyramide d'Egypte, en se réclamant de l'université du Mirail ; là, c'est une voyante qui a participé à certaines expériences du G.E.P.P. qui ne manque pas d'en faire état et de se prétendre « diplômée en parapsychologie ».

Mais le mal ne vient pas que de ce côté. Le fait que l'université abrite un « sorcier en blouse blanche » n'est pas du goût de tout le monde. Et Yves Lignon semble très isolé dans la communauté scientifique. L'Union rationaliste, entre autres, critique les travaux d'Yves Lignon, tout en reconnaissant que « le pas savoir exactement ce qu'il fait ». L'aposition aux recherches dans ce domaine semble venir beaucoup plus d'arguments subjectifs que de la connaissance des dossiers, chose plutôt étonnante quand il s'agit de pourfendre l'irrationnalité. Au niveau théorique pourtant, l'état actuel des recherches en mathématiques, en particulier les travaux d'Olivier Costa de Beauregard (1), englobent la parapsychologie. « Nous sommes dans la situation de celui qui présente une thèse de mathématiques et qui est obligé de prouver que deux plus deux égale quatre », déclare Yves Lignon.

Si la parapsychologie devenait opérationnelle, elle pourrait, estime-t-il, être utilisée pour certaines recherches : celle de l'eau par les sources, celles des personnes disparues notamment. Pour Yves Lignon, il n'y a pas de barrière théorique : « Les perspectives les plus folles sont envisageables à condition que les expériences soient menées avec la plus grande rigueur scientifique ». Le G.E.P.P. n'est pas pressé. Une expérience de voyance commencée le 5 novembre dernier en utilisant le principe du jeu de cartes doit se poursuivre... pendant cinq ans. D'ici là, certains irréductibles auront peut-être accepté de participer au débat au vu des expériences déjà menées. Le défi est lancé.

(1) Voir le Monde des sciences du 24 octobre 1979.

## REPÈRES

### Le Japon voit grand

Le Japon pourrait participer à un projet géant de liquéfaction de gaz naturel à Qatar. L'usine envisagée, avec une capacité de 40 millions de tonnes par an, serait la plus importante au monde. Le journal japonais Yomiuri Shimbun révèle que les compagnies d'électricité et de gaz japonaises espèrent, en apportant leur soutien financier, pousser l'importation de 8,5 millions de tonnes de G.N.L. par an à partir de 1990. (« Energies », 26, rue Cadet, 75009 Paris.)

### Téléprojections

Entre les triples projecteurs d'un prix relativement élevé et les systèmes peu coûteux grossissant l'image d'un téléviseur normal à l'aide d'une loupe, il y avait la place pour un tube spécialement étudié pour une projection directe des images de télévision. C'est ce qu'a mis au point la firme américaine Kloss Video Corporation qui propose enfin un équipement de faible prix destiné à un marché de large consommation.

Actuellement, le prix d'un téléprojecteur est de 3 000 dollars. Le nouveau procédé, qui intègre une loupe à un tube spécialement étudié pour une projection directe des images de télévision, permettra d'être vendu 1 000 dollars d'ici à cinq ans et ça à 500 000 exemplaires.

En plus, ce tube ne se détruit pas en chauffant, ce qui est le cas des systèmes adaptables aux postes normaux actuellement en vente. (The Economist.)

### Respirez fort !

Selon une firme hollandaise, un simple examen de l'haleine peut remplacer les traditionnelles analyses du sang nécessaires pour diagnostiquer certaines lésions intestinales ou les anomalies dans l'absorption des hydrates de carbone. Il existe en effet une corrélation entre la teneur en hydrogène de l'haleine du patient et ces affections. La firme a donc mis au point un appareil d'analyse directe de l'haleine qui procède automatiquement à la prise d'échantillon et à l'analyse.

Le dispositif est compact (30 x 25 cm) et comporte sa propre imprimante. Sa sensibilité à l'hydrogène est de l'ordre du millionième. (Le Praticien Nouveau, 5, rue du Coq-Héran, 75001 Paris.)

### Réponse télécommandée

Une nouvelle génération de répondeurs téléphoniques a vu le jour avec le dernier appareil développé par une entreprise suisse. Le répondeur type 530 est commandé par un micro-ordinateur. Non seulement il enregistre une communication téléphonique destinée à une personne absente, mais encore il la diffuse au moment où l'intéressé, à l'aide d'un code spécial, quitte l'appareil par une tierce personne, le lui demandant, où qu'il se trouve sur la terre. Après quoi, le destinataire peut même effacer l'enregistrement et remettre la cassette à zéro. Ainsi, en cas de longue absence, l'utilisateur reste relié à son bureau et peut traiter les informations fournies par ce moyen dans de brefs délais. (Sources : Chambre de commerce suisse en France, 16, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.)

### La percée informatique de Canon

La firme Canon vient de décider d'exporter ses mini-ordinateurs BC71 dans le monde, en commençant d'abord par Hongkong. Si l'objectif de vente de cent unités est atteint dans la première année, le constructeur japonais s'attaquera aux Etats-Unis et pays généralisés à « tout pays anglophone ».

En effet, alors que le matériel du BC71 a été mis au point par Canon, le logiciel a été développé en association avec la célèbre firme américaine Price Waterhouse. Aussi le package des programmes est-il d'abord utilisable dans des pays de langue anglaise. Canon rejoint ainsi le club des exportateurs d'ordinateurs japonais. (c.o.c. Mitsubishi Electric, Nippon Electric et Fujitsu, Japan Economic Journal.)

هكذا من الأصل



HISTOIRE

# Les Francs à l'assaut de l'Islam

L'équilibre politique de la Méditerranée bascule brusquement au onzième siècle : les féodaux chrétiens du Nord se lancent à la conquête de l'Islam.

HENRI BRESCH

UNE Méditerranée frontalière entre deux mondes culturels différents : mer vide, rarement sillonnée par les rapides navires de guerre et de course de deux empires hostiles : telle est l'image qui s'est mise en place au cours du haut Moyen Âge (VI<sup>e</sup> siècle - X<sup>e</sup> siècle). Au sud et à l'est, les héritiers de l'Empire romain, Byzance et l'Islam, ennemis mortels et pourtant frères et complices. Deux civilisations de la ville, à la base agricole fragile, deux empires théologiques où l'idéologie changeante et exaltée forge les armes de la politique. Au nord, derrière les façades de romanité survivante, le profond « hinterland » germanique s'élargit à la « révolution féodale ». De ces deux mondes, le premier a cumulé les héritages et les réussites, tandis que le second souffrait des formidables coups de boutoir des Normands et des Hongrois. Et, soudain, en moins de trente ans, entre 1061 et 1099, c'est le grand basculement, l'invasion et la soumission d'une bonne part de la Méditerranée musulmane par la féodalité franque.

En 1061, Messine, gardienne islamique du détroit, tombe entre les mains d'un groupe de chevaliers de Normandie, menés par les Hanterville, Roger et Robert Guiscard. Onze ans après, avec la prise de Palerme, l'essentiel de la Sicile est soumis à ces conquérants, alors que Byzance avait toujours échoué à reprendre cette île grecque. En 1063, Eble de Roucy et ses Champenois enlèvent Barbastro, dominant espace et ambitions au petit État aragonais. En 1085, alors que Robert Guiscard vient à peine d'échouer dans une expédition de conquête de l'Empire byzantin, c'est Tolède qui tombe entre les mains d'Alphonse VI de Castille, appuyé par ses parents bourguignons. En 1084, c'est la prise de Buesca. En 1099, après la longue expédition de conquête qui a vu Baudouin de Boulogne installer sa principauté à Edesse, Bohémond de Hauteville, Normand de Sicile, fonde la sienne à Antioche, un royaume latin, français, se constituant à Jérusalem, au cœur du monde musulman, brisé en deux.

## L'ennemi absolu

La guerre sainte et sa pulsion eschatologique se greffaient sur la vitalité rurale et féodale de la chrétienté latine ; étroitement associée aux ambitions dynastiques et aux orgueils nationaux, la Croisade allait encore alimenter pendant plus d'un siècle la soif de conquête, la pression de la déposssession violente, culminant dans le sac de la chrétienne Constantinople et dans le partage de l'Empire byzantin (1204). Revanche sanglante d'un Nord jusqu'à la mépris et l'inculte, amené presque par hasard à assumer la direction et la représentation d'une Eglise universelle longtemps orientale, la Croisade est encore l'occasion décisive de soumettre l'ensemble des pays de la Méditerranée à un ordre économique nouveau : un Sud appauvri, dépeuplé, désindustrialisé prend sa place et ses fonctions de complément colonial du monde du Nord.

L'Islam était coupable, en effet, d'avoir rejeté le monde chrétien bien loin de son centre de gravité, de ses origines spirituelles : le triangle des grands patriarchats de la théologie — Antioche, Alexandrie, Constantinople — entourant le lieu saint de Jérusalem, a été distordu par la conquête arabe. Les institutions chrétiennes ont survécu, protégées par la tolérance que

l'Islam est tenu d'accorder aux religions du Livre. Mais les populations se sont raréfiées, aspirées par la force de conversion de l'Islam, puis refoulées en pays de persécution violente et humiliante de Hâkim, le « calife de l'an mil », fatimide gagné aux spéculations apocalyptiques et père spirituel de la communauté druze. Son initiative et la destruction du Saint-Sépulchre ouvrent la voie à une revanche latine. En ce début du onzième siècle, l'Europe latine ignore presque tout de l'Islam, qu'une représentation sommaire attribue des oripeaux du paganisme saxon et du fantastique des folklores anciens. Puis, graduellement, comme les Byzantins dès le onzième siècle, les clercs latins vont se trouver confrontés à ce scandale : alors que la Résurrection du Christ annonce le Salut et est la Révélation, le Prophète de l'Islam — dans le droit ligne de cet universalisme nouveau — adressant à tous les hommes un ultime « rappel » au monothéisme, met en cause la légitimité et l'universalité du christianisme. L'Islam n'a pas l'excuse, comme le judaïsme, d'être le témoin des étapes réelles de la Révélation. Religion destinée aux fils de Noé, à toute l'humanité, il est, sur le terrain du christianisme, l'ennemi absolu.

De là découle la lutte idéologique d'un Pierre le Vénérable, la haine et le mépris. Ils compensent sans doute mal le sentiment d'infériorité culturelle, mais ils implantent très fortement les stéréotypes qui vont rester en toile de fond, du douzième siècle et même plus tôt en terre grecque — jusqu'au vingtième siècle : l'Islam « reconnaît » la tradition biblique, mais il la déforme ; c'est une religion de la violence (reproche paradoxal, en pleine Croisade) ; elle accorde une large part à la sexualité, le Prophète est l'Antéchrist. Dès le douzième siècle, la même charge émotive, qui s'attache encore aujourd'hui au fanatisme, pervertit la polémique. Fanatisme irrationnel, violence cruelle, libéralisme (ceci comptant quelque peu en cela et attirant des hommages aristocratiques) constituent l'image de l'adversaire idéal, par là négatif des vertus cléricales et royales que la chrétienté latine aime à s'attribuer : raison, justice et paix, ascétisme charnel.

Les clercs fournissent aux chevaliers des raisons de lutter contre la « secte des Sarrasins », contre l'« hérésie ». Ils renforcent en eux-mêmes leur propre défense contre les tentations d'un monothéisme radical : quelques-uns des intellectuels du onzième siècle, fascinés par l'unité divine, passent en effet au judaïsme, comme ce Normand de Sicile, le prosélyte Obadiah, qui est allé vivre sa nouvelle foi en terre d'Islam, et dont les papiers ont été ensevelis dans la Geniza du Vieux-Caire. Plus tard, c'est le prestige des disciplines scientifiques, accueillies et cultivées par l'Islam, auquel elles étaient d'abord étrangères, mais qui les a développées avec une grande confiance dans leur conformité ultime avec la foi, qui attire en Espagne les premiers universitaires, qu'il faut immuniser contre d'autres tentations. Plus tard encore l'Islam est le refuge des intellectuels persécutés et offre un choix de conversion en période de crise religieuse et morale.

La reconquête chrétienne s'exerce sur des terres arabisées et islamisées : les chrétiens en ont été repoussés vers les terres montagneuses du Nord, en Espagne comme en Sicile, où les Grecs résistent sur les crêtes de Cefalu à Taormina. Les mino-

rités mozarabes parlent la langue des conquérants et ont adopté certaines de leurs caractéristiques culturelles, comme le système de parenté « oriental », exclusivement patrilinéaire, qui privilégie les solidarités entre frères et entre cousins. Ce système avait largement contribué à dissocier la vieille société romano-visigothique : les conquérants arabes, berbères, solidement organisés en lignages masculins, qui ignoraient la parenté par les femmes, renforcés par l'endogamie (mariage avec la « fille de l'oncle paternel ») ont pratiqué une polygamie expansionniste. Ils ont attiré les filles de l'aristocratie hispanique sans contrepartie et déterminé une rupture culturelle totale : le métissage biologique n'a pas débouché sur une arabisation complète, avec, cependant, des étapes plus longues, attestées par Ibn Hawqal en Sicile, où les filles des musulmans, d'abord leur spécificité chrétienne — même les filles de musulmans. Partout, les fils produisent la culture, les valeurs, les vertus, de leurs pères. La profondeur de cette acculturation explique la durée, la dureté et le désespoir de la résistance culturelle de l'Islam vaincu.

## Immigration massive

La Reconquête — ou la conquête — latine détermine en effet une pression très forte au service d'un triple mouvement de conversion religieuse, de latinisation linguistique et d'acculturation, sur le plan des mœurs et de la vie quotidienne. Normaux, fortement soutenus par l'arrière-pays, les musulmans de l'ensemble syro-palestinien échappent seuls à ce mouvement. Eux aussi, nombreux et capables de résistance, les Mudéjars espagnols retardent jusqu'au seizième siècle l'issue de la conversion forcée et de la déportation. Ici le cantonnement politique des vaincus en quartiers fermés, en communautés, ruées de vilains soumises aux féodaux latins ou, quelquefois, à des chefs musulmans collaborateurs provinciaux, s'impose comme solution d'attente : la péninsule ibérique est peu peuplée, des siècles de luttes frontalières ont créé de vastes « no man's lands » et les immigrants latins restent longtemps minoritaires dans les derniers royaumes conquis, à Majorque, à Valence. La fiscalité repose donc sur les Mudéjars, qu'on évite de pousser au désespoir.

En Sicile, les choses vont plus vite et l'étape du cantonnement est bientôt dépassée : Roger II (environ 1095-1158), après avoir assuré son pouvoir, « travaille par tous les moyens à convertir juifs et Sarrasins à la foi du Christ ; il accorde aux convertis de très nombreux dons et le nécessaire » (Romain de Salerne). Ses successeurs poursuivent cette œuvre de christianisation par la contrainte : l'aristocratie mudéjare et les intellectuels musulmans seront vite touchés car ils vivent dans l'ombre de la cour normande. Dès la conquête, une branche des Banu Hammud, grande famille de l'île, aux origines indigènes et par là rattachée à Ali, s'était convertie. Puis la bourgeoisie palermitaine et le monde rural des vilains sont pénétrés par l'action d'une Eglise, d'ailleurs plus proche, plus « orien-

tales » : l'Eglise grecque, décentralisée, des monastères « basiléens ». C'est vers elle que se tourne cette chrétienté nouvelle, à Palerme, à Marsala, à Sciacca, à Pantelleria, comme l'attestent les prénommes grecs des convertis, les fondations de monastères, les donations de terre de l'aristocratie mudéjare.

L'étape de la conversion religieuse sera cependant à son tour vite dépassée : le pouvoir des Normands dispose en effet d'un atout majeur, une immigration massive d'Italiens originaires de la péninsule (les « Lombards » de la tradition sicilienne), ce qui permet de bousculer les musulmans de l'île, de hâter la latinisation de la langue et de l'Eglise. La collaboration de l'aristocratie des « fidèles musulmans » et de techniciens de l'administration et de la marine avec la dynastie normande retarde l'issue inéluctable et protège les Mudéjars de l'île. Accusés à leur tour d'intrigues avec les Almohades, les secrétaires musulmans devront émigrer vers le Maghreb et l'Orient, où leur poésie rappellera la nostalgie de la Sicile perdue.

La latinité militante des « Lombards » du centre de l'île refoule, par des pogroms successifs, les musulmans dans les hautes plaines de la Sicile occidentale où, de 1190 à 1220, quelques grands seigneurs patriotes essaient de regrouper, autour d'un prince qui prend le titre califal et bat monnaie, une résistance rurale jusque-là ignorée et peut-être crainte des musulmans des villes. Cette résistance sera brisée par Frédéric II, qui ordonnera la déportation en masse des survivants, plusieurs dizaines de milliers de musulmans, en Pouille, à Lucera. Vers 1250, il ne reste plus en Sicile que quelques Sarrasins libres et quelques milliers d'esclaves. Bientôt, l'arabe s'éteindra, ne subsistant que comme une langue de culture, écrite en caractères hébraïques, au sein de la communauté juive, jusqu'à son expulsion de l'île vers les pays d'Islam par Ferdinand le Catholique (1492).

Cette mesure achevée la latinisation et la christianisation de la Sicile. Elle couronne une lutte longue et énergique pour la mutation culturelle. On voit combien il est faux de parler de tolérance des francs de la chrétienté méridionale ou d'âge d'or des trois cultures pour l'Espagne de la reconquête ou de la Sicile de Frédéric II. Seuls les cercles de la cour ont joui de cette liberté du culte et de la raison, tandis que les masses populaires étaient condamnées par un pouvoir cynique, réaliste, en accord avec sa philosophie de l'Etat, à une transition culturelle à l'ombre des épées.

La violence de la conquête mettait en contact un Nord aux structures rurales et féodales puissantes avec un monde méditerranéen brillant mais fragile. La tentation du pillage devait être à la source de bien des vocations aventurières : les villes bien peuplées, enrichies par une fiscalité pesant sur des campagnes où circule la monnaie d'or et d'argent (dirham omeyyade, tari fatimide de Sicile), bien approvisionnées en produits agricoles des jardins de leurs banlieues (légumes et fruits nouveaux d'origine persane ou syrienne : aubergine, canne à sucre, abricot) et en épices, soies droguées et parfums, représentaient des proies tentantes.

## Colonialisme

L'Occident musulman et la façade méditerranéenne de l'Egypte, de la Palestine et de la Syrie, longtemps ravagées par les guerres navales qui opposent, du VII<sup>e</sup> au X<sup>e</sup> siècle, Byzance à l'Islam, s'éveillent autour de l'an mil au grand commerce international avec l'Orient lointain de l'Inde, de l'Indonésie et de l'Afrique. Ce développement tardif s'accompagne de l'essor d'un artisanat et d'une agriculture hautement spécialisés, sur le modèle de Bagdad : au XI<sup>e</sup> siècle, la soie, dans tout le monde musulman, vient d'Espagne et de Sicile, ainsi que toute une gamme de produits du textile, de la métallurgie et de la céramique. Il s'agit, partout, d'offrir des produits de haute qualité à l'élite des administrateurs, des chefs de guerre et des juristes, qui vit dans l'ombre des cours, califennes et princières, de Cordoue, de Palerme, de Mandia ou à la Calca des Beni-Hammad.

L'Europe était restée à l'écart de cet essor et de ces commerces, comme l'atteste l'absence de trouvailles de monnaies arabes dans le monde franc (les commerçants musulmans n'étaient intéressés que par les fourrures du pays russe), et seuls les marins d'Amalfi s'étaient intégrés au développement commercial de l'Islam, assurant, dès 970, la fortune du Caire, puis d'Alexandrie, et vendant en Sicile et au Maghreb les vins et les fruits d'une agriculture d'avant-garde.

La conquête latine représente donc d'abord la revanche économique du pauvre. Longtemps, l'exploitation des mondes conquis se fera sur le modèle de l'économie des vaincus : de grandes distributions de terres aux féodalités d'importation ne changeant rien au mode de prélèvement, et la réduction en servage, en « vilainage », des musul-

mans n'est qu'un biais juridique pour renforcer une fiscalité inspirée de l'Etat musulman et changée en rente féodale. Ce n'est que graduellement que s'affirme l'emprise du marchand d'abord sur la production rurale, d'abord par le ramassage des produits textiles, au profit d'une économie de la quantité, de la production de masse des cités du Nord : le coton syrien exporté en Lombardie revient dans l'île, valorisé, sous forme de futaines.

Comme l'Andalousie du treizième siècle, la Sicile du douzième demeure un pays d'artisanat raffiné, selon le modèle ancien des ateliers princiers. Puis, vers 1190, tout bascule : l'invasion des draps nordiques, transportés par les navires génois, porte un coup fatal aux productions sicilienne. En même temps, l'île perd une suprématie maritime qu'elle devait à ses équipages et à ses armateurs orientaux. Georges d'Antioche, le renégat Margarin, les techniques anciennes même échappent à ce Sud dépossédé ; celles des soieries sont ainsi captées par Lucques.

La révolution nationale, politique et religieuse, des musulmans conduit à l'échec la tentative des barons normands de créer sur leurs domaines, en combinant corvée et parcelle familiale, un centre de production capable de jeter sur le marché des villes du Nord vin, bulle, froment et coton. Tandis que, en Andalousie, les conquérants castillans mettent sur pied un *latifundio* habité, exportateur d'huile et de fruits secs, la Sicile retourne, au treizième siècle, à sa sinistre « vocation » de grenier à blé. Faute de population, le *latifundio* abandonné passe à une exploitation purement céréalière, gérée, depuis la ville, par des entrepreneurs de culture qui emploient des dizaines de *braccianti*. Tout lien est rompu entre le paysan et la terre entièrement possédée par l'aristocratie féodale et ecclésiastique et louée pour un cycle de culture.

Un Sud sous-peuplé, privé de sa flotte, désindustrialisé, a perdu les moyens financiers et humains, et même juridiques, de valoriser son agriculture. Il est désormais soumis à l'initiative politique et économique du Nord, et il doit accepter un « pacte colonial », un échange inégal, imposé par les pays marchands, génois et catalans. L'échec du Sud, c'est dans l'échec précoce de la fragile Méditerranée musulmane, et c'est aussi celui des empires de colonisation, ses héritiers, à cheval sur le Nord et le Sud, Normands, Latins de Terre sainte et de Grèce, qui était en germe dans le choc culturel qui justifiait et accompagnait la conquête.



ZORAN ORLIC



## CRITIQUE

## Les penseurs de l'exil

Les penseurs de l'école de Francfort — Horkheimer, Adorno, Marcuse, Habermas... — ont profondément marqué la philosophie contemporaine. Miguel Abensour nous la présente.

EDMOND EL MALEH

**H**ORKHEIMER, Adorno, Marcuse, Habermas... Peu à peu, les auteurs de l'école de Francfort ont été découverts par les penseurs de l'école de Francfort. Qu'est-ce que c'est que cette école de Francfort ? C'est à cette question que répond Miguel Abensour, qui enseigne la philosophie politique à l'université de Rennes. Membre du comité de rédaction de la revue *Libre*, il a publié des travaux sur Saint-Just, le mouvement socialiste anglais (W. Morris) et français (P. Leroux, Blanguet), les penseurs de l'utopie. C'est à son initiative qu'on doit aujourd'hui la traduction, chez Payot, des grandes œuvres de Horkheimer, d'Adorno, de Habermas.

« Qu'est-ce que l'école de Francfort ? »

« Plutôt qu'une école, il s'agit d'un cercle. Ce terme d'école me paraît à la fois trop universitaire et trop dogmatique pour rendre compte de l'activité de l'Institut pour la recherche sociale, fondé en 1923, avec, pour premier directeur, Carl Grünberg, Horkheimer ne prenant la direction qu'en 1931 (l'organe du groupe étant la prestigieuse *Revue de recherche sociale*). Comment penser ensemble théorie critique et école ? La pensée critique, pensée de la crise de la société moderne au sens objectif du terme, est aussi pensée contre le dogmatisme, au sens kantien du terme. Pour faire droit à cette qualité de traditions (Kant, Marx), il convient de privilégier la pluralité plutôt que l'unité. »

« Il n'existe pas une, mais plusieurs théories critiques. Deux, selon Horkheimer : celle des années 20, marxisme-révolutionnaire ; celle des années 30, qui, en même temps qu'elle effectue une critique du monde administré, abandonne le projet révolutionnaire et tend à opérer un repli sur des positions strictement défensives. De même pour Marcuse, qui reconnaît la dualité de la théorie critique, mais pour tirer des conséquences inverses, à savoir, l'urgence de repenser la révolution. »

« Encore faudrait-il s'interroger sur l'existence d'une troisième théorie critique, qui correspondrait à la trajectoire d'Adorno, trajectoire originale, en ce qu'elle reste étrangère aussi bien à un retrait défensif qu'à l'élaboration d'une nouvelle utopie. »

« Peut-on cependant, au-delà de cette pluralité, désigner un « noyau théorique » qui correspondrait précisément à la théorie critique ? »

« L'idée d'un « noyau théorique » me paraît inacceptable, en ce qu'elle fait violence à l'antidogmatisme du groupe de Francfort et ouvre la voie à des jugements globalisants. Cela dit, définir la théorie critique implique de mettre en valeur une perspective unitaire, à concevoir plutôt comme un champ de forces. »

« Les grands axes sont : 1) une théorie réflexive, en ce sens que, contrairement à la théorie traditionnelle (Descartes), elle porte en elle la volonté d'une auto-éducation continue de son rapport au social-historique ; 2) une théorie critique de la société, qui, à partir d'une critique dialectique de l'économie politique et d'une critique des idéologies, vise à participer en tant que telle à une « rationalisation » du réel, au travail de l'émancipation. »

« Quel est le rapport de la théorie critique au marxisme ? »

« Faire de la théorie critique une invitation à une reconstruction du marxisme me paraît une voie sans issue. Une telle interprétation aurait, en outre, pour

effet d'occulter la mise à distance du marxisme par la théorie critique. »

« On peut distinguer deux phases : »

« 1) Au moment de la constitution de la théorie critique, à la fin des années 20, l'enracinement dans le marxisme est incontestable. Encore faut-il préciser que ce rapport au marxisme se none principalement par la médiation essentielle de deux œuvres de marxistes condamnés alors comme hérétiques : *Histoire et Conscience* de Lukács, *Marxisme et Philosophie* de Korsch. Ce rapport premier au marxisme prend la forme d'une intervention active, offensive dans la crise du marxisme, telle qu'elle fut définie précisément par Korsch en 1931. Intervention qui refusait aussi bien le léninisme que le réformisme social-démocrate, sans pour autant nourrir le fantasme de la restauration d'une doctrine pure et originelle. Ajoutons à cela que le groupe de Francfort n'a jamais cédé aux illusions d'une Russie socialiste, qu'il a été parmi les premiers à percevoir en U.R.S.S. non un État ouvrier dégénéré, mais la naissance d'une forme sociale originale obéissant à sa propre logique bureaucratique et dont le marxisme échouait à rendre compte. »

« 2) Dans les années 40, l'effectue de la part de la théorie critique une véritable mise en question du marxisme, de la pensée de Marx paraissent alors trop prisonnières des limites du rationalisme. »

« Une démarche commune apparaît dans ces deux phases : il s'agit de confronter Marx à d'autres penseurs de l'émancipation : on peut dire que Horkheimer et Adorno sont comme les pionniers d'un rapport libre à Marx, traitant Marx comme un penseur de l'émancipation humaine parmi d'autres. »

## Une œuvre du soupçon

« Quel rôle joue la philosophie dans cette tâche d'émancipation ? »

« C'est une décision en faveur du maintien de l'actualité, de la philosophie, contre la fameuse onzième thèse de Marx sur Feuerbach, qui constitue en tant que telle la théorie critique. L'émancipation exige d'émanciper la philosophie de l'accusation de décadence portée par Marx. Le groupe de Francfort s'inscrit dans l'achèvement de la philosophie à la mort de Hegel. C'est de « l'échec » de la philosophie hégélienne, qui n'est pas l'importance quel échec, que l'activité philosophique, selon Adorno, tire sa légitimité. »

« Hegel est l'incorruptible adversaire. La théorie critique peut se définir comme une œuvre du soupçon contre deux formes de systématicité, qui atteignent leur apogée chez Hegel : la systématicité philosophique (identité du concept et de l'objet) ; la systématicité ou l'intégration étatique (identité de la société et de l'État). La théorie critique dévoile la fausseté des processus identifiants qui existent, soit comme rapport logique, soit comme rapport social : elle est mise en question de l'identification qui s'effectue au niveau de la pensée, par la domination du sujet sur l'objet, mise en question de l'identification qui s'effectue au niveau de la réalité socio-politique par la domination des sujets entre eux. Seule en un sens, l'expérience de la souffrance, au sens matérialiste, en tant qu'expérience de la fausseté de ces deux identifications, peut ouvrir la voie à la vérité, comme expérience de la possibilité utopique de la non-souffrance. C'est dans la mesure où la théorie critique vise la non-identité qu'elle se constitue

comme « dialectique négative ». » Enfin est affirmée la volonté de tenir la philosophie à l'écart de l'État, d'une pratique universitaire qui fait de la philosophie la servante de l'État et de ses buts. A l'origine de cette volonté, la thèse que l'acceptation de toute forme politique autoritaire ne peut engendrer qu'une forme de pensée autoritaire. »

« Mais qu'en est-il de la question politique dans ce travail de critique et d'émancipation ? »

« La question politique est fondamentalement présente dans la texture même de la théorie critique ; elle en est une dimension constitutive. Disons, pour commencer, que nous sommes en présence d'un groupe de philosophes qui, au vingtième siècle, n'ont pas cru déchoir en écrivant sur la société moderne et les formes contemporaines de la domination, ou mieux qui ont conçu leur critique de la société moderne dans ses manifestations les plus diverses, du point de vue de l'émancipation. Citons, simplement, l'ouvrage collectif sous la direction de Horkheimer *Études sur l'autorité et la famille* (Paris, 1936), de Horkheimer, *Égoïsme et émancipation* (1936), *Raison et construction de soi* (1941), la direction des *Studes in Prejudice*, notamment le grand livre où la collaboration d'Adorno a été déterminante, *La Personnalité autoritaire* (1950). Un ensemble impressionnant qui constitue ce qu'on pourrait appeler une « critique de la politique », dont les principales chapitres sont : une critique de l'autorité et de la famille, une critique de l'émancipation bourgeoise, une critique du fascisme, du « totalitarisme bourgeois », de la culture comme domination, une critique d'une figure anthropologique propre aux démocraties modernes : l'homme autoritaire. »

## Froid universel

« C'est en s'opposant à la thèse de Marx, énoncée en 1843, selon laquelle « domination et exploitation sont un seul concept, ici comme ailleurs », c'est en refusant de rabattre la politique sur l'économie, de l'en faire dériver, que le groupe de Francfort fonde la possibilité d'une critique de la politique. Pour Horkheimer, et à partir de 1933, l'histoire est constituée dans et par la division en groupes dominants et groupes dominés, la domination permettant l'appropriation du travail aliéné. En 1936, dans la présentation des *Études sur l'autorité et la famille*, il pose l'autorité comme une catégorie essentielle de l'histoire. Ce qui, réitéré à l'histoire en général, a valeur d'hypothèse devient thèse, certifiée pour le vingtième siècle : le surgissement de l'État autoritaire, sous la forme du capitalisme d'État, selon les analyses de F. Pollock, transforme le caractère de la période historique ; il y a passage d'une ère principalement économique à une ère fondamentalement politique. »

« Dévoquant la domination de l'économie, Adorno, de son côté, va jusqu'à envisager la possibilité d'une catastrophe contingente à l'origine de la société humaine, visant par cette hypothèse à ruiner l'histoire dans l'histoire, l'idée même de nécessité historique, présente aussi bien chez Hegel que chez Marx. »

« Quelle vision Adorno a-t-il de la domination dans le monde contemporain ? »

« Comme Horkheimer dans l'essai sur *l'État autoritaire* (1942), Adorno pose l'existence d'un monde ordonné. Une nouvelle période est née dans l'histoire, avec sa structure sociale propre. Par contraste avec la domination bourgeoise, domination médiatisée, le nouvel ordre se caractérise par une domination ouverte, immédiate, soit effectivement, soit tendanciellement. Sous l'emprise des grands monopoles et des grandes puissances, surgit une totalité sans faille, un monde uniformisé, qui tend à se rapprocher d'un processus global. D'où la nécessité de penser, derrière l'unification totalitaire au niveau du social, l'entreprise métaphysique comme identité du système qui ne laisse rien échapper. »

« De là un état de dépendance sans précédent : la transformation du statut de l'individu, qui, d'illusion socialement nécessaire, devient un simple ciment matériel ; la suprématie, dans quel que société que ce soit, d'un élément objectif sur les individus, suprématie qui s'alimente dans nos sociétés de l'illusion individualiste. Aux yeux d'Adorno régnent un froid univers — sorte d'apogée de la froideur bourgeoise s'entraînant dans la conservation de soi — qui se traduit par une décomposition totale de l'individu, la disparition

de la spontanéité humaine individuelle, à la limite, la disparition de toute expérience possible. »

« Mais à cela, Adorno ajoute la mise en valeur de contre-tendances — c'est en ce sens que l'analyse adornienne est ouverte. Cette unification totalitaire révèle du même coup son propre échec : « Ce qui ne tolère aucun élément partiel se trahit par la même comme ne dominant que de façon partielle » (*Dialectique négative*). L'universel (l'État, le parti...) qui torture le particulier en le comprimant jusqu'à le dissoudre travaille contre lui-même puisqu'il a sa substance dans la vie du particulier, dans la « satisfaction » du particulier. Reprenant les analyses remarquables de Neumann, dans *Behemoth*, selon lequel derrière la façade monolithique de l'État fasciste s'effectue une lutte sans merci entre bureaucraties rivales, un véritable échauffement en appareils de pouvoir indépendants et antagonistes, Adorno les transpose pour montrer que ce même mouvement antagoniste (unification-dissociation) se reproduit au niveau du social même. »

« Plus la société met le cap sur la totalité, sur la socialisation totalitaire, plus se fait jour en elle une tendance profonde à la dissociation, à l'éclatement. Derrière la structure sociale totalitaire se met en place une logique de la dissociation, la désintégration s'annonce sans qu'on puisse dire s'il s'agit de la



catastrophe — l'autodestruction de l'espèce humaine (par exemple la multiplication des groupes d'autodéfense) ou de la libération (par exemple, contre la fausse universalité, les revendications et les mouvements en faveur d'un vrai pluralisme). »

## Résistance

« Quelles perspectives politiques ouvre une telle pensée ? »

« Peut-on parler de perspectives directement, immédiatement politiques ? Certainement pour Marcuse, sous forme de l'utopie d'un nouveau principe de réalité non répressif, au-delà du principe de rendement. »

« Certainement pour Horkheimer, sous forme d'un défaitisme de la raison. Certainement dans le cas d'Adorno chez qui l'on voit effectuer un déplacement de la question politique. Le blocage historique de la pratique — à savoir l'échec du projet révolutionnaire — libère paradoxalement un temps pour la pensée, qu'il serait criminel de ne pas utiliser. Ainsi, pour Adorno, l'accès au politique passe-t-il nécessairement par un travail de la théorie sur et contre elle-même. Comme si le discours politique se transformait en un discours sur les conditions d'une politique de la liberté, comme si le discours émancipatoire devait nécessairement se doubler d'un discours sur les conditions de l'émancipation. En commençant modestement par déconstruire les mythologies politiques, les positivités idéologiques visent à répandre, en pratiquant sans relâche le rejet des idoles et des fétiches. »

« De ce point de vue, la position d'Adorno — et c'est sa force — est irrésistible, d'autant plus irrésistible, incertaine, que son choix est de ne se rattacher à rien, en prenant rien au sens fort du terme. Il s'agit avant tout de se dégager d'une société fautive. Si l'on peut dire de la philosophie moderne qu'elle est traversée par une problématique de la patrie et de l'exil, les pen-



ALAIN MILLERAND

tance contre la fausse totalité, les actes de dissidence contre les universels mensongers. Pour une individuation de la connaissance, pour une individuation de la résistance, pourrait-on dire, contre le primat de l'objectif. »

« Ajoutons à cela une dimension que l'on a souvent tendance à négliger et qui me paraît néanmoins constitutive : je veux dire la haine de la souffrance, de la souffrance physique et de toute transfiguration, soit religieuse, soit ontologique, de la souffrance. Une société émancipée renoncera au principe du renouveau. Sensualistes, matérialistes, par des voies diverses, les théoriciens de Francfort appellent à une « réhabilitation de la chair », ou, plutôt, à une réhabilitation de ce que Merleau-Ponty nommait la « chair du monde ». Rapport à la chair du monde qu'il faut concevoir à l'écart de toute perspective d'appropriation ou de possession. Non-violence constitutive, comme s'il s'agissait d'épurer l'utopie — utopie négative qu'Adorno se garde bien de définir — de tout ce que l'exigence, la représentation de la plénitude contiennent encore d'équivoque : pas d'espérance sans bannissement de l'avidité, de l'assujettissement. »

« L'écart d'Adorno à l'égard de tous les projets politiques connus, sa non-appartenance, se mesure à ce qu'il vise tendanciellement (et c'est là que la critique de la métaphysique est une médiation nécessaire) à opérer une conversion des rapports sujet-objet. Le terme de conversion ne doit pas égarer : il ne s'agit en aucune manière d'une réforme morale, intellectuelle ou esthétique. Cette conversion, ou effet, est à la fois condition et conséquence d'une organisation sociale radicalement autre, où disparaîtrait la contingence des vies individuelles et se constituerait un ordre sans violence. De par la rupture avec tout modèle de l'identité naîtrait la possibilité d'une attitude qui fasse accueil à l'objet sans lui faire violence, qui soit susceptible de faire accueil à l'autre, de libérer le non-identique. »

« Pour Adorno, la société juste, loin de s'inspirer de la forme de l'État unitaire, de revendiquer une égalité abstraite, serait celle dont les membres pourraient affirmer leur différence sans crainte, pourraient faire l'expérience de la non-identité. »

« Quant à notre présent pris dans le monde administré : « Ce qui pourrait être différent n'a pas encore commencé (*Dialectique négative*). »

هكذا من الأصل



SPECTACLE

# Les images noires du terrorisme

Avec le terrorisme, la vie politique a pris l'allure d'un film noir. La société, malade, regorge d'images de violence, dont peintres, cinéastes et publicitaires s'emparent.

YVES MICHAUD

DANS les Nouveaux Mondes, un sketch de Dino Risi raconte la brève rencontre d'une hôtesse de l'air, belle comme Ornella Muti et d'un homme séduisant. Ils s'aiment dans le décor international et luxueux d'un Hilton d'aéroport, sans échanger un mot — puisqu'ils ne parlent pas la même langue — sur l'air langoureux de *TV Amore*, une chanson d'Umberto Tosi qui fut un des tubes de l'été 1977. Lors de la séparation, l'homme arrive hors d'haleine à l'embarquement et offre à l'hôtesse un appareil à cassettes avec « leur » chanson. On la retrouve peu après dans un bar, jetant un regard distrait à la télévision où l'on annonce que l'avion a explosé peu après le décollage. Irréalité, cynisme, spectacle... le tout sur fond cocasse de sentimentalité. C'est une version du terrorisme selon Risi.

Toujours dans le cinéma italien, un autre regard : celui de Risi, s'inspirant d'un complot de Sciascia pour *Cadavres exquis*, titre français à l'allusion surréaliste bienvenue pour une expression italienne qui signifie aussi « Cadavres d'excellences ». Linn Ventura, en inspecteur tenace et désabusé, remonte péniblement le fil qui relie des assassinats successifs de magistrats. Jusqu'au point où il ne peut aller plus loin, parce qu'il est parvenu trop près de ceux qui tirent les ficelles du drame. Autre version du terrorisme, vu cette fois comme mélange d'absurdité et de logique, de clarté et de grisaille, de causes supérieures et de basses œuvres.

Deux manières de ressentir et d'exprimer le malaise, l'impression cauchemardesque suscitée par le terrorisme, qu'il soit de droite ou de gauche. On a généralement parlé à son propos de drame, de tragédie, alors qu'il s'agit plutôt d'un malaise : celui d'un roman policier qui soudain devient vrai, celui du cinéma qui d'un coup n'est plus « pour se faire peur », mais scandaleusement réel ; ou inversement celui d'une réalité insupportable et sordide, qui prétend que « c'est pour rire ». Qu'on songe seulement à l'humour noir des communiqués des Brigades rouges durant l'enlèvement d'Aldo Moro à celui en particulier qui envoyait chercher son corps dans le lac de la Duchesse, ou était aussi embourbée sa politique. Etait-ce si éloigné de l'horreur de certains sketches de Risi ? Mais ce n'était pas pour autant du cinéma.

## Obscurité

C'est dans une semi-réalité — la pénombre des films noirs, leur atmosphère entre chien et loup — que se sont déroulées des affaires comme l'enlèvement de Schleyer, celui de Moro, la liquidation de la bande à Baader. Dans des conditions aussi d'intense spectacularisation, aveuglante comme une série de flashs. Épisodes étranges, à peine réels, semblables à des canchamars, dont on est pressé de sortir. Durant la séquestration d'Aldo Moro, chasser un dénoûment, quitter à anticiper la mort de l'otage. Épisodes où la réalité se transforme en spectacle (mais sans *happy end*) sous la pression de tous les acteurs : terroristes cotés entre la clandestinité et la publicité, médias cédant aux délires de la surinformation et de la désinformation, autorités voulant à tout prix montrer qu'elles font quelque chose — même en vain — par leur agitation répressive hystérique : contrôles, fouilles, chasse à l'homme, appel aux experts, à l'informatic-miracle.

Canchamars naturellement suivis d'amnésie, que saurons-nous jamais de ce qui s'est vraiment passé à la prison de Stammheim, lors du « suicide » de Baader et de ses compagnons, de ce qui se passa vraiment entre Moro et ses ravisseurs ? Avec l'angoisse de toucher du doigt des zones d'obscurité presque absolue, dans des

sociétés qui à tout bout de champ mettent en avant leur transparence. L'angoisse de saisir brusquement qu'on peut tout savoir et ne rien savoir. Si les débats d'idée sur le terrorisme ont été très décevants, c'est probablement parce que celui-ci met en cause, au-delà de ses propres manifestations, tout le fonctionnement social. Et là, images et représentations collectives, effets culturels et esthétiques sont peut-être plus parlants. Des personnages, en cage ou braquant sur le lecteur des personnes X ou Y, des garagistes menaçants interceptant un automobiliste pour monter sur sa voiture des pneus Y ou Z, des montres antichoc qui ressemblent à des coups de poing américains. Autant de publicités qu'on a pu voir dans les revues allemandes ou italiennes. L'artiste et graphiste allemand Klaus Staack en a regroupé quelques-unes dans un ouvrage de *pig-art*, intitulé *Pornografie. Récompensation publi-*

citaire énonçant bêtement la nécessité de vivre avec le terrorisme considéré comme une menace potentielle normale, représentant la société comme champ de danger et d'insécurité, y compris dans ses appareillages de protection. Le terrorisme a aussi laissé dans la mythologie du temps quelques images marquantes et glaçantes : acteurs en cage ou d'une prise d'otage, véhicules criblés de balles et désemparés après l'enlèvement de Schleyer ou celui de Moro, cadavre de Moro recroquevillé dans une cour verte dans le coffre d'une RA rouge, celui décharné, recousu après autopsie, de Holger Meins, compagnon de Baader mort de sa grève de la faim. Images fortes, qui n'ont pas été balayées par la surinformation, emblèmes

d'événements trop connus et quand même obscurs, documents bouleversants et irrécupérables.

Peut-être un jour, un peu comme les bandits du Far-West sont devenus des héros des westerns, verra-t-on idéaler des personnages comme Baader. Mais en attendant, prévient le malaise d'une mythologie quotidienne paradoxalement glaçante et normale, étrangère et toute proche, pratiquement donc « montrable ». D'où plutôt le recours à l'allégorie. Dans une série de toiles récentes intitulée *Hommage à Ulrike Meinhof*, Rancillac s'en tient de façon symptomatique à l'allégorie la plus vague, en juxtaposant des représentations d'automobiles de course en pleine vitesse et des vases de couloirs de quartiers de haute sécurité ; mais d'images de l'héroïne, point. Les peintures de Jacques Monory, froides, fragmentées et comparatistes, avec leurs scènes bleu télévisées (le bleu des télévisions vives la nuit depuis la rue, ou au cinéma), marquées d'impacts de balles, seraient à cet égard les allégories les plus justes de cette réalité irrationnelle, de ces morts pour rien qui arrivent quand même, de ces spectacles où nous sommes pris, qui nous fascinent et pour lant ne nous concernent pas : décors hollywoodiens de rêve, scènes crépusculaires, épisodes théâtraux et froids, où au détour d'une scène, un faux miroir renvoie, comme par inadvertance, l'image du peintre qui fuit.

Terrorisme, spectacle d'une réalité devenant incroyable : impressions de délire et d'irra-

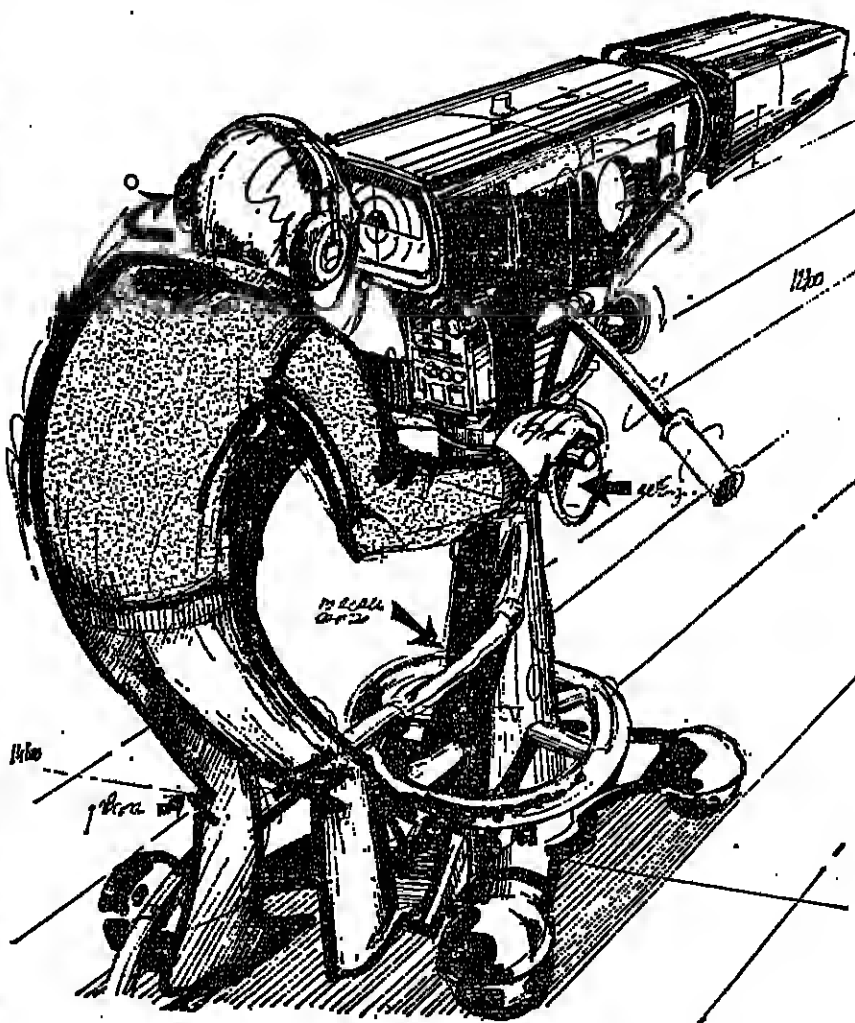
lité de terroristes au jeu hystérique, schizophréniquement coupés du monde, affrontant les marionnettes du capital et du pouvoir sur le fond sonore assourdissant des déluges d'images et de communiqués diffusés au moment de l'affaire Schleyer, au point que les répliques, les échanges, l'intrigue, deviennent quasiment intelligibles. Telle est la *Troisième Génération* des terroristes d'après Fassbinder.

## Carnaval

Déconnexion du terrorisme d'avec une réalité dont il continue à faire partie et sur laquelle il voudrait encore agir : tout se transpose alors en spectacle, comme dans une série noire dont on se saisit pas clairement l'intrigue, mais qui avance à toute vitesse vers la catastrophe, comme dans un opéra où la force du destin suit les fils d'un livre défilant. La vogue présente de la série noire et de l'opéra a certainement à voir

avec l'expérience d'un monde politique spectaculaire, dont le terrorisme présente sous une forme paroxystique l'irréalité quotidienne et finalement normale.

Avec, au bout du compte, toujours un peu plus replié sur ses systèmes de protection et d'auto-défense, le citoyen devenu spectateur, lecteur, voyeur. Position de repli sur soi, de conardise et de débrouillardise des personnages incarnés dans la comédie italienne par Ugo Tognazzi ou Alberto Sordi, petits bourgeois qui se tiennent — et sont tenus — à l'écart. « Né con le B.R. né con lo Stato » (« Ni avec les Brigades rouges ni avec l'Etat »), disait, au moment de l'affaire Moro, un mot d'ordre gauchiste qui ne croyait pourtant pas parler pour les majorités aliénées. Une publicité, citée par Klaus Staack : dans l'entre-bâillement d'une porte, une famille armée jusqu'aux dents, bardée de cartouchières, avec cette légende : « Les Bollmann sont de braves gens, mais leur machine à laver la vaisselle



PHILIPPE OUDSIN

## LIBRE N° 7

Droits de l'homme et politique

C. Lefort

Tocqueville : sur la genèse des démocraties

M. Gauchet

Le Kadarisme.

URSS :

L'économie-fiction.

L'opposition chinoise.

J.P. Béja, G. Duchêne, F. Fehér

Le P.C.F.

et les Lumières

J.M. Goulemot

## LIBRE N° 6

Censures

M.-P. Edmond,

L. Lifshitz-Losev,

K. Pomian

Staline en 1938 :

apogée du verbe

et défaite politique

G. T. Rittersporn

Saint-Just,

la logique

de la terre

B. Manin

Peuple et nation

chez Herder

et Fichte

L. Dumont

PAYOT

105, Bd Saint-Germain, 75006 PARIS

## Délires du complot

Le jeune terroriste du *Caro* Papa, de Dino Risi, est un jeune homme trop sage et puritain, les deux héros du *Messidor*, de Tanner, passent en s'amusant de la plaisanterie au drame dans un pays trop propre et trop policé, qu'elles ne parviennent à désemparer pas à fuir. Morosisme d'un côté, affirmation joyeuse de la vie de l'autre : ce n'est pas sans signification. Lorsque la vie politique est réduite à la gestion technique par des experts, lorsqu'elle est « démoralisée » au nom des valeurs d'efficacité et de rationalité, lorsque le monde social est de plus en plus atomisé, le terrorisme cherche à repolitiser et remoraliser la politique par la force, en y introduisant une terrifiante dimension morale (« La terreur ou la vertu », disait Saint-Just) ou en affirmant une dimension expressive. La R.A.P. allemande et les Brigades rouges italiennes seraient du côté de la moralisation violente de la vie politique, les mouvements de l'autonomie du côté de la revendication expressive et de l'affirmation violente de la vie.

Le paradoxe, malheureusement, est que rien ne ressemble à tant à un complot qu'une gestion technocratique et vice versa : rien donc ne ressemble plus à l'action de l'Etat moderne que le terrorisme (et vice versa encore). L'imprévoyable, de René-Victor Pilhes a fort bien fait sentir la fragilité et même l'impossibilité de telles distinctions. Au premier soupçon, au premier signe d'étranger, l'état-major d'une multinationale entraine dans les délires du complot, dans l'hystérie du maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure. Or, en a connu depuis la transposition en politique.

Le terrorisme est prochainement, moins une maladie sociale qu'un symptôme du malaise des sociétés. Par bribes et morceaux, drames et comédies, les images du terrorisme sont aussi des images d'une société dépolitisée et désocialisée.

## l'agenda du week-end

### Offres

#### de particuliers

P. à p. v. 850 F cause double emploi machine à laver le linge BENOIX 5 kg mot. Economique, glc, chaudi. électr. état. Tél. : 010-02-87 à partir 10 h.

PARTICUL VENO TABLEAUX CROTTI CORNEILLE SURVAISER KLING MOULY T. 608-22-21 10-15 h. et 19-23 h.

### Artisans

ALLO ! EUROCHAUFFAGE Tél. : 357-74 49 spécialiste du chauffage toutes énergies

DEVIS GRATUIT CREDIT TOTAL 1<sup>re</sup> mensualité à la commande Remise 10 % jusqu'à fin 80 104-106, rue Oberkampf, 75011 PARIS.

Sous 24 h. commençons la trav. PLOMBERIE ELECTRICITE MACONNERIE DEMOLITION OUBARRAS OUBARRAS RAPIDES réfection de grands appartements Tél. : 365-83-12

### Cheminée

PARL. V. CHEMINÉES ANCIENNES MAIRIE à partir de 1.500 F pièce. T. 999-07-02.

### Maison de retraite

RESIDENCE DU PARC Ermenonville (Oise). 40 km. de Paris autoroute Nord. Représ. soins assurés. Cadre agréable, ambiance familiale. 115 F par jour. 11 confort. Chambres particulières. tout cit. Tél. : (0) 454-00-53.

### Moquette

EN SOLDE grand choix de moquette. Exemple de prix velours sur moquette en 4 m. 19,99 F/m² murale textile 6,46 F le m². Tél. : 340-72-72.

### Numismatique

Acquisition financière J.E.G.U. achète au plus haut cours PIÈCES DE 5 - 10 - 50 F 48, 19 Saint-Denis. T. 770-76-67.

### Pêche

CAP-VERT DAKAR PÊCHE SPORTIVE AU TOUT GROS Bateau parfaitement équipé. Ecrire LEPINAY Centre de pêche Hôtel Meridien, DAKAR.

### Stage

Cuisine locale du Quercy stage 20-31 mars canard gras. Rés. contre en Quercy Jouan 42400 La Bastide Muret (65) 31-16-00.

### Troisième Age

VOTRE TROISIEME AGE dans un cadre historique 40 km. Paris (autoroute Nord). Château d'Ermenonville (Oise). Chambres et appartements. Pension à court ou long terme. Vacances, retraite, week-end par un spécialiste. A partir de 160 F/jour T.T.C. 6040 ERMONVILLE. Tél. : (0) 454-01-57 et 454-06-26.

### VACANCES - TOURISME - LOISIRS Mer - Montagne - Campagne

VACANCES TOUTE L'ANNEE Hôtels 3/4 étoiles, tr. grand cit. 200 m. de la Croisette 7/13 1/2 pers. 2 pers. 574 F. NICE 3 hôtels dans le centre à partir de 7 jrs par pers. 569 F. Biarritz av. 4/5 pers à 30 m. de la plage 7 jrs par pers. 470 F. GENEVIÈVE Languedoc, 200 m. PT-BARCARES Roussillon 5 jrs 14 jrs 11 pers. 1.145 F.

\* Seul où l'on peut se faire un séjour complet en 10 jours. Banville Paris 174, 764-10-42.

### CHARTERS

KUALA-LUMPUR... 2.800 F PAR RIO... 4.500 F PAR ATRENE... 990 F PAR TUNIS... 990 F PAR

### TOURISME WAGONS-LITS

14, bd des Capucines, Paris-8. 266-42-44

### Teinturiers

HOMMES D'AFFAIRES Votre situation exige une tenue élégante et impeccable ! Faites nettoyer vos vêtements de valeur : ville, soirée, week-end par un spécialiste. 40 rue de la République 75008 PARIS. Tél. : 365-99-92.

### ANDRÉE DE LA VÉTÉRE

1949 CHAMARVILLE Tél. : (16-35) 73-15-40. Pêche, ragoût, gastronomie.

### L'ECOSSE EN JUIN 'ET

Passez une semaine du plus bel été au 2 août à St Andrews la première université de l'Ecosse. Si vous avez quelques connaissances en anglais et si vous voulez en savoir plus sur le pays, la Grande Bretagne, inscrivez-vous maintenant. Les frais de 6 £ par semaine couvrent le logement, les excursions, le déjeuner, le dîner, les conversations en anglais, les excursions à Edimbourg, les sports, les distractions, les réunions, le soir. Brochure gratuite sur demande à : University of St. Mary's place, St. Andrews, SCOTLAND.

ITALIE 30 km Florence, pleine campagne, 600 m alt., vue très belle demeure, tr. cit. 504-29-72. Vac. TURQUIE EST-OUEST. Prix réduits, vision nouvelle BP 21 75200 La Preste-Robinson



## SPORTS

## Emile Lesueur (96 ans) : la joie par le rugby

Emile Lesueur, né en 1885. Il marqua, le 22 mars 1906, le premier essai français contre une équipe anglaise. Le prince de Galles était présent...

JEAN LACOUTURE

**D**ROIT comme un « I », sec comme un placage de Michel Crauste, la mèche blanche plus abondante et soyeuse que celle d'Arthur Toscanini à son âge, l'œil rieur et le teint fleuri, point grand, la voix douce, voilà Emile Lesueur, l'homme qui peut dire d'un trait : « Je suis le premier Français à avoir marqué un essai à une équipe britannique de football-rugby : c'était le 22 mars 1906. » Oui, en 1906, l'année de la réhabilitation du capitaine Dreyfus, l'année où un politicien d'avenir comme Georges Clemenceau s'appropriait à devenir enfin chef du gouvernement de la République, l'année où les bolcheviques étaient exilés par Nicolas II, l'année où Maurice Barrès entraînait enfin à l'Académie française.

Les héros de 1896 ne courent pas les rues. Encore moins les héros de 1906. Mais lui, on le voit encore au Parc des Princes les jours de Tournoi des Cinq Nations, ou à Roland-Garros, qu'il a créé, les jours de finale des championnats, joyeux, disert et se « tapant » son « baby-scootch » comme au temps où il était le manager des ballets du marquis de Cuevas, ou qu'il boursicotait nonchalamment entre deux records de France du 100 mètres. Qui nous dit que la vie est une vallée de larmes ? Pour Emile Lesueur, né à Paris en septembre 1885 — un mois avant François Mauriac — la vie aura été une pelouse au soleil, peuplée d'athlètes gais et de filles jolies.

### Un bourgeois

« Parisien ? Oui, d'origine bourgeoise. C'est un collège Sainte-Barbe, à la fin du siècle dernier, que j'ai commencé à pratiquer le sport. On disait alors « exercices physiques ». J'y étais encouragé par un médecin qui avait conseillé à mes parents de tenter de rétablir ma santé fragile en me mettant dans une institution au grand air. Sainte-Barbe était situé à Fontenay-aux-Roses. Il y avait une pelouse. J'avais commencé par la course à pied, le plus simple. J'étais doué. Je l'ai d'ailleurs toujours été pour toutes les formes d'exercice physique, battant les records de vitesse, marquant des essais, bon fust et bon golfeur : c'est ainsi, je n'y ai eu aucun mérite. Bref, j'ai vite surmonté mon handicap de santé, au point que mon bulletin portait cette appréciation : intelligent, mais préfère le gazon à l'étude... »

— Pratiquez-vous le rugby selon les règles qui ont cours aujourd'hui ?

— Pas du tout. Nous avons commencé par jouer à la barrette. On avait un petit ballon de forme oblongue, mais le jeu ressemblait aux « barres » autant qu'au rugby. Il était interdit de plaquer. Il suffisait de toucher l'adversaire pour lui faire perdre la balle. Il y fallait plus d'agilité que de puissance. C'est de là que sont venues l'adresse et la vitesse de beaucoup de nos joueurs.

— Le jeu était essentiellement pratiqué par des jeunes gens issus des classes bourgeoises ?

— Oui. Tout à fait ce qu'on peut appeler les milieux dirigeants. Les cadres, il y avait cinq polytechniciens dans la première équipe du Stade français dont j'ai fait partie, et mon trois-quart centre, Jacques Debet, était interne des hôpitaux. Oh ! non, ce n'était pas un jeu prolétarien, en ce temps-là.

— Avez-vous débuté très jeune dans le rugby de haute compétition, près Sainte-Barbe ?

— A dix-sept ans. J'étais ailier en équipe première du Stade français. Dès mes premiers matches, j'ai été remarqué par la presse parisienne. L'Auto, no-

tamment, disait du bien de moi. Quand nous sommes allés jouer à Toulouse pour la première fois, les types en beret ont commencé à me regarder avec attention. Puis ils ont rigolé et ont dit : « Beh ! si c'est ça, Lesueur, ce « gringalet », on n'a pas à s'en « faire ! » Alors je leur ai marqué deux essais.

— Quatre ans plus tard, vous êtes sélectionné en équipe de France. C'est contre les All Blacks ou contre l'Angleterre que vous avez débüté ?

— Contre l'Angleterre. Je n'étais pas de la toute première équipe, balayée par les Néozélandais avec trente points d'écart. Remarquez que nous, on en a pris vingt-sept. C'était au Parc des Princes. Le prince de Galles était présent. Un monde fou : peut-être dix mille personnes, ça paraissait énorme à l'époque. Les Anglais jouaient beaucoup plus groupés que nous. Il fallait plaquer tout le temps. Le premier de nos deux essais a

été marqué par Alan Muir : il était américain, et d'ailleurs sélectionneur — ce qui fait qu'il ne s'oublie pas ! C'est moi qui ai marqué l'essai suivant, le premier infligé à une équipe anglaise par un Français. Alors on a mené à la marque. Et puis, furie après, sur placage, j'ai été mis knock-out. J'ai passé près d'une heure dans le cirage. Quand j'ai repris mes esprits, j'ai regardé le tableau d'affichage : 35-8. Je n'y croyais pas ! Mais les Anglais m'ont porté en triomphe. Quelle journée !

— Combien de fois avez-vous joué en équipe de France ?

— J'ai été douze fois sélectionné. Mais la dernière fois je

n'ai pas joué. On m'avait refusé un essai pour un prétendu en-cas, à Swansea, avec une telle mauvaise foi que j'ai refusé de jouer avec des gens comme ça. Mais que ces Gallois étaient forts ! C'est peut-être leur plus grande époque : des joueurs fabuleux, comme Bancroft et Roe. L'arrêt de ma carrière internationale ne fut pas dû seulement à ce mouvement d'humeur. Les sélectionneurs et les dirigeants m'avaient à l'œil. Chaque fois qu'on allait jouer en Grande-Bretagne, je m'éclipsais à l'école de Londres, où une petite amie m'attendait. Ça faisait rigoler les copains, pas les dirigeants. Remarquez que je me

débrouillais toujours pour être à l'heure dans les vestiaires.

— Ces extras ne nuisaient-ils pas à votre forme ?

— Pas du tout. Pour une course de 100 mètres, on il faut « exploser » dès le départ, je ne dis pas. Mais pour le rugby, moi qui suis hypernerveux, ça me faisait du bien.

— Le jeu de ce temps-là ressemblait-il à celui d'aujourd'hui ?

— Oui et non. Les arènes ne jouaient pas du tout comme maintenant. Ils étaient très peu mobiles. Ils entraient en mêlée et en touches, et puis, le ballon sorti, c'était aux lignes arrière de s'en servir. Remarquez, il y avait des exceptions : un type

comme Communeau, l'un des premiers capitaines de l'équipe, major de Centrale, aurait été un grand joueur à toutes les époques. Mais pour nous, les gazelles, il était beaucoup plus facile de nous balader ballé en main qu'aujourd'hui.

### Payer les joueurs ?

— Et l'athlétisme, vous y êtes-vous consacré avec autant de passion ?

— Presque. J'ai été simultanément champion et recordman du 100 et du 200 mètres. Je parlais très vite et on ne me remonta pas. Sauf, un jour, René Mourlon. Quand je l'ai senti arriver à ma hauteur, j'ai tenté une accélération, je me suis claqué et, du coup, j'ai abandonné.

— Entre-temps il y avait eu la guerre ?

— Oui. J'ai été capturé. Je me suis évadé avec mon ami Géo André, grand champion que j'aimais beaucoup. C'est alors que je me suis fait des amis dans le milieu de l'aviation, Roland Garros, Assolant avec lequel j'ai fait de la compétition en bobsléigh. Marcel Doré dont je suis devenu le rival en pilotage : j'avais de meilleures notes que lui ! Et puis je me suis mis au tennis, au golf, au tir. Tout, j'aimais tout !

— Après avoir été joueur de rugby, vous êtes devenu dirigeant ?

— Pas dirigeant. Je n'ai jamais voulu l'être, ni sélectionneur. Mais président du Stade français, oui, et pendant près de vingt ans, de 1927 à 1944. La Faisanderie ! Tout ce que nous y avons fait... Et puis il y a eu la création du stade Roland-Garros, auquel j'ai donné ce nom en souvenir de mon ami. C'est avec notre garantie personnelle, à René Gillou et à moi, qu'il a pu être bâti.

— Avez-vous été blessé en pratiquant tel ou tel de ces sports ?

— Au rugby, oui. Deux clavicules cassées, un doigt paralysé, pas mal de bobos... Je ne regrette rien !

— De tous les joueurs avec lesquels vous avez joué, et que vous avez vus, qui vous a laissé le plus grand souvenir ?

— De mon temps, Fernand Forques, à coup sûr. Il était magnifique. C'est lui qui a créé l'école bayonnaise, qui a transformé le jeu : c'est alors qu'on a vu les quinze joueurs jouer vraiment avec le ballon. Après lui, je retiendrais surtout un garçon comme Jauréguy, qui avait une classe incomparable. C'était vraiment un grand seigneur du rugby. Plus récemment, le joueur que j'ai le plus apprécié, c'est Richard Astre, le demi de mêlée de Béziers. Il avait compris mieux que personne que tout le jeu de rugby est fondé sur le contre-pied. Quel coup d'œil ! Il est vrai qu'il jouait derrière un fameux paquet d'avants.

— L'évolution du jeu, les brutalités, le professionnalisme camouflé, vous gênent-ils beaucoup ?

— Bien sûr. C'est pour cela qu'en 1930, à la tête du Stade français, j'ai pris la décision de retirer mon club du championnat, qui défigurait le jeu, ne serait-ce que face aux Britanniques. Le jeu dur, il y en a toujours eu. Mais il faut lutter contre. Quant à payer les joueurs, c'est vrai que depuis que ce ne sont plus des bourgeois comme nous qui tiennent le haut du pavé, c'est difficile à éviter. Mais c'est inévitable. Qu'est-ce qu'un jeu où l'on triche ?



GUARINIERO

CLAUDE LAPOINTE

# PANORAMA MONDIAL DE LA HAUTE FIDELITE



UNE EXPOSITION DYNAMIQUE DES MATÉRIELS HAUTE FIDÉLITÉ

(Chaines complètes et leurs composants)  
Plus de 300 constructeurs de 20 pays, présentent  
un panorama mondial des dernières nouveautés

DES JOURNÉES D'ÉTUDES

Recherche et prospective

UN PROGRAMME ARTISTIQUE

avec le concours de RADIO FRANCE  
et la participation de 15 sociétés  
étrangères de radiodiffusion



Palais des Congrès - Paris Porte Maillot du mercredi 5 mars au dimanche 9 mars 1980  
Tous les jours de 10 à 20 h - Nocturne le samedi 8 jusqu'à 22 h - Entrée 20 F - Étudiant 12 F

Organisation S.D.S.A., 20, rue Hamelin F 75116 Paris - Tél. : 505 13 17 ou Festival 758 24 90

هكذا من الأصل



## TABLE

## Les gastros

Manger en paix... Opération difficile pour un chroniqueur gastronomique. Accablé de prévenances, il doit se forger le masque impassible du grand prêtre aztèque...

JEAN-PIERRE QUÉLIN

**A**PPELONS-LES les gastros, ces Lucifères à plume, ces carnassiers de la fourchette, sans l'avis desquels il n'est plus question désormais de s'en aller dîner en ville. Car non seulement ce ne serait pas convenable, mais on risquerait de s'exposer aux pires aventures pour ne pas avoir tenu compte de leurs recommandations et mises en garde. Même remarque pour les chefs, qui auront intérêt à se tenir à carreau et à vérifier les arguments de s'élever dans des troupes qui déplaient à la critique.

Il y avait autrefois des cuisiniers qui cuisinaient et des mangeurs qui mangeaient ; il y a aujourd'hui des cuisiniers qui lisent ce qu'ils doivent faire manger à des mangeurs, qui ne savent plus quoi lire pour manger — pour bien manger. Artisans de cette grande saga des casseroles : les gastros.

Genre mineur, la chronique gastronomique allait connaître, au cours des deux dernières décennies, un spectacle remonté pour devenir une véritable institution, avec sa confrérie, ses querelles d'écoles, ses styles, ses pompes et ses ordonnances. Parmi les plus célèbres, les frères Gaulé et Millau, qui viennent de publier leur sommaire annuel, leur *Guide France 1980*.

Etes-vous jamais entré dans un endroit où l'on gastronomise, flanqué d'un des champions du genre cité ? Le scénario, le cérémoniel, est presque toujours le même et rend sans doute assez justement compte de l'importance, à n'en pas douter démesurée, qu'en prendent les restaurateurs lavis et le jugement de ces nouveaux procureurs.

## Divas

Dans le cas le plus banal, l'apérif est servi au second de la *Marche consulaire*, et les alcools bus dans les terribles embrassements des *Adieux de Fontainebleau*. Pas un moment de répit n'aura été accordé à notre scribe attablé, accablé de prévenances, submergé d'offrandes, et qui ne trouvera le salut qu'en se retranchant derrière un masque circonspect et docte — la guêpe que devaient se composer les grands prêtres aztèques quand la robe se tachait d'éclaboussures sanglantes.

Dur métier. Nous parlons ici de cette poignée de divas qui font la pluie et le beau temps au-dessus des fourneaux et non, bien évidemment, des soldates de l'ombre du Michelin, qui, eux, s'y prennent avec les manières des agents du fisc pour décrocher leurs étoiles ou leurs flèches du Parthé. Nous parlons des seigneurs, de ceux qui n'ont plus rien à gagner à ne pas se faire reconnaître.

Justement, nous avons à notre table Christian Millau, que le patron d'un établissement sur le point de faire carte neuve vient de repérer et qui est en train de se demander, avant même la commande passée, à quelle sauce on va le dévorer (c'était un navarin de monton, prestement englouti par l'homme de l'art, qui servait au rituel sacrificiel ; pas de commentaire sur le plat — médiocre — la mystère restera entier).

La première question aurait pu être à peu près celle-ci : à quand faites-vous remonter cette bouillie qui s'est emparée des Français pour les choses de la bouche ? Il me semble, dira Millau en substance, qu'aux alentours des années 60 les gens ont commencé à se dire que l'appétit n'était vraiment terminée et qu'il convenait de rattraper le temps perdu. Les cartes de rationnement avaient laissé comme un petit creux ; on avait faim, très faim. Notre guide de Paris qui sort en 1963 va connaître un succès presque démesuré. C'est l'époque où en publiant dans *Paris-Press* un écho sur les difficultés que rencontre un petit restaurant du quatorzième (presque dans la rubrique

entraide), la bonne hôtesse se voyait le soir même envahie par une bande, une meute, da bien-faites avec l'estomac dans les talons. C'était parti, il suffirait de peaufiner la formule de faire un bon boulot de journaliste — il y tient Millau à son métier de journaliste — et l'affaire — les affaires — n'avaient plus qu'à se développer. Tout le monde va suivre.

Inventeurs du style cool, ces diestistes se tailleront une solide réputation de baladeurs-gourmands avec lesquels il faudra compter. Prospères les affaires ? Pas à se plaindre, c'est redé, on commence à être un peu connus. Récemment, une équipe de *Time*

*Magazine* est venue nous voir travailler. Ils voulaient découvrir les astuces, tout savoir. Ils feront la couverture. Ça marche.

Ça marche peut-être même un peu trop pour les autres, qui auraient tendance à penser que vous ne leur laissez que les reliquats du succès ? C'est vrai, il y a de ça. Les joutes auxquelles nous nous livrons portent souvent sur des jalouses, des malentendus, des agacements, mais nous nous battons tous pour la bonne cause : la bonne bouffe.

Tout de même, tout de même... Je relève dans l'introduction à votre nouveau guide cette vacherie assez savamment amenée : « Comment voulez-vous prendre au sérieux des gens qui entrent dans la "nouvelle cuisine" et font en même temps un éloge enthousiaste de ceux qui la pratiquent ? L'un de ceux-là a écrit, par exemple, sur le *"Chiberta"*, à Paris, un article qui nous a bien divertis. Il y trouvait exquis tous les plats qu'il longuement d'année d'années et qui pensent les croque-morts est sans intérêt. »

Avouez que tout ça n'est pas très aimable et risque de rendre nerveux le bon peuple. Toutes ces escarmouches et la fatidique qu'il y a à vouloir paraitre d'aussi près une vedette — on la démoderai parce qu'on n'a pas été le premier à la découvrir — na simplifier la lecture. A qui se fier ? Comme disent les Chinois : « Quand les cuisiniers se battent, le rôti brûle. » Qu'est-ce

qui se passe quand les gastros s'entre-déchirent ?

Ce qu'il fallait savoir, c'est que les goûts avaient changé. Sous la pression des chroniqueurs, le mangeur a voulu autre chose : on est entré dans le temps des délicatesses, des finesses. Tout se passe comme si le cuisinier dont les succès étaient étroitement liés aux jugements de son récepteur — en trois bons « papiers », la gloire d'une maison est faite — avait pris l'habitude de l'avoir comme premier et principal client.

Des grosses têtes sous la toque : on vous reproche d'avoir fabriqué une génération de cuisiniers qui mettent tant de présentation et de science dans leurs brouettes que plus rien ne pourra les arrêter sur la pente des catastrophes. On n'a pas tort. Car, enfin, pour une daube d'herbes inventée par Manière le Janséniste, combien d'innocentes coupables sont-elles proposées en vos noms ! Ces poissons massacrés, dont les restes reposent sous des sauternes d'épinards, ces gibiers dans leur marinade hawaïenne, ces petits légumes aux petits légumes, toute cette camelote — souvent de qualité et donc chère — jetée le pire discrédit sur notre fonde culinaire. « L'inqualifiable à la poursuite de l'immaculée » : Oscar Wilde et sa définition de la classe au renard ; nous y sommes.

Les gastros ont un feu, hurlent à l'imposture, mais l'incendie par eux allumé est difficile à circonscrive.

À 110-120 décibels. Personne ne s'en soucie. Il n'y a en France aucune législation réglant la sonorisation dans les lieux publics, à la différence de la Grande-Bretagne, où l'on ne peut pas dépasser 95 décibels.

Au dernier gala de Supertramp, à la porte de Pantin, la sono atteignait 24 000 watts alors que, pour les Pink Floyd, il y a deux ans, elle était moitié moins forte. A la soirée qui clôturait les journées du R.P.R. de l'automne, on comptait aussi 15 000 watts. Et à la soirée organisée par la FNAC, à l'ouverture du Forum des Halles, elle atteignait 6 000 watts.

Car le bruit est un élément de l'ivresse, comme les couleurs, les rythmes noirs, les lasers. Les disco-jockeys savent bien qu'il faut monter un peu le son pour réchauffer une ambiance. La musique alors vous enveloppe, vous pénètre, vous enlève les tripes. Vous ne pouvez plus rester immobile, vous êtes obligé de remuer. Complètement envouté, on peut alors danser près des enceintes d'autant plus facilement que le rock, comme la musique disco, est à base de graves. « Les graves, c'est ce qui procure l'émotion », explique un médecin spécialiste, et nous amène en état de transe. C'est le tam-tam africain ou la samba brésilienne que l'on n'entend plus seulement au niveau des oreilles, mais aussi de l'estomac, de tout le corps. Regardez les enfants, lorsqu'ils sont devant une chaîne, ils tournent automatiquement les boutons des graves

parce que c'est ce son qui leur procure la plus d'émotion. Les nouvelles chaînes, même si elles ont beaucoup amélioré la qualité du son, sont justement dramatiques pour les oreilles, car elles permettent d'augmenter les sons graves indépendamment du reste.

## 73 décibels

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les sons graves sont plus dangereux pour les oreilles que les aigus. Un aigu, c'est un coup de sifflet, un grave, c'est l'explosion d'une bombe, c'est-à-dire une onde beaucoup plus large qui vous enveloppe et attaque donc une section plus importante du nerf auditif. Les audiogrammes sont formels : ils accusent une baisse de la capacité auditive entre l'entrée et la sortie d'un concert rock, le début et la fin d'une soirée passée dans l'une de ces nouvelles boîtes de nuit. Les oreilles, ça s'use. Comme les yeux. Et plus on les utilise mal, plus elles s'usent vite.

Bien sûr nous n'avons pas tous la même oreille. Celle d'un harpiste n'a sans doute pas la même sensibilité que celle d'un rocker, mais un professeur américain, John Victorien, après une longue série de tests, a établi le seuil de confort général pour l'oreille à 73 décibels. On en est loin.

Alors, les laboratoires et les hôpitaux volent, désormais, derrière des jeunes de trente ans. Avec des réflexes de vieux, ceux de nos grands-parents, qui à quatre-vingts ans devenaient un peu dur d'oreille. Ils ont parfois déjà perdu 50 % de leur capacité auditive, pensent fort, vous demandent de répéter et se tournent du côté de leur bonne oreille pour mieux vous entendre.

Michel a vingt-six ans. Depuis cinq ans, il sonorise des soirées d'étudiants. Il a fait des tests et s'est aperçu qu'il ne possède plus que 70 % de sa capacité auditive. Olivia a vingt-quatre ans. Depuis l'âge de seize ans, elle écoute la musique à plein tube. Elle est déjà sourde d'une oreille. La semaine dernière, elle s'est fait installer une chaîne de 100 watts dans sa voiture. Parce que 70 watts ne lui suffisaient plus.

## GÉNÉALOGIE

## Un chercheur tenace

PIERRE CALLERY

**L**A réunion de tous les descendants actuels d'un ancêtre éloigné, on en a vu de l'ensemble des personnes portant un même patronyme, est assez rare certes, mais néanmoins elle n'est pas tout à fait exceptionnelle.

Il y a une vingtaine d'années, le retour aux sources des Canadiens Tremblay dans les villages de leurs ancêtres, dans la région de Tourouvre, dans le département de l'Orne, avait fait quelque bruit dans la presse.

Fourtant, l'initiative n'était pas nouvelle. Chaque année depuis le début du siècle, ou en tout cas depuis au moins la guerre de 1914-1918, quatre-vingts à trois cents descendants de la famille Sébès se réunissent aux environs de Mont-Saint-Vincent en Saône-et-Loire.

D'autres réunions ont eu lieu, groupant les Alizant, les Grange... Citons, entre autres, la journée complète, de la messe

matinale, au pique-nique et à la soirée dansante, organisée en Corbise dans une propriété par les deux cent cinquante représentants *Bondet de La Bernardie*.

Solt. Toutefois dans le cas présent et à l'initiative de la venue des Tremblay, précédemment indiquée, nous nous trouvons avec la famille Violet, face à la retrouvaille de cousins éloignés, partis outre-Atlantique il y a plus de deux cents ans.

Et, plus important peut-être encore pour nous, tout a été provoqué par la recherche généalogique d'un amateur bénévole et passionné.

Tout a commencé par un séjour de celui-ci, Claude Mèche, à Anguste, capitale de l'Etat du Maine, aux Etats-Unis. Parti en vacances, il ne prévoyait pas y trouver une population américaine de souche française profondément attachée à notre culture. Peu après son retour à Paris, une des personnalités alors rencontrées, Maurice Violette, lui demanda d'effectuer des recherches généalogiques et de retrouver, dans toute la mesure du possible, ses origines.

Les Violette avaient déjà recherché leurs filiations à travers l'Acadie. Ils descendent tous de Charles Violet (qu'ils pensaient vigneron, mais qui, vérification faite, était couvreur) et de son épouse, Marie David, venue avec lui et avec leur fils François à bord du navire l'*Intrepid*, parti de Rochefort-sur-Mer en mai 1749.

Un congrès de la famille acadienne américaine et canadienne Violette allait se tenir le 4 août dernier et Maurice Violette souhaitait vivement la découverte de l'origine certaine de Charles. Ignorant tout de la façon de procéder, Claude Mèche se prit la tête entre les mains et se mit à réfléchir, à penser qu'il fallait se rendre au Musée de la marine. Arrivé au palais de Chaillot, il vérifia en effet que l'*Intrepid* avait existé, mais il ne trouva même pas la liste des passagers de mai 1749.

Le musée des archives du port de Rochefort lui communiqua alors la correspondance des ministres *Marepas* et *Rouillé* (31 145 et 146, série 50). L'énorme dossier alors dépouillé se révéla passible n'en avait pas n'apporta guère plus qu'un grand encouragement.

C'est alors que notre chercheur aborda ce qu'il aurait dû éviter dès le départ : l'état civil. Les actes de catholicité de Saintes lui permirent de retrouver les baptêmes de deux enfants de Charles Violet et de Marie David, ainsi que le mariage de ces derniers. Charles y était indiqué de la paroisse de Jésus, mais sa filiation manquait.

Un spécialiste aurait d'abord cherché dans les registres du contrôle des actes ou des inscriptions (série C, aux Archives départementales) afin de retrouver le nom des parents et ainsi l'éventuel contrat de mariage porteur généralement de multiples informations.

Jésus n'existe pas ; mais Ville-Jésus, si. L'examen des minutes, le recoupement entre les différents actes, le doute qui suit l'éventualité amenèrent finalement à une certitude totale. Charles est fils de Louis Violet et de Marie Doua. Son ascendance paternelle se retrouve jusqu'en 1890 ; son ascendance maternelle, jusqu'en 1632.

Toutefois, la découverte n'a été complète qu'un mois et un jour après le congrès du 4 août, qui cependant n'aurait pas pu être dix personnes ! Rien n'est officiellement prévu cette année sinon la poursuite de la recherche des cousins français et certains projets de réunions.

Mais, en 1981, la célébration du bicentenaire de la fondation de la ville de Van Buren (Etat du Maine), créée par François, le fils de Charles Violet, attend plusieurs milliers de personnes de France et d'Amérique (six cents sont actuellement recensées). ■

● Le livre de Paul Feyerabend, *Against Method* cité par Paul Caro dans la chronique scientifique, intitulé « Le fantôme d'Auguste Comte », dans le *Monde* du dimanche du 24 février, est paru en traduction française (Contre la méthode) aux éditions du Seuil (collection Science ouverte). D'autre part les idées de M. E. d'Espagnat, auxquelles il était fait allusion, sont exposées dans son ouvrage *La recherche du réel* (Ganthier-Villars).

## BAFFLES

## A fond la caisse !

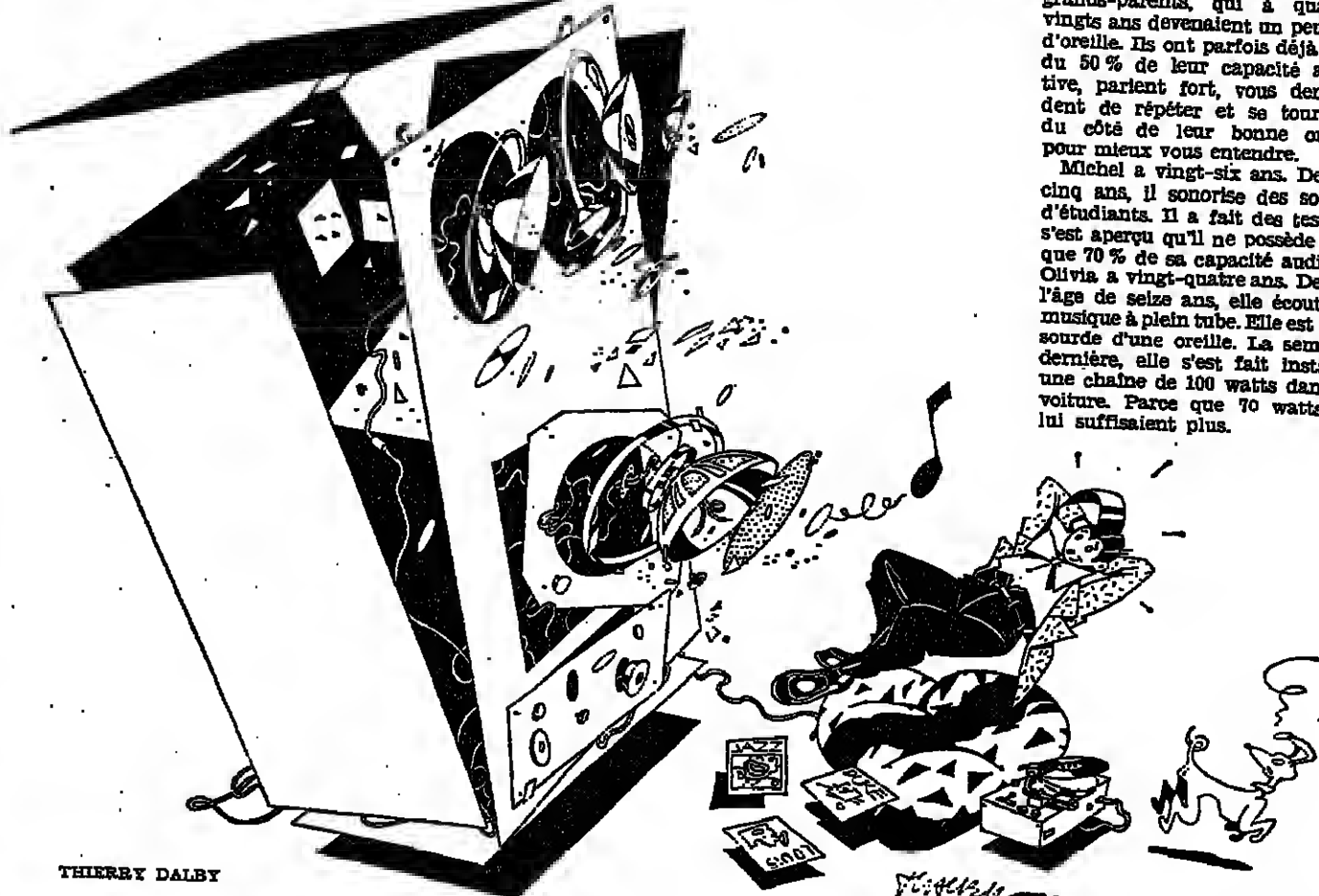
Tous décibels dehors, la musique s'avale comme une drogue. On gonfle les amplis. Et on fabrique une génération de sourds.

BÉATRICE DE LAULNOIT

**A**FOND la caisse, le tympan collé aux baffles, la musique s'avale comme une drogue, tous décibels dehors. Pour planer, il suffit de tourner un peu le bouton, d'augmenter la puissance. Un krip à bas prix. Une chaîne aujourd'hui d'aujourd'hui 2 000 à 3 000 francs pour s'installer un début d'auditorium dans son studio. Avec raffinement suprême pour les voisins qu'on ne gêne plus, mais dramatique pour les oreilles : un casque ; c'est-à-dire deux fois 40 watts directement sur le tympan. Même escalade dans les voitures, où des installations supersophistiquées de 100 watts, de véritables petites chaînes avec ampli, tuner et deux ou même quatre

baffles dissimulés dans les portières ou sur la plage arrière remplacent désormais les petits autoradios de 4 ou 5 watts complètement inaudibles à plus de 100 à l'heure.

« A ce rythme-là, cela donnera à cinquante ans des générations de sourds », clame la Fédération française de l'audition. Les boîtes de nuit parisiennes comme La Main bleue, Le Palace, Le 78 ou les Bains-Douches marchent au gros volume : 3 000 à 4 000 watts, c'est-à-dire cinq à six fois plus qu'une boîte normale. Là, on ne se parle plus, on ne peut que danser. « Autrefois, pour une soirée de jeunes, on se contentait de 200 watts, explique une société de sonorisation : aujourd'hui, c'est au moins 1 200 », ce qui, compte tenu de la taille des grands halls, donne une ambiance sonore équivalente



THIERRY DALBY

## Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »  
accueille en groupe  
les amateurs de 3 à 83 ans  
RUE LACÉPÈDE, PARIS-9  
Téléphone : (1) 50 71 21

EXTERNAT

## COLLÈGE LIBRE NOTRE-DAME

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT ET D'ÉDUCATION CHRÉTIENNE  
Du Jardin d'enfants à la terminale

Section A. B. C. D. - Anglais, Allemand, Espagnol, Italien, Latin

31, allée du Jardin-Anglais - 92340 LE HAUT-ROCHER - Tél. 381-12-70

INTERNAT



**J**e dois l'avouer : la perspective de voir les Jeux olympiques de Moscou capoter me ravit. Non pas que j'approuve la thèse du boycottage : l'idée qu'il faille « punir » de cette façon les Russes pour l'invasion de l'Afghanistan, les goulags ou tous les péchés commis contre les droits de l'homme me paraît saugrenue — pour ne pas dire franchement hypocrite. Pourquoi eux et pourquoi maintenant ? Personne ne s'était jusqu'à présent avisé d'utiliser les athlètes pour moquer les Américains lorsqu'ils s'écroulaient au Vietnam sous les bombes ou pour gronder les dictateurs qui un peu partout arrêtaient, massacraient, torturaient des innocents ou des opposants.

Et l'utilisation des Jeux de Munich par les Palestiniens pour dire leur fait aux Israéliens n'est pas un précédent tellement sympathique.

Non, ce qui me plaît, c'est qu'on va peut-être échapper aux effusions nationalistes, qui accompagnent inévitablement ce genre de réjouissances — et dont Lake-Placid vient de nous donner un avant-goût. Une rencontre sportive mondiale, c'est d'abord une gigantesque opération de propagande politique. Un acteur, journaliste en Allemagne avant la guerre, rappelait dans *le Monde* à quel point les Jeux de 36 ont marqué l'apothéose du régime nazi. La coupe mondiale de football, même si elle a permis de lever un peu le voile sur

la réalité du régime de Videla, a été pour ce dernier une formidable opération publicitaire. Les Jeux de Mexico, en 1968, ont fait oublier comme par enchantement les manifestants fusillés la veille en plein centre de la ville. Réalités qui altèrent quelque peu le

plaisir qu'on a pu prendre à contempler les exploits des athlètes. Quand on pense à l'utilisation que la propagande communiste s'appropriait à faire des Jeux de Moscou, on se dit qu'on va peut-être l'échapper belle.

Ainsi, dira-t-on, vous êtes contre le sport ? Non, j'apprécie, autant qu'un autre, la fulgurance d'un sprinter ou l'envoi d'un sauteur. Mais je dois dire que cette ambiance martiale de défilés, de drapeaux, d'hymnes nationaux, ces chipotages sur le décompte des médailles, ces éternelles spéculations sur la supériorité de tel ou tel régime me gênent singulièrement mon plaisir. De même que les jérémiades on les rododromes qui nous

attendent selon que « les nôtres » auront perdu ou auront failli gagner.

La faillite des J.O. de Moscou va-t-elle marquer la fin de l'olympisme ? Quand l'olympisme c'est cela, ne nous en plaignons pas. Et trouvons d'autres formules, plus sobres. Des suggestions ont été faites ici ou là : abandonner les hymnes et les drapeaux, supprimer les équipes nationales, installer les Jeux dans un endroit « neutralisé » et fixer une fois pour toutes (en Grèce par exemple) ? Pourquoi pas ? D'autres solutions sont peut-être envisageables. On ne supprimera jamais l'orgueil national. Mais on peut en atténuer les aspects les plus « bêtes et méchants ».

## VARIATIONS

# A bas les Jeux!

FREDERIC GAUSSEN

XX. — LE MONDE DIMANCHE

2 MARS 1980

# Le Monde

DIMANCHE

## NOUVELLE

## CHERCHER LA FEMME

PAR PIERRE CHRISTIN

avec Jean VERN, ENKI BILAL, Jean-Claude MÉZIERES, Annie GOETZINGER



**M**AIS non, je t'assure ! Elle était... ah !... elle était... — D'abord, elle était blonde, pas brune. — Comment ça, blonde ? Vous êtes tous les deux, ma parole ! Sa chevelure de Gorgone flamboyante... — Hé, ho !... Épargne-nous les envolées lyriques, veux-tu ? Moi je soutiens qu'elle avait une froideur d'acier et...

— Toi et les autres, vous n'avez rien à soutenir puisque ce n'était pas une femme de toute façon !

Il y eut des cris de protestation, un liquide doré coula sur le tapis, un verre tinta, le brouhaha fut à son comble.

Tout le monde avait bu, c'était incontestable.

C'était même la seule chose incontestable dans la discussion confuse que s'efforçaient de mener les cinq amis tandis que Jean-René (dit Paluche molle) circulait dans son atelier assez crasseux, les bras chargés de bouteilles prises sur la grande table à dessin, bien décidé à finir la soirée en beauté, comme il le convenait.

D'ailleurs, c'était chaque année pareil. On ne célèbre pas impunément une amitié vieille de vingt ans et émaillée de souvenirs prodigieusement enjolivés des Beaux-Arts, n'est-ce pas ?

Mais cette année, tout de même, il y avait quelque chose de spécial. Au restaurant du Faisan doré, on avait torturé dans les règles, qui étaient généreuses, et si l'on se souvient des nourritures remarquablement lourdes du lieu. Et puis, on avait commandé des alcools et allumés des gros cigares. Jusque-là, rien de normal...

Au tour de la table, il y avait donc Jean-René, dit Paluche molle, car il professait jadis un goût immodéré pour les graphismes tremblotants. Depuis, il tirait des barres à domicile pour divers cabinets d'architectes et son trait s'était beaucoup dépouillé, par la force des choses.

Il y avait aussi Eugène, dit B.B., sans que l'on sache bien clairement désormais si son sobriquet provenait de son ambition proclamée de séduire un jour Brigitte Bardot ou des innombrables Belles Blondes qu'il avait utilisées comme produits de substitution faute d'avoir réussi à concrétiser son rêve d'adolescent en dépit de longs séjours sous la tente, près de La Madrugade. Lorsque les Belles Blondes lui en laissaient le loisir, Eugène travaillait en free-lance pour la pub.

Victor, lui, n'avait pas de sobriquet. Au bon vieux temps de l'école, c'était un jeune homme maigre et ardent qui courait les expos surréalistes, citait Artaud et ne buvait que de l'eau. Maintenant, il était gros et barbu, couvrait les éditeurs de seconde zone pour placer ses illustrations modérément fantaisiques et buvait beaucoup de trucs très forts.

Estelle, qui ne s'appelait plus Marie-Françoise que pour sa vieille grand-mère, était la seule femme du groupe. Elle était extrêmement belle dans son grand décalé masqué de perles mais, comme d'habitude, l'un de ses compa-

gnons avait rappelé charitablement que, avec la vie qu'elle menait, on ne savait plus vraiment si Estelle était toujours une femme. Il faut dire qu'elle réussissait fort bien à Paris dans le dessin de mode et s'offrait des amours horriblement compliquées.

Il y avait enfin Paulo, dit l'Aveugle, tant il était peu doué pour le dessin d'observation et, d'ailleurs, pour toute forme d'art plastique. Paulo était le seul membre du groupe à n'avoir pas obtenu le diplôme, ce qui représentait une forme d'expiation, et de petits métiers en jobs incertains, il avait fini par devenir journaliste dans le grand quotidien du coin. Étant donné son sens profond de l'exactitude descriptive, on trouvait cela très amusant.

Dans l'atelier encombré de rouleaux de papier, le silence régnait maintenant, un peu curieux après tout ce bruit. Chacun, en sirotant son tord-boyaux favori, repensait à cette scène étrange qui avait suivi la sortie du Faisan doré. La nuit était très froide et très claire. Les rues étroites du vieux quartier étaient désertes. Et seuls les bégaiements de cinq rapins vieillissants tirant des bords bras dessus, bras dessous entre les trottoirs gonflés résonnaient dans la ville endormie tandis qu'ils ralliaient l'atelier pour y ingurgiter encore quelques liquides énergétiques.

C'est alors, se découplant sur le ciel d'hiver enluminé par la pleine lune, qu'ils avaient vu, là-haut, glissant sans aucun bruit, sur les toits moussus des immeubles, à moins qu'elle ne fût en train de flotter entre les cheminées d'où sortait parfois un petit nuage argenté ajoutant encore à l'irréalité du spectacle. Un instant immobile à l'extrémité d'un pignon très pointu, elle avait dit quelque chose que personne n'avait bien entendu, fait un geste d'appel que chacun avait pris pour lui-même, laissé flotter autour d'elle des étoffes que nul n'avait reconnues, peut-être même dénudé un instant un corps très blanc qu'aucun des cinq amis n'avait perçu semblablement.

Et puis elle avait, semblait-il, plongé comme en un souffle léger dans l'obscurité d'une venelle et disparu subitement, laissant le petit groupe éméché nez en l'air et bouche bée, en contre-bas. Il leur avait fallu un bon moment avant qu'ils trouvent la force de reprendre leur marche vers le modeste domicile de Jean-René.

Paulo, dit l'Aveugle, se reverse un gros doigt de boubon, glissa en arrière dans le canapé un peu déformé qu'il occupait, ferma à demi les yeux et murmura, d'un ton à la fois pénétré et cotonneux :

« Elle était... ah !... elle était... j'ai vraiment du mal à revoir comment elle était, les poteaux... »

— Oh ! toi, c'est pas étonnant que t'arrives pas à la décrire, dit l'un des poteaux. Tu n'es qu'un plumitif sans mémoire visuelle... »

— Complètement disqualifié, Paulo, surenchérit aimablement un autre poteau. T'aurais pris la charge de Fatima pour un OVNI, c'est tout dire... »

Tout le monde opina du bonnet tandis que l'Aveugle s'enfermait dans un mutisme dont on ne savait s'il était vraiment rageur ou quasi mystique.

Eugène, dit B.B., se leva et, d'un pas un peu hésitant, il s'approcha de la grande table à dessin où il raffa au milieu des bouteilles un petit carré de Canson et un marqueur. Un peu courroucé sur la table, il jeta des traits rapides, et bientôt il se redressa, l'air assez farouche.

« Voilà comment elle était, lança-t-il à la cantonade. Et c'est à moi qu'elle a fait signe, j'en suis sûr ! »

Le dessin circula.



Et il y eut des ricanements.

« Une belle blonde, évidemment ! — Pourvu Eugène, tu n'as jamais su dessiner qu'une seule nana... »

— Obsédé, na... »

Eugène tenta de protester, mais le gros Victor, avec une agilité étonnante, si l'on voulait bien considérer l'état dans lequel il se trouvait, bondit sur ses pieds, dépeça un coin de rouleau posant à terre et se mit à dessiner à même le sol.

« Je vais leur montrer ce que c'est, la vision, moi, je vais leur montrer », marmonnait-il tout en griffonnant rageusement.

Les autres observèrent d'un air dubitatif le papier un peu froissé qu'il fit bientôt circuler...



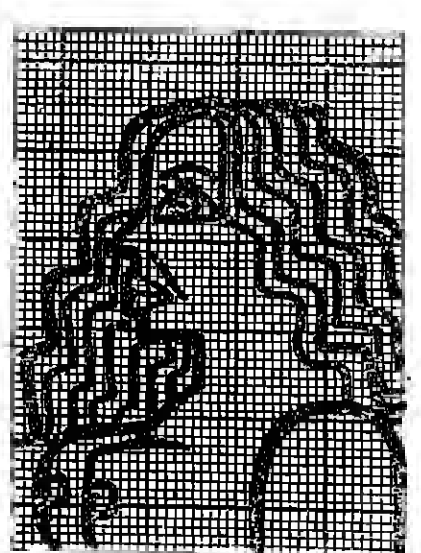
« Bon Dieu, tu crois qu'il est imbibé à ce point-là ? », glissa Eugène, d'une voix de confiance modèle palais de Chaillot, à l'oreille de Jean-René, dit Paluche molle.

— Tu veux dire, pour le délirium ? répliqua de façon tout aussi discrète l'heureux occupant de l'atelier.

— Hum ! », dirent les autres à l'exception du gros Victor qui raffa farouchement une bouteille de cointreau et en but une sacrée lampée au goulot.

« Voilà comment moi j'ai vu cette superbe créature », articula nettement Paluche molle, en s'installant sur le haut tabouret de sa table à dessin pour tracer, sur un bout de papier millimétré qui traînait là, un croquis très ferme qui, décidément, rendait tout à fait caduc le surmout dont il était affublé depuis ses égarments esthétiques de jeunesse.

On observa en haussant les épaules l'épure qu'il présentait quelques minutes plus tard :

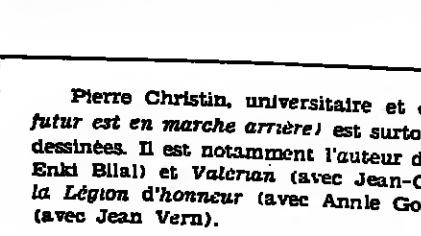


« Moi, le style salle de bains, je trouve ça inapproprié », persifla Eugène, dit B.B., qui se remettait de son propre échec en sirotant une vieille fine.

« De toute façon, là n'est pas le problème », coupa Estelle d'un ton péremptoire, en sortant un très joli stylo en bakélite et un carnet de croquis relié façon peau de zébu de son réticule.

« Et c'est quoi le problème, madame ? », insista quelque peu lourdement (surtout sur le mot madame) un Jean-René défilé.

« Le problème, c'est de faire sentir toute la troublante androgynie de cette apparition improbable qui nous a si fort émus », murmura Estelle d'une voix trop douce en arrachant la feuille de son carnet qu'elle venait de noircir avec élégance :



« Un tréfilé ! », lâssa tomber l'un des mâles d'un ton dégouté.

« Ça m'aurait donné qu'on ne finisse pas dans les turpitudes », ajouta l'un des autres mâles de l'assemblée.

« Ouais ! », dit Jean-René, d'une voix très très très lasse.

Après tout, c'était lui le taulier, et on sentait alors qu'il fallait en finir. Avec tact on ramassa les vêtements éparpillés, on s'en jeta un petit dernier pour affronter le froid piquant du dehors et on révéla Paulot dit l'Aveugle, journaliste de son état, qui avait tout à fait sombré dans son canapé et ne semblait plus très bien se souvenir de ce qui s'était passé.

C'est pourtant lui qui, le surlendemain, fit parvenir à ses amis, retournés pour un an à leurs occupations respectives, une photo qu'il avait prise pour illustrer un article dont le secrétaire de rédaction des pages locales fut si satisfait qu'il lui accorda dix-huit lignes. Paulo trouvait la photo assez chouette :



Il n'était pas mécontent non plus de l'article qui commençait ainsi : « Mme Duclameu, veuve d'une cinquantaine d'années tenant une coquette épicerie dans l'une des plus charmantes rues anciennes de notre ville, a fait, hier soir, une chute malencontreuse lors d'une de ses sorties nocturnes alors qu'elle souffrait d'un accès de somnambulisme. Conduite à l'hôpital Alphonse-Bourgnon avec un bras cassé, elle devait nous déclarer... »

Pierre Christin, universitaire et écrivain (les *Prédicateurs enjolivés*, *Le futur est en marche arrière*) est surtout connu comme scénariste de bandes dessinées. Il est notamment l'auteur des séries *Légendes d'aujourd'hui* (avec Enki Bilal) et *Valorian* (avec Jean-Claude Mézières), de la *Demoiselle de la Légion d'honneur* (avec Annie Goetzinger) et de *En douce*, le bonheur (avec Jean Vern).

هكذا من الأصل